

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16622 – 7,50 F - 1,13 EURO — MARDI 7 JUILLET 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Santé : l'industrie pharmaceutique taxée

● Le gouvernement veut économiser 2,5 milliards de francs sur l'assurance-maladie
● Les industriels du médicament et les radiologues fourniront l'essentiel de cet effort
● Neuf ministères verront leurs crédits augmenter sensiblement en 1999

MARTINE AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, ont présenté, lundi 6 juillet, une série de mesures visant à endiguer la hausse des dépenses de santé constatée depuis le début de l'année. Deux secteurs, qui n'ont pas respecté les objectifs, sont immédiatement concernés : les laboratoires pharmaceutiques, qui vont être mis à contribution pour 1,5 milliard de francs, et les radiologues, pour 500 millions de francs. Le gouvernement se donne jusqu'à la fin du mois de juillet pour dégager ainsi 2,5 milliards de francs d'économie, soit l'équivalent de la dérive des dépenses. Les ministres ont aussi annoncé des mesures structurelles, concernant principalement la consommation de médicaments, dont la France détient le record.

Lionel Jospin est, par ailleurs, en train de rendre ses ultimes arbitrages pour le projet de loi de finances pour 1999. Il a envoyé, dimanche, à tous les membres du gouvernement les traditionnelles *« lettres-plafonds »* qui fixent l'enveloppe de leurs crédits. Les hausses les plus sensibles concernent la ville (+ 30 %), l'environnement (+ 15 %), la justice, la culture, la jeunesse, l'emploi, la sécurité et l'éducation nationale (tous autour de + 4 %). La plupart des autres ministères verront leur budget progresser en deçà de la norme moyenne de 2,2 % qui a été retenue pour les dépenses. L'éducation et la justice disposeront chacune d'une hausse de près de 900 postes, tandis que le ministère des finances, l'équipement et les affaires étrangères verront leurs effectifs baisser.

Dimanche, sur Europe 1, à propos de la prochaine réforme fiscale, le premier ministre a semblé écarter l'idée de taxer les entreprises à l'impôt sur la fortune, mais il a plaidé pour des mesures susceptibles d'*« éviter les tentations spéculatives et l'évasion fiscale »*.



Lire page 6

PAULO WHITAKER/REUTERS

■ La France va découvrir la Croatie

■ Brésil-Pays-Bas : un match de buteurs

■ Enquête sur les agents

■ Un téléspectateur sur trois est une femme

Lire notre cahier Le Mondial

■ Qui négocie au Kosovo ?

Les Occidentaux exercent une forte pression sur Slobodan Milosevic pour qu'il accepte de négocier un nouveau statut du Kosovo. p. 2

■ Face-à-face en Ulster

Empêchés de pénétrer dans un quartier catholique, les militants protestants de l'ordre d'Orange campent face au barrage de l'armée. p. 3

■ Lionel Jospin et les sans-papiers

Le premier ministre a déclaré, dimanche : *« Notre politique n'est pas de régulariser tous les sans-papiers. »*. p. 30 et notre éditorial p. 13

■ L'été des festivals



FEDERICO PATELLANI

« Le Monde » commence la publication de cette série placée sous le signe de la musique avec les Académies musicales de Saintes et les Eurockéennes de Belfort. Rendez-vous quotidien jusqu'au 4 août. p. 24 à 26

■ Les « refuzniks » du lycée

Ils sont plusieurs milliers à abandonner chaque année leur scolarité entre la seconde et la terminale. p. 12

■ La grève continue à Disneyland Paris

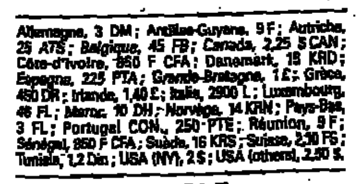
Aucun accord n'a pu être trouvé durant le week-end entre la direction et les animateurs du parc de loisirs. p. 16

■ Pas de tramway dans Paris

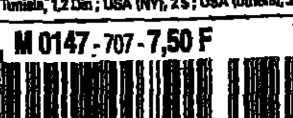
En autorisant un programme d'aménagement des lignes de bus de la petite ceinture (« PC »), Jean Tiberi met un terme, dans l'immédiat, au projet de construction d'un tramway. p. 11

■ Américain moyen

Le professeur Alan Wolfe fait le portrait d'une Amérique centriste, unie autour de valeurs fortes, après avoir interrogé 200 familles représentatives des classes moyennes. Entretien. p. 14



■ Les aléas du cinéma français



Le point de vue de l'historien du cinéma Jean Tulard qui analyse la fragilité d'une activité culturelle aujourd'hui florissante. p. 15

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 707 - 7,50 F

Le dernier adieu de Hongkong à son vieil aéroport

HONGKONG
Correspondance

Dans la nuit de dimanche à lundi, le cœur de Hongkong a basculé d'est en ouest. Entre le crépuscule et l'aube, l'aéroport de Kai Tak a été déménagé du centre-ville vers l'île de Chek Lap Kok, à l'issue de la plus grande opération logistique jamais réalisée en temps de paix : *« Operation Night Move »*. Quarante mille personnes étaient mobilisées pour acheminer en quelques heures, à 35 kilomètres de là, dans un emploi du temps minuté avec une cadence toute militaire, un gigantesque convoi où 1 300 camions et 16 barges ont transporté les pièces indispensables de tout aéroport : des escaliers roulants aux divers chargeurs, en passant par les tracteurs, remorques et autres engins mobiles. Trente et un gros-porteurs ont décollé, vides, de Kai Tak pour atterrir quelques minutes plus tard à CLK.

A minuit et deux minutes, le dernier vol Cathay Pacific CX 251 s'est envolé pour Londres. A 1 h 16, le directeur de l'aviation civile a éteint pour la dernière fois les lumières de Kai Tak. A 3 heures du matin, tout l'équipement était arrivé à CLK. Et, à 6 h 26, ce lundi 6 juillet, le premier vol Cathay Pacific CX 889 en provenance de New York atterrissait sur la piste du nouvel aéroport international.

Cela faisait neuf ans que la population de Hongkong attendait ce nouvel aéroport qui, avec ses voix d'accès, a été le plus grand chantier du monde. Mais ce n'est que dans les derniers jours qu'elle a pris conscience de la mort de Kai Tak. Ceux qui ont, un jour, atterri dans ce dernier aéroport de centre-ville au monde n'ont jamais oublié la frayeur des deux dernières minutes de vol, la descente si près des toits d'immeubles, des terrains de foot, des avenues bondées, le tournant vers la droite, où l'aile semble vouloir toucher sur ce ruban d'asphalte qui avance comme un doigt dans la mer. Et, après un freinage brutal, le sentiment, chaque fois renouvelé, du miracle accompli.

Mais, pour chacun des habitants du territoire, immigrés pour la plupart, la fermeture de l'aéroport, après soixante-seize ans de bons et loyaux services, est avant tout la fin d'une tranche de vie marquée par le départ. Longtemps seule porte d'entrée et de sortie de Hongkong, Kai Tak fut le lieu des retrouvailles et des séparations bruyantes de familles marquées par l'histoire douloureuse de la Chine ; de l'immigration vers le Canada ou l'Australie, puis du grand retour ; de la transhumance annuelle, lors du nouvel an chinois, vers le continent...

Aussi, ces derniers jours, ils sont venus par dizaines de milliers lui rendre un dernier hommage sur les toits et les trottoirs grouillants de Kowloon City et de Sham Shui Po, sur l'embarcadère du Kwun Tong Ferry, ou sur la promenade de Taikoo Shing, qui jouit d'une vue imprenable sur l'ascension vertigineuse des 747. Dans un pèlerinage sentimental, ils ont immortalisé sur pellicule les dernières approches aériennes vers l'ancien aéroport, ils ont enregistré le grondement infernal des réacteurs à la descente et sont allés respirer en famille l'air chargé de kérosène de Kowloon City. Ces gens qui, il y a un an, avaient accueilli le retour de Hongkong à la Chine dans une totale impassibilité, n'ont rien caché de leur nostalgie et de leur émotion dans leur dernier adieu à Kai Tak.

Valérie Brunschwig

Parler au féminin

FAUT-IL *féminiser les noms de métiers, de titres et de fonctions, comme le préconise un projet de circulaire du ministère de l'éducation nationale ?* Dans un entretien au *Monde*, Marina Yaguello, professeur de linguistique à l'université Paris-VII, souligne que la France est l'un des derniers pays où la question est débattue avec tant de passion. *« Je ne sais pas si la féminisation des mots a un effet de promotion réelle des femmes ou si elle a un effet facilitateur pour accéder aux fonctions nommées*, note-t-elle, *mais je pense qu'elle est symboliquement importante pour accompagner cette promotion. »* Aujourd'hui, 80 % des femmes de 25 à 49 ans ont une activité professionnelle.

Lire page 8

Un capitalisme de transition

DANS le secteur financier, le gouvernement français privatise et réforme d'une manière tout à fait singulière : en développant le mutualisme ou les coopératives. Après avoir vendu le groupe bancaire CIC au Crédit mutuel, il a décidé, la semaine dernière, la cession du GAN, le dernier assureur public généraliste, à Groupama, l'héritier des mutuelles agricoles. Il envisage par ailleurs de transformer les Caisses d'épargne en coopératives et de les organiser en suivant le schéma retenu par le Crédit agricole, lui aussi mutualiste et première banque française.

La méthode ne plaît guère aux groupes cotés en Bourse, qui redoutent ces *« animaux »* particuliers que sont les mutualistes dans la sphère économique : leur capital n'est pas détenu par des actionnaires, mais par des sociétaires qui n'exigent pas la même rentabilité que des sicav ou des caisses de retraite... Leurs dirigeants ne sont pas menacés d'être débarqués par des propriétaires mécontents, puisqu'ils fonctionnent sur le principe *« un homme, une voix »*, de manière très décentralisée. Surtout, ils bénéficient souvent de privilèges, en particulier dans le secteur bancaire.

Cette approche a, en revanche, l'heur de plaire aux salariés, qui voient dans les groupes mutualistes un pôle de stabilité pour l'emploi. Surtout, elle permet de maintenir en France, dans les mains d'intérêts hexagonaux, le capital des entreprises dont l'Etat se sépare. Les groupes mutualistes, non cotés, ne sont pas opéables et peuvent s'accorder du temps pour mener à bien leurs restructurations sans être sous la menace d'une société étrangère plus riche, plus rentable, mieux notée par la Bourse et prête à les absorber à la première faute.

Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie et des finances, l'a bien compris et n'hésite pas à faire passer les entreprises privatisées dans ce « sas » mutualiste, développant un capitalisme de transition, une étape intermédiaire entre le giron de l'Etat – dont les entreprises, dans le secteur financier, sortent souvent exsangues – et la logique de marché pure et dure. Il le fait toutefois davantage par nécessité politique que par choix.

Sophie Fay et Pascale Santi

Lire la suite page 13

Au livre des records



PETE SAMPRAS

EN REMPORTANT pour la cinquième fois, dimanche 5 juillet, les championnats de tennis de Wimbledon, l'Américain Pete Sampras a montré que l'heure de la retraite n'a pas sonné pour lui. Il vise maintenant un autre record : celui de l'Australien Roy Emerson qui a gagné douze victoires dans les tournois du Grand Chelem.

Lire page 21

هكذا من الاصل

KOSOVO La communauté internationale, qui tente de relancer un processus de négociations entre Belgrade et les Albanais du Kosovo, se heurte aux divisions de ces derniers. Les partis d'opposition et le mouvement armé kosovar (UCK) refusent de reconnaître l'autorité du leader modéré Ibrahim Rugova. Le médiateur américain, Richard Holbrooke, a quitté la région, lundi 6 juillet, sans avoir fait accepter aux différents dirigeants albanais l'élaboration d'une plate-forme commune de négociations avec Belgrade. ● LES OCCIDENTAUX vont essayer de mettre au point un projet de statut pour la province, qu'ils s'efforceront d'imposer. Contrairement à ce qui s'était passé face à la guerre en Bosnie, ils font peser sur le président yougoslave une réelle menace militaire. ● AU MONTÉNÉGRO, des milliers de réfugiés continuent d'affluer.

La division des Kosovars entrave une relance des négociations avec Belgrade

Le médiateur américain, Richard Holbrooke, a quitté la région après une navette de trois jours entre Belgrade et Pristina sans avoir pu obtenir des dirigeants kosovars qu'ils s'entendent sur une plate-forme commune de négociations avec le pouvoir serbe

LE MÉDIATEUR américain Richard Holbrooke devait regagner Washington lundi 6 juillet, après trois jours de navette entre Belgrade et Pristina, la capitale de la province du Kosovo, au cours desquels il a eu trois entretiens avec Slobodan Milosevic.

« *Un certain changement du statut actuel du Kosovo, à l'intérieur des frontières, des frontières internationales de la Yougoslavie, est essentiel de notre point de vue* », a dit Richard Holbrooke à la presse dimanche soir, après une ultime rencontre de trois heures et demie avec le président yougoslave. Faisant valoir la confidentialité de ses entretiens, M. Holbrooke n'a pas rapporté l'opinion de son interlocuteur sur ce point ni donné de détails sur les discusions qu'il avait eues pendant trois jours. « *Je ne dirais pas que nous avons fait des progrès, car ce serait abusif, mais nous ne pouvons pas parler d'échec non plus. La mission continue* », s'est contenté de dire le diplomate.

L'une des difficultés auxquelles se heurtent les efforts internationaux pour relancer un processus de négociation sur le statut de la province est l'absence de direction unifiée du côté des Albanais du Kosovo. Les contacts que M. Holbrooke a eus à Pristina avec plusieurs dirigeants de cette communauté, parmi lesquels des opposants au leader pacifiste Ibrahim Rugova, n'ont pas permis de progresser sur la voie d'une position commune des Kosovars face à Belgrade.

« *A l'heure actuelle, les Albanais du Kosovo sont incapables de parler d'une seule voix* », a déploré le diplomate américain dimanche. Lors de ses entretiens avec les leaders kosovars, M. Holbrooke leur avait demandé d'oublier leurs querelles et d'adopter une plate-forme commune de négociation avec Belgrade.

OBSERVATEURS INTERNATIONAUX

Dimanche, accompagné du vice-ministre russe des affaires étrangères, Nikolaï Afanassievski, il est retourné à Pristina pour un nouvel entretien avec Ibrahim Rugova.

Jusque-là principal interlocuteur des Occidentaux, car partisan d'une solution pacifique, M. Rugova a perdu ces dernières semaines de sa représentativité devant la montée en puissance de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), qui refuse de reconnaître son autorité. M. Holbrooke, à qui l'on demandait, dimanche, si l'UCK disposait d'une structure de commandement qui pourrait participer à des discussions avec Belgrade, a répondu : « *Je ne sais pas. J'en doute à ce stade.* » « *Ils doivent désigner leurs dirigeants et faire savoir s'ils ont un rôle à jouer dans ce processus* », a-t-il déclaré.

Le médiateur américain a renouvelé son soutien à Ibrahim Rugova : « *Il réclame l'indépendance du Kosovo, et cette position diffère de celle des Etats-Unis et du Groupe de contact, mais il demeure le principal dirigeant* [des Kosovars albanophones] *et la personne-clé avec laquelle nous avons l'intention de négocier* », a poursuivi Holbrooke.

Des observateurs internationaux circuleront sur le territoire du Kosovo dès lundi pour tenter d'y atténuer les tensions. L'idée figurait dans la déclaration signée par Boris Eltsine et Slobodan Milosevic le 16 juin à Moscou. – *(AFP, Reuters.)*

Les Occidentaux ont tiré les leçons de la Bosnie

ANALYSE

Tout le monde est convaincu de la nécessité d'une pression militaire

LA BOSNIE a servi de leçon. Pendant près de quatre ans, les grandes puissances n'avaient opposé à Slobodan Milosevic et à ses alliés qu'une pusillanimité totalement impuissante à stopper l'entreprise de « nettoyage ethnique ». Aux prises aujourd'hui avec la crise du Kosovo, les Occidentaux ont adopté une attitude assez fondamentalement différente.

En premier lieu, ils se sont assez vite résolus à l'idée de devoir intervenir militairement si le maître de Belgrade n'entend pas raison. Sans gaieté de cœur, certes. Mais, après quelques semaines d'hésitation des responsables politiques et de réticences exprimées par les militaires, une menace militaire crédible pèsera bientôt sur Milosevic.

L'OTAN n'avait envisagé dans un premier temps que des mesures gesticulatoires (manœuvres aériennes et terrestres dans les Etats voisins du Kosovo, l'Albanie et la Macédoine) et un déploiement de troupes aux frontières dont l'objectif n'était pas défini. S'agissait-il seulement d'éviter l'extension du conflit dans les deux républiques voisines ? De faire le jeu de Milosevic en tarissant les circuits d'approvisionnement en armes des rebelles kosovars ? Ou d'intimider le président yougoslave, mais avec quelles chances de succès, dès lors que les réticences à intervenir directement au Kosovo-même étaient patentes ?

Se souvenant de l'expérience bosniaque (les perpétuelles fausses menaces qui ne servent à rien), la France et l'Allemagne ont contribué à ce que des mesures militaires réellement dissuasives soient envisagées, en plaidant pour la définition d'une stratégie d'intervention graduelle : brouillage des dispositifs de transmission des forces serbes, puis instauration au Kosovo d'une zone d'interdiction de survol par l'aviation serbe, puis instauration au Kosovo d'une zone d'exclusion des armes lourdes avec menace de frappes aériennes, puis frappes aériennes, et finalement – mais en pointillé car chacun mise malgré tout sur l'idée qu'on n'aura pas à en venir là – intervention terrestre dans la province.

Les pays occidentaux, qui pendant des années avaient tout fait pour échapper à une intervention directe en Bosnie, sont aujourd'hui déterminés, si besoin est, à s'engager au Kosovo, au moins de façon progressive. Reste l'inconnue russe. Les Américains, pessimistes quant aux chances de voir levé le veto de Moscou, n'excluent pas l'idée d'une intervention de l'OTAN sans autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies. La France, comme l'Allemagne, y est hostile ; mais elle ne désespère pas de voir la Russie se rallier finalement à la démarche occidentale.

LE RÔLE DE LA RUSSIE

Le pire pour les Russes, explique-t-on en substance à Paris, serait que l'OTAN les exclut du règlement de la crise en agissant sans eux ; en s'associant aux Occidentaux, au contraire, la Russie jouerait un vrai rôle dans la crise, en accroissant considérablement la pression sur Milosevic, qui n'aurait plus personne sur qui compter. Plus déterminés à exercer une pression militaire sur le président yougoslave, les Occidentaux semblent aussi devenus moins timorés dans leurs analyses politiques. Ils ne sont certes pas acquis à l'idée de l'indépendance du Kosovo, inaccessible par la négociation et qui aurait selon eux pour effet de déclencher d'autres crises ailleurs dans les Balkans. Mais après quelques mois pendant lesquels, dans tous leurs communiqués, ils condamnaient à la fois la violence d'Etat (serbe) et la violence du mouvement armé émergeant avec sa revendication d'indépendance, ils ont cessé de renvoyer ces deux camps dos à dos et revu leurs analyses. D'abord ils se sont mis à dénoncer le caractère disproportionné de la répression serbe qui s'est abattue sur la province sous prétexte de lutte contre les « *terroristes* » : tacitement, ils admettaient la légitimité de la résistance à cette répression. Puis plus récemment, plusieurs émissaires américains, dont Richard Holbrooke, ont rendu visite officiellement à des dirigeants de l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo), ce qui était impensable il y a quelques mois encore.

INITIATIVE AMÉRICAINE

A l'Elysée, on approuve cette initiative américaine et on s'y associe. « *L'UCK contrôle désormais 40 % du Kosovo, on ne peut plus l'ignorer* », dit un proche du président de la République. « *Ses membres*, poursuit-il, *ne sont pas tous, loin de là, des extrémistes. Ce sont des gens qui ont été contraints de s'armer et de s'organiser pour s'auto-défendre* ». Ces gens-là, estime-t-on, doivent être intégrés dans un processus de négociation.

Les efforts déployés ces jours-ci par Richard Holbrooke visent à cela : convaincre les Kosovars qui ont pris les armes ou ceux qui affirment les représenter d'élaborer avec le leader modéré Ibrahim Rugova une plateforme commune pour une négociation avec Belgrade. « *Ibrahim Rugova reste notre interlocuteur principal*, déclarait samedi Klaus Kinkel, le ministre allemand des affaires étrangères ; *Mais, nous sommes de l'avis que toutes les parties concernées doivent être associées aux discussions que nous menons. L'UCK en fait partie compte tenu des derniers développements.* »

A Bonn et à l'Elysée, on estime aussi que l'une des tâches urgentes des Occidentaux est de définir plus précisément le statut du Kosovo qui à leurs yeux serait acceptable et qu'ils chercheront à imposer. Les principes d'un accord-cadre sur le statut seront au menu de la prochaine réunion du « groupe de contact » sur la Yougoslavie, qui réunira le 8 juillet à Bonn les représentants français, américain, russe, allemand, britannique et italien. Plusieurs scénarios sont évoqués, qui vont de la mise en œuvre des clauses non-appliquées de la Constitution actuelle à une large autonomie qui serait une indépendance qui ne dirait pas son nom. Le type des garanties internationales qui devraient être données aux deux parties fera aussi l'objet des discussions ; elles pourraient comporter notamment la présence d'une force militaro-policière sur le terrain, avec participation des Russes.

« *On a tiré les leçons de la Bosnie au sens où tout le monde est maintenant convaincu de la nécessité d'une pression militaire et éventuellement d'une intervention*, dit un responsable français. *Mais il ne faudrait pas que cette fois on pèche par défaut inverse : n'avoir pas de plan politique sur lequel s'adosser.* »

Claire Tréan et Daniel Vernet

Des villageois monténégrins solidaires des réfugiés

REPORTAGE

« L'hôtel de Plav, c'est un peu la Yougoslavie d'avant la guerre »

PLAV
frontière Monténégro/Kosovo
de notre envoyé spécial

La petite place de Plav est noire de monde. Hommes, femmes, enfants, vieillards sont agglutinés là, le regard perdu. Ils arrivent du Kosovo. Exténués, ils écoutent sans les comprendre les ordres qui leur sont donnés.

Une vieille femme coiffée d'un fichu, assise à même le sol, demande sans arrêt : « *Où sommes-nous ?* » Un homme au brassard de la Croix-Rouge lui répond : « *Au Monténégro, de l'autre côté de la montagne. Maintenant, ça va aller grand-mère.* » La vieille femme observe au loin le sommet du mont Bogiceva. Elle ne sait pas combien de temps elle a marché. Elle comprend tout à coup qu'elle a franchi la frontière et passe la main sur son visage, comme pour le laver des traces de fatigue.

De deux cents à trois cents personnes rallient chaque jour Plav depuis le Kosovo voisin. Le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) estime que 8 000 personnes fuyant les combats y ont trouvé refuge depuis deux mois. Plav mais aussi Rozaje, plus au nord, sont les lieux de regroupement de ces populations réduites à l'exil. Pour faire face à cet afflux de réfugiés, les autorités locales ont mis en place un « comité d'accueil ».

TRADITION D'ACCUEIL

« *Dès qu'ils passent la frontière, on envoie des minibus à leur rencontre, avec à bord un policier qui veillera à ce que les personnes se fassent enregistrer* », explique Orhan Sahmanovic, le maire de Plav, un Monténégrin musulman (9 % de la population du Monténégro). « *Ici, nous avons une tradition d'accueil. Et puis, nous avons une dette envers le Kosovo puisque pendant la première guerre mondiale, les gens d'ici allaient se protéger là-bas* », ajoute-t-il.

Les familles sont invitées à se rendre au bureau du comité local de la Croix-Rouge où leur sont attribué à chacune une ou deux pièces chez l'habitant. Plav, 7 000 citoyens en majorité musulmans, où résident également des Albanais du Monténégro, a accueilli à ce jour près de 2 000 réfugiés. « *Nos concitoyens ouvrent leur porte. Aucune famille ne couchera dehors et même les orthodoxes offrent l'hospitalité aux Kosovars* », annonce fièrement Orban Sahmanovic.

Nezir Dabicaj, un réfugié de Prilepi (sud-ouest du Kosovo), a emménagé chez un Albanais de Plav avec 31 membres de sa famille. On s'organise, on se serre, on se repose, on se souvient. « *Nous devions fuir. Nous n'avions pas le choix*, raconte-t-il. *La police serbe a mis le feu aux villages autour du nôtre. Nous n'avons pas attendu qu'ils viennent chez nous* ». « *Je suis professeur de sociologie, donc un intellectuel à leurs yeux. Ils n'aiment pas les intellectuels. Quand ils en ont un entre les mains, ils pensent tenir un Rugova* [chef de la communauté albanaise du Kosovo] *Mais ils savent que Rugova est intouchable car le monde entier le connaît et le respecte. Alors, quand ils attrapent un "petit Rugova", ils ne le lâchent plus* », poursuit-il.



Nezir Dabicaj déclare n'avoir jamais fait de politique et avoir été licencié, en 1990, au seul motif qu'il était Albanais. « *J'ai ensuite donné des cours dans une école et voilà sans doute le seul reproche que les Serbes peuvent me faire*, dit-il. *Est-ce une raison pour brûler des maisons et tuer des civils ? Maintenant, les jeunes de chez nous perdent patience. Le combat armé que livre l'UCK* [armée de libération du Kosovo] *est devenu le leur. Ceux de ma génération, qui ont prôné la résistance pacifique, sont dépassés. C'est aussi pour cela que je suis parti. Notre idéal a échoué. La guerre a commencé et elle sera terrible.* »

Nezir et les siens ont marché pendant trois jours, dormant sous les étoiles, n'allumant jamais de feu et se nourrissant de fruits cueillis et de bols de lait ou de miches de pain donnés par les bergers. A Plav, la nouvelle a vite circulé qu'il avait franchi la frontière. Les membres de l'UDA (Union démocratique albanaise du Monténégro) sont allés à sa rencontre. Nezir les a remerciés. Il a accepté les deux pièces qu'on lui proposait, mais les contacts avec l'UDA se sont arrêtés là.

« *Je suis un homme humilié*, avoue-t-il. *Fuir en entraînant avec soi des enfants et des vieillards est quelque chose d'éprouvant. Aujourd'hui, je ne vis que pour eux et je fais tout pour que cet exil forcé ne laisse pas trop de traces chez les plus jeunes.* »

Loin de se tarir, le flux de réfugiés est incessant. Le seul hôtel de Plav en héberge deux cents. Dans le hall et dans les couloirs, ils côtoient d'autres réfugiés dont certains occupent la même chambre depuis près de six ans. « *Cet hôtel, c'est un peu la Yougoslavie d'avant la guerre. On y trouve de tout. On y loge des Musulmans et des Serbes de Bosnie, arrivés dès 1992, et des Serbes de Croatie, qui ont fui l'offensive des Croates en 1995* », lâche Orhan Sahmanovic.

SOUVENIRS AMERS

Les histoires s'entrechoquent, les expériences douloureuses sont souvent les mêmes, les souvenirs sont amers. « *Je pensais avoir un peu oublié la guerre, mais elle nous rattrape. On n'y échappe pas*, raconte Natalia, une jeune Serbe de Grahovo (Bosnie). *Lorsque j'ai vu arriver à l'hôtel le premier Albanais, je me suis souvenu de ma venue ici. Nous avons connu la même histoire, mais je n'éprouve même pas le besoin de parler à ces gens parce qu'il n'y a rien à dire. Je regarde leurs yeux, je comprends tout.* »

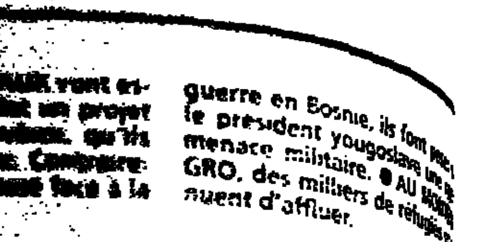
Un homme marche seul sur le parking, tire sur sa cigarette, enfouit son visage dans ses mains. Ali Mehaj n'a plus de nouvelles de sa femme ni de ses deux enfants depuis plus d'un mois. Lorsque les forces serbes se sont approchées de son village, il a envoyé sa famille dans un hameau voisin. « *Je ne voulais pas partir. Et puis, on a vu les Serbes enterrer leurs chars. On a compris qu'ils allaient rester là longtemps. Comment vivre lorsqu'on est à tout instant à portée de canon ?* » demande-t-il. Ali a fui à travers bois avec d'autres hommes, en franchissant trois montagnes avant de rallier le Monténégro. Le comité de la Croix-Rouge a ouvert un dossier à son nom. Il espère que sa famille apprendra qu'il est encore en vie.

1 500 Serbes du Kosovo sont entrés au Monténégro en respectant la voie normale, c'est-à-dire en se faisant connaître à la police locale. Mais beaucoup d'autres Serbes refusent de voir leurs noms inscrits sur les listes de réfugiés.

Ceux qui acceptent de parler aux journalistes le font sous le couvert de l'anonymat. « *Il existe, en ce moment, des tensions entre Monténégrins et Serbes. Et je ne crois pas que Podgorica* [capitale du Monténégro] *se réjouisse de notre arrivée* », raconte un homme, qui s'est installé provisoirement à Plav. « *Je suis parti parce que l'air était devenu irrespirable là-bas*, ajoute-t-il. *Les terroristes albanais sont partout et l'OTAN s'apprête à combattre à leurs côtés. Que pouvons-nous, sinon partir ?* »

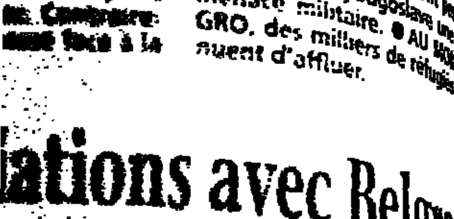
L'homme envisage de filer dès que possible en Serbie. « *Le Monténégro vient de voter une loi qui appelle ses citoyens faisant leur service militaire au Kosovo à déserter l'armée yougoslave. C'est de la trahison !* » estime-t-il.

Christian Lecomte









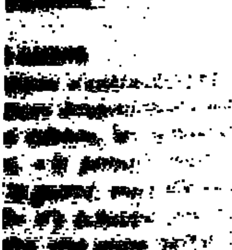
guerre en Bosnie, ils font ... le président yougoslave ... menace militaire. ● AU ... GRO, des milliers de réfugiés ... nuent d'affluer.

lations avec Belgrad

entre Belgrade et Pristina
gociations avec le pouvoir serbe



les réfugiés



L'armée britannique empêche le défilé des orangistes d'Ulster

Militaires et extrémistes restent face à face

Pour éviter les troubles de l'an passé et sauvegarder ainsi les tout nouveaux accords de paix, les forces de l'ordre ont interdit, dimanche 5 juillet, au traditionnel défilé des orangistes de traverser le quartier catholique de Portadown, près de Belfast. L'interdiction avait été décrétée par la Commission des parades. Les orangistes ont décidé de rester sur place jusqu'à ce que la Commission change d'avis.

PORTADOWN (Ulster)
de notre envoyée spéciale

Au son des fifres, accordéons et tambours, les protestants unionistes de l'ordre « loyal » d'Orange, portant fièrement la collerette de leur loge et leur chapeau melon, défilent en rangs disciplinés sur l'air de *Ce n'est qu'un au revoir*. Dennis Watson, le grand maître du comté, à la tête de ses troupes, exécute un demi-tour très digne face à l'énorme barricade de fer dressée par les forces de l'ordre. Les marcheurs n'entreront pas dans Garvaghy Road, le quartier catholique. Ils s'égaient dans les prairies avoisinantes où paissent des vaches. *« Wait and see »*... Ainsi prend fin, dimanche 5 juillet vers 15 heures, le premier acte de la parade protestante organisée à Portadown, fief loyaliste à 40 kilomètres au sud-ouest de Belfast.

REPORTAGE

Le quartier catholique était transformé en ghetto par les barrages policiers

Cette parade commémore une fois l'an la victoire de Guillaume d'Orange sur les papistes en 1690, à la bataille de la Boyne, et c'est toujours une *« démonstration de puissance »*, selon la brochure de l'ordre. Cette année, et particulièrement ici, la parade était un test délicat, tant pour l'Irlande que pour le gouvernement de Tony Blair. Portadown vota « non » aux accords de paix de Stormont à la quasi-unanimité de ses vingt mille ouailles protestantes. Les quelque trois mille catholiques enfermés ce dimanche dans leur quartier transformé en ghetto par de solides barrages policiers, avaient, pour leur part, voté « oui » dans la même proportion. Depuis trois générations, les deux communautés ne s'adressent plus la parole.

Ce dimanche, dans l'église de l'Ascension, plus connue symboliquement sous le nom du hameau de « Drumcree », le révérend avait au service de 12 h 30 souligné dans son sermon *« la très grave tension »* régnant, et invité la foule forte de six mille fervents *« au calme et à la prière »*. C'est aussi le refrain lancé au micro par les grands maîtres des différentes loges, alors que le cortège s'est *« rerouté »*, comme on dit ici, de la barricade au parvis de l'église.

« Nous sommes en démocratie. En tant que citoyens britanniques, on doit respecter nos droits à parader, comme nos pères l'ont toujours fait, selon le parcours qui est encore le nôtre, et qui traverse Garvaghy Road », proteste benoîtement un maître rondouillard appuyé sur son parapluie. Ce n'est pas la première fois que les forces de l'ordre s'opposent à l'entrée dans ce quartier catholique, pour éviter les heurts. En 1996, la parade avait eu ses morts après cinq jours de confrontation. En 1997, l'interdiction s'était prolongée deux jours durant, avant que les policiers du RUC (Royal Ulster Constabulary, à l'écrasante majorité de protestants) *« vident »* Garvaghy Road de ses catholiques, pour laisser passer le cortège orangiste resté sur pied. Le RUC avait alors justifié son changement stratégique par la crainte de troubles, ce qui avait ulcéré la communauté catholique et déclenché l'émeute.



PREMIER TEST

Cette fois-ci, les orangistes espèrent à nouveau un semblable retournement, prêts *« à faire ce qu'il faut pour l'obtenir, quitte à attendre deux jours, des semaines, une année »*, clament-ils. Dès l'après-midi, ils s'organisent pour un sit-in – *« deuxième acte de la parade »*. Tour à tour, ils vont monter la garde au pied de la barricade de l'armée, espérant – en vain dimanche – qu'elle va s'entrouvrir pour les laisser défiler dans l'artère convoitée. Ces orangistes qui respectent l'ordre britannique doivent choisir : *« Agir dans le cadre de la loi ou non. »* Respecter ou passer outre à la décision prise cette année par la Commission des parades qui, par peur des troubles, a interdit la traversée du quartier catholique.

Des négociations ont suivi sur un éventuel aménagement du parcours. Le tout premier ministre de la province, le protestant modéré David Trimble, est venu pour convaincre, sans succès. Du côté catholique, Seamus Mallon et des députés de la nouvelle assemblée ont tenté d'obtenir un compromis, permettant aux orangistes de traverser sans tambour ni fifre. Le leader catholique du quartier, Brendan MacConnaith, condamné jadis pour avoir posé une bombe de l'IRA, n'a rien accordé. *« L'interdiction de la Commission a force de loi et doit être respectée »*, dit-il. *« Nous n'avons pas confiance dans les Brits*, répètent ses proches, *et guère plus dans les soldats anglais que dans les policiers du RUC qui sont des locaux orangistes dans leur majorité et que nous haïssons. »*

Mille soldats sont venus prêter main forte au RUC, de fait placé sous l'œil du gouvernement de Tony Blair. C'est que le premier ministre britannique entend bien réussir ce premier test de l'accord de paix conclu en avril, puis entériné par référendum et qui accorde à l'Ulster une large autonomie. Dès samedi, les troupes ont creusé des tranchées dans les champs, installé des barbelés, massé des véhicules blindés, barré la plupart des rues pour éviter toute incursion de voitures piégées. *« Portadown est comme une zone de guerre »*, commentent les rares badauds circulant entre des volets et devantures clos. Se parler entre protestants et catholiques du quartier ?

« Leur parler ? Non mais... Nous ne parlerons pas à ces poseurs de bombes qui n'hésitaient pas à tuer même des enfants », accuse une femme protestante.

« De toute façon, ce sont eux qui refusent de nous parler, précise une autre, qui se souvient du temps où son grand-père protestant fréquentait des voisins catholiques. *Depuis, on s'ignore, même au travail. Je ne vais pas dans leurs magasins, ils ne s'aventurent pas dans nos boutiques. »*

Une bande d'adolescents qui reviennent du défilé branchent leur magnétophone et écoutent les chants de bataille de leurs aïeux. *« Pourquoi nous interdire notre culture ? La parade en est le pilier »*, persiste-t-on à revendiquer. On dit se sentir *« sonnés, dégoûtés, presque lâchés »* (par Londres). Une femme et ses quatre filles, de retour du cortège, arborent en souriant les badges de la LVF, la plus violente des milices protestantes. Billy Wright, le leader de la LVF assassiné dans sa prison en décembre 1997, était natif de Portadown.

Aux portes des maisonnettes catholiques, on persiste à réclamer qu'*« ils* [les protestants] *acceptent de nous parler et peut-être laisserons-nous passer, l'an prochain, un défilé sans arrogance »*.

Sur la scène de Portadown, la semaine promet d'être longue. Le sit-in s'est installé à Drumcree. En lisière de la ville, les orangistes font d'énormes tas de bois pour *leurs feux de joie qui commémoreront*, selon la tradition, le 12 juillet, la victoire de Guillaume d'Orange.

Danielle Rouard

Les Etats-Unis auraient fabriqué 700 000 charges nucléaires en 50 ans

820 milliards de dollars ont été dépensés

EN PLUS d'un demi-siècle, les Etats-Unis ont dépensé au total 5 820 milliards de dollars (environ 36 000 milliards de francs) pour leur armement nucléaire et fabriqué en série quelque 700 000 charges nucléaires. C'est approximativement le tiers de l'ensemble des crédits militaires, durant la même période, et 10 % des dépenses globales de l'Etat fédéral. Ces calculs résultent du travail obstiné – réparti sur quatre ans – de deux chercheurs américains, William Weida et Stephen Schwartz, dont l'étude, subventionnée par l'Institut Brookings, a passionné la Maison Blanche, le Congrès et le Pentagone, qui ne se sont jamais lancés dans une telle analyse.

C'est la première tentative connue, au monde, de comptabilité des coûts d'un programme nucléaire national sur autant d'années. Selon cet *« audit nucléaire »*, la somme de 5 820 milliards de dollars dépensés entre 1940 et 1996 est exprimée en dollars valeur 1996, ce qui correspond à environ 29 800 milliards de francs de l'époque. Seules, aux Etats-Unis, les dépenses en matière d'armement classique ou en faveur du système de sécurité sociale (les retraites) sont supérieures à un tel montant, avec respectivement *13 200 et 7 900 milliards de* dollars aux mêmes dates.

M. Weida, économiste de l'université du Colorado Springs, qui a travaillé précédemment au Pentagone, a calculé que cette somme aurait permis d'acheter 290 millions de voitures particulières. Mais il ne précise pas le modèle.

L'audit détaille la répartition des dépenses nucléaires. Le gros des investissements en question, soit 55,8 %, se rapporte au déploiement des armes elles-mêmes, ce qui inclut le coût des « vecteurs » (bombardiers, missiles sol-sol et sous-marins stratégiques). Suivent les dépenses, soit 16,2 %, pour mettre sur pied le système de protection contre des attaques nucléaires. Le choix des cibles et le contrôle des armes ont mobilisé 14,4 % des crédits.

A propos du coût de la production même des armes, les deux chercheurs sont arrivés à la conclusion que les Etats-Unis ont construit 700 000 têtes nucléaires au total. Les charges nucléaires ont, en effet, une durée de vie variable, mais limitée à quelques années, qui oblige à en renouveler et à en moderniser régulièrement les composants.

RIVALITÉ ENTRE ARMÉES

L'une des raisons, selon MM. Weida et Schwartz, qui peuvent expliquer l'énormité des sommes engagées est la rivalité constatée entre les trois armées américaines. Chacune, que ce soient l'armée de l'air, la marine ou l'armée de terre, a voulu – au nom de besoins qui ne se recoupaient pas – disposer de ses propres charges, différentes les unes des autres. Ce qui est un défi à toute rationalité budgétaire et qui s'est traduit par des erreurs dans la gestion des programmes, avec, parfois, l'abandon onéreux de projets tels ceux d'un avion propulsé par *l'énergie nucléaire ou du déploiement* de bombes nucléaires sous la calotte glaciaire du Groenland.

A coup sûr, font observer les auteurs de l'audit, les Etats-Unis ont produit plus d'armes qu'il n'était nécessaire. Mais les liens entre la constitution de cet arsenal nucléaire et le bénéfice que l'économie de régions entières en a tiré, avec l'implantation de sites industriels et militaires, ont été si forts que le législateur s'est accommodé d'une politique comparée par MM. Weida et Schwartz à *« l'assiette au beurre »*.

Jacques Isnard

Le nord de la Floride est ravagé par des incendies

WASHINGTON
de notre correspondant

Quelques chiffres donnent une idée de l'ampleur sans précédent des incendies qui ravagent la Floride depuis plus d'un mois. Plus de 5 000 pompiers (sans compter des centaines de volontaires), venus de 41 Etats, ont été mobilisés pour lutter contre les quelque 2 000 foyers d'incendie qui se sont déclarés ces dernières semaines, et qui sont concentrés dans le Nord-Est, le long de la côte atlantique.

Selon un bilan provisoire dressé, dimanche 5 juillet, par les autorités locales, environ 185 153 hectares – soit l'équivalent de plus de 21 % du territoire de la Corse ! – ont été consumés par les flammes et plus de 112 000 personnes ont été évacuées.

Depuis le début du week-end, la totalité des 45 000 résidents du comté de Flager, qui borde l'autoroute 95 (celle-ci a été fermée sur plus de 160 kilomètres entre Jacksonville, au nord, et Cocoa Beach, près de Cap Canaveral), ont reçu la consigne d'abandonner leurs habitations. Ces ordres d'évacuation ne cessent d'être adaptés en fonction de la direction prise par les incendies, et plusieurs milliers de personnes ont dû être évacuées à plusieurs reprises. Contrairement à certaines informations, le parc de Disneyworld, situé près d'Orlando, n'est pas menacé.

Pour la première fois depuis le début de cette catastrophe, une certaine accalmie s'est produite ces dernières vingt-quatre heures (le nombre de foyers en activité a régressé à une soixantaine), ce qui a permis à une partie des pompiers, exténués par des semaines de lutte acharnée, de prendre un peu de repos. Les spécialistes attendent beaucoup d'un système orageux qui, en principe, devrait traverser cette partie de la Floride en milieu de semaine. Les dégâts sont d'ores et déjà considérables : environ 200 habitations et constructions ont été détruites par les flammes, et le bilan financier a été provisoirement évalué à 500 millions de dollars (environ 3,1 milliards de francs) par le gouverneur de Floride, Lawton Chiles.

Les proportions prises depuis deux mois par les incendies de Floride (la surface brûlée est trois fois plus importante que pour toute l'année 1997) s'expliquent par des conditions climatiques exceptionnelles. Le premier « coupable » semble être, une fois de plus, le phénomène El Niño, du moins s'agissant de l'hiver dernier : de fortes précipitations et une température anormalement douce ont entraîné une poussée inhabituelle de la végétation. Au printemps, la sécheresse est venue se greffer sur ce phénomène, en raison notamment d'un courant de vents en altitude *(jet stream)* plus fort que les années précédentes, qui a empêché la formation d'orages.

La Floride ayant reçu un niveau très insuffisant de pluies, la végétation calcinée offre, en ce début de l'été, des conditions idéales pour une propagation rapide des incendies. Il n'est pas exclu, d'autre part, que des « causes humaines » aient aggravé la situation : selon la chaîne CNN, la police a arrêté plusieurs personnes soupçonnées d'avoir provoqué des incendies.

Laurent Zecchini

En Grèce, la vague de chaleur et les feux de forêt ont fait deux morts

LES INCENDIES qui ont menacé durant le week-end les banlieues nord d'Athènes ont été maîtrisés, *dimanche 5 juillet en fin d'après-*midi, mais les pompiers restaient vigilants, tant le pays est victime de nombreux foyers facilités par une vague de chaleur torride.

Dans la région d'Athènes, où l'on craint une nouvelle arrivée de vents du nord, seul un front limité persistait sur le mont Parnès. L'accalmie des vents a permis aux secours de mettre en place tous les moyens pour sauver cette zone, un des derniers « poumons verts » de la capitale grecque.

Dans le reste du pays, la plupart des 180 foyers déclenchés depuis samedi paraissaient maîtrisés. Trois feux continuaient toutefois de brûler près de Lima, à 200 kilomètres au nord d'Athènes et, dans le Péloponnèse, près de Corinthe et près du village de Vitina.

Après trois jours de canicule avec des pics de 45 degrés, les incendies, attisés par des vents en tempête, s'étaient propagés dans tout le pays samedi à une vitesse foudroyante. Les pinèdes, chauffées à blanc, se sont embrasées à la première étincelle en début d'après-midi ; des décharges d'ordures ont aussi été à l'origine des premiers foyers.

Selon un bilan provisoire établi par les pompiers, deux personnes ont été tuées dans les incendies – deux personnes âgées mortes brûlées sur l'île de Salamine, au large d'Athènes, et sur l'île d'Eubée, au nord de la capitale. Une quarantaine d'habitations ont été détruites ou endommagées et des centaines d'hectares de champs et d'oliveraies sont partis en fumée.

Cet embrasement a immédiatement déclenché une polémique, de nombreux habitants et maires dénonçant des retards importants dans l'intervention des pompiers, une absence de coordination et un manque de mesures de prévention. Le ministère de l'intérieur s'est défendu en soulignant le caractère *« extrêmement curieux »* de ces dizaines de foyers apparus simultanément. Il a annoncé une série d'enquêtes. – *(AFP, Reuters.)*

هكذا من الأصل

Le ton nouveau adopté par les Etats-Unis à l'égard de l'Iran embarrasse Israël

Jérusalem rechigne à suivre Washington dans sa politique de petits pas

Les ouvertures répétées de l'administration américaine en direction de l'Iran sont observées avec circonspection en Israël. Après des années de discours guerriers axés notamment sur la menace nucléaire iranienne, les cercles gouvernementaux hésitent à s'engager à leur tour dans la recherche d'un dialogue avec Téhéran qui implique une redéfinition brutale des objectifs politiques et stratégiques israéliens.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le « printemps iranien » qui se développe cahin-caha sous la présidence de Mohamad Khatami, l'explosion pakistanaise, fin mai, de ce qu'on appelle ici « *la première bombe islamique* », et surtout l'échec d'Israël et des principaux groupes de pressions juifs américains à dissuader l'administration Clinton d'avancer sur la voie du dialogue avec la République islamique, tétanisent les cercles dirigeants de Jérusalem.

L'Etat juif, qui entretint jusqu'en 1979 les meilleures relations politiques et économiques avec le défunt shah – et laissa à Téhéran une « ardoise » d'environ 1 *milliard de dollars en pétrole impayé* –, doit-il continuer d'essayer en vain de mobiliser ses partenaires contre « *l'Etat-terroriste des ayatollahs* », au risque de s'isoler lui-même dans le cas où le dialogue irano-occidental finirait par porter ses fruits ? Ou bien, doit-il au contraire tenter de s'infiltrer dans la brèche américaine pour chercher aussi discrètement que possible une ouverture diplomatique à Téhéran ? Le gouvernement national religieux de Benyamin Nétanyahou n'a pas tranché mais, pour cette haute personnalité du ministère de la défense qui souhaite garder l'anonymat, une chose est sûre : « *Même si elle peut encore vivre quelques soubresauts, la révolution khomeyniste est désormais enterrée.* »

L'heure est à la révision des idées reçues. Dans un éditorial, le prestigieux journal *Haaretz* en prenait acte le 21 juin. « *Le changement rhétorique entre l'Iran et les Etats-Unis n'est pas précisément bien accueilli en Israël* », constatait d'abord le quotidien. « *Mais le président Clinton ne partage pas notre point de vue sur la menace iranienne*, déplorait-il, *et il a clairement fait savoir qu'il n'acceptera pas qu'Israël – ou ses lobbyistes au Congrès – lui dicte sa politique.* » Sachant, concluait l'éditorial, que « *nous ne pouvons pas mettre en œuvre une politique stratégique* [sur cette question] *sans le soutien américain, il est peut-être temps pour nous d'envoyer des signaux à Téhéran.* » L'ambassadeur Reuven Merhav, persophone, en poste à Téhéran de 1974 à 1978, pense exactement la même chose. « *L'Iran soutient toujours les terroristes islamistes anti-israéliens que sont le Hezbollah, le Hamas et le Djihad islamique*, dit-il au *Monde*. *Mais la politique iranienne n'est pas israélo-centrée. C'est un pays qui a des préoccupations sécuritaires légitimes. Nous devons cesser de l'agresser verbalement et de le diaboliser. La seule et unique manière efficace de prévenir le danger iranien, c'est de rétablir le dialogue.* » Bien que le journal de la droite, *Maariv*, ait rapporté le 5 juin qu'un « *message de réconciliation* » avait été envoyé à Téhéran, officiellement, on n'en est pas là.

RÉVOLUTION GÉOSTRATÉGIQUE

M. Nétanyahou semble néanmoins avoir pris la mesure de la révolution géostratégique en cours. En dépit de tous les efforts déployés ces dernières années par les gouvernements successifs d'Israël, « *nous ne parviendrons pas*, déclarait-il le 8 juin devant la puissante commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, *à empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires* ». A partir de ce constat, que faire ? « *Il serait temps*, écrivait *Maariv* le 2 juin, *que nous fassions tous les efforts possibles pour neutraliser le cercle de la terreur qui se referme autour de nous. Si le premier ministre craint vraiment les armes non conventionnelles entre les mains de nos ennemis, l'Iran et l'Irak, raison de plus pour aboutir rapidement à des accords de paix avec nos voisins immédiats, Palestiniens, Syriens et Libanais.* »

Fondamentalement opposé à la restitution des terres arabes occupées et défenseur patenté d'une conception stratégique fondée sur une pseudo « *profondeur territoriale* » – en l'occurrence, la Cisjordanie palestinienne – à l'heure des missiles intercontinentaux, M. Nétanyahou fait la sourde oreille. La menace émanant de ce qu'il appelait encore la semaine dernière l'« *Etat ennemi d'Iran* » se combat d'abord, selon lui, militairement. D'où le renforcement des accords stratégiques avec l'Inde, laquelle, selon un ministre pakistanais « *a reçu une assistance technique israélienne pour son programme nucléaire* » – ce qui est nié à Tel Aviv –, et surtout avec la Turquie, frontalière de l'Iran et partenaire militaire de plus en plus proche de l'Etat juif.

Dans le même temps, les services israéliens ont récemment développé le contact avec certaines factions islamistes afghanes rivales, et ont rendu de discrets services au régime des talibans. Objectif : s'approcher plus près de la frontière iranienne pour surveiller ce qui s'y passe.

Convaincu par des rapports du Mossad (service de renseignements israélien) que l'Iran disposera de plusieurs batteries de missiles balistiques de type Shahab 3, capables d'atteindre Tel Aviv d'ici à la fin de 1999, M. Nétanyahou a annoncé la semaine dernière une « *augmentation* » non chiffrée du budget de la défense « *pour faire face aux nouveaux périls* ». Il a, d'autre part, demandé aux Américains d'accélérer le développement du missile-antimissile commun baptisé « Arrow », lequel pourrait être opérationnel à la fin de 1999.

ATTAQUER OU DIALOGUER ?

Enfin, le premier ministre n'en finit pas de presser *Washington* d'accélérer la livraison des vingt-cinq nouveaux appareils de combat F 15 I, commandés par son pays. Il s'agit d'une version modernisée (« *avec l'Iran à l'esprit* », confia récemment un officiel israélien au *Herald Tribune*) de l'appareil utilisé pendant la guerre du Golfe. Le F 15 I, avec un rayon d'action de 1 600 kilomètres, est capable d'atteindre des objectifs en Iran.

Deux d'entre eux ont déjà été livrés à la mi-janvier, ce qui a renforcé la crainte iranienne de voir bombardées « *préventivement* » ses installations nucléaires « *civiles* » et valu à l'Etat juif quelques avertissements guerriers bien sentis du côté de Téhéran.

De fait, même si selon certains elle s'apparente plus à l'heure actuelle à « *la guerre psychologique* », l'idée de réitérer sur l'Iran le « *bombardement préventif* » ordonné par Menahem Begin en 1981 sur le réacteur français de Saddam Hussein (Osirak) n'a jamais été rejetée par l'actuel premier ministre. L'opération est même régulièrement, et publiquement, préconisée par des politiciens de son camp, quelques généraux en retraite et même par l'ancien ministre Likoud de la défense, Moshe Arens. Attaquer ou dialoguer ? Les dirigeants israéliens ont lu Clausewitz, ils se préparent aux deux.

Patrice Claude

Les Israéliens s'accrochent au « Grand Jérusalem »

Israël a rejeté, dimanche 5 juillet, l'appel adopté par le sommet réunissant au Caire l'Egypte, la Jordanie et l'Autorité palestinienne à « *annuler immédiatement* » son projet de « Grand Jérusalem ». « *Jérusalem est la capitale d'Israël et nous n'accepterons pas de geler son développement en attendant des accords* » avec les Palestiniens, a déclaré M. David Bar-Illan, porte-parole du premier ministre, Benyamin Nétanyahou. M. Bar-Illan a réaffirmé que le plan israélien a « *un caractère municipal, dénué d'implication politique* ».

Le président égyptien Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie et le président palestinien Yasser Arafat, réunis dimanche au Caire, ont affirmé leur « *refus du projet de judaïsation de Jérusalem adopté le 21 juin par le gouvernement israélien* » pour étendre la municipalité de la Ville sainte. Les trois dirigeants ont demandé à Israël « *d'annuler immédiatement ce projet* » et de cesser « *la colonisation, les confiscations de terres et la démolition de maisons* ».

Une manifestation contre l'arabisation a été empêchée à Alger

LES FORCES de l'ordre ont empêché, dimanche 5 juillet, jour d'entrée en vigueur de la loi généralisant l'usage de la langue arabe, une marche « *pour la paix et contre l'exclusion* », convoquée à Alger par l'un des principaux partis d'opposition, le Front des forces socialistes (FFS). Les autorités avaient demandé aux organisateurs de la différer à une autre date, selon un responsable du FFS. D'après Samir Bouakouir, secrétaire national à l'information du FFS, quelque cent cinquante autobus transportant des manifestants ont été empêchés de rejoindre la capitale par des barrages dressés sur la route.

Plusieurs dizaines de véhicules de police et de gendarmerie avaient pris position sur l'itinéraire, notamment autour de la place du 1er-Mai, d'où devait partir la marche. Là, les dirigeants du FFS et plusieurs groupes de manifestants, qui avaient réussi à se faufiler avant la mise en place du dipositif, faisaient face à un important cordon policier.

DISPERSION DANS LE CALME

« *A bas la dictature !* », « *Pouvoir assassin !* » ou encore « *La paix !* », criaient les manifestants. Certains agitaient des portraits de Lounès Matoub, le chanteur kabyle assassiné le 25 juin. S'adressant à la foule, Ahmed Djeddaï, premier secrétaire du FFS, a lancé : « *Je parle en français pour dire que nous n'allons pas appliquer la loi sur la généralisation de l'arabisation.* » « *Nous sommes pour la promotion de la langue arabe et non pour sa politisation, et nous voulons aussi que letamazight* [la langue berbère] *soit langue nationale et officielle* », a-t-il poursuivi.

L'article 9 de la loi sur l'arabisation qui vient d'entrer en vigueur stipule que les manifestations publiques doivent se dérouler en langue arabe. Un autre intervenant a mis en garde « *ceux qui veulent la guerre en Kabylie* ». « *Nous voulons la paix, nous ne voulons pas d'armes* », a-t-il expliqué par allusion aux milices « *patriotiques* » (les groupes d'autodéfense qui combattent les groupes armés islamistes), auxquelles le FFS s'oppose. Les manifestants se sont dispersés dans le calme. – *(AFP.)*

La Chine et le Kazakhstan s'accordent sur leur frontière

ALMA-ATA. La Chine et le Kazakhstan ont signé, samedi 4 juillet, un traité de démarcation de leur frontière longue de plus de 1 000 kilomètres, mettant fin à un vieux contentieux. C'est l'une des toutes dernières portions de l'ancienne frontière entre la Chine et l'ex-Union soviétique, longtemps contestée en plusieurs secteurs, à faire ainsi l'objet d'un accord entre gouvernements. « *Nous avons totalement et définitivement résolu toutes les questions sur cette frontière héritée du passé* », a estimé le président chinois Jiang Zemin à l'issue de la signature avec son homologue kazakh, Noursoultan Nazarbaïev, dans la capitale kazakhe.

Le traité définit la propriété de deux parties contestées de la frontière sino-kazakhe, un territoire de 680 m² dans le passage de Baimourts et un autre de 380 m² situé près de la rivière Sary-Chardy. Au cours de leur entretien, les deux présidents ont étudié des projets de coopération politique et économique sur quinze ans, et en particulier d'éventuels investissements chinois dans la nouvelle capitale kazakhe, Astana, située à 1 000 km au nord-ouest de l'ancienne. – *(AFP.)*

Nominations dans l'armée et les renseignements en Syrie

LONDRES. Le président syrien Hafez al-Assad a nommé un nouveau directeur à la tête des renseignements généraux, en remplacement du général Bachir Najjar, limogé quelques jours auparavant pour « *malversations financières* », a rapporté le quotidien *Al-Qod al-arabi*, édité à Londres. Le journal en langue arabe affirme, dans son édition du lundi *6 juillet, que M. Assad a signé* samedi un décret présidentiel nommant le général Mohammad Chakka. Le général Chakka dirigeait jusque-là le corps de génie de l'armée syrienne et avait auparavant été chef des renseignements militaires dans la région de Qouneitra (Golan), selon le journal.

Le même quotidien avait rapporté vendredi que le président Assad avait effectué des remaniements à la tête des forces armées touchant notamment le chef d'Etat-major Hikmat Chéhabi. Le général Chéhabi, qui « *part à la retraite pour avoir atteint l'âge légal, est remplacé par son adjoint le général Ali Aslan* », avait affirmé le journal.

PROCHE-ORIENT

■ **ARABIE SAOUDITE : le prince Sultan ben Abdel Aziz**, ministre saoudien de la défense, a fait état, dimanche 5 juillet, à l'issue de la visite de son homologue français, Alain Richard, de la possibilité, pour Riyad, de passer « *dans un proche avenir* » des commandes d'armes à la France. Il s'agit de la deuxième visite, en un an, en Arabie saoudite, de M. Richard qui était porteur d'un message du président Jacques Chirac au roi Fahd. La France est en compétition avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour la vente de quelque trois cent-cinquante chars de combat. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ ***GUINÉE-BISSAU* : des tirs d'artillerie**, *les plus violents depuis quinze jours*, ont repris, dimanche 5 juillet, près du camp de Bra et de l'aéroport, au nord de Bissau, tenus par les rebelles. Les combats se sont étendus à l'intérieur du pays, notamment à la ville de Mansoa. Sur le plan diplomatique, les tentatives de médiation n'ont pas apporte la moindre esquisse de solution. – *(AFP.)*

■ **SÉNÉGAL : Mamadou Lamine Loum**, le nouveau premier ministre, a formé, samedi 4 juillet, son gouvernement, qui se traduit essentiellement par le départ de Moustapha Niasse, ministre des affaires étrangères, remplacé par Jacques Baudin. La plupart des ministres socialistes sont maintenus à leur poste. Le remaniement suit les élections législatives, remportées par le Parti socialiste, et s'inscrit dans la perspective de l'élection présidentielle de l'an 2000. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **RUSSIE : un diplomate sud-coréen**, Cho Sung-woo, ayant rang de conseiller à l'ambassade de Corée du Sud à Moscou, a été arrêté par le Service de sécurité fédéral russe (FSB), samedi 4 juillet, et s'est vu déclarer *persona non grata*, pour espionnage. Le FSB a fait inculper pour « *trahison* » un fonctionnaire du ministère russe de l'intérieur qui lui servait de « *contact* ». « *Il a été établi que le ressortissant russe arrêté a systématiquement fourni des renseignements confidentiels qui ont porté atteinte aux intérêts politiques et économiques de la Russie sur ordre des services de renseignement sud-coréens* », a précisé le communiqué du FSB. Le ministère sud-coréen des affaires étrangères a exprimé le « *regret* » de Séoul que la Russie, « *pays ami* », ait procédé à cette expulsion sans consultation préalable. – *(AFP, Reuters.)*

ASIE

■ **INDE : seize séparatistes musulmans** ont été tués, vendredi 3 et samedi 4 juillet, par les forces indiennes au Cachemire, selon les autorités militaires indiennes. Un porte-parole du commandement indien à Srinagar a précisé que les forces de New Delhi se livraient à une nouvelle offensive contre les séparatistes musulmans dans le nord du Cachemire à la *suite des affrontements qui ont eu lieu à la frontière indo*-pakistanaise au cours de la semaine dernière. – *(AFP.)*

L'Europe de l'Est n'est pas à l'abri d'une crise à l'asiatique, selon le FMI

VIENNE. Les pays d'Europe de l'Est, notamment la Russie, « *ont besoin d'une consolidation de leur secteur financier, devraient renoncer à des crédits à court terme, et lutter contre la corruption et le copinage pour éviter une crise à l'asiatique* », a déclaré Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international, vendredi 3 juin, à Vienne. Le FMI a signalé à ces pays que « *malgré les progrès significatifs réalisés, ils doivent savoir que les facteurs qui sont à l'origine de la crise en Asie existent également chez eux* ». M. Camdessus a rappelé que les sept pays – République tchèque, Estonie, Lettonie, Hongrie, Pologne, Lituanie, Slovénie – qui « *ont enregistré depuis 1997 une croissance positive, dont plusieurs sont en tête en Europe en ce qui concerne la croissance économique, sont ceux qui ont réalisé le plus sérieusement la libéralisation de leur économie et les réformes structurelles* ». – *(AFP.)*



Bolivie : la petite guerre des « cocaleros » de la vallée du Chapare

250 000 personnes de la région vivent directement de la culture de la coca

Depuis trois mois, les producteurs de coca (cocaleros) de la vallée tropicale du Chapare, située à 750 kilomètres au sud-est de la capitale bolivienne, s'opposent aux forces du gouvernement chargées de l'éradication des trente-huit mille hectares de cultures illicites. Depuis avril, douze d'entre eux ont été tués au cours d'affrontements avec l'armée, plusieurs centaines ont été blessés et autant emprisonnés.

VILLA 14 DE SETIEMBRE
(vallée de Chapare)
de notre envoyée spéciale

« La coca ou la mort ! », *« A bas le Plan dignité ! »*. Les délégations de producteurs de coca, les *cocaleros*, s'époumonnent. On est au début de l'été, à Villa 14 de Setiembre, dans la vallée tropicale du Chapare. Ce jour-là, ils étaient plusieurs milliers à défiler dans la bourgade, à quelque 750 kilomètres au sud-est de la capitale bolivienne, derrière une gigantesque banderole invitant les manifestants à se préparer à rien moins que *« cinq ans de guerre »*. La grand-place était décorée d'une nuée de drapeaux multicolores surmontés de rameaux de coca, ou de rubans noirs en signe de deuil : depuis le début du mois d'avril, douze *cocaleros* ont été tués au cours d'affrontements avec l'armée.

Le Plan dignité lancé par le président Hugo Banzer vise à arracher, en cinq ans, les trente-huit mille hectares d'arbustes de coca du Chapare, qui ont transformé la région en une florissante pépinière. A raison de quarante hectares par jour, les brigades d'éradication se sont mises au travail, protégées par trois mille fonctionnaires de la police anti-drogue et deux mille soldats. L'état d'urgence n'a pas été décrété. Mais c'est tout comme.

Car, dans la vallée, l'émoi chez les producteurs est immense. Le plan du gouvernement s'attaque directement à l'économie domestique de trente mille familles. Deux cent cinquante mille habitants de la vallée seront, d'une façon ou d'une autre, touchés. Les *cocaleros* n'ont pas tardé à réagir. Ils ont commencé par bloquer les routes avec des troncs d'arbre et des pierres pour interdire l'accès aux brigades et aux forces de l'ordre. Puis, à poings nus, avec des bâtons, des coupe-coupe, des pierres et des frondes, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont défendu leurs barricades. Le gaz lacrymogène, les balles et, finalement, les pelleteuses ont eu raison de celles-ci. Mais ce n'est pas fini : désormais, les producteurs de coca construisent de profondes tranchées...

C'est à Villa 14 de Setiembre que sont tombées les premières victimes. Indignées, plusieurs Indiennes ont interpellé les soldats en quechua, leur langue maternelle, leur reprochant de se battre contre leurs frères. Penauds, les enfants du pays ont quitté uniforme, casque et bottes, sans que le commandant fasse un geste pour les retenir.



> « Pourquoi le chef de l'Etat s'en prend-il aujourd'hui aux "cocaleros" ? Pour se blanchir face aux Américains »

Sur la grande place de Villa 14 de Setiembre, Evo Morales, charismatique leader des *cocaleros*, crie dans le micro : *« Cette guerre est sale, criminelle ! Renforçons les groupes d'autodéfense pour éviter un ethnocide. Préparons-nous à la lutte armée pour résister avec des fusils. Nous pouvons le faire. Si nous ne l'avions pas fait par le passé, il n'y aurait plus, aujourd'hui, ni Indiens quechuas ni aymaras. »* Et, interpellant les manifestants : *« Le gouvernement veut nous expulser du Chapare. Allons-nous partir ? »*. *« Non ! »*, répondent en quechua les *cocaleros*.

Le dirigeant des producteurs de coca veut bien négocier la réduction des cultures, mais il se refuse à le faire tant que les brigades d'éradication et les soldats n'auront pas quitté la vallée, ce qui est inacceptable pour le gouvernement. Evo Morales, qui n'a pas la langue dans sa poche, explique : *« Le boom de la coca a commencé sous la dictature du général Banzer, dans les années 70. Plusieurs publications, citant des rapports d'Interpol et de la DEA américaine, ont même mis en cause Banzer et sa famille pendant cette période. Pourquoi le chef de l'Etat s'en prend-il aujourd'hui aux* cocaleros *? Pour se blanchir face aux Américains. »*

Député pour Cochabamba depuis 1997, Evo Morales se dit convaincu que le trafic de drogue est protégé par les plus hautes instances, lesquelles étouffent tous les scandales. A l'unisson de tout le monde à Villa 14 de Setiembre, il soutient que les *cocaleros* n'ont rien à voir avec les *narcos*, se contentant de vendre leurs énormes ballots de cinquante livres de feuilles de coca aux commerçants venus de Cochabamba.

C'est que la feuille de coca est au cœur de l'économie locale. C'est elle qui a permis d'installer l'électricité, l'eau potable. Sans elle, les paysans seraient nus : l'ananas n'a pas de marché, le manioc pourrit sur place, les bananiers sèchent sur pied, le riz est envahi de parasites. Quant à la *pasta*, le sulfate de cocaïne, les paysans n'y mettent jamais les mains. *« Les puits de macération sont interdits par notre organisation »*, soutient, placide, Evo Morales.

Pourtant, à en croire les autorités, le Chapare produit une centaine de tonnes de *pasta* par an. Le précédent régime a investi, en vain, 100 millions de dollars pour que les *cocaleros* arrachent volontairement leurs plants. Chaque hectare éradiqué rapportait 2 500 dollars d'indemnité. Une *fois reçu l'argent*, les producteurs ont installé leur champ de coca un peu plus loin.

Le combat des *cocaleros* contre le plan du gouvernement a reçu le soutient de la COB, la centrale ouvrière bolivienne. Toute-puissante dans les années 50 et 60, lorsque la production de l'étain faisait la richesse du pays, elle a vu son influence s'effondrer lorsque les mineurs ont perdu leur influence sur une économie moins dépendante des cours de l'étain. En avril dernier, la COB a lancé un appel à la grève générale indéfinie... qui n'a été suivi que par les enseignants et le secteur de la santé. Aujourd'hui, la résistance des *cocaleros* semble lui avoir insufflé de nouvelles forces.

Filemon Escobar, ancien dirigeant des mineurs, puis de la COB, est aujourd'hui conseiller des *cocaleros*. *« Que la COB apporte sa solidarité aux producteurs de coca est significatif de sa métamorphose,* argumente-t-il. *Elle a abandonné les consignes politiques importées, comme la lutte des classes. Elle se rapproche de ce prolétariat indien de deux millions de Boliviens, qui revendique la terre, le territoire, la souveraineté. »*

Milton Gomez, secrétaire exécutif de la COB, préfère être prudent. *« Plutôt que la rébellion et l'insurrection, nous devons nous contenter de marches pacifiques »*, précise-t-il. Son collègue, qui représente les enseignants, renchérit : *« Ne tombons pas dans la démagogie en parlant de guerre. Ce qu'il faut, c'est articuler diverses mesures de pression pour que la protestation ne soit pas une nouvelle défaite. »* Beaucoup préfèrent ne pas courir d'aventure. Milton Gomez privilégie les initiatives réalistes.

Les producteurs de coca deviendront-ils le nouveau fer de lance de la COB, comme le furent les mineurs avant que n'éclate la crise de l'étain ? Ou bien leurs excès de langage précipiteront-ils leur fin ? Déjà, le gouvernement, en une menace à peine voilée à l'égard de ses dirigeants, a prévenu la COB que son alliance avec les *cocaleros* pouvait s'interpréter *« comme un appui au trafic de drogue »*.

Nicole Bonnet

Le Venezuela entre en campagne politique

Les difficultés financières, amplifiées par la chute des cours pétroliers, font de Hugo Chavez le favori de la course à la présidence

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant régional

« Si je gagne, la sélection vénézuélienne participera au prochain Mondial de football », a promis Irene Saez à ses supporteurs. C'était lors d'une récente tournée électorale dans l'Etat de Falcon, à l'ouest du Venezuela. A vrai dire, les chances de l'ancienne Miss Univers ne cessent de s'amenuiser à mesure que se rapproche l'élection présidentielle prévue pour le 6 décembre prochain. La nouvelle crise économique et financière provoquée par la chute des cours pétroliers favorise son principal concurrent, l'ancien colonel putschiste Hugo Chavez, qui catalyse le mécontentement des déshérités et de tous ceux qui veulent en finir avec les *« politiciens corrompus »*.

Selon les derniers sondages, l'auteur du coup d'Etat avorté du 4 février 1992 arrive largement en tête, avec plus de 40 % des intentions de vote. Après avoir longtemps mené la course, *la blonde Irene n'arrive* plus qu'en troisième position malgré l'appui apporté à sa candidature par le Copei démocrate-chrétien, *l'une des deux grandes forces* politiques traditionnelles. Irene Saez, l'ancien maire de Chacao, un quartier résidentiel de Caracas, est *aussi dépassée par* Henrique Salas Romer, ex-gouverneur conservateur de l'Etat de Carabobo, appuyé par les milieux d'affaires.

« SÉVÈRE CRISE FISCALE »

La récente démission du ministre des finances, Freddy Rojas Parra, *n'est guère de nature* à rassurer les investisseurs même si sa remplaçante, Maritza Izaguirre, entretient de bonnes relations avec les organismes financiers multilatéraux. Le Trésor vénézuélien, alimenté à hauteur de plus de 50 % par les recettes pétrolières, a été sévèrement *affecté* par la chute des cours de l'or noir. Selon le ministre de la planification, Teodoro Petkoff, l'effondrement des prix pétroliers s'est traduit par un manque à gagner de près de 7 milliards de dollars (42 milliards de francs), dont 4 milliards pour les caisses de l'Etat.

Tant la Bourse de Caracas, qui a plongé de 40 % en six mois que les syndicats sont pessimistes : la puissante Confédération des travailleurs du Venezuela prévoit une augmentation du chômage jusqu'à 15 % de la population active et une stagnation de l'économie en 1998 alors que les autorités prévoyaient une croissance de 3 % du PNB.

Dans un discours télévisé, le président Rafael Caldera a rejeté la solution d'une « maxi-dévaluation » pour faire face à la *« sévère crise fiscale »*. En dépit des grèves et des manifestations qui se multiplient dans les hôpitaux, les écoles et les tribunaux, il a averti les fonctionnaires que le gouvernement *« n'avait pas les moyens de tenir tous ses engagements »*. Pour renflouer ses caisses, l'Etat vénézuélien va accroître son endettement externe. Un crédit de 500 millions de dollars est en négociation avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Venezuela va emprunter plus de 1 milliard de dollars sur les marchés financiers internationaux.

Parallèlement, Caracas multiplie les initiatives pour tenter de redresser les cours internationaux du pétrole. Naguère considéré comme *l'un des principaux violateurs* des quotas de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Venezuela plaide *aujourd'hui pour la réduction* de l'offre afin d'enrayer la chute des prix pétroliers. Pour ce faire, Caracas souhaite élargir la concertation à des pays *comme* le Mexique et la Norvège, qui disposent d'importantes réserves d'hydrocarbures et n'appartiennent pas à l'OPEP. Mais la *crise des économies* asiatiques continue d'affaiblir la demande mondiale de pétrole, contrecarrant les efforts de l'OPEP pour relever les cours de l'or noir.

Une victoire de Chavez à l'élection présidentielle constituerait une mauvaise surprise pour les Etats-Unis, dont le Venezuela est devenu le premier fournisseur de pétrole. L'ancien colonel s'est vu refuser un visa américain en avril dernier. *« M. Chavez a participé à un effort violent pour renverser un gouvernement démocratique et ne peut de ce fait obtenir un visa »*, a expliqué la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, de passage à Caracas début juin.

Soutenu par le Mouvement vers le socialisme (MAS), une formation appartenant à l'actuelle coalition gouvernementale, Chavez a modéré ses propos pour rassurer les milieux d'affaires qui craignent qu'il ne remette en cause les privatisations. A ses adversaires qui le comparent à Saddam Hussein ou à Kadhafi, il répond qu'il entend lutter *« contre le totalitarisme économique du néolibéralisme sauvage qui prétend nier au peuple le droit à la vie et à la dignité »*.

Jean-Michel Caroit

…ine et le Kazakhstan …rdent sur leur frontière

…nations dans l'armée …renseignements en Syrie

…rope de l'Est n'est pas à l'abri …e crise asiatique

…SPRIT … Jean-Marie Domenach 1922-1997

هكذا من الاصل

COMPTES PUBLICS Martine Aubry et Bernard Kouchner devaient annoncer lundi 6 juillet, en milieu de journée, des mesures destinées à faire face à la dérive des dépenses de santé. Les laboratoires pharmaceutiques seront mis à contribution à hauteur de 1,5 milliard de francs, et les radiologues à hauteur de 500 millions. ● LE GOUVERNEMENT, partant d'un constat d'« échec » du plan de réforme d'Alain Juppé, entend mettre au point de nouvelles bases contractuelles avec les professions de santé, en sollicitant davantage les spécialistes et les industriels, et moins les généralistes. ● LE PROJET DE BUDGET pour 1999, dont les grandes lignes seront dévoilées le 22 juillet, vise à « consolider la croissance » et à « stabiliser les prélèvements obligatoires », a indiqué Lionel Jospin, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1.

Martine Aubry veut freiner la dérive des dépenses de santé

Le dépassement par rapport à l'objectif fixé par la loi de financement de la Sécurité sociale atteint 2,5 milliards de francs depuis le début de l'année. Pour réaliser des économies, le gouvernement prévoit un prélèvement sur les laboratoires pharmaceutiques et une contribution des radiologues

CE N'EST PAS un énième « plan d'urgence » pour la Sécurité sociale, affirment Martine Aubry et Bernard Kouchner. Pourtant, cela en a tout l'air. Car les *« mesures fortes »* présentées, lundi 6 juillet, par la ministre de l'emploi et de la solidarité et par le secrétaire d'Etat à la santé ont un objectif immédiat : trouver, d'ici à la fin de juillet, des économies pour un montant de 2,5 milliards de francs. Soit l'équivalent du dérapage constaté dans les dépenses d'assurance-maladie.

Ce sont les radiologues et les laboratoires pharmaceutiques qui sont principalement visés. Les premiers ont, depuis le début de l'année, dépassé de 9 % l'enveloppe qui leur avait été fixée. Le gouvernement va donc engager des discussions avec leurs représentants pour dégager 500 millions de francs d'économies. Quant aux laboratoires, qui, eux aussi, ont dépassé de 9 % les objectifs, Mme Aubry va les mettre à contribution à hauteur de 1,5 milliard de francs. Avec ces décisions, le gouvernement veut faire comprendre aux professions de santé que l'objectif prévu dans la loi de financement de la Sécurité sociale sera respecté.

Au-delà de ces mesures conjoncturelles, le gouvernement est aussi confronté à l'annulation, par le Conseil d'Etat, des deux conventions liant les généralistes et les spécialistes aux caisses d'assurance-maladie. Pour garantir les droits des assurés sociaux, Mme Aubry et M. Kouchner proposent un « règlement conventionnel minimal » (RCM) provisoire. Il prévoit le maintien du remboursement, par les caisses d'assurance-maladie, d'une partie des charges sociales des médecins du secteur 1, mais si, dans quatre mois, les dépenses continuent à dériver, cette prise en charge, proportionnelle aux revenus, sera revue à la baisse. Actuellement, elle se monte, en moyenne, à 62 000 francs par an et par généraliste.

Le gouvernement veut intégrer dans le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui doit être prêt fin août, un système de « clause de sauvegarde » en cas de dérive des dépenses : le principe du reversement sera conservé, mais il sera, assure-t-on chez Mme Aubry, plus simple et plus juste que celui de la réforme Juppé. La ministre cherche aussi à se concilier les médecins, qui ne doivent pas être seuls, selon elle, à supporter la maîtrise médicalisée des dépenses de santé. D'où ces mesures annoncées en direction des laboratoires pharmaceutiques et de la consommation des médicaments.

« UNE VRAIE MAÎTRISE DURABLE »

Mme Aubry et M. Kouchner vont ouvrir le vaste chantier de la réévaluation de l'ensemble des médicaments remboursables. Ce programme triennal a pour objet de repasser tous les produits aujourd'hui sur le marché à travers le prisme du « critère sanitaire ». Les antibiotiques, dont la France possède le record d'utilisation, sont particulièrement visés. Les laboratoires qui ne respectent pas les volumes définis par des conventions avec l'Etat seront sanctionnés. Quant aux pharmaciens, ils auront désormais la possibilité de substituer un médicament prescrit par un produit identique mais moins cher, sauf si le médecin énonce un avis contraire sur l'ordonnance. Médecins et pharmaciens disposeront du répertoire définitif des médicaments génériques, qui sera publié dans la semaine.

Le gouvernement entend mener toutes ces discussions dans la transparence. Rappelant qu'un dispositif économique ne modifie pas les comportements, Mme Aubry espère parvenir à *« une vraie maîtrise durable »* en favorisant, notamment, la mise en réseau des informations *via* l'informatisation. La ministre souhaite que chaque partenaire puisse disposer d'un tableau de bord de l'état des dépenses plus fiable et mis à jour plus fréquemment. Cela suppose quelques évolutions dans les pratiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Le 8 juillet, Mme Aubry présentera au conseil d'administration de cet organisme le projet d'avenant le liant à l'Etat.

Ce document doit clarifier les rôles de chacun. Pour le gouvernement, il n'est pas question de donner à la CNAM plus d'autonomie de gestion, comme le revendiquaient son président, Jean-Marie Spaeth (CFDT), et Georges Jollès, vice-président, représentant du CNPF. Ainsi, le directeur de la CNAM sera toujours désigné par le conseil des ministres. Le nom du successeur de Bertrand Fragonard, démissionnaire, devrait être rendu public le 15 juillet. Mission a été donnée à la CNAM de faire des efforts pour mieux associer les médecins à ses décisions, leur permettre de disposer de données fiables, notamment sur les bonnes pratiques médicales. Mme Aubry souhaite une décentralisation des relations entre les caisses et les unions régionales de médecins.

Avant la présentation de ces mesures, le premier ministre a déclaré, dimanche, au « Club de la presse d'Europe 1 », que le plan Juppé était *« un triple échec »*. *« C'est un échec technique et financier, puisqu'on se rend compte que la dérive n'a été jugulée que très provisoirement ; c'est un échec psychologique, puisque, en procédant de façon autoritaire, il a braqué les acteurs du système de santé ; c'est même un échec juridique, puisque les deux conventions signées avec les médecins spécialistes et les médecins généralistes viennent d'être annulées successivement par le Conseil d'Etat »*, a fait valoir M. Jospin. En fait, les mesures annoncées réaménagent la gestion du plan Juppé, sans le remettre en question.

Bruno Caussé

Les laboratoires pharmaceutiques vont être sollicités

POUR COMBLER *le déficit des dépenses de santé, qui ont dérapé de près de 2,5 milliards de francs au premier semestre par rapport aux prévisions, le plan Aubry met à contribution l'industrie pharmaceutique. Il lui est demandé de participer, à hauteur de 1,5 milliard de francs, à l'apurement des comptes et de proposer une solution avant la fin du mois de juillet.*

Les laboratoires ont deux possibilités, soit par le biais d'une baisse des prix des médicaments, soit sous la forme d'une contribution exceptionnelle. Cette seconde solution avait déjà été imposée, durant l'été 1996, dans le cadre du plan Juppé. Le gouvernement avait demandé à l'industrie pharmaceutique de lui verser 2,5 milliards de francs sur son chiffre d'affaires 1995 pour renflouer les comptes de la Sécurité sociale. Cette contribution comportait trois taxes : l'une prélevée sur les « frais de prospection et d'information », la deuxième assise sur la croissance du chiffre d'affaires, la troisième basée sur les ventes diminuées des frais de recherche et développement. *Au total, le montant prélevé ne pouvait excéder 5 % du chiffre d'affaires de l'entreprise. Conséquence de cette contribution, selon le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), « le résultat net, après impôts, a été fortement affecté (– 1 point) ».* En 1995, le bénéfice a représenté 4,3 % du chiffre d'affaires, contre 5,2 % l'année précédente.

UN SECTEUR ÉCLATÉ

L'effort de 1,5 milliard de francs demandé cette année est à comparer à un chiffre d'affaires de 130 milliards de francs, dont un quart à l'exportation, pour une rentabilité, après impôts, supérieure à 5 %. Premier producteur de médicaments de l'Union européenne depuis 1995, l'industrie pharmaceutique française reste très éclatée. Employant 85 500 salariés, elle comprend 318 laboratoires. Même si leur nombre diminue régulièrement – on en recensait 362 au début de la décennie, et 507 en 1970 –, cette industrie demeure *« relativement peu concentrée, tant en France qu'à l'échelle mondiale »*, observe le SNIP dans son rapport annuel. Le premier groupe dans l'Hexagone est Rhône-Poulenc Rorer, avec 8 % de part de marché.

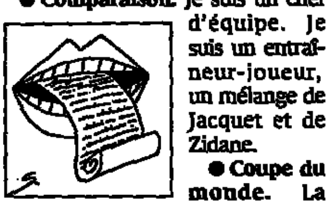
Le marché français a la particularité d'être occupé, pour plus de 10 % des laboratoires, par de nombreuses entreprises familiales, qui ne commercialisent qu'une seule spécialité. Au total, avec plus de quatre mille présentations disponibles, le marché du médicament remboursable paraît très fragmenté. En réalité, les cent médicaments les plus vendus fournissent, à eux seuls, plus du tiers du chiffre d'affaires total.

Dominique Gallois

Pour Lionel Jospin, « il faut consolider la croissance et stabiliser les prélèvements obligatoires »

Voici les principales déclarations du premier ministre, Lionel Jospin, invité, dimanche 5 juillet, du « Club de la presse d'Europe 1 » :

● **Comparaison.** Je suis un chef d'équipe. Je suis un entraîneur-joueur, un mélange de Jacquet et de Zidane.



VERBATIM

● **Coupe du monde.** La France est capable d'aller en finale et de gagner. Elle peut aussi se faire battre mercredi par la Croatie, mais tout le monde comprend qu'elle a rempli son contrat.

● **Scrutin européen.** C'est pour moi un épisode. (...) C'est – et je le regrette – la marque d'un certain conservatisme de la classe politique française devant l'idée d'une réforme des institutions politiques, d'une modernisation de nos attitudes et de nos moeurs. (...) L'opposition dit qu'étant opposition elle doit s'opposer. Sans se préoccuper du fait que le président de la République, qui est le leader de son camp, était pour, qu'il s'est le premier exprimé dans cette affaire, que, d'une certaine façon j'ai poursuivi, même si c'était mon idée et celle du Parti socialiste. Que, deuxièmement, nous avons eu le soin, par souci consensuel, de partir d'un texte qui avait été proposé par ancien ministre du gouvernement précédent. (...) Un certain nombre de partis de la majorité ont estimé que ce mode de scrutin ne servirait pas leurs intérêts électoraux et ont cru que nous le faisions passer parce qu'il servirait les intérêts électoraux du PS. Je crois que cette analyse est fausse. Et je donne rendez-vous à tous aux élections européennes de 1999. Je pense que certains – on murmure parfois que c'est ce qu'ils disent en privé – auront peut-être lieu de regretter.

● **Situation de la France.** Les Français peuvent se dire aujourd'hui : « Ça va mieux. » Il y a un an et demi, nos concitoyens étaient désorientés, interloqués par la politique que leur proposaient les dirigeants d'alors. Ils ne voyaient pas le rapport entre ce qu'on leur avait dit dans la campagne présidentielle et la politique qui était conduite. Au moins peut-on dire aujourd'hui (...) qu'il y a un rapport entre ce qui a été dit et ce qui est fait. (...) Il y a donc une lisibilité de la politique.

● **Chômage.** Souvenez-vous de cette phrase célèbre de François Mitterrand, avec laquelle j'avais d'ailleurs pris ma distance, disant : « On a tout essayé. » Nous, nous avons essayé encore, considérant que c'était possible. Ce sont les mesures sur la diminution du temps de travail, les emplois-jeunes, l'effort dans les nouvelles technologies, la politique européenne.

● **Budget.** Nous avons décidé une augmentation de 1 % en volume des dépenses au-delà de l'inflation, ce qui est une augmentation modérée, mais peut-être un tout petit peu plus forte que certains de nos partenaires. Dans le même temps (...), nous avons veillé à réduire nos déficits publics (...) à 2,3 % *[du PIB en 1999]*. (...) Nos prédécesseurs ont deux fois cassé la reprise : M. Balladur, en 1994, et M. Juppé, après 1995, en contradiction avec la politique annoncée pendant la campagne présidentielle, ont mis la France en léger retard de cycle par rapport aux autres pays. Je pense qu'il faut consolider la croissance, être bien sûr qu'elle est là. (...) L'objectif n'est pas *[d']*accroître *[les prélèvements obligatoires]* en 1999. C'est de les stabiliser ; si possible, de les faire baisser légèrement.

● **Plan Juppé.** C'est un triple échec.

● **Opposition.** Si les projets *[du gouvernement]* sont justes, on ne se disqualifie pas en les votant. Qu'est-ce qui se serait produit si le RPR avait adopté la démarche que lui suggère M. Séguin de s'opposer en toutes circonstances, même quand le gouvernement à raison, même quand le président est d'accord avec le gouvernement, en l'appliquant aux accords de Nouméa. (...) Cela prouve bien qu'on peut réagir autrement.

● **Philippe Séguin.** A mon avis, en ce moment, il ne regarde que le foot, il ne regarde pas le reste. On a parlé baisse du chômage, on a parlé emploi, on a parlé état d'esprit des Français, confiance, emplois-jeunes, 35 heures, on a parlé d'une volonté au travail. (...) Je crois qu'il ne se comprend pas lui-même.

Neuf ministères sont privilégiés dans le projet de budget pour 1999

LE PROJET de loi de finances pour 1999, dont les grandes lignes seront présentées lors d'une communication en conseil des ministres le 22 juillet, est déjà presque entièrement dessiné. Invité du « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche 5 juillet, Lionel Jospin a indiqué qu'il avait signé le jour même les traditionnelles « lettres-plafonds », qui fixent l'enveloppe des crédits dont les différents ministères pourront disposer l'an prochain. Le volet des dépenses est donc définitivement arrêté. Celui des recettes devrait l'être dans les prochains jours, mais le premier ministre a, sans attendre, laissé entrevoir, sur certains points, ses préférences.

Dans le cas des dépenses, M. Jospin n'a guère été prolixe. Il s'est borné à rappeler qu'elles progresseront d'un point de plus que l'inflation, soit 2,2 % en valeur. Selon de bonnes sources, il se confirme, cependant, que, grâce aux dividendes de la croissance, le premier ministre est parvenu, sans trop de difficultés, à dégager des financements pour les priorités du gouvernement.

Par avance, il avait annoncé que six départements ministériels seraient mieux lotis que les autres, avec des crédits dont la hausse sera supérieure à la norme moyenne de 2,2 %. Sans surprise, ce sera donc le cas de l'éducation nationale : les crédits pour l'enseignement scolaire devraient progresser d'un peu moins de 4 % et ceux de l'enseignement supérieur d'un peu plus de 5 %. L'emploi fait aussi partie du lot : ses crédits passeront de 156 milliards de francs en 1998 à 162 milliards de francs en 1998, soit une augmentation proche de 3,8 %.

COMPROMIS À L'ENVIRONNEMENT

Comme prévu, la justice et la culture seront, aussi, bien loties, avec des crédits en hausse de près de 4 %. Cette progression, toutefois, sera insuffisante pour permettre à la culture d'avoir des crédits équivalant à 1 % du budget de l'Etat : le taux, en fait, s'établira à 0,96 %. Le gouvernement fera cependant valoir que l'augmentation est sensible et qu'elle devrait lui permettre d'honorer son engagement, qui était d'atteindre la fameuse barre symbolique de 1 % sur la durée de la législature.

Les dépenses de solidarité bénéficieront, elles aussi, d'une hausse supérieure à la moyenne. Enfin, les crédits de l'environnement devraient enregistrer une progression sans précédent de près de 15 %. Même si Dominique Voynet revendiquait initialement 30 %, ses négociations avec Bercy se sont, visiblement, bien passées, et elle devrait se satisfaire de ce compromis.

Cette première partie du projet de loi de finances réserve une autre surprise. Il est probable que la charge de la dette progresse moins que prévu : la hausse pourrait être inférieure à 5 milliards de francs, alors qu'au printemps on évoquait fréquemment un chiffre proche de 10 milliards de francs. Cette marge de manoeuvre inespérée devrait permettre au gouvernement d'être encore plus généreux que prévu : en plus des six ministères prioritaires, trois autres départements profiteront de crédits allant au-delà de la norme. Ce sera d'abord le cas des crédits pour la politique de la ville, qui bénéficiera de la hausse la plus spectaculaire de ce budget, soit près de 30 %. En hausse d'un peu moins de 4 %, les crédits de Jean-Pierre Chevènement pour la sécurité bénéficieront, eux aussi, d'un régime de faveur, tout comme ceux de la jeunesse, en hausse, également, de près de 4 %.

Tous les autres ministères seront moins bien servis, avec des crédits dont la hausse s'échelonnera entre zéro et 2,2 %. Certains d'entre eux devront, en particulier, faire des efforts sur leurs effectifs. Le gouvernement a ainsi annoncé que les effectifs civils de l'Etat devraient, au total, rester stables. La justice bénéficiera d'une hausse de près de 900 postes, de même que l'éducation nationale. En contrepartie, d'autres ministères seront contraints à des mesures de rigueur : ce devrait être le cas du ministère des finances, des affaires étrangères ou encore de l'équipement. Le gouvernement arguera, toutefois, que cette stabilité des emplois civils n'équivaut pas au *statu quo* car ces trois ministères, qui verront leurs effectifs baisser, sont ceux-là mêmes où des réformes administratives seront conduites, permettant de faire des gains de productivité.

ÉVITER LA « SURDOSE FISCALE »

Cette première partie du budget étant arrêtée, M. Jospin va donc devoir, maintenant, rendre ses arbitrages sur la réforme fiscale. Dans ce cas, il ne s'est pas montré plus disert. Rappelant que son objectif est *« de stabiliser les prélèvements obligatoires et si possible de les faire baisser »*, il a juste confirmé que le budget devrait comprendre *« des baisses ciblées de TVA »*.

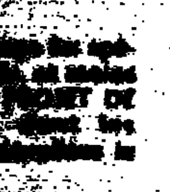
Sur les trois grands chantiers ouverts – ceux de la fiscalité locale, de la fiscalité écologique et de la fiscalité du patrimoine –, il n'a guère apporté de précisions. Par petites touches allusives, il a, cependant, fait deviner dans quel état d'esprit il abordera ses prochains arbitrages. Soulignant que, *« avec les Français, il ne faut jamais faire de surdose fiscale »*, il a multiplié les messages de prudence. Il a ainsi admis qu'*« il y aura des mesures qui concerneront l'impôt sur la fortune et des mesures qui concerneront d'autres aspects de la fiscalité du patrimoine »*. *« Elles iront dans le sens de la justice pour éviter les tentations spéculatives et l'évasion fiscale »*. Il s'est aussitôt empressé d'ajouter que le gouvernement est *« en train de réussir [sa] politique économique »* et qu'il ne faut rien faire qui vienne en compromettre les résultats.

Laurent Mauduit

Prudence sur l'ISF

Lionel Jospin s'est refusé, dimanche 5 juillet, au « Club de la presse d'Europe 1 », à dire ouvertement s'il est partisan d'un assujettissement des entreprises à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Il a fait une digression pour souligner que *« la croissance repart, les emplois se créent, les chefs d'entreprise investissent »*, ajoutant : *« Il faut faire très attention à cela ; c'est cela qui me guidera. »*

Alors que les dirigeants de gauche sont divisés en deux camps – ceux qui préconisent d'améliorer le rendement de l'ISF en le modifiant seulement à la marge, notamment en limitant les possibilités d'évasion fiscale, et ceux qui souhaitent une taxation des biens professionnels –, le premier ministre a donc fait comprendre qu'il penche pour la première solution. Il a d'ailleurs lui-même évoqué la nécessité de lutter contre l'*« évasion fiscale »*, argument souvent avancé par les tenants de la première thèse pour réfuter l'idée qu'une telle réforme ne serait que cosmétique.



هكذا من الاصل

Philippe Séguin veut concilier la diversité des conceptions européennes des gaullistes

Le président du RPR organisera une convention à l'automne pour « dissiper les malentendus »

A l'occasion des universités d'été du RPR, qui se tenaient à Toulouse, samedi 4 et dimanche 5 juillet, Philippe Séguin a annoncé que le mouvement gaulliste tiendra à l'automne un convention sur l'Europe. A l'approche du débat sur le traité d'Amsterdam, le RPR demeure très divisé sur la question européenne. Le président du RPR a également vivement critiqué Lionel Jospin, qu'il accuse d'inertie et d'immobilisme.

TOULOUSE
de notre envoyée spéciale

Redevenir *« crédibles »*. C'est la feuille de route donnée par Philippe Séguin à son mouvement, lors des universités d'été des jeunes du RPR organisées à Toulouse, samedi 4 et dimanche 5 juillet. Pour être brève, elle n'en dit pas moins à quel point l'espoir tarde à reprendre corps dans les rangs de la droite. *« La crédibilité, cela ne se décide pas, cela s'acquiert. Avouons que, de ce point de vue, nous avons encore des progrès à faire »*, a précisé le président du RPR. Nicolas Sarkozy a ajouté à cette directive une recommandation de son cru, consistant à conseiller aux jeunes militants de *« prendre la place »* de ceux des élus *« qui sont fatigués, qui n'ont plus envie de se battre »*.

« Etre crédible », cela passe d'abord par le respect de la cohérence du mouvement. En l'absence de presque tous les dirigeants du RPR – et notamment d'Alain Juppé, retenu pour des raisons personnelles –, M. Séguin a donc tancé ceux d'entre eux qui y ont récemment dérogé. A l'intention d'Edouard Balladur, absent bien qu'invité, il a recommandé de ne pas se *« déterminer en permanence par rapport à nos adversaires de tous bords. Qui serions-nous pour nous contenter de reprendre leurs concepts ou donner corps à leur élucubrations ? »*. Aux protagonistes de la guerre de tranchée de l'Hôtel de Ville de Paris, il a lancé un avertissement : l'arbitrage rendu *« doit être appliqué »*, faute de quoi il en tirerait *« toutes les conséquences »*. En direction de Charles Pasqua, qui menace de conduire sa propre liste aux élections européennes, il a dénoncé ceux qui *« s'égarent dans des combats solitaires »* et qui se font *« plaisir en réinventant tous les jours l'appel du 18 juin »*.

« QUOLIBETS ET SARCASMES »

Car, dimanche, M. Séguin a surtout annoncé qu'il faisait de la question européenne la pierre de touche de la crédibilité future du RPR et, par voie de conséquence, de la sienne propre à la tête du rassemblement. Après avoir enduré les *« quolibets et les sarcasmes »* lors des élections législatives de juin 1997, après avoir tenu la barre lors de la *« terrible convulsion »* des élections régionales de mars 1998, le président du RPR veut tenter d'esquiver les nombreuses embûches qui jalonnent l'année qui vient : révision constitutionnelle sur l'Europe, ratification du traité d'Amsterdam, élections européennes en juin 1999, sont autant d'événements redoutables pour un mouvement gaulliste toujours aussi divisé sur l'Europe.

Plutôt que de risquer à chaque étape un éclatement, M. Séguin a donc décidé de laisser le débat avoir lieu, à charge pour lui d'en rendre la synthèse possible. *« Non seulement nous n'éluderons pas le débat sur l'avenir de l'Europe, mais nous avons bien l'intention de l'ouvrir »*, a assuré l'ancien pourfendeur de Maastricht. Pour ce faire, une convention nationale sur l'Europe sera organisée à l'automne, à laquelle sont conviés, outre le RPR, *« tous les groupes qui se réclament du gaullisme »*. Elle aura pour mission de *« dissiper les malentendus »* et, l'*« espère »* M. Séguin, de trouver une *« synthèse »*. En attendant celle-ci, le président du RPR a adressé des signes à ceux qui avaient partagé son combat contre Maastricht, en expliquant que le traité d'Amsterdam *« n'est pas un sous-produit de Maastricht »* et mérite donc mieux qu'une ratification *« à la sauvette »*. *« Nous sommes prêts à transférer des compétences, nous sommes prêts à déléguer des éléments de souveraineté, mais nous ne sommes pas prêts à l'abandonner »*, a-t-il également déclaré.

La réunion de Toulouse a montré à quel point les esprits restent partagés au RPR. Lors d'une brève intervention, M. Pasqua a exhorté les gaullistes à ne pas *« abandonner l'essentiel de leur raison d'être, la souveraineté nationale »*. M. Sarkozy a la position inverse : *« Si vous pensez qu'on peut construire l'Europe sans accepter l'idée de transferts de souveraineté pour l'exercer avec d'autres, alors, on ne serait pas d'accord sur l'idée européenne »*, a-t-il prévenu les jeunes participants. Le secrétaire général du RPR plaide donc, mais à titre personnel, pour la ratification du traité d'Amsterdam, *« voulu et négocié par Jacques Chirac »*. *« Il me semblerait particulièrement incohérent de mobiliser le RPR contre le traité »*, a ajouté M. Sarkozy.

Roger Karoutchi, secrétaire national à l'administration générale du RPR, qui fut jusqu'à récemment le bras droit de M. Séguin, n'avait donc pas un rôle facile en animant un atelier sur l'Europe, où les participants d'un référendum sur le traité d'Amsterdam se sont fortement fait entendre. M. Karoutchi a admis qu'*« à un moment ou à un autre, il faudra un référendum »*. Le débat se retrouve à propos des élections européennes : autant M. Sarkozy est aujourd'hui favorable à une liste d'union de l'opposition, autant M. Karoutchi voit d'abord tous les obstacles qui empêcheront la droite d'y parvenir.

Cécile Chambraud

« Les Français sont anesthésiés »

Lors des universités d'été du RPR, qui avaient lieu, samedi 4 et dimanche 5 juillet, à Toulouse, Philippe Séguin, président du Rassemblement, a vivement critiqué le gouvernement de Lionel Jospin :



VERBATIM

Il y a loin, en vérité, entre l'image de sérieux affichée, en toutes circonstances, par le premier ministre et la réalité de sa politique. Autant qu'entre la revendication de la modernité, inlassablement répétée, et le dogmatisme étroit de son action quotidienne, dont la réglementation et la taxation sont les armes favorites (...). Alors, je vous le dis : rien, dans toutes ces mesures, ne nous conduit à l'indulgence, quand bien même les vents seraient temporairement contraires et le gouvernement provisoirement populaire. La gauche plurielle, avec son fatras idéologique, ses rescapés de l'échec communiste, ses héritiers du mitterrandisme, ses intégristes de l'écologie, ne saurait prétendre incarner l'avenir. (...)

En vérité, la France est encalminée. Et, pire encore, les Français sont anesthésiés. Gavés, repus d'un consensus mou annonciateur des plus grandes déconvenues. La France perd son temps. Elle perd de sa substance. Elle s'engourdit. Voici revenu le temps de la « drôle de guerre ». (...) Au lieu d'appeler à l'effort, on multiplie les messages rassurants : on nous dit que nous n'avons pas de problèmes. Si nous en avions, d'ailleurs, ils se régleraient d'eux-mêmes. Et si cela n'arrivait pas, d'autres pourraient toujours nous les régler à notre place. Oui, cette modestie, cette fameuse modestie alléguée, cette autre façon de gouverner dont on nous rebat les oreilles, elle n'est qu'une forme nouvelle de la résignation.

Deux élections cantonales partielles

HAUTES-PYRÉNÉES
Canton de Rabastens-de-Bigorre (2e tour)
I., 3 716 ; V., 2 415 ; A., 35 % ; E., 2 337 ;
Pierre Lalanne PS, m. de Rabastens-de-Bigorre, 1 004 (42,96 %)... *ÉLU*
Roland Dubertrand, PRG, m. de Montfaucon, 987 (42,23 %) ; Jean Journé, UDF-Rad, c. r., c. m. de Tarbes, 346 (14,81 %).

[L'élection partielle destinée à pourvoir au remplacement de Christian Cazanave, décédé accidentellement, se solde par la victoire à l'arraché du candidat socialiste. Le maire de Rabastens-de-Bigorre, Pierre Lalanne (PS), a dû batailler ferme, non pas contre le radical valoisien Jean Journé, qui a été largement distancé, mais contre *Roland Dubertrand*, candidat radical de gauche qui lui avait imposé une triangulaire : 17 voix séparent les deux hommes. Si le fossé se creuse au conseil général des Hautes-Pyrénées, où la gauche « plurielle » est désormais fortement majoritaire (25 sièges sur 34), il s'élargit aussi entre les radicaux de gauche et les socialistes, qui peuvent prendre la présidence à leurs rivaux au prochain renouvellement. Cette élection partielle pourrait laisser des traces entre les deux formations, qui avaient respecté, depuis une dizaine d'années, un pacte de non-agression.

28 juin 1998 : I., 3 716 ; V., 2 359 ; A., 36,52 % ; E., 2 287 ; Pierre Lalanne, PS, 644 (28,16 %) ; Roland Dubertrand, PRG, 590 (25,8 %) ; Jean Journé, UDF-Rad, 416 (18,19 %) ; Bernard Lussan, app. PCF, 380 (16,62 %) ; José Debat, div. g., 169 (7,39 %) ; André Loncan, FN, 88 (3,85 %).]

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Canton de Digne-est : cantonale partielle (1er tour).
I., 6 529 ; V., 2 299 (35,21 %) ; A., 64,79 % ; E., 2 194.
René Massette, PS, 914 (41,65 %) ; *Muriel Liotard, div. d.*, 802 (36,55 %) ; Alain Alphand, PCF, 301 (13,71 %) ; Alain Andrès, FN, 177 (8,06 %)... *BALLOTTAGE*

[Destiné à pourvoir le siège laissé vacant par le décès accidentel de Pierre Rinaldi (RPR), ancien président du conseil général, ce scrutin a été marqué par le nombre d'abstentionnistes (64,79 %), tout à fait inhabituel dans ce département. Le candidat socialiste, René Massette, est en ballottage favorable devant *Muriel Liotard* (divers droite), soutenue par l'alliance RPR - UDF. La confirmation de ce résultat au second tour renforcerait la majorité de gauche acquise de justesse dans le département par Jean-Louis Bianco le 27 mars.

20 mars 1994 : I., 6 301 ; V., 3 679 ; A., 41,61 % ; E., 3 506 ; Pierre Rinaldi, RPR, 1 634 (46,61 %) ; René Massette, div. g., 1 035 (29,52 %) ; Alain Alphand, PCF, 315 (8,98 %) ; Joëlle Brest, Verts, 300 (8,56 %) ; Alain Andres, FN, 222 (6,34 %).]

François Bayrou défend « une opposition constructive »

FRANÇOIS BAYROU s'est prononcé, dimanche 5 juillet sur Radio J, en faveur d'*« une opposition constructive, capable de rejoindre le gouvernement lorsque l'intérêt du pays le veut »*. Le président de Force démocrate évoquait l'abandon du projet de réforme du mode de scrutin pour les élections européennes. M. Bayrou a souligné qu'*« une partie importante »* des députés centristes le considéraient *« avec faveur »*. *« Sans doute aurait-on pu aller plus loin dans* [son] *examen »*, a-t-il estimé. Selon lui, le recul du gouvernement signifie que Lionel Jospin *« a souhaité éviter d'exposer plus avant les fissures dans sa majorité »*. Pour les élections européennes, *« tous les europtimistes doivent se retrouver sur la même liste »*, a-t-il indiqué, jugeant *« très dommageable »* et *« inquiétante »* la composition d'*« une liste où le sentiment européen ne soit pas clairement affirmé »*. *« Les choix européens du président de la République sont à mon avis justes et tous ceux qui les soutiennent doivent se retrouver sur la même liste »*, a ajouté M. Bayrou.

DÉPÊCHES

■ **EUROPÉENNES : Daniel Vaillant, ministre chargé des relations avec le Parlement, a déclaré**, dans *Le Journal du dimanche* du 5 juillet, que la décision de Lionel Jospin de retirer le projet de réforme du mode de scrutin européen est le signe d'*« une nouvelle manière de gouverner »*. *« En démocratie, quand on constate publiquement qu'un texte n'a pas la majorité, on le retire, on ne s'entête pas. » « Maintenant, on verra comment chacun ira aux élections européennes. Le PS aura sa liste et des élus »*, a ajouté le ministre.

■ **PCF : Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a dénoncé**, le 6 juillet sur RTL, *« une campagne menée depuis quelques semaines tendant à diviser les dirigeants communistes »*. *« Cette campagne n'est pas fortuite mais sera mise en échec »*, a ajouté le député du Nord, qualifiant de *« calomnies »* les affirmations de contestations internes au sein du PCF. *« Robert Hue est un ami, nous travaillons ensemble en permanence »*, a-t-il affirmé.

■ **Pour la première fois, le Parti communiste français organise une *« université d'été »***, les 22 et 23 août. Son secrétaire national, Robert Hue, y tiendra son traditionnel discours de rentrée politique. *La fête de L'Humanité* se tiendra les 11, 12 et 13 septembre, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

■ **ENA : Jacques Bonnet, président de chambre à la Cour des comptes, a été nommé** président des jurys des trois concours d'accès à l'Ecole nationale d'administration (concours interne, concours externe et troisième concours).

هكذا من الاصل

MODES DE VIE Une semaine après l'annonce d'un projet de circulaire de Claude Allègre et Ségolène Royal sur la féminisation des noms de métiers dans l'éducation nationale, le débat se poursuit. ● POUR MARINA YAGUELLO, professeur de linguistique, la féminisation des mots est *« symboliquement importante pour accompagner la promotion des femmes »*. ● CE DÉBAT est la conséquence logique de l'entrée des femmes sur le marché du travail. *Entre 25 et 49 ans*, 80 % des femmes travaillent. En revanche, elles accèdent difficilement à des postes de responsabilité. ● ROSELYNE BACHELOT, députée (RPR), raconte ses difficultés pour imposer, à l'Assemblée nationale, la féminisation de son titre. ● DEUX ACADÉMICIENS, Maurice Druon et Jean Dutourd, ont violemment protesté contre cette *« violence faite à l'usage »*. La Commission générale de terminologie et de néologie se réunira le 8 juillet.

La France est l'un des derniers pays où la féminisation des titres fait débat

Marina Yaguello, professeur de linguistique, rappelle que nous avons besoin de nommer « pour concevoir et intégrer la réalité ». « Je ne sais pas si la féminisation des mots a un effet de promotion réelle des femmes mais la langue montre que l'on est dans la norme »

MARINA YAGUELLO, professeur *de linguistique à l'université Paris-VII - Denis-Diderot*, est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les questions croisées du féminisme et de la linguistique. En 1978, son essai *Les Mots et les femmes* a lancé, en France, le débat sur la féminisation des noms d'agents. Elle *vient de publier Petits faits de langue*, aux éditions du Seuil. Une semaine après la présentation du projet de circulaire de Claude Allègre et de Ségolène Royal féminisant les noms de métiers, fonctions, grades ou titres dans l'éducation nationale (*Le Monde* du 1er juillet), elle retrace l'histoire des rapports complexes entre la langue et les mutations sociales.

« L'évolution de notre langue est-elle parallèle à l'évolution de la place des femmes dans la société ?

– Des origines de la langue française jusqu'au XVIIIe siècle inclus, toutes les fonctions étaient féminisées. Et cela ne choquait personne. Notre langue autorise, de par ses *structures morphologiques, la féminisation* des noms masculins, sauf dans quelques rares cas. Par le passé, ces ressources linguistiques étaient utilisées : au Moyen Age, par exemple, un médecin s'appelait *un mire*, dont le féminin était *mirgesse* ou *mireresse*. Ce qui ne veut pas dire du tout que ces fonctions sociales étaient assurées à égalité par les femmes. Les mots *mirgesse* ou *mireresse*, comme les mots *colonelle, ministresse, mairesse* ou *clergesse* existaient pour désigner l'épouse du *titulaire de la fonction*. Ce qui est étonnant, c'est qu'à partir du XIXe siècle, lorsque les femmes ont commencé à accéder à certaines de ces fonctions, les ressources de notre langue n'ont plus été utilisées.

– A quoi cette évolution était-elle due ?

– Les femmes elles-mêmes en sont largement responsables. Pour être *traitées d'égale à égal* avec les hommes, pour bien montrer qu'elles occupaient la même fonction qu'eux, et surtout pour se distinguer des épouses, elles ont voulu être nommées au masculin. C'est d'ailleurs une position défendue aujourd'hui par *un certain nombre* d'entre elles. Voilà pourquoi la période charnière du XIXe siècle et *du début du XXe siècle, qui a vu l'en*trée en masse des femmes dans des professions qui leur étaient auparavant fermées, a correspondu à un re*cul sur le plan* linguistique. Les mots *avocate* ou *doctoresse* n'ont pas été utilisés par les femmes qui en fai*saient* nouvellement profession. Par ailleurs, l'Académie française, qui a fixé l'usage de la langue à partir du XVIIe siècle, a accompagné ce mouvement en mettant un frein à la création spontanée des féminins. La liberté des locuteurs s'est alors trouvée *de plus en plus* surveillée.

> « Des origines de la langue française jusqu'au XVIIIe siècle inclus, toutes les fonctions étaient féminisées. Et cela ne choquait personne »

– Depuis quand se pose en France la question de la féminisation des noms de métiers ?

– Lorsque mon livre *Les Mots et les femmes* est sorti, il y a vingt ans, la *question n'était absolument pas* évoquée en France, alors qu'elle l'était depuis le début des années 70 aux Etats-Unis. *Les lobbies* féministes réclamaient une politique volontariste d'aménagement de la langue anglaise, défendant l'idée que cette dernière contenait des éléments sexistes, en particulier dans les dénominations d'agents. Des *succès* ont vite été obtenus concernant quelques mots symboliques comme *chairman* (président), devenu *chairperson*, ou *chair*, tout simplement. Le débat, par ricochet, a ensuite gagné l'Angleterre. Et beaucoup plus tardivement – à la fin *des années 70* – la France, *comme* c'est le cas pour tous les mouvements touchant à l'idéologie sociale. Durant le premier septennat de François Mitterrand, une commission présidée par Yvette Roudy a été mise en place, dont les conclusions ont fait l'objet d'une directive en mars 1986, tombée aux oubliettes avec le changement de *majorité. Il* a fallu attendre plus de dix ans et la circulaire de Lionel Jospin, en mars, pour voir la question ressurgir.

– Comment expliquez-vous la résurgence actuelle du débat ?

– La phase phallique de conquête *du pouvoir, où les femmes deman*daient avant tout qu'on les traite comme des hommes, est peut-être *dépassée... Alors qu'Edith Cresson* n'avait pas du tout souhaité être nommée "Madame *la* ministre", les femmes du gouvernement de Lionel *Jospin* en ont fait une question de principe. Les Français sont plus facilement prêts qu'il y a dix ans à *cette évolution linguistique* : la rapidité fulgurante avec laquelle la directive de Lionel Jospin est entrée dans les usages en témoigne. *Sans doute* parce que les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper ces fonctions désignées au masculin. Sans doute également parce que l'on sent qu'il n'y a pas de relations harmonieuses entre l'état de la société *et la représentation* qu'en *fait* la langue. Lorsque la capitaine Prieur a été incarcérée, et qu'elle s'est trouvée enceinte, les journalistes ont dû déployer des stratégies d'évitement pour ne pas avoir à utiliser *« le capitaine »* et *« enceinte »* dans la même phrase.

– La féminisation des fonctions joue-t-elle, selon vous, un rôle important ?

– On a besoin de nommer pour concevoir et intégrer la réalité. Je ne sais pas si la féminisation des mots a un effet de promotion réelle des femmes ou si elle a un effet facilitateur pour accéder aux fonctions nommées. *Mais je pense* qu'elle est symboliquement importante pour accompagner cette promotion. La langue justifie, *montre que l'on est* dans la norme. Dire "Madame la ministre", c'est aussi faire en sorte que les générations futures considèrent comme allant de soi le fait qu'une femme soit ministre.

– Les autres pays francophones, *et nos voisins européens*, nous ont-ils devancés ?

– Au Québec, en Belgique ou en Suisse, des décisions *ont été prises* il y a une dizaine d'années et elles ont très vite été suivies d'effets. Tous ces pays se demandent d'ailleurs pourquoi la *féminisation* fait encore débat en France : ils ne sont pas soumis à l'influence de l'Académie *française, et ils se sentent* donc un peu plus libres par rapport à leur langue. Le débat est ouvert partout en Europe de l'Ouest. Mais la France est *sans doute* l'un des pays européens où le décalage entre la langue et la réalité est le plus grand. »

Propos recueillis par Pascale Krémer

Une accession lente et difficile aux postes à responsabilités

Elles s'appellent Claudie André-Deshays, Anne Lauvergeon ou Martine Monteil. Sur leur carte de visite, on peut lire spationaute, associée-gérante de la *banque Lazard ou directeur de la brigade criminelle de* la police judiciaire parisienne. Elles font partie de cette minorité croissante de femmes qui occupent des fonctions très qualifiées au sein de l'entreprise ou de la fonction publique. En dix ans, la part des femmes parmi les cadres et les professions intellectuelles supérieures est passée de 27 % à 34 %.

L'accession des femmes au statut de cadre ou à des professions autrefois réservées aux hommes, comme avocat, médecin ou journaliste, est la conséquence logique de leur entrée massive sur le marché du travail. Elles sont aujourd'hui 11,5 millions à travailler, soit près de deux fois plus qu'en 1960. Entre 25 et 49 ans, les femmes sont actives à 80 %. L'arrivée du premier, et *même du deuxième enfant, ne les écarte pas du mar*ché du travail : près des trois quarts des femmes mariées et mères de deux enfants sont actives. Leur taux d'activité ne chute qu'au troisième enfant (41,7 %).

Loin de l'Académie française, où elles ne sont que deux sur quarante à porter l'épée – Hélène Carrère d'Encausse et Jacqueline de Romilly –, la présence des femmes *s'est* également renforcée dans les professions classiquement dévolues à la gent féminine : les instituteurs et assimilés (64,5 %), les professions de la santé et *du travail social (77,5 %) ou* le personnel de service direct aux particuliers (86,7 %). Les femmes restent surtout majoritaires dans les emplois peu qualifiés et à temps partiel : 60 % d'entre elles sont ouvrières ou employées et 30 % travaillent à temps partiel, contre 5 % des hommes. Quelque 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes qui, souvent, sou*haiteraient travailler davantage*.

Cette forte présence sur le marché du travail, dont le projet de circulaire sur la féminisation des titres de l'éducation nationale souligne le *« caractère inéluctable »*, ne s'est pourtant que très partiellement traduite par une accession plus large aux postes de pouvoir, qu'il soit économique, administratif, médiatique *ou social*.

53 % DE L'ÉLECTORAT 10,1 % DES DÉPUTÉS

L'exemple le plus révélateur reste celui du pouvoir politique : les femmes représentent aujourd'hui 53 % de l'électorat, mais seulement 10,1 % des députés, 5,6 % des sénateurs et 7,5 % des maires. En revanche, on compte 30 % d'élues françaises au Parlement européen.

Dans le secteur privé, les femmes restent souvent *cantonnées dans des postes plus fonctionnels qu'opé*rationnels. Elles ne pèsent que 7 % dans les états-majors des entreprises, où elles occupent presque inexorablement le poste de directrice de la communication ou des ressources humaines, plus rarement celui de la recherche ou de la stratégie. Elles ne sont qu'une soixantaine parmi les 2 283 administrateurs des deux *cents plus grandes entreprises françaises, dont* la direction est exclusivement masculine à une exception près, celle de Dominique Hériard-Dubreuil, qui a succédé à son père *à la* présidence de Remy Cointreau.

Les petites et moyennes entreprises leur offrent plus volontiers des fonctions-clés. Plus d'un dirigeant de PME ou PMI sur cinq est une « PDgère ». Rien d'éton*nant à cela : 28 % de ces entreprises sont aujourd'hui* créées par des femmes. Quelle que soit la taille de l'entreprise, les emplois techniques leur restent très fermés : 11 % des ingénieurs sont des « ingénieures », soit une progression d'à peine cinq points depuis 1982.

Dans la fonction publique, où les femmes représentent 53 % des effectifs, leur présence se raréfie à mesure que l'on gravit les échelons hiérarchiques. Elles ne sont que 13 % dans les grands corps de l'Etat, 3 % chez les préfets et seulement 2 % parmi les ambassadeurs. *Ce décalage apparaît également* très clairement dans l'éducation nationale, où les femmes, largement majoritaires (63 % du personnel) ne sont plus que 17 % parmi les directeurs d'administration centrale ou 16 % parmi les inspecteurs généraux. Les armées françaises, qui sont les plus féminisées de l'OTAN, ne comptent que 4,1 % d'officiers féminins dont une seule *« générale », qui est à la tête du service de santé*.

Les inégalités hommes-femmes perdurent surtout en matière de salaires, les hommes gagnant aujourd'hui en moyenne 22,5 % de plus que les femmes, contre 29 % en 1991. Parmi les personnes qui perçoivent moins de 3 650 francs par mois, 80 % sont des femmes. Enfin, elles sont davantage touchées par le *chômage de longue durée, les chômeuses représentant* 14,2 % de la population active, contre 10,8 % pour les hommes. Si l'on prend en compte les 3 millions de femmes qui travaillent à temps partiel, une femme sur quatre n'a pas d'emploi ou occupe un poste précaire.

Alexandre Garcia

Quai de Conti, la grogne des adversaires de la circulaire « grammaticide »

AFFAIRE d'Etat ou tempête dans un encrier ? Les retombées médiatiques du projet de circulaire du ministère de l'Education nationale sur la féminisation des noms *de métiers, fonctions*, grades ou titres, ont pris, en moins d'une semaine, une telle ampleur que la question se pose. *Le texte à l'ori*gine de la grogne de certains membres de l'Académie française n'a pas été publiée et n'est qu'à l'état de projet. Mais l'affaire emprunte déjà des codes de guerre de tranchées entre partisans et adver*saires de ce « coup de pouce »* à l'évolution de l'usage, qu'appelait déjà de ses voeux Laurent Fabius, *alors premier ministre*, dans une circulaire du 11 mars 1986 publiée au *Journal officiel* le 16, soit quelques jours avant que la défaite de la majorité présidentielle n'aboutisse à la première cohabitation.

Cette année, Lionel Jospin a repris la croisade dans une circulaire du 6 mars, symboliquement publiée au *Journal officiel* le 8, pour la Journée internationale des femmes. La circulaire de 1986 *« n'a jamais été abrogée mais elle n'a guère été appliquée jusqu'à ce que les femmes appartenant à l'actuel gouvernement décident de revendiquer pour leur compte la féminisation du titre de ministre »*, précise le message du premier ministre. Servi par le calendrier, cet épisode a davantage intéressé la presse que les administrations interpellées. En janvier, *Le Figaro* avait fait écho à la passe d'armes entre Ségolène Royal et l'Académie française sur ce sujet. Aujourd'hui, c'est encore un « immortel », Jean Dutourd qui, dans *France-Soir*, stigmatise *« les sultanes »*, *« houris du gouvernement »* constituant le *« harem »* de M. Jospin, *« moins que tout autre préparé à la polygamie »*, et réclamant *« avec insistance des faveurs, des colifichets, des bijoux »* adaptés à leur nouveau statut.

La circulaire « grammaticide » du 8 mars, raillée par Jean Dutourd, annonçait, *« pour accélérer l'évolution en cours »*, une étude confiée à la Commission générale de terminologie et de néologie *« qui, à la lumière des pratiques passées et des usages en vigueur dans d'autres pays francophones, fera*[it] *le point sur l'état de la question »*. Cette mesure, gage de sérénité, s'accompagnait toutefois d'une consigne, d'une imprudente impatience. *« Dès maintenant et sans attendre le résultat des travaux de la commission (...), il convient de recourir aux appellations féminines (...) dès lors qu'il s'agit de termes dont le féminin est par ailleurs d'usage courant »*, suggérait M. Jospin, invitant ses ministres *« à diffuser cette pratique dans les services placés sous* [leur] *autorité et à l'appliquer dans les textes soumis à* [leur] *signature »*.

« ABUS DE POUVOIR »

C'est *l'application précipitée de* cette consigne par le ministère de l'éducation nationale qui a provoqué la colère du secrétaire perpétuel de l'Académie française, Maurice Druon. L'écrivain, ancien ministre de la culture, parle même de saisir le Conseil d'Etat ou le Conseil constitutionnel devant cet *« abus de pouvoir »*. Rien d'aussi radical n'a *été* sérieusement envisagé lors de la séance hebdomadaire de l'Académie, jeudi 2 juillet. L'auguste assemblée a rappelé sa fidélité à la mission que lui a assignée le cardinal de Richelieu et le respect du cahier des charges qui est le sien : outre établir une poétique, une rhétorique et élaborer un dictionnaire moderne, *« donner des règles à notre langue, et la rendre pure, éloquente, et capable de traiter les arts et les sciences »*. Et elle s'est naturellement tournée vers le chef de l'Etat, son protecteur. Ce qui rend savoureux d'entendre Jean Dutourd citer *Les Femmes savantes*, de Molière – pour rappeler que la grammaire *« sait régenter jusqu'aux rois et les fait (...) obéir à ses lois »* – et dénoncer une intervention du politique dans le champ de la langue... alors que c'est au nom même de cet interventionnisme qu'est née l'institution et que le président de la République apparaît *comme un* recours.

« VIOLENCE FAITE À L'USAGE »

Si chaque académicien a commenté librement la querelle, sa parole n'engageant que lui-même, l'assemblée, elle, n'a, ce 2 juillet, arrêté aucune position collégiale sur la suite à donner à ce que beaucoup considèrent comme une *« provocation »*. Il s'est aussi trouvé des voix – qui refusent de prendre position publiquement – pour appeler à la trêve des menaces et à une certaine modéra*tion. Pour tenter de mettre un* terme à cet excès de polémique, résultant plus d'un calendrier *bousculé que d'une « violence faite à l'usage »* – le seul terrain où l'affaire mérite d'être envisagée étant le débat de société –, la Commission générale de terminologie et de néologie se réunira le 8 juillet. L'Académie y est, de droit, représentée. Elle préparera le rapport technique que le premier ministre lui a demandé pour l'automne. L'Académie saura alors se souvenir qu'elle n'est pas le juge de paix de la langue, tout juste sa greffière.

Philippe-Jean Catinchi

La croisade de madame la députée de Maine-et-Loire

DÉPUTÉE (RPR) de Maine-et-Loire, vice-présidente du conseil régional des pays de la Loire et conseillère municipale d'Angers, Roselyne Bachelot n'a pas attendu le débat sur la féminisation des titres et des fonctions pour décliner ses mandats électifs au fémi*nin. « J'ai des dénominations en cohérence avec mes convictions*, explique-t-elle. *Je revendique avant tout mon titre de femme. »* Ses prises de position féministes et sa croisade pour une égale présence des hommes et des femmes en politique ne datent pas d'hier. *« Ce n'est pas un combat que je découvre maintenant et auquel je me rallie derrière Lionel Jospin*, précise-t-elle. *C'est plutôt Lionel Jospin qui a rejoint des militantes comme nous. »*

PORTRAIT

Roselyne Bachelot : « J'ai des dénominations en cohérence avec mes convictions »

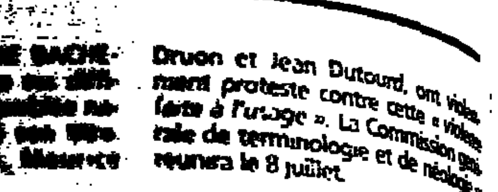
En octobre 1995, Alain Juppé l'avait nommé « rapporteure » générale de l'Observatoire de la parité, créé pour relancer le débat sur la participation des femmes à la vie publique. Aujourd'hui, Roselyne Bachelot est l'une des rares élues de droite à mener bataille pour la féminisation du champ lexical. *« Cela fait des années que j'utilise un titre féminisé quand je dois saluer une femme*, affirme-t-elle. *Et dès que je prends la parole, je distingue toujours les pronoms : je dis toujours ceux et celles, ils et elles... »* A l'Assemblée nationale, *ce « temple du machisme »*, madame la députée ne rate ainsi aucune occasion de passer de la théorie à la pratique, même si elle doit, pour cela, heurter quelques oreilles sensibles.

« UN GADGET »

« Un jour, au cours d'une explication de vote, j'ai entendu des hurlements derrière mon dos, se souvient-elle. *Je venais de m'adresser à Martine Aubry en l'appelant madame la ministre. C'était une vraie meute et j'en ai perdu la fin de ma phrase. » « Mes collègues masculins considèrent que cette mesure est un gadget*, poursuit-elle. *Ils n'ont sans doute pas tort. Certains pensent même que c'est un coup des socialistes pour épater la galerie. Mais je ne leur en veux pas : j'essaye de les convaincre de la nécessité de féminiser les titres. »*

De retour dans sa *circonscription*, Roselyne Bachelot constate pourtant que le débat commence à porter ses fruits. *« Les hommes ont peur d'être politiquement incorrects*, observe-t-elle. *Ils se surveillent plus qu'il y a quelques années, ils prennent des précautions. C'est peut-être un signe de culpabilité tardive, mais maintenant les gens me demandent comment on doit m'appeler. Il faut dire que j'ai la chance d'être la seule femme en vue dans mon département. Je suis un peu un oiseau de paradis, une exception, un alibi pour tout le monde. »*

A. Ga.



des titres fait débat

bilités

grammaticide »

Une étude souligne qu'en 1997 la moitié des ménages français étaient endettés

Pour ces familles « fragiles », le crédit est une réponse à la perte de pouvoir d'achat

Dans une étude rendue publique, lundi 6 juillet, l'Observatoire de l'endettement des ménages constate qu'en 1997, la moitié des ménages étaient endettés et que 7,5 % d'entre eux étaient en grande difficulté financière. A partir de 1989, l'endettement immobilier a reculé mais l'Observatoire note une remontée spectaculaire des crédits « de trésorerie », qui sont destinés à compenser les pertes de pouvoir d'achat.

A LA FIN de l'année 1997, la moitié des ménages, *en France*, étaient endettés. Parmi eux, 7,5 % se trouvaient en grande difficulté financière. Pour ces « ménages fragiles », l'endettement n'est pas une source de difficultés : c'est désormais une réponse à la baisse du pouvoir d'achat. Tels sont les enseignements d'une enquête de l'Observatoire de l'endettement des ménages, réalisée par la Sofres en juin 1998 auprès de 1 300 ménages. Créé en juin 1989, l'Observatoire, qui regroupe les banques appartenant à l'Association française des banques, a pour mission de suivre et de détecter les grandes inflexions de l'endettement en France. Complétant une recherche effectuée en novembre 1997 auprès de 8 083 ménages, l'Observatoire rend publique, lundi 6 juillet, une étude qui permet de préciser *« les caractéristiques des ménages qui paraissent fiancièrement le plus fragiles »*, ceux qui sont restés *« largement à l'écart du mouvement de désendettement général qui a bénéficié à la plupart des ménages endettés »*.

Cette enquête confirme l'évolution observée depuis deux ans. Au début des années 1990, les ménages étaient surtout endettés en raison d'investissements immobiliers. A la suite de l'entrée en vigueur de la loi Neiertz, en 1989, un mouvement de désendettement s'est engagé, se traduisant par un fléchissement sensible des crédits immobiliers et même, une embellie en 1993-1994.

« INSUFFISANCE DES REVENUS »

Mais à partir de 1996, l'Observatoire a noté une remontée spectaculaire des *« crédits de trésorerie »* (crédits à la consommation, découverts bancaires) utilisés par les ménages *« pour faire face aux situations que l'insuffisance des revenus courants ne leur permettrait pas de traiter. »* En 1997, 60 % des ménages endettés détenaient au moins un crédit immobilier et 65 % détenaient au moins un autre crédit.

Certes, il reste toujours une minorité de ménages « cigales », qui abusent des cartes de crédit à la consommation ou du découvert bancaire. Mais pour la plupart des ménages fragiles, les crédits servent aujourd'hui à compenser ce que la croissance économique ne redistribue plus. *« L'endettement n'est pas à l'origine des difficultés, il est une réponse à la perte du pouvoir d'achat,* explique Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université de Nanterre, et responsable de l'enquête. *Celui qui en arrive là ne pouvait pas faire autrement pour rester dans un tissu économique normal. »*

L'étude du profil socio-démographique des ménages « mal-endettés » permet de mieux saisir les facteurs de fragilité. Si les familles nombreuses, les locataires, les jeunes ménages et les ouvriers sont légèrement plus représentés, il ne s'agit pourtant pas de variables « discriminantes ». En revanche, ces ménages présentent tous les signes d'un degré élevé d'exposition « au risque de défaillance » : 44 % d'entre eux ont récemment connu une dégradation de leur situation financière et 69 % utilisent le découvert bancaire. Faiblement qualifiés, il sont plus exposés au chômage et à l'instabilité professionnelle. C'est parmi eux que se rencontre la proportion la plus élevée d'adultes au chômage depuis deux ans (22,4 %). Leur patrimoine modeste ne leur permet pas de faire face à des dépenses imprévues, consécutives à une « rupture dans l'itinéraire familial ou professionnel ».

En clair, il suffit d'un accident de parcours, entraînant une perte de ressources, pour conduire ces ménages à une situation d'endettement. *« 64,5 % des ménages endettés les plus fragiles considèrent que les dépenses de la vie courante, les dépenses d'éducation et de santé sont difficiles à supporter »*, indique l'enquête. Les plus fragiles supportent beaucoup plus difficilement que les autres une augmentation importante des remboursements ou des loyers ou une perte d'aides. En d'autres circonstances, ces événements n'auraient pas eu l'impact observé. Mais pour ces ménages, la modification relative de l'équilibre financier n'était pas supportable.

Alexandre Garcia

La loi Neiertz comme « porte de sortie »

● **Entrée en vigueur.**
La loi sur le surendettement des ménages, dite « loi Neiertz », du nom du secrétaire d'Etat à la consommation du gouvernement de Michel Rocard, est entrée en vigueur le 1er mars 1990.

● **Mécanisme.**
Conçu pour offrir une porte de sortie aux ménages surendettés, le texte institue des commissions départementales de surendettement qui sont chargées d'élaborer un règlement amiable entre le surendetté et les prêteurs. Si cette conciliation échoue, les intéressés peuvent saisir le juge d'instance, qui demande l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire civil. Il a le pouvoir d'imposer des solutions. Devant l'encombrement des tribunaux, une réforme de la loi a été adoptée en 1995. Elle autorise désormais les commissions à imposer des solutions aux débiteurs et aux créanciers lorsqu'ils ne trouvent pas de terrain d'entente. Les juges se contentent d'assurer la légalité de la méthode suivie.

● **Chiffres.**
Les commissions ont reçu plus de 87 000 dossiers en 1997, soit une augmentation de 24 % par rapport à l'année précédente. La barre symbolique des 600 000 dossiers accumulés depuis 1989 a été franchie en 1997.

L'épouse et l'un des fils de M. Dumas ont été interrogés par la police

L'ÉPOUSE *du président du Conseil constitutionnel, Anne-Marie* Dumas, et l'un de ses fils ont été interrogés, à titre de témoins, en fin de semaine dernière, par les enquêteurs de la brigade financière de Paris, sur commission rogatoire des juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky. Mme Dumas a notamment été questionnée sur l'origine des sommes en argent liquide déposées sur son compte bancaire personnel entre 1989 et 1997, dont le total se monte à 1 052 200 francs. Mis en examen pour *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »* au préjudice du groupe Elf-Aquitaine, Roland Dumas avait été interrogé, les 3, 12, 17 et 26 juin par les juges, notamment sur la provenance de quelque 3,3 millions de francs, déposés en espèces sur son compte parisien entre 1991 et 1996 (*Le Monde* du 2 juillet). L'ancien ministre avait indiqué avoir *« acheté plusieurs immeubles »*, durant cette période, *« pour le cas où il* [lui] *arriverait quelque chose »*.

DÉPÊCHES

■ **VIOLENCES : un retraité, retranché à son domicile avec un fusil à pompe, a été maîtrisé par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), dimanche 5 juillet à Bucquoy (Pas-de-Calais).** Agé de soixante-dix ans, l'homme, un ancien agriculteur à la retraite, avait tiré dans son jardin avec un fusil à pompe, blessant légèrement un voisin.

■ **PROFANATIONS : une soixantaine de tombes ont été profanées dans le cimetière juif de Dieuze (Moselle),** *dans la nuit de vendredi* 3 à samedi 4 juillet. Des tombes ont été renversées, mais les profanateurs n'ont laissé aucune inscription. Une plainte a été déposée par le Consistoire israélite de Moselle et l'enquête a été confiée à la gendarmerie.

■ **ÉDUCATION : la Fédération syndicale unitaire (FSU)** appelle tous les personnels de l'éducation nationale à une journée de grève le 18 septembre. Plusieurs syndicats de la FSU avaient déjà annoncé une grève nationale le 10 septembre, jour de la rentrée dans les lycées. Il s'agit *« d'affirmer notre volonté de discuter des conditions qui permettraient de développer tous les secteurs de l'éducation. (...) Des négociations sont possibles cet été »*, a *indiqué Michel Deschamps, secrétaire général* de la FSU, qui a demandé un rendez-vous au premier ministre.

■ **BANLIEUES : l'agresseur d'un vigile du centre commercial de Rosny 2,** près de Rosny-sous-bois (Seine-Saint-Denis), mortellement blessé d'un coup de couteau mercredi soir 1er juillet, a été mis en examen pour homicide volontaire, vendredi soir, et écroué. Agé de vingt-six ans, l'agresseur faisait partie d'un groupe de jeunes gens qui avaient été expulsés du centre commercial par les surveillants.

Issy-les-Moulineaux interdit les OGM dans les cantines

LES OGM vont-elles contaminer *les repas des enfants* à l'école ? Quand la commercialisation du maïs transgénique a été autorisée, le 27 novembre 1997, André Santini, maire (UDF-FD) d'Issy-les-Moulineaux, a décidé de réagir. Pas question de laisser s'empoisonner les futures générations isséennes ! Pour parer à l'inquiétude qui ne tarderait pas, selon lui, à se manifester chez les parents, M. Santini a décidé d'*« interdire »* tout produit transgénique ou leurs dérivés dans les assiettes scolaires.

Vingt-quatre écoles maternelles et *élémentaires* sont concernées, soit environ mille élèves. Suivant les instructions, les services municipaux ont écrit à la Sogeres, société de service de restauration qui gère, en délégation de service public, la restauration scolaire et des foyers des personnes âgées, afin *« de faire le nécessaire auprès de* [leurs] *fournisseurs pour qu'il n'y ait pas d'OGM » dans les plateaux-repas.* Dans la foulée, la société prestatrice pour le restaurant du personnel communal s'est vue, elle aussi, interdire toute utilisation de produits transgéniques.

MENTION ABSENTE

Les services municipaux ne cachent pas que, malgré un engagement écrit des deux sociétés concernées, la mesure demeure symbolique. *« La Sogeres nous a expliqué qu'il serait difficile de contrôler concrètement l'application de cette interdiction, surtout pour les produits dérivés »*, explique Pascale Jean, directrice du service de l'enseignement à la mairie. Difficile, voire impossible. Car si, depuis le 1er novembre 1997, les OGM *comme le maïs* ou le soja transgéniques, ainsi que les produits qui en contiennent, *sont censés être étiquetés*, la pratique, à quelques exceptions près, n'a pas suivi (*Le Monde* du 28 février).

Dans les rayons des supermarchés, rares sont les étiquettes portant comme il se doit la mention *« contient des OGM »*. Les produits à base de soja transgénique, essentiellement américains, sont installés dans les hypermarchés depuis l'automne sans aucune mention, car les industriels redoutent une réaction de boycott des associations de consommateurs. Les distributeurs, de leur côté, sont bien en peine de contrôler la présence d'OGM dans leurs marchandises. Les dérivés du maïs ou du soja transgéniques, telle la lécithine de soja, entrent dans la composition de nombreux aliments comme les desserts lactés, bonbons ou confitures, dont sont friands les enfants sans qu'aucune « traçabilité » ne soit possible en dehors de la bonne foi des producteurs.

André Santini se soucie peu de ces problèmes techniques. *« C'est un coup de vent,* assure-t-il tranquillement. *Mais qu'est-ce que je peux faire d'autre ? »* L'initiative revenait au départ au groupe des Verts des Hauts-de-Seine, qui avaient écrit à tous les maires. Ils entendaient démontrer l'impossi*bilité de tout contrôle et réclamer* un véritable étiquetage. Affichant trois prix récompensant ses actions en faveur de l'environnement, le maire d'Issy-les-Moulineaux affirme aimer *« s'engager »* : il est déjà à la recherche du prochain *« coup de vent »* qui pourrait faire parler de sa bonne ville.

Sylvia Zappi

DISPARITION

Henrik Stangerup

Romancier et réalisateur danois, fils spirituel de Soren Kierkegaard

L'ÉCRIVAIN et cinéaste danois Henrik Stangerup est mort vendredi 3 juillet près de Copenhague, d'un cancer, à l'âge soixante ans.

Il était l'enfant turbulent d'un pays qu'il considérait comme une terre de cafard, une patrie étouffante où le poids de la religion luthérienne condamne tout rebelle à une éternelle culpabilité. Un fils spirituel de Soren Kierkegaard, ce dieu national insurgé, mi-Don Juan, mi-Faust, séducteur et théologien, que ses quêtes vouaient à l'exil intérieur.

Parmi les fantômes qui rôdaient dans le passé et la conscience de Henrik Stangerup, né en 1937, il y avait aussi de vieux messieurs et vieilles dames, aimés, respectés et encombrants. A commencer par son grand-père maternel, l'écrivain suédois Hjalmar Söderberg, *qu'une enfance maladive voua* toute sa vie à la mélancolie et au pessimisme, qui dut s'exiler au Danemark à cause de l'hostilité du milieu littéraire suédois (il était l'un des rares intellectuels de son pays à dénoncer l'antisémitisme) et qui s'enlisa dans un quotidien infernal (épouse neurasthénique, problèmes financiers). Söderberg vécut par ailleurs un drame sentimental : une passion pour une jeune admiratrice qui le quitta pour vivre d'autres aventures, en femme libre. Il évoqua cette trahison dans *Gertrud*, porté à l'écran par Carl Dreyer. Lorsque Söderberg voulut se trancher la gorge en 1941, c'est sa fille Betty qui le sauva.

Betty était la mère d'Henrik Stangerup. Elle aurait voulu être la star du cinéma danois, et se vit éclipser par celle qu'Henri Langlois surnomma *« la fille de Baudelaire »*, la vamp Asta Nielsen, puis par Anna Karina, égérie de Jean-Luc Godard. Stangerup rendit hommage dans *Elle : scènes autour d'une mère* (éd. de l'Olivier, 1997) à cette mère abusive qui surveillait ses rapports avec les femmes, critiquait systématiquement ses fréquentations et sa propension à boire, déplorait qu'il n'ait pas épousé une comtesse et ne soit pas devenu un gentleman élégant, silencieux et poli, comme l'était le grand-père Hjalmar. Stangerup réalisa également un film sur Asta Nielsen en 1968, montage d'extraits des oeuvres emblématiques de la dame, commentés par elle-même. Portrait d'une star ombrageuse, jalouse, elle aussi, d'Anna Karina, l'héritière en oeillades espiègles.

UNE VIE DE PATACHON

Car, en bon fils qu'il s'efforçait parfois d'être, lui, l'ancien pensionnaire d'un internat pour *« enfants impossibles »*, et pour venger sa mère, Stangerup fit du cinéma. L'Institut des hautes études du cinéma (Idhec), à Paris, puis trois films dans lesquels il ne se privait pas de critiquer les moeurs de son pays natal : *Dieu existe tous les dimanches* (1970), présenté au Festival de Cannes, où il dénonce le rôle crucial du pasteur au Danemark, *Des baisers dangereux* (1973), où il montre une femme glissant vers la folie pour avoir osé dévier de la norme sociale, et *La Terre est plate* (1979), adapté d'un classique du théâtre danois, *Erasmus Montanus*.

Henrik Stangerup avait auparavant envisagé d'être peintre, puis pasteur. La formation théologique acquise à la faculté de Copenhague débouche sur une irrépressible envie : mener une vie de patachon à Paris, où il débarque en 1960. Là, adepte des thèses existentialistes, il cherche en vain à rencontrer Sartre (*« Son secrétaire en blouson noir, Jean Cau, m'a jeté dehors »*), fréquente Gabriel Marcel, fait du journalisme en bohème, s'émerveille devant la nouvelle vague, admire Godard, qui ose filmer à la première personne, citer Kierkegaard et défendre Dreyer (dont le fameux *Gertrud*, présenté en première mondiale au Studio Médicis, suscite les ricanements d'une partie de la critique).

Période dont il garda une douce nostalgie, et qu'il raconta dans un roman autobiographique, *Vipère au cœur* (éd. de l'Olivier, 1995) : tout Stangerup est là, avec (encore) l'omniprésence d'une mère qui a les traits d'Asta Nielsen ; l'ironie vis-à-vis des conférences de presse, transformées en rituels monarchiques, du *« père à tuer »*, le général de Gaulle ; l'esprit de dissidence d'un insurgé de la bonne société protestante qui s'escrime à acquérir la respectabilité française ; la revanche à prendre sur un enfance guindée ; le désir de déranger l'ordre établi ; la hantise de ne pas être à la hauteur, d'être pris en flagrant délit de faute, d'être pris pour un imposteur. Ce roman kafkaïen et pétri d'humour est placé sous le signe de Karl Marx : *« Le mépris de soi est un serpent qui ronge éternellement la poitrine, qui pompe le sang du cœur et le mêle au poison de la misanthropie et du désespoir. »* A la fin du roman surgit aussi la figure du père, Hakon Stangerup, un temps accusé d'être *« un idiot de sympathisant hitlérien »*, rallié fort tard à la Résistance, dont il convient de réhabiliter la mémoire.

« JE VOULAIS ÊTRE UN PIRATE »

A la *dolce vita* parisienne succède, dans les années 70, la parenthèse brésilienne : il passe deux ans dans les bordels de Rio. *« J'avais connu l'égalité, la liberté sexuelle, et soudain, c'était le vide. Je me foutais des discussions de mes compatriotes sur la manière d'être heureux, moi je voulais être pirate. Je voulais choquer les Danois, en connaître autant sur le sexe que sur la théologie. »*

Après quoi, Henrik Stangerup se lance dans la littérature, pour continuer à régler ses comptes avec le carcan luthérien : dialectique de la faute, de l'expiation et du repentir. *L'Homme qui veut être coupable* (1975, réédité chez Payot) est une « sociologie-fiction » dépeignant un écrivain étouffant dans un univers sans rêve, une société sans catharsis. Sa trilogie kierkegaardienne s'ouvre avec *Lagoa Santa* (1985, réédité chez Stock) : récit d'une crise métaphysique, réflexion sur *« l'homme éthique »*, recherche d'une identité ; le roman de la fuite au Brésil d'un savant naturaliste (inspiré par Peter Willem Lund) qui préfère la nature sauvage, parfois hostile, au confort et aux honneurs bourgeois.

Le Séducteur (1987, réédité chez Stock), réflexion sur *« l'homme esthète »*, calque la dérive de Peter-Ludvig Möller, critique danois mort syphilitique et fou à Dieppe en 1865 : c'est l'itinéraire d'un homme à l'*« exceptionnelle intelligence, dotée d'une imagination maladive »* qui décide de brûler sa vie sans compter, où l'on retrouve les conjurations littéraires, la censure, Paris, les filles et l'absinthe.

Frère Jacob (éd. de l'Olivier, 1992), enfin, cerne *« l'homme religieux »* à travers l'histoire d'un membre de la famille royale du Danemark du XVI[e] siècle qui renonce au trône pour se faire moine ; avant d'aller convertir les Indiens du Mexique, ce dernier, en qui Stangerup voyait un saint à béatifier, *« le premier avocat des droits de l'homme en Amérique latine »*, rencontra Rabelais en France. Hasard symbolique, pour Henrik Stangerup, qui chercha toute sa vie à trouver un Thélème en son coeur, et croyait à *« la souveraineté du bien, opposée au pessimisme de mort de tous les fanatiques »*.

Jean-Luc Douin

NOMINATIONS

ELYSÉE

Valérie Pécresse, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommée chargée de mission à la présidence de la République, par arrêté paru au *Journal officiel* du jeudi 2 juillet.

[Née le 14 juillet 1967, diplômée de l'Ecole des hautes études commerciales et de l'Ecole nationale d'administration, Valérie Pécresse est conseiller auprès du Service juridique et technique de l'information (SJTI) et secrétaire générale du conseil supérieur de l'Agence France-Presse depuis juillet 1995. Elle est également membre suppléant de la Commission des sondages depuis 1995.]

SECOURS CATHOLIQUE

Joël Thoraval a été élu président national du Secours catholique par le conseil d'administration de cette association caritative, jeudi 2 juillet. Ancien préfet de la région Ile-de-France et préfet de Paris, Joël Thoraval était déjà administrateur du Secours catholique.

[Né le 7 septembre 1935 à Boulogne (Hauts-de-Seine), Joël Thoraval est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Il a suivi toute sa carrière dans l'administration préfectorale, notamment en Guadeloupe, en Haute-Loire, dans le Tarn, en Corse et en Basse-Normandie. Directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur en 1991, il est nommé directeur de cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, en 1993. En 1994, il devient préfet de la région Ile-de-France et préfet de Paris.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 4 juillet sont publiés :

● **Médicaments** : deux arrêtés modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux ;

Un arrêté modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et de divers services publics.

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages

Anne et Dominique BESSE
et
Josette et Jean JEHEL
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Valérie et Stéphane,

le 11 juillet 1998, à l'hôtel de ville de Belley (Ain).

A. et D. Besse,
92, boulevard Voltaire,
75011 Paris.
J. et J. Jehel,
« La Verderie » - Izelet,
01300 Belley.

Anniversaires de naissance

– 6 juillet 1998.

René,

nous te souhaitons « heureux quatre-vingts ans ».

Lorsqu'on connaît la longévité des Pélissier, tu as encore devant toi beaucoup de joyeux anniversaires à venir.

Suzette, Jean-Paul, Denise, Jean-Pierre, Marc, Bénédicte, Claire.

Anniversaires

Gérard,

à l'occasion de ce 7 juillet, je veux te dire que je t'aime et t'aimerai toujours.

Ghislaine.

Décès

– M[me] le président, le conseil d'administration, les membres du jury de la Fondation Pierre Lafue, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de,

Francis AMBRIÈRE,
écrivain, officier de la Légion d'honneur,

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 7 juillet à 15 heures, en l'église Saint-Martin de Cauvigny, à Bonvillers (Oise).

21, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

– Lise Bayle,
son épouse,
Olivier et Natalie Bayle,
Dominique et José Barrios-Delgado,
ses enfants,
Albanie, Juliette, Mathias et Stéphane,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Dominique BAYLE,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,
croix du Combattant volontaire,
croix du Mérite polonais,

survenu le 4 juillet 1998.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 juillet, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.

9 *bis*, rue Boileau,
75016 Paris.

– M. et M[me] Bernard et Jacqueline Metzlé,
M[me] André Doazan,
M. et M[e] Philippe et Pierrette Doazan,
M. et M[me] Jean-Pierre et Anne Doazan,
ses filles, fils, gendres, belles-filles,
ont la douleur de faire part du décès de

M[me] Charles DOAZAN,
née Marthe SOULÈS,

[illegible] le 23 juin 1998, [illegible] vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 27 juin, en l'église de Réjaumont (Gers), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

32390 Réjaumont.

– M[me] Jacqueline Polland-Dulian,
son épouse,
M[lle] Françoise Polland-Dulian,
M. Emmanuel Polland-Dulian,
M. Frédéric Polland-Dulian,
ses enfants,
M. et M[me] Jacques Gobert
et leurs enfants,
ses sœur, beau-frère, neveux et nièce,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel POLLAUD-DULIAN,

survenu le 3 juillet 1998, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 juillet, à 14 h 30, en l'église de Menil-Erreux (Orne), suivie de l'*inhumation dans le caveau de famille.*

17, avenue Théophile-Gautier,
75016 Paris.

– Le docteur Francine Kauffmann,
Le docteur et M[me] Jean-Pierre Kauffmann,
Mélanie et Alain,
ont la grande douleur d'annoncer le décès de

M. Marc SALMON,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palme,
médaille de Verdun,

leur grand-père et arrière-grand-père,

survenu le 3 juillet 1998, dans sa cent cinquième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 7 juillet, à 10 h 15, au cimetière *parisien* de Pantin.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Hubert et Becky Benac,
Dorien et Danièle Simha,
Régine Grimaux,
ses enfants,
Yves et Annie, Eric et Claudia, Elodie,
ses petits enfants,
Gregory, Marion, Valérie, Gabrielle, Chloé,
ses arrières-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Yvonne SIMHA,
(née SAKKAL)

survenu le 3 juillet 1998 dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le 7 juillet, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

40, rue Maurice-Ripoche,
75014 Paris.

– *Colette Roaxin-Schkolnyk,*
son épouse,
Sylvia Verillote,
Anne-Marie et Bernard Andary,
Sarah Schkolnyk,
ses filles et son beau-fils,
David, Audrey, Nicolas et Laurent,
ses petits-enfants,
Josette et Gilbert Dargemont,
Annette Schkolnyk,
Martine et Hubert Rundle,
ses sœur, beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Joseph SCHKOLNYK,
dit Georges NICOD,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 3 juillet 1998, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 7 juillet, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy, *où l'on se réunira.*

62-66 bis, boulevard Gambetta,
94130 Nogent-sur-Marne.

– M[me] Patrice Vieljeux,
son épouse,
M[me] Patricia Vieljeux
et M. Audry Jean Marie,
Grégoire et Chloé,
M. et M[me] Michel Billon,
Alexia, Arnaud, Aurélie et Antoine,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M[me] Tristan Vieljeux,
Le comte et la comtesse Christian Dadvisard,
ses frères et sœurs,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 3 juillet 1998, à Champs (Orne), de

M. Patrice VIELJEUX,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
ancien maire
de Bougival (Yvelines) 1963-1995.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en la chapelle de Champs.

Un service religieux sera célébré le mercredi 8 juillet, à 11 heures, en l'église réformée du Saint-Esprit, 8, rue *Roquépine*, Paris-8[e].

Ni fleurs, ni couronnes, ni plaques.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

5, rue du Marché-Saint-Honoré,
75001 Paris.

– Lisa et Nina Lourié,
ses filles,
Sven-Michel Lourié,
son fils
Et Fabienne,
sa belle-fille,
Nicolas, Thomas, Alexandre,
ses petits-fils,
David et John,
ses neveux et leurs familles,
font part du décès survenu le samedi *27 juin 1998*, de

Sylvain LOURIÉ,
ancien directeur général adjoint
de l'Unesco.

Ses cendres ont été disséminées dans le jardin du Souvenir du Père-Lachaise, le 3 juillet, après une cérémonie dans l'intimité de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– *La famille.*
Les amis
ont le regret de faire part du décès, le *26 juin 1998, à Budapest, de*

Imre MARTON,
Résistant dès 1940 (OS-FTPF),
professeur honoraire
aux universités de Budapest
et de Conakry,
spécialiste des problèmes
du Tiers-Monde et ami de l'Afrique.

Panonia UT. 112,
1133 Budapest.

Anniversaires de décès

– Le 6 juillet 1986,

la comédienne Chantal DARGET-BOURSEILLER,

vaincue par le cancer, quittait le théâtre.

« La Môme piaffante. »
Jean Genet.

Sa famille, ses amis.

– Nous rappelons au souvenir de ceux qui les ont connus,

Armand LABIN,

décédé en 1956,

Emile LABIN,

décédé en 1974,

Edouard LABIN,

décédé en 1982,

et leurs parents,

Saniel et Charlotte LABIN,

disparus en 1953 et 1957.

– Il y a trente-cinq et trente ans disparaissaient

Alix et Raymond TORCHET,

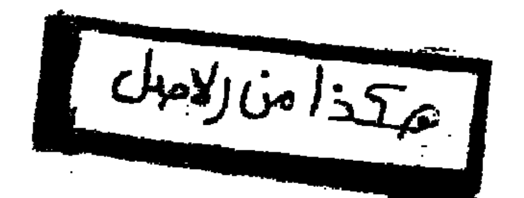
nos parents.

Ce souvenir est étroitement lié à celui de notre frère,

Jean-François,

mort en 1985, qui seul aurait su trouver les mots pour dire le vide qu'ils ont laissé.

Une messe sera dite en leur mémoire, le lundi 13 juillet 1998, en l'église Notre-Dame, à Nice.



Le projet de tramway dans Paris est reporté au profit des bus

En autorisant l'aménagement de la ligne de la petite ceinture, la plus importante de la RATP, Jean Tiberi renonce de facto à la construction d'un tramway sur les boulevards des Maréchaux. La région ne souhaite pas financer de nouveaux équipements dans la capitale

LES HABITUÉS des boulevards des Maréchaux à Paris ne devraient pas profiter de sitôt des avantages du tramway. Une délibération, qui devrait être présentée, mardi 7 juillet, au Conseil de Paris, va reporter, vraisemblablement pour longtemps, ce projet, fortement symbolique, à Paris. Le tramway – dont la dernière ligne cessa de fonctionner en 1937 – avait pourtant souvent été présenté, par le maire Jean Tiberi comme par la RATP, comme le seul équipement capable de résoudre les problèmes posés par la circulation très dense sur les voies périphériques de la capitale.

Les bus de la petite ceinture, que les Parisiens connaissent sous le nom de « PC », roulent dans des conditions difficiles sur les boulevards des Maréchaux. Ils sont une centaine à circuler en même temps aux heures de pointe au milieu du trafic automobile. Ils assurent 12 % du trafic total des bus parisiens, en transportant 130 000 voyageurs par jour, un chiffre en augmentation de 20 % depuis presque de dix ans, car cette ligne de 35 kilomètres de long dessert, pour des correspondances, plus de vingt stations de métro, quatre gares de RER, ainsi que de nombreux autres réseaux d'autobus.

En donnant son feu vert à un coûteux programme d'aménagement des lignes de bus PC, M. Tiberi met un terme, dans l'immédiat, au débat sur le financement d'un tramway dans les quartiers périphériques de la capitale. En septembre 1995, quelques mois après son élection, il avait pourtant indiqué son souhait de voir prolonger jusqu'à la porte de Versailles le Tram-Val de Seine qui relie la Défense à Issy-les-Moulineaux. M. Tiberi s'est depuis interrogé à plusieurs reprises sur le tracé de cette ligne, en évoquant aussi bien l'hypothèse des boulevards des Maréchaux que celle des voies SNCF de la petite ceinture *(lire ci-dessous)*.

Avec l'aménagement des lignes de bus existantes, qui sera financé par l'Etat et la région sous l'égide du Syndicat des transports parisiens (STP), le Conseil de Paris renonce de fait à prendre l'initiative de la construction d'un tramway. Le maire de Paris renvoie cependant la responsabilité de la décision au gouvernement et au conseil régional. « *C'est l'heure de vérité,* a-t-il déclaré, le 30 juin, en présentant la délibération qui va être soumise au Conseil de Paris. *Nous avons attendu la volonté des uns et des autres de faire un tramway à Paris. La Ville était prête pour sa part à le financer en partie.* » Dans cette affaire, M. Tiberi tente de mettre en difficulté les socialistes et leurs alliés, qu'ils se trouvent aux postes-clés dans les ministères intéressés, au conseil régional ou qu'ils soient élus de Paris. Dominique Voynet, ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement, ainsi que Jean-Claude Gayssot, ministre (PCF) de l'équipement, des transports et du logement, s'étaient pour leur part récemment prononcés pour le tramway (*Le Monde* du 21 avril).

DEUX CHANTIERS DÉPENSIERS

Mais l'heure n'est pas aux nouveaux investissements dans la capitale. Principal bailleur de fonds pour les infrastructures de transport, le conseil régional n'a pas fini de supporter l'erreur qui a consisté à construire simultanément à Paris deux nouvelles lignes souterraines. Eole et Météor ont empêché tout autre investissement d'importance en Ile-de-France, en particulier pour les liaisons hors de Paris. Or, c'est le trafic sur ces dernières en banlieue qui augmente le plus vite, alors que les voyages stagnent ou diminuent dans la capitale ou sur les lignes radiales en direction de Paris.

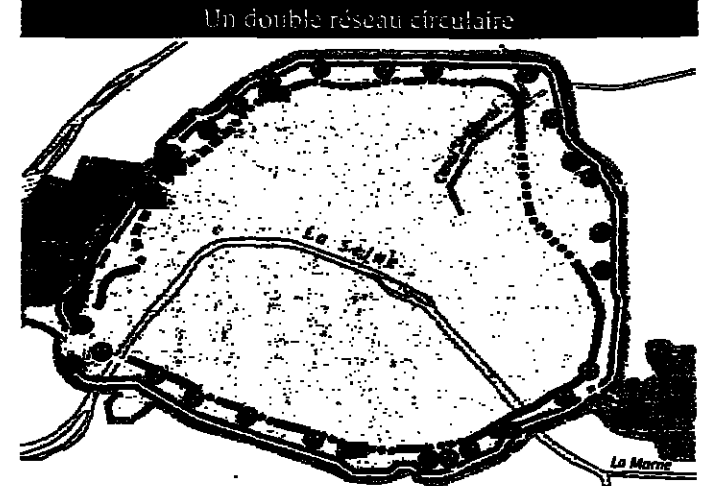
Pour Serge Méry, vice-président (PS) chargé des transports au conseil régional d'Ile-de-France, « *la priorité des investissements dans le prochain contrat Etat-région concernera les liaisons de banlieue à banlieue. Il est donc impossible de réunir les 2 milliards de francs nécessaires pour construire un tramway à Paris* ». Si ce choix n'est pas contesté par Bertrand Bret, élu du 20e arrondissement, chargé du dossier des transports au groupe socialiste du Conseil de Paris, celui qui est également conseiller régional estime que le tramway à Paris constituerait une « *amélioration de la desserte de la petite couronne* ». « *Le boulevard périphérique, puis les boulevards des Maréchaux quand le "périph" est saturé, sont un passage obligé pour aller de banlieue à banlieue,* explique Bertrand Bret. *Un tramway aurait offert une alternative à la voiture.* »

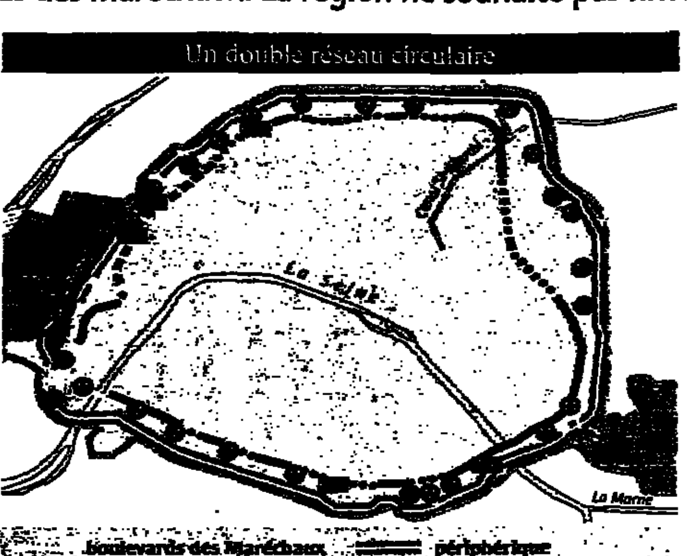
Comme les responsables de la plupart des associations parisiennes, Yves Contasseau, porte-parole des Verts de Paris, regrette ce qu'il considère comme l'abandon d'un des éléments essentiels du réseau dit « Orbitale », c'est-à-dire le projet de rocade de transports en commun autour de Paris. « *Le tramway constitue également un moyen de reconquérir l'espace urbain confisqué par la voiture,* dit-il. *Une ligne sur les boulevards des Maréchaux aurait permis de requalifier les quartiers sacrifiés par la construction du boulevard périphérique.* »

La RATP garde une attitude prudente. « *Nous avions seulement été chargés par le STP d'une étude sur la faisabilité de ce tramway, à la demande du maire de Paris* », explique Philippe Ventejol, responsable des études à la Régie. Mais la RATP admet que les investissements sur la ligne PC reportent sine die tout autre projet. Près de 100 millions de francs vont en effet être dépensés pour améliorer le fonctionnement de la ligne : elle va être découpée en trois tronçons et des bus articulés vont être livrés. Le système Altaïr de régulation et d'information va être mis en place. Des couloirs protégés vont être construits sur une partie de la ligne. La vitesse commerciale des PC va ainsi être portée de 12 à 15 kilomètres/heure, espère la Régie.

Rien à voir cependant avec les vitesses qui auraient pu être atteintes par un tramway. La RATP, qui expérimente ces nouveaux matériels dans le Val-de-Marne, espère maintenant que des « tramways sur pneus » pourront un jour équiper la petite ceinture. Il faudra alors que l'ensemble de la ligne emprunte un site propre, c'est-à-dire des couloirs protégés. Mais ils ne pourront être mis en place que si la Mairie de Paris passe outre aux réticences de certains riverains des boulevards des Maréchaux. Lundi 29 juin, en tout cas ils ont convaincu Lionel Assouad, maire (RPR) du 14e arrondissement, de dire non à la création de sites protégés sur la ligne PC qui longe son arrondissement.

Christophe de Chenay





Convoitises autour de l'ancienne petite ceinture de la SNCF

JEAN TIBERI a tranché. Avec l'aménagement de la ligne PC sur les boulevards des Maréchaux... et l'abandon à court terme du projet de tramway, « *il devient possible d'envisager une nouvelle vocation à la petite ceinture* », a-t-il déclaré mardi 30 juin. Le maire de Paris a fait part, à cette occasion, de ses intentions à propos de l'aménagement des 30 hectares d'emprises de l'ancienne ligne SNCF. Celle-ci subiste sur 23 kilomètres au nord, à l'est et au sud de Paris, depuis que le tronçon ouest a en partie disparu avec, en particulier, la destruction du viaduc d'Auteuil. Fermée aux voyageurs en 1934, réservée ensuite aux marchandises puis aux échanges de rames de la SNCF entre les gares du Nord et de Lyon jusqu'en 1993, la petite ceinture voit, depuis quelques années, ses voies et talus envahis par la végétation.

« ESPACE DE RESPIRATION »

Le maire de Paris estime que ce « *véritable espace de respiration dans la ville* [doit être aménagé] *en faveur de la promenade et la détente* ». Il a confié à Michel Bulté, son adjoint (RPR) chargé de l'urbanisme, le soin de réunir d'ici la fin de l'été une « *commission de réflexion et d'études* » pour qu'« *une première phase d'aménagement puisse être mise en œuvre dans le plus court délai possible* ».

Rien ne dit cependant que le dossier de la petite ceinture puisse être *réglé rapidement*. Ces terrains appartiennent au Réseau ferré de France (RFF), l'établissement public propriétaire des infrastructures ferroviaires, qui n'a pas, pour l'heure, l'intention de s'en débarrasser. On souligne en effet à RFF et à la SNCF que les emprises restent inscrites au *schéma* directeur de la région Ile-de-France comme une ressource possible pour la mise en place d'un transport en commun de rocade dans Paris.

« *Nous ne sommes pas vraiment favorables à une promenade plantée,* dit-on à la SNCF. *Une fois que l'on aura donné aux Parisiens l'habitude de s'y promener, il sera difficile de revenir en arrière. On voudrait être sûr que la mairie de Paris a bien réfléchi et que l'on ne regrettera pas un jour de s'être ainsi privés d'une voie de desserte, qui pourrait être très utile pour améliorer les livraisons dans la capitale, par exemple.* » La SNCF rappelle également que le plan d'occupation des sols (POS) parisien réserve l'utilisation de la ligne à un usage ferroviaire.

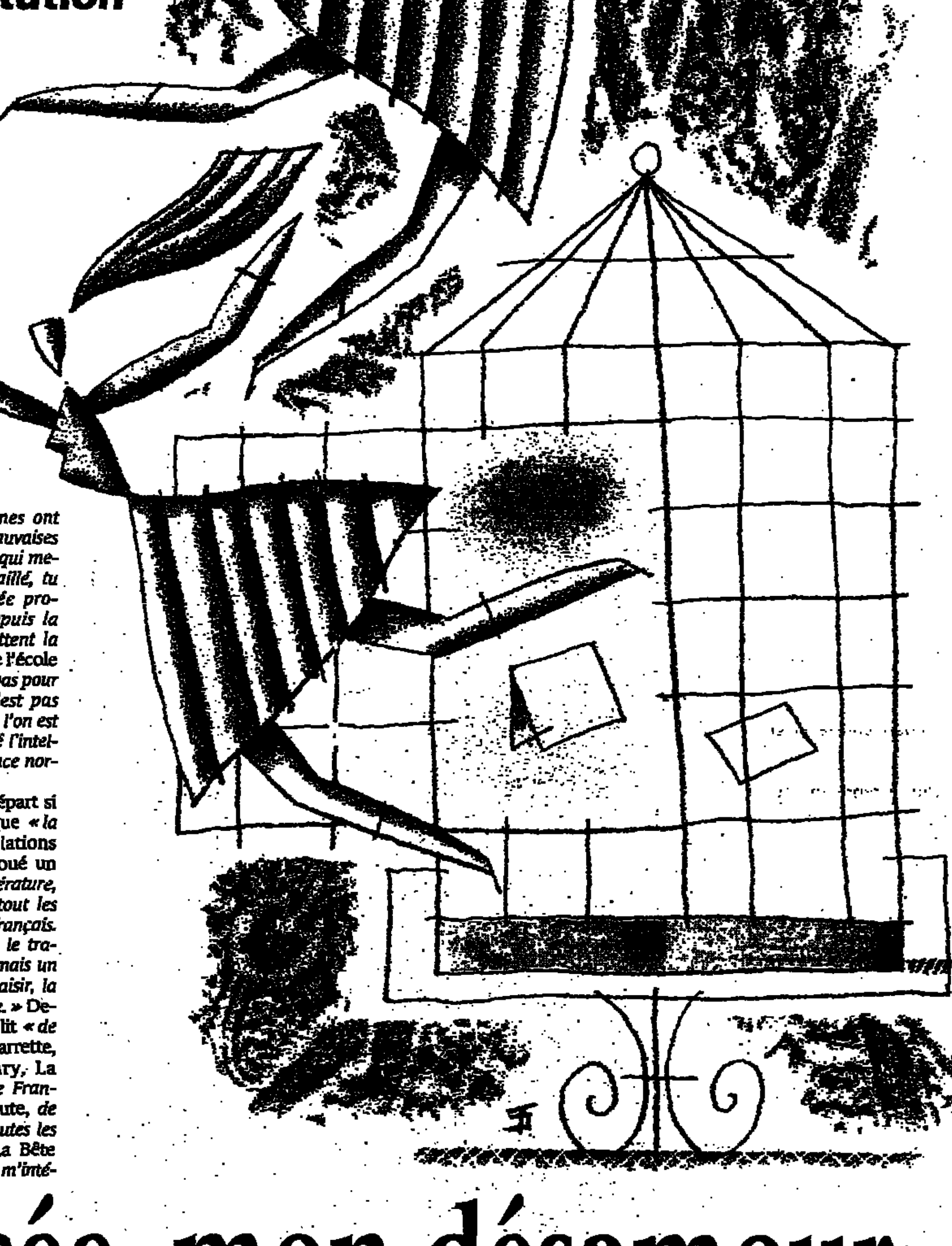
Les intentions de M. Tiberi ne peuvent en revanche que satisfaire le « Collectif pour la petite ceinture ». Les sept associations qui le composent souhaitent que ces terrains soient aménagés en piste cyclable et qu'ils abritent des équipements de proximité. Un tel aménagement est vigoureusement rejeté par Laure Schneiter, conseiller de Paris (Mouvement écologiste indépendant) qui estime qu'il « *menacerait la faune et la flore sauvage qui y vivent* ». L'élu écologiste met l'accent sur le problème des tunnels et de la sécurité mais regrette surtout l'abandon du projet de tramway.

L'association Environnement 15e vient également de dénoncer la modification du plan d'aménagement de zone de la ZAC Citroën-Cévennes. Un mémoire présenté au conseil d'arrondissement du 29 juin permettrait de rendre constructible une emprise ferroviaire de l'ancienne ligne. Les terrains de la petite ceinture suscitent tant de projets et de convoitises que les intentions de M. Tiberi auront grand besoin d'être précisées.

C. de C.

هكذا من الاصل

Chaque année, plusieurs milliers de lycéens « décrochent » aux portes du bac. Cette rébellion s'explique souvent par de mauvaises relations avec des enseignants et se double parfois d'une rupture avec le milieu familial. En France, l'institution scolaire commence timidement à écouter ceux qui la rejettent



Lycée, mon désamour

EMMANUEL a teint ses cheveux en rouge vif. Comme le chantait Antoine, il y a trente ans, parce que c'est joli et parce que ça lui plaît : « *Au lycée, je ne me serais jamais permis une chose pareille. D'ailleurs, j'y suis repassé depuis que j'ai démissionné et les autres m'ont regardé de travers.* » Emmanuel est un « décrocheur », comme l'on parle en Grande-Bretagne de « drop out », ou de « disperzione scolastica » en Italie. Alors que des centaines de milliers de familles s'angoissent pour savoir si elles pourront fêter une réussite au baccalauréat, qui se préoccupe de ceux qui ne le passeront jamais ?

Si une modeste association de professeurs et de chercheurs de Saint-Etienne, La Bouture, s'est intéressée à ces « refuzniks » de l'école, peu de personnes en France se sont penchées sur leur cas. L'institution scolaire commence pourtant à les écouter timidement puisqu'une université d'été, intitulée « Comment repenser l'école à partir de la parole des décrocheurs ? », se tient à l'Ecole normale supérieure de Fontenay - Saint-Cloud, du 6 au 10 juillet.

C'est que plusieurs milliers de lycéens, chaque année, quittent ainsi le navire au cours de leur année de seconde, première ou terminale, pour voguer vers d'autres galères, ou « *vivre enfin* ». Les uns sont partis du « bahut » à cause des « *embrouilles familiales* », d'autres à cause de leurs enseignants, parfois les deux. Vincent : « *Le prof ne fait pas l'élève mais il y contribue énormément. Il doit y avoir de sa part un devoir de passion qui dissuade l'élève de se demander toute la journée "Qu'est-ce-que je fais là ?". Avec ces profs-là, on s'apprend mutuellement des choses. Ils ne nous prennent pas pour des imbéciles et n'ont pas peur de nous. Ça arrive trop rarement, c'est pour ça que j'ai abandonné.* »

Certains se sont lentement enfoncés dans l'absentéisme avant de décrocher, d'autres ont brutalement tout quitté. Parfois, leur lycée s'est ingénié à se débarrasser d'eux. C'est toujours une expérience douloureuse même si, les mois passant, presque tous trouvent de bonnes raisons pour justifier leur départ. Quelques-uns ont éprouvé d'amers regrets. « *Quand j'ai arrêté l'école, ma mère, toute la famille, m'en a voulu. Ah oui ! Je me sentais complètement coupé de ma famille. Et c'est là que je suis vraiment parti de travers* », racontait Khaled Kelkal au sociologue allemand Dietmar Loch dans *Le Monde* du 7 octobre 1995. Les ex-lycéens disent aussi à quel point ils deviennent « *infréquentables* » pour ceux qui étaient leurs amis, leurs « *condisciples* », comme on dit à l'école.

En quittant sa terminale littéraire dans un grand lycée de province, dès le mois d'octobre, Alix a aussi abandonné son personnage de bonne élève. « *Pendant toute ma scolarité, je me suis rendue malade pour avoir de bons résultats. J'en avais. Mes profs me disaient que j'irai en classe préparatoire.* » Pourquoi pas, en effet, avec un 16 à l'écrit l'an dernier, au bac français, et un 14 à l'oral ? « *Mais combien de fois mes copines ont pleuré en classe, avec les mauvaises notes qui pleuvent, les profs qui menacent : "Tu n'as pas travaillé, tu sais ce qui t'attend l'année prochaine." Pratiquement depuis la sixième, les profs nous mettent la pression.* » Et Alix pense que l'école est faite « *pour apprendre, pas pour juger tout le temps. Ce n'est pas parce que l'on a eu zéro que l'on est bête. J'ai toujours différencié l'intelligence scolaire et l'intelligence normale* », plaide-t-elle.

Dans cette décision de départ si difficile à prendre, parce que « *la pression redouble* », les relations avec les enseignants ont joué un grand rôle. « *J'aime la littérature, mais je ne voyais pas du tout les choses comme mon prof de français. Pour lui, le français, c'était le travail, le travail, le travail. Jamais un mot sur la distraction, le plaisir, la culture, le sens de l'existence.* » Depuis qu'elle est partie, Alix lit « *de tout :* « Le Chevalier à la charrette, Lancelot, Madame Bovary, La Cause des adolescents, *de Françoise Dolto, Senghor,* La Chute, *de Camus, Sagan, Calderon, toutes les nouvelles de Maupassant,* La Bête humaine. *J'étudie Zola, ça m'intéresse personnellement. On a lu un roman de Zola en seconde, j'ai lu toute la suite, je me fais des cours dessus, j'étudie les personnages. Ça m'intéresse d'aller au fond avec un auteur, c'est indispensable quand on ne va plus à l'école.* »

Quand on ne va plus à l'école, il faut « *trouver soi-même une conduite de vie* ». C'est un chemin exigeant, avec ses moments de doute. Pourtant, Alix dit ne pas éprouver de regrets. « *J'avais réfléchi trop longtemps avant* », explique-t-elle. « *Ce n'est pas un acte de rébellion pour embêter mes parents. Ni une volonté de me marginaliser. C'est l'effet produit, mais pas recherché* », regrette-t-elle. Si elle était restée au lycée, Alix pense qu'elle n'aurait « *jamais eu d'aussi bons résultats scolaires qu'auparavant* ». Elle ajoute qu'elle n'en pouvait plus de ce système « *où l'on ne note pas par rapport à un progrès, mais où l'on est perpétuellement sous la menace. C'est juste une façon pour les profs de montrer leur pouvoir* ». A présent, Alix se sent « *libérée et soulagée* » et « *cherche du travail pour* [se] *former sur le tas* ».

Le travail, Julien a plutôt trouvé cela aliénant. « *Dès que l'on ne rentre plus dans les cases, on ne sait pas quoi faire de nous. Si les filles vont en secrétariat et les garçons en mécanique, ça va. Sinon... Pour moi, le commentaire était à peu près toujours le même : "Julien gâche son potentiel." Alors j'ai quitté le bahut et je me suis mis à travailler.* » Dans une fonderie, huit heures par jour, par une température de 40 °C. « *On traitait les métaux contre la rouille dans un hangar de 200 mètres de long, avec plein de bacs qui puent. J'étais à l'accrochage. On avait en permanence au-dessus de la tête des ponts roulants qui pèsent 30 ou 40 tonnes. Pratiquement personne n'avait de masque ou de casque, alors que c'est obligatoire. On était obligés de crier toute la journée pour s'entendre. Dehors, je voyais les immenses palonniers sous la neige.* » Julien raconte encore les feux que les ouvriers allumaient dehors, « *comme au Moyen Age* », dit-il. « *J'ai aussi lavé les cuves de trempage. Six mètres de profondeur, 20 mètres de large. Le mec qui lavait avec moi, c'était mon pote, un Tunisien assez vieux. Ce n'était pas un travail pour quelqu'un de son âge, mais il s'en foutait. C'était ça, le pire.* »

Julien a quitté le lycée sur un coup de tête, après un parcours en zigzag, une seconde en BEP de maintenance, puis une école forestière de l'enseignement agricole en internat. « *A 4 heures, ça a sonné. J'ai pris mon sac et j'ai traversé la nationale pour faire du stop. C'est comique, non ?* » Il ne conserve pourtant pas que des mauvais souvenirs de sa scolarité : « *Du CE2 au CM1, j'ai eu un instit super. Il s'appelait Daniel Duval, on a fait tout un programme de préhistoire de 400 000 avant Jésus-Christ jusqu'à* l'Homo sapiens. *Il nous a fait visiter des grottes en Dordogne. Lui, il aurait mérité que son salaire soit quadruplé.* » Scolarisé un temps à la Grande-Borne, un quartier de Grigny dans l'Essonne, il explique que, « *là-bas, un nouvel enseignant ne reste pas un an. Ou alors, il arrive à capter un élève sur vingt* ». Et ajoute : « *Des profs, il y en a tellement qui font juste ce qu'il faut, comme des contrôleurs de train ou des flics.* »

CE n'est qu'aujourd'hui, à vingt ans, qu'il se sentirait prêt à refaire le chemin classique : « *Seconde, première, terminale. Mais il ne faut pas regretter ses choix.* » Avec le sourire dont il se départit rarement, Julien, 1,93 mètre, « *toujours trop grand pour être au premier rang* », conclut : « *L'école prend en charge de trois à vingt-cinq ans. Il faut que ce soit une machine en parfait état. Mais moi, je n'aime pas ce qui est trop bien rangé, sans rien qui dépasse.* » Du système scolaire, Vincent a presque tout connu, au gré des aléas familiaux, du « *petit collège de cambrousse* », où le car vous emmène le matin, *si tôt qu'il* fait encore nuit, et qui vous ramène dans l'obscurité, au lycée délabré de la banlieue parisienne, « *où la peinture avait été finie au seau. Pas de chauffage en hiver, pas de portes aux chiottes, des tags partout, des chaises et des tables foutues* ». Sans compter le gardien, un ancien maton, qui jouait avec sa caméra de vidéosurveillance, ou les chopait par le col, par surprise. Sans parler du prof de maths « *absent pendant tout le temps qu'a duré Roland-Garros* ». Ou du proviseur, rarement tout à fait à jeun. « *J'ai vu aussi des profs craquer, se mettre à pleurer plus d'une fois,* ajoute Vincent. *Quand on voit qu'il y a une faille, beaucoup d'élèves cassent la barrière et vont à la curée.* »

Il n'empêche. « *Au début, quand on lâche, c'est la fête, on respire, on se sent libre. Les parents sont étourdis comme par un coup de massue, ils ne réagissent pas tout de suite,* se rappelle Vincent. *Mais c'est un peu le miroir aux alouettes.* » La réalité vient vite cogner les rêves : au lieu de faire du théâtre, il effectue un remplacement à la loge de l'Ecole vétérinaire par-ci, un boulot de manutention par-là. En racontant, il s'enflamme soudain pour la beauté de la littérature, y trouve des goûts de paradis perdu. « *Quand on est enfant, on est tout de suite dans un texte. Petit à petit, on nous met de plus en plus de normes, d'œillères. Mais maintenant ça me manque de parler, de débattre. En philo, c'était la première fois que l'on participait à un dialogue.* »

Laurent parle tout doucement, ouvre ses mains, cherche ses mots, pour expliquer son départ du lycée : « *C'est un sujet de polémique. Ma mère m'a dit "Quoi ? T'abandonnes l'école ?!" On rentre dans quelque chose d'effrayant. Je me suis dit qu'il n'y aurait plus de rambarde à laquelle se retenir. Après, pour elle, ça a été une sorte d'acceptation, mais aussi le doute et la peur de voir un enfant partir dans l'inconnu. Elle m'a laissé libre, elle m'a offert beaucoup, le choix de ma vie, finalement.* » « Orienté » vers un BEP sanitaire et social, seul garçon dans sa classe, Laurent a décroché dès la première semaine de classe, l'an dernier. « *Le professeur parlait, puis écrivait au tableau et elle attendait qu'on écrive, qu'on écrive, qu'on écrive, tout ce qu'elle disait. Et tout d'un coup, j'ai regardé la beauté, à l'extérieur. Je n'ai pas à gêner les autres si je n'adhère pas à ce que l'on me propose. Je suis parti.* » Laurent n'éprouve pas de mépris, ni de rancune, encore moins de haine : « *J'ai beaucoup de respect pour les professeurs, c'est tout de même frustrant de répéter tout le temps les mêmes choses... Ils se sacrifient, en fait.* » Aujourd'hui, on lui propose un contrat emploi-solidarité, « *mais ça, c'est une activité, pas un travail* ».

Alexandre, rencontré dans une mission locale de l'Isère, a décroché en première STT (sciences et techniques tertiaires), « *les anciennes G* », précise-t-il. De la sixième à la troisième, il a changé sept fois d'établissement et a quitté contre son gré la seule classe qu'il ait aimée, une troisième en section sport-nature dans le Vercors. Ses parents, bien qu'il soit boursier, n'arrivaient plus à payer l'internat, les déplacements, les charges. « *Ce n'était pas un lieu de consommation d'éducation. Idéalement, c'est là que j'aurais voulu rester.* »

LE retour a été difficile. « *En revenant sur Romans, en seconde, je suis entré dans un monde fermé, prémâché. On dit que l'éducation, c'est apprendre l'autonomie, j'y crois pas. Pourtant, certains profs étaient supers. Ils auraient quand même pu m'aider. Je ne sais pas ce que c'est vraiment le rôle d'un prof. On leur demande peut-être trop...* » Il tente pourtant de cerner ce qu'il a ressenti comme un échec : « *Un bon prof, ça y fait, ça motive. On a beau dire que l'on ne travaille pas pour le prof, c'est pas vrai. Il y a ceux qui font leur taf d'heures et qui s'en vont et ceux qui en font trop, genre copain. C'est rare de tomber sur le juste milieu.* »

Aiguillé en STT contre son gré, Alexandre se rappelle son premier cours : « *Nous ne sommes pas une section noble, donc nous n'étudierons que deux œuvres :* La Métamorphose *et* Candide », prévient le professeur de français. Une brève conversation après le cours brise ses illusions : « *Elle m'a expliqué qu'elle avait déjà essayé de faire des œuvres moins connues du XXe siècle avec des STT, mais que ça n'avait pas marché.* » La suite n'a rien d'étonnant : « *STT, ça me gonflait tellement que j'ai fini par faire de l'absentéisme total pendant un mois. J'y suis retourné vers le 20 janvier, pendant trois semaines. Et puis, j'ai dit que je ne voulais pas revenir. Je crois que j'avais envie que l'école m'apporte énormément de choses.* » Pour l'heure, Alexandre essaie de passer le diplôme d'accès aux études universitaires, destiné à ceux qui n'ont pas le baccalauréat. « *C'est une fierté personnelle qui me pousse, pour me dire que ce système ne me convenait pas mais que je suis capable de quelque chose.* »

Le système scolaire ne sait pas garder ces jeunes qui ont décidé un jour que le lycée n'était « *pas la bonne planète* ». Mais le regard qu'ils portent sur l'école mérite que cette dernière leur prête un peu d'attention. Pour, peut-être, à son tour, apprendre d'eux.

Béatrice Gurrey

Dessin : Thierry Dalby

هكذا من الأصل

Les socialistes européens à la recherche de l'Europe

« POUR GOUVERNER l'Europe, il faudrait un projet pour l'Europe. Et je ne crois pas que nous ayons ce projet. » Intervenant jeudi 18 juin à Berlin, lors d'une réunion des socialistes et sociaux-démocrates européens, l'ancien chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, résumait bien le défi commun auquel la gauche européenne – comme la droite d'ailleurs – se trouve confrontée aujourd'hui. Comment, face à la globalisation, concilier l'élaboration d'un projet politique européen avec les spécificités nationales de chaque Etat de l'Union ? Alors qu'ils dirigent treize des quinze gouvernements de l'UE et qu'approche la perspective des élections européennes de juin 1999, les socialistes du Vieux Continent ont de plus en plus conscience de la nécessité de relancer leur réflexion sur cette question centrale.

La prise de conscience est récente. Les initiatives se multiplient néanmoins. Le Parti des socialistes européens, qui regroupe leurs différentes formations, a ainsi engagé, le 12 juin à Bömmersvick, en Suède, une série de conférences destinées à débattre des thèmes aussi divers que l'emploi, la culture ou l'avenir de la social-démocratie en l'an 2000 en Europe. Pour définir un projet européen commun, les dirigeants socialistes se heurtent d'abord à leurs propres incertitudes. Chaque parti national reste traversé, sur cette question, par des courants très divers.

UNE ESPÈCE DE PATRIE

Au sein du Parti social-démocrate allemand par exemple, Gerhard Schröder navigue volontiers entre deux discours pour ne pas se laisser voler le thème national par la droite. Lors d'une récente discussion à laquelle il participait avec le philosophe Jürgen Habermas, le candidat-chancelier s'était fait remarquer par sa défense de l'Etat-nation. *« La politique européenne ne peut pas remplacer les politiques nationales »*, avait-il répété à Berlin, en reconnaissant toutefois que l'Europe ne pouvait se limiter à être une simple zone de libre-échange. *« L'Europe est aussi une espèce de patrie, un cadre de références sociales et culturelles »*, avait-il ajouté, avant de reprendre : *« L'introduction de l'euro a été une nécessité, il faut comprendre qu'elle a des conséquences politiques (...). L'union monétaire, dans sa logique, signifie aussi la mise en place d'une union politique. »*

Cette remarque ne peut que plaire à Oskar Lafontaine, le président du parti, qui a veillé ces derniers mois à ce que le SPD affirme l'importance de la coordination des politiques économiques face à la politique monétaire de la Banque centrale européenne. Sur ce point, le SPD ne diverge guère du PS français. Depuis qu'il occupe la présidence de son parti, M. Lafontaine s'est d'ailleurs efforcé de reprendre avec les formations du sud de l'Europe un dialogue qui s'était étiolé, avec le PS français notamment. Les deux partis disposent aujourd'hui de deux groupes de travail, l'un sur l'économie, l'autre sur la politique étrangère et de sécurité, qui ont permis un rapprochement des positions.

Malgré les difficultés des socialistes européens à ajuster leurs traditions, l'aggravation du chômage a contraint leurs dirigeants à des rapprochements. C'est aux Suédois que l'on doit ainsi d'avoir insisté les premiers pour qu'un chapitre emploi soit inclus dans le traité d'Amsterdam. C'est Lionel Jospin qui a obtenu que la coordination des politiques de l'emploi ait un statut comparable à celui des politiques budgétaires dans le cadre de la monnaie unique.

Au-delà, *« l'euro nous entraine dans une Europe d'une tout autre dimension »*, reconnaissait à Bömmersvick le premier ministre suédois Persson, dont le gouvernement n'a pas, pour le moment, voulu adhérer à la zone euro. Cette conviction, partagée par les dirigeants britanniques eux-mêmes, traduit la prise de conscience des sociaux-démocrates d'avoir à sortir de la défense de leurs prés carrés nationaux s'ils veulent répondre aux préoccupations, sociales notamment, de leurs électeurs. *« Nous n'aurons pas d'excuses si l'Europe ne correspond pas à notre engagement »*, a fait remarquer François Hollande, premier secrétaire du PS français à Berlin.

Les dirigeants socialistes soulignent qu'il ne suffit plus pour les générations d'aujourd'hui de présenter le projet européen comme un rempart contre la guerre ou contre la dictature. Cette dimension demeure, comme l'a rappelé à Berlin le représentant du Parti social-démocrate croate. Mais il faut aller au-delà. *« Ces générations ne pourront être amenées à pratiquer la solidarité que si on réussit à les convaincre de sa raison d'être »*, a expliqué M. Schröder, approuvé aussi bien par François Hollande que par le premier ministre portugais, M. Gutteres. *« A nous de trouver des bases nouvelles »*, a indiqué ce dernier en soulignant la difficulté des formations politiques à sortir du cadre de leurs débats nationaux. *« Dans les conseils européens*, note le dirigeant portugais, *chacun se réfère à sa propre société, à sa propre opinion publique. Cela pousse à un retour aux égoïsmes nationaux. »*

RÉGULER LE MARCHÉ

Comment sortir de ce dilemme ? La perspective de l'élargissement risque d'exacerber les tendances à la renationalisation des politiques européennes. Les socialistes européens se rendent compte que la globalisation rend cette renationalisation dangereuse s'ils veulent continuer à faire exister un modèle social européen spécifique. Souvent soupçonné d'être un peu trop influencé par le néolibéralisme, M. Schröder a lui-même insisté à Berlin sur le danger de voir le modèle social européen tiré vers le bas si les pays de l'Union ne réussissent pas à se coordonner en matière fiscale et sociale face aux autres acteurs de la globalisation – les marchés financiers notamment. S'il n'est pas question pour les socialistes européens de revenir sur le rôle du marché, ils s'accordent de plus en plus néanmoins à reconnaître la nécessité de le réguler. Cette réponse, a admis le sénateur socialiste français Henri Weber, ne pourra prendre corps qu'au niveau européen.

Henri de Bresson

Les gens *par Kerleroux*



Un capitalisme de transition

Suite de la première page

Pour réussir une privatisation en France, il faut en effet concilier l'inconciliable, surtout pour un gouvernement de gauche soutenu par une majorité « plurielle ». Celui-ci veut naturellement éviter de contrarier ses partenaires politiques et ne pas effrayer les syndicats ou les salariés. Il lui faut enfin et surtout trouver des acheteurs pouvant à la fois payer un prix élevé – c'est la logique des appels d'offres – et s'engageant à ne pas faire de réformes trop menaçantes pour l'emploi. Parmi les établissements français, les groupes mutualistes sont, de l'avis de Bercy, les mieux placés pour satisfaire toutes ces contraintes. Ce que conteste vivement la Société générale, éliminée de la course au rachat du CIC au profit du Crédit mutuel.

L'option mutualiste tient également compte des réalités du paysage financier français. Dans la banque comme dans l'assurance, les groupes mutualistes ou coopératifs s'imposent comme des piliers incontournables du système. Ils ont su cultiver mieux que tous les autres les liens avec leurs clients. Ils sont restés concentrés sur des métiers à faible risque. A quelques exceptions près, ils ne se sont pas dispersés dans l'immobilier. Ils ont donc accumulé des fonds propres, qu'ils n'ont pas reversés à leurs sociétaires. Ils ont aussi souvent bénéficié d'avantages accordés par l'Etat.

Aujourd'hui, ils pèsent aussi lourd que les banques ou les assureurs classiques. Il était difficile, voire dommage, de les exclure de la restructuration du secteur financier, plaide-t-on à Bercy. Dans le cas du GAN, cela aurait ouvert la porte à des groupes étrangers, quelques semaines après la prise de contrôle des AGF par le groupe allemand Allianz. Groupama était le seul acheteur français parmi les cinq candidats intéressés par le GAN au départ et les deux retenus en finale. La difficulté, voire l'impossibilité, de trouver un acquéreur français pour le Crédit foncier de France le confirme.

A Bercy, on n'hésite pas en outre à évoquer l'exemple de deux mutualistes dont le succès n'est plus à démontrer : le Crédit agricole, l'un des premiers groupes bancaires mondiaux, et Axa, devenu numéro deux de l'assurance dans le monde. Si le premier a gardé, pour l'essentiel, son organisation coopérative, le second n'a plus grand-chose à voir avec une mutuelle d'assurances traditionnelle. Au contraire. Il n'a utilisé ses origines mutualistes que pour verrouiller son capital le temps de mener à bien, à coups d'acquisitions, une croissance audacieuse. Mais c'est en utilisant les méthodes les plus capitalistes qui soient qu'Axa a fait ses plus belles affaires et mis, notamment, la main sur la Compagnie du Midi ou sur l'UAP.

Ce modèle, Bercy aimerait sans aucun doute qu'il se reproduise autour du Crédit mutuel, de Groupama, puis peut-être, plus tard, d'une alliance coopérative de type Caisses d'épargne-Banques populaires. Mais le pari n'est pas gagné. Beaucoup estiment qu'il aurait pris moins de risque, dans le secteur bancaire, en favorisant tout de suite l'émergence d'un très grand groupe national, en vendant le CIC à la Société générale par exemple. Pour devenir le champion qu'il est aujourd'hui, Axa a commencé sa mutation il y a presque vingt ans, sous la direction, très ferme et continue, de Claude Bébéar et de Claude Tendil. Quant au Crédit agricole, il a mûri pendant plusieurs années avant de se structurer autour d'une caisse nationale forte, qui n'a pas fait d'opération de croissance externe d'envergure avant l'acquisition d'Indosuez. Le Crédit mutuel, lui, est toujours tiraillé entre deux grandes fédérations, celle d'Alsace, actionnaire du CIC, et celle de Bretagne.

PROBLÈME D'IDENTITÉ

Les groupes mutualistes sont également confrontés à des problèmes d'identité. Leurs clients ont de plus en plus l'impression que « leurs » banques fonctionnent comme les autres banques, pour gagner de l'argent d'abord. Elles pratiquent souvent des tarifs intéressants, mais c'est autant pour satisfaire leurs clients-sociétaires que ceux qui ne le sont pas, et c'est surtout pour étendre leurs parts de marché et amortir plus vite leurs coûts. Les sociétaires risquent donc d'être tentés de réclamer une part de leurs profits, une part à laquelle ils auraient droit s'ils étaient actionnaires et non sociétaires. Les clients des sociétés de crédit hypothécaire mutuelles britanniques, comme ceux de Swiss Life, le candidat déçu au rachat du GAN, l'ont fait et ont poussé, à l'époque, les dirigeants de ces groupes à organiser leur démutualisation.

Le « modèle » mutualiste pose enfin un dernier type de question : ne retarde-t-il pas les groupes français dans la course européenne ? Aux Etats-Unis, en Australie, en Grande-Bretagne ou en Suisse, pour être plus forts et plus efficaces, les groupes de banque et d'assurances constitués sous la forme de mutuelles se sont démutualisés et sont entrés en Bourse pour pouvoir lever des capitaux. Devenus capitalistes, ils peuvent envisager de grossir par fusion, en échangeant leurs actions avec un groupe de la même nationalité qu'eux ou entre européens, même si cela est encore très peu fréquent.

Les mutualistes, eux, doivent se contenter d'une stratégie de niche, nouer des accords commerciaux ou prendre des participations minoritaires. C'est ce qu'a fait le Crédit agricole, par exemple, en Italie. Géant mondial par le montant de ses fonds propres, géant en France par son poids sur le marché, le Crédit agricole est beaucoup moins imposant sur la scène internationale, même avec Indosuez. Axa a surmonté l'obstacle mais en abandonnant beaucoup de ce qui en faisait une mutuelle. Les autres mutualistes seront-ils capables de poursuivre leur expansion dans des marchés qui se mondialisent en conservant leur originalité initiale ?

Sophie Fay et Pascale Santi

RECTIFICATIF

Télé Z

Une erreur concernant la diffusion de l'hebdomadaire de programmes de télévision *Télé Z*, couronné par une étoile de l'OJD, a été commise dans nos éditions du 27 juin : si ce journal a bien accru sa diffusion de 386 900 exemplaires entre 1993 et 1997, sa diffusion totale payée France a atteint l'an dernier 2 256 085 exemplaires.

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Sans-papiers : le piège

« ÇA va mieux. » Dressant finalement le bilan d'un an de pouvoir, Lionel Jospin avait, dimanche 5 juillet, bien des raisons d'être satisfait, et il n'a pas manqué de les rappeler, renonçant, peut-être un peu vite, à sa supposée modestie – l'économie repart, le chômage recule, l'euro est sur les rails... et la cote de popularité du premier ministre au plus haut. Son intervention a toutefois révélé, une fois encore, l'une des failles de son dispositif : pour les sans-papiers, ça ne va pas vraiment mieux. La fermeté de ton adoptée par le premier ministre ne peut masquer l'embarras dans lequel le gouvernement se trouve : le piège qu'il s'était à lui-même posé semble s'être refermé.

Dès son arrivée à Matignon, Lionel Jospin avait considéré le dossier des sans-papiers comme un double test. Il y avait vu l'occasion d'adresser un message en direction de la frange, croissante, de la population française sensible aux propos anti-immigrés et sécuritaires du Front national. Il en avait aussi fait la matière d'un discours dissuasif à l'intention des pays d'origine des sans-papiers. La solution imaginée par Jean-Pierre Chevènement, avec le soutien entier de Lionel Jospin, devait répondre à ce double objectif. Une procédure et des critères ont ainsi été définis, visant à la régularisation d'un certain nombre d'étrangers en situation irrégulière.

Comme bien des associations en avaient averti le gouvernement dès le début, celui-ci se trouve aujourd'hui dans une situation inextricable. Le nombre des candidats à la régularisation – plus de 145 000 dossiers ont été déposés – a été bien supérieur à ce que prévoyait le ministère de l'intérieur. Plus de 70 000 personnes ont obtenu leurs papiers. Presque autant ont été refusées. Tenant compte des disparités constatées entre préfectures et de l'application souvent restrictive des critères, le premier ministre a accepté de faire superviser les recours par une commission. Mais, après ce signe d'apaisement, M. Jospin vient de refermer la porte. Pas question de *« régulariser tout le monde »*, a-t-il répété à l'adresse des grévistes de la faim de Paris. En déniant le droit à la régularisation aux sans-papiers employés *« dans un atelier de travail clandestin et qui est le produit d'une filière criminelle »*, le premier ministre a assimilé victime et exploiteur, posant le travailleur au noir en complice de son patron.

Après le refus d'une régularisation générale – une méthode pourtant adoptée, en leurs temps, par des pays aussi différents que les Etats-Unis, l'Italie ou la France en 1981 –, le gouvernement a finalement entre les mains un fichier de personnes dont il est incapable juridiquement et matériellement d'assurer le renvoi dans leur pays d'origine. Il va vivre ainsi sous la menace permanente de « nouveaux Saint-Bernard », sans être sûr d'avoir rassuré ni les Français que l'immigration inquiète, ni les partenaires de la France.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA *Le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, *Le Monde* Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'amour selon Jean Guitton

M. JEAN GUITTON observe avec raison que nous ne disposons que de cet unique mot d'amour pour caractériser le désir que nous avons des créatures et le sentiment que nous devons nourrir pour Dieu. Joignez que la société et la religion, également intéressées aux conséquences de ce moteur universel, ont entouré l'amour de lois, de prescriptions et d'interdits propres à en régulariser la discipline et les effets. La civilisation à son tour est intervenue, et améliorant le sort de la femme par exemple a rendu les choses de l'amour très différentes de ce qu'elles étaient dans les temps primitifs, où, selon le rude constat du philosophe, la femme aujourd'hui notre égale n'était encore que *« la pièce la plus précieuse du cheptel »*.

L'évolution présente des idées, les découvertes de la biologie, l'exaspération de l'individualisme, justifient le moraliste à se demander quel sera l'avenir de l'amour dans la nouvelle société où l'esprit de réglementation, de jour en jour plus étroit et comminatoire, travaille contre le libre jeu de l'instinct. Supposez la fécondation artificielle méthodiquement appliquée et l'eugénisme organisé dans « le meilleur des mondes » possible, que deviendront les relations entre les sexes, et l'idée même de famille ?

Tels sont les divers thèmes traités par M. Jean Guitton dans ce magistral et très excitant *Essai sur l'amour humain*. M. Guitton, philosophe chrétien, conclut avec un optimisme idéaliste sur la pérennité du christianisme et la vocation de la femme à maintenir la cellule familiale intacte.

Emile Henriot
(7 juillet 1948.)

هكذا من الاهمال

Alan Wolfe, professeur de sociologie à la Boston University

« Les Américains se méfient énormément de la politisation de la morale et de la religion »

Le travail de ce sociologue révèle l'image d'une Amérique très centriste, unie, dans sa diversité, autour de quelques valeurs fortes

« Vous avez interrogé quelque 200 familles des classes moyennes à travers les Etats-Unis et vous avez découvert une Amérique plus unie, plus modérée et plus équilibrée qu'on ne le croit généralement. Qu'est-il advenu de la fameuse "révolution conservatrice" de 1994-1995 ?

– J'ai commencé ce travail au moment où, en 1992 [le politicien de droite] Pat Buchanan déclarait à la convention républicaine de Houston qu'une guerre idéologique faisait rage au sein de la société. Les valeurs étaient le sujet numéro un, l'organisation chrétienne Christian Coalition était très forte et son chef, Ralph Reed, pensait en faire la composante majeure du Parti républicain. Pendant ce temps, les gens auxquels je parlais en Oklahoma, en Géorgie ou ailleurs me disaient qu'ils se méfiaient énormément des tentatives de politisation de la morale et de la religion, que tout cela ne leur plaisait pas. Je me suis dit que je devais me tromper et que les Républicains, assistés d'experts de l'opinion publique et de consultants grassement payés, avaient sans doute raison.

» J'ai continué mes recherches et, ce faisant, plusieurs événements m'ont dit que je ne me trompais peut-être pas tant que cela : il y a eu d'abord le retour de bâton sur le "Contrat avec l'Amérique" de Newt Gingrich et la bataille budgétaire qui a provoqué la fermeture de l'administration. Ralph Reed a ensuite quitté la Christian Coalition parce qu'il s'est rendu compte qu'il n'atteindrait pas les buts qu'il s'était fixés. Puis des organisations comme Promise Keepers (qui réunissaient des centaines de milliers d'hommes pour prier dans des stades) se sont mises à licencier leur personnel, et aujourd'hui, Newt Gingrich est obligé de se recentrer s'il veut se placer dans la course à la présidence. Donc, au bout du compte, ce que me disaient les gens correspondait bien à la réalité.

– Promise Keepers a pourtant bien rempli des stades ?

– Oui, mais les hommes qui y allaient le faisaient pour des raisons personnelles, pour prier, pour se trouver, et dès qu'on a essayé de les mobiliser derrière une cause politique, cela a échoué.

– Quelle conclusion en tirez-vous sur l'attitude des Américains à l'égard de la religion ?

Les gens sont opposés à la politisation de la religion. Ils sont croyants, ils sont religieux, mais ils pensent que c'est leur affaire personnelle. Le message de la Christian Coalition, qui est que, premièrement, il nous faut une morale commune, deuxièmement, la religion est la seule source de morale, troisièmement, pour avoir une morale commune, il faut une religion commune, quatrièmement, le christianisme est notre religion commune et, cinquièmement, si l'on ne fait pas du christianisme *la* religion des Américains, notre société est vouée à la faillite morale, c'est-à-dire qu'il nous faut la prière à l'école etc., ce message est rejeté par la majorité des Américains. La religion leur dit ce qui est bien et ce qui est mal, mais ils n'y voient pas un code de valeurs absolues auquel tout le monde doit se conformer.


DESSIN DANIEL AZÉLIE

» Une autre évolution intéressante est que la diversité des religions aux Etats-Unis est perçue comme un élément positif : les immigrés importent leur foi, qu'ils soient musulmans, hindous ou catholiques, et c'est bien. Peu de pays sont parvenus à un tel niveau de diversité religieuse, et nous y sommes parvenus sans violence.

– L'indulgence de l'opinion publique à l'égard de la vie privée du président Clinton vous a-t-elle étonné ?

– Non ! J'avais déduit de mes recherches que les Américains avaient mûri. Dans les accusations formulées contre le président Clinton, personne ne semble avoir vraiment souffert : Mme Clinton est restée solidaire de son mari, leur fille Chelsea est pratiquement adulte, et les femmes concernées s'en sont à peu près bien tirées. La réaction du public traduit à mon avis l'acceptation du "crime sans victime" : s'il n'y a pas de victime, il n'y a pas de crime, même si l'acte incriminé est illégal, immoral, stupide ou mauvais. C'est un grand changement.

– Voyez-vous des répercussions sur la sévérité actuelle à l'égard du harcèlement sexuel ?

– La législation et les tribunaux ont toujours été trop stricts sur le harcèlement sexuel. Une chose est le harcèlement sexuel, qui est un comportement ignoble et illégal, et une autre sont les relations entre hommes et femmes qui peuvent amener les gens à faire des avances ou des plaisanteries sur la sexualité. Notre côté puritain a tendance à refaire surface dans ces cas-là. Un relâchement sur ce plan nous permettrait de nous concentrer exclusivement sur ce qui constitue le véritable harcèlement sexuel.

– Il y a deux ans, un autre chercheur américain, Robert Putnam, a déploré dans une étude qui a fait beaucoup de bruit le déclin du capital social aux Etats-Unis, en découvrant que vos compatriotes participaient de moins en moins à la vie associative. Vos travaux confirment-ils ce diagnostic ?

– Le débat sur le capital social a été essentiellement quantitatif : avant, chaque Américain était membre d'un nombre *x* d'associations, aujourd'hui il l'est de moitié moins, donc il y a un déclin. C'est sans doute vrai, mais ce n'est pas le plus important. La question importante, c'est : quelle interaction les gens ont-ils aujourd'hui avec la réalité qui les entoure ? De nos jours, les gens sont très occupés et ils adaptent le capital social à ces nouvelles conditions. Donc, si le niveau de vie associative a probablement baissé, les gens ont trouvé de nouvelles façons de s'impliquer. Les femmes étaient auparavant très actives dans leur communauté, mais aujourd'hui elles travaillent : si vous regardez la communauté, vous verrez moins d'activité civique ; mais si vous regardez les lieux de travail, vous en trouverez plus car, en fait, les gens apportent leurs tâches civiques au travail. Ils y consacrent leur pause-déjeuner, ils s'occupent de l'école ou de l'église par téléphone. Personnellement, je ne pense pas que nous soyons confrontés à une crise du capital social.

– La participation à la vie politique reste cependant très basse...

– C'est vrai. Les gens n'aiment pas la politique, ils ne connaissent pas leurs élus au Congrès. Même au niveau local, les Américains s'impliquent peu dans la politique. Cette désaffection de la vie politique est assez difficile à comprendre ; nous avons perdu l'idée de la citoyenneté, qui veut que si l'on appartient à une société qui vous traite bien, on a le devoir de comprendre son mode de fonctionnement et d'y participer. Ce concept a été atrophié, attaqué d'abord par la gauche puis par la droite ; aujourd'hui, les Américains peuvent être généreux ou optimistes, mais ils ne se voient pas comme citoyens. Il y a, par exemple, très peu d'enthousiasme pour un rôle des Etats-Unis à l'étranger.

– En dépit des profonds sentiments religieux de la majeure partie de la population, la peine de mort n'a jamais été autant appliquée et les prisons n'ont jamais été si pleines. Comment l'expliquez-vous ?

– C'est la grande exception dans mes travaux : très ouverts sur de nombreux sujets, les gens sont catégoriques sur celui-ci. J'avoue que j'ai beaucoup de mal à comprendre ce refus de pardonner en matière de criminalité et j'ai l'intention d'y consacrer mes prochaines recherches.

– Qu'avez-vous appris sur l'évolution des relations raciales ?

– Il y a eu, ces dernières années, une énorme croissance de la classe moyenne noire ; cette émergence de la bourgeoisie noire est l'élément le plus important dans les relations raciales aux Etats-Unis. Plus on parlera en termes de classes sociales, moins on parlera en termes de race, mieux ce sera. Ce que j'ai constaté aussi, c'est que lorsque les Noirs accèdent aux classes moyennes, ils font comme tout le monde : leur appartenance à la classe moyenne l'emporte sur leur appartenance à la communauté noire. Cela ne veut pas *dire qu'ils* perdent leur identité noire *ou qu'ils* oublient les problèmes de *discrimination*, mais ils sont fiers d'appartenir à la *bourgeoisie. Ils sont* contents d'habiter les *banlieues* aisées plutôt que les *ghettos* urbains. On a coutume de parler de "*fuite* des Blancs" (*white flight*), *mais à* l'heure actuelle les *Noirs sont plus* nombreux à fuir les *centres-villes* que les Blancs.

– Pourtant, ils continuent généralement à vivre entre eux ?

– A Atlanta, la bourgeoisie noire est devenue *si importante* que les Noirs *créent* leurs propres banlieues alors *qu'à* Boston, où ils *ne* sont pas assez nombreux, ils *se mêlent aux autres*. Il est très *difficile de savoir* quel pourcentage de *ségrégation* est volontaire et quel pourcentage est imposé par les Blancs, *mais* la plupart des Noirs auxquels j'ai parlé m'ont dit que *c'était leur choix*, qu'ils préféraient *vivre parmi* des gens comme eux. En réalité, même si on appelle cela de la ségrégation, cela ressemble beaucoup au *choix* de certaines *générations* d'immigrants, lorsque les *juifs vivaient* dans les banlieues *juives*, les Italiens dans les banlieues *italiennes*, etc. Puis *un jour* un fils de Polonais a épousé une *fille* d'Irlandais et les *quartiers ont commencé à se mélanger*. Ici, *nous avons affaire* à la *première* génération massive de classes *moyennes* noires, *personne ne sait encore ce qui va se passer : le nombre de mariages mixtes (interraciaux) est en augmentation*, c'est peut-être un signe.

– Comment sont perçus les changements en *matière* de politique d'aide sociale ?

– Les Américains des classes moyennes, toutes races confondues, n'aiment pas le système traditionnel de *welfare* : c'est pour cela que le Congrès et le président l'ont changé. En même temps, ils croient fermement dans les principes qui guident l'aide sociale. *Ils considèrent* que nous avons des *obligations* à l'égard des catégories défavorisées, mais ils aspirent à un système qui comporte davantage de réciprocité, qui ne se contente pas de créer un lien de dépendance. Est-ce le système qui est en train de se mettre en place ? Il est encore trop tôt pour le dire, car la réforme est menée Etat par Etat. Cela dit, je n'ai pas perçu de profonde préoccupation à l'égard de l'accroissement des inégalités, qui est pourtant l'un de nos plus gros problèmes.

– Certains vous accusent d'être trop optimiste sur la société américaine...

– La gauche américaine n'a jamais aimé les classes moyennes. Il y a toujours eu chez elle cette tendance à considérer les bourgeois comme bigots, bornés et étroits d'esprit. Personnellement, j'ai beaucoup de respect pour tous ces gens avec lesquels nous avons travaillé : c'est peut-être en cela que l'on me taxe d'optimisme ! Mais en réalité, je ne suis pas spécialement optimiste... »

Propos recueillis par Sylvie Kauffmann

Un spécialiste des comportements politiques

RAREMENT sans doute les classes moyennes auront été autant courtisées aux Etats-Unis que sous Bill Clinton, dont elles ont fait le succès. Avant même sa première victoire électorale, Alan Wolfe, professeur de sociologie à la Boston University, auteur de plusieurs ouvrages sur la société américaine et ses comportements politiques, avait décidé d'aller voir de plus près qui étaient et que pensaient ces Américains qui constituent la majorité de la population et dont on a fait un tel enjeu politique. Les résultats des travaux du Pr Wolfe et de son équipe, qui ont longuement interrogé – pendant quatre ans – quelque 200 familles, toutes races confondues, dans des banlieues sélectionnées selon des critères très précis en Géorgie, Californie, Oklahoma et dans le Massachusetts, sont regroupés dans un livre publié au printemps sous le titre *One Nation, After All* (Ed. Viking) et qui bouleverse la plupart des idées reçues sur les grandes batailles de société censées déchirer et balkaniser l'Amérique : l'image qui s'en dégage est celle d'une Amérique très centriste, unie, dans sa diversité, par un certain nombre de valeurs communes et encline à rejeter les extrêmes.


ALAN WOLFE

Habitué des colonnes du *New York Times* ou de l'hebdomadaire *The New Republic*, dans lesquelles il s'exprime volontiers, Alan Wolfe, 56 ans, ne prise guère, en revanche, le *« circuit des talk-shows »* télévisés, dont le format correspond mal aux nuances des positions qu'il défend. Chercheur toujours prêt à douter des évidences trop facilement assenées, réticent à commenter les questions sur lesquelles il n'a pas travaillé en profondeur, il vit avec sa femme, originaire du Danemark, où il a enseigné, et ses enfants dans un quartier paisible d'une banlieue de Boston.

S. K.

Le cinéma français, bien portant et fragile *par Jean Tulard*

PAR rapport à ses rivaux anglais, italien ou allemand, victimes de la concurrence américaine, le cinéma français donne l'impression de se bien porter : 131 films produits en 1996 et autant en 1997 (deux de moins qu'en 1987). Ils n'étaient que 114 en 1994. Le parc cinématographique actuel comprend 4 614 salles (il y en avait 5 000 en 1987 après la crise provoquée dans les années 70 par l'apparition des complexes). Avec une moyenne de 8 salles pour 100 000 habitants, la France arrive en tête en Europe. La fréquentation en 1997 est en hausse de 12 % (147 millions de spectateurs). Le premier semestre de 1998 s'achève sur un gain d'entrées de 25 % par rapport à celui de 1997. Cette apparente bonne santé appelle cependant quelques réserves.

Le cinéma français est un cinéma protégé. D'abord de la concurrence de la télévision. Les chaînes non cryptées ne peuvent passer des films à certaines heures et certains jours au cours desquels les Français sont supposés aller au cinéma. C'est le cas du samedi soir. Ces mêmes chaînes ne peuvent diffuser les films que trois ans après leur sortie en salle.

Le cinéma français est également protégé de la concurrence étrangère (essentiellement américaine) : des quotas (40 %) doivent être respectés, favorisant la diffusion des films français. Le cinéma français, est par ailleurs, un cinéma aidé. Il existe un guide spécial recensant toutes les subventions possibles : 80 environ.

Il n'existe aucun cinéma qui soit aussi aidé. On pourra contester certaines avances : 5 millions de francs à *Lucie Aubrac*, de Claude Berri, 3,5 millions à *Le Jour et la Nuit*, de Bernard-Henri Lévy qui connut un échec retentissant. Mais des cinéastes ont été révélés par l'avance sur recettes : Bertrand Blier pour *Les Valseuses*, Claude Lelouch pour *Un homme et une femme*, etc.

Ainsi aidé, le cinéma français se partage ces dernières années entre le film à costumes (*Le Bossu, Ridicule, Marquise...*), la comédie de mœurs, de *Pédale douce* à *On connaît la chanson*, et un cinéma intimiste.

Le cinéma français est d'autre part – on l'oublie – de plus en plus contrôlé par la télévision. En 1996, les chaînes ont investi 1 163 millions de francs dans la production cinématographique (420 millions il y a dix ans). Les chaînes ont l'obligation d'investir 3 % de leur chiffre d'affaires (20 % pour Canal Plus) dans la production cinématographique. Mais il est important aussi pour les chaînes de s'assurer des catalogues de films pour leur programmation. Canal Plus, riche de 4 millions d'abonnés, pratique le préachat (107 films en 1996, pour un montant de 795 millions) mais n'ignore pas non plus la production.

En 1997, *Le Cinquième Elément*, de Luc Besson, avait triomphé (7 611 657 spectateurs). Le film mérite qu'on s'y arrête. Il est le symbole du cinéma français essayant de défier les Etats-Unis sur leur terrain : le grand spectacle. Utilisant des acteurs américains, Bruce Willis et Gary Oldman, prenant pour décor le New York du XXIII[e] siècle, développant une histoire de bande dessinée, *Le Cinquième Elément* n'en est pas moins un film français réalisé par un cinéaste français, déjà auteur du *Grand Bleu* et produit par une firme française, Gaumont. Son succès appelle à réfléchir. L'œuvre est d'une étonnante vacuité et ne vaut que pour ses effets spéciaux. Elle met en lumière la puissance de Gaumont qui a produit et ensuite diffusé ce film.

Rendons hommage au grand producteur Anatole Dauman qui avait lancé avant de mourir, il y a peu, un cri d'alarme devant les implantations de multiplexes (notamment le projet Gaumont de 14 salles et 2 460 fauteuils sur le site de l'Aquaboulevard à la porte de Versailles), implantations qui se font au détriment des exploitants indépendants : *« Le cinéma, c'est un film dans une salle ; toute sa carrière commerciale et sa diffusion ultérieure dépendent de cette rencontre d'une salle et de son public. Or, dans le système français, aucun exploitant ne peut avoir directement accès au film sans passer par le double pôle Gaumont-Pathé d'un côté, UGC de l'autre, qui contrôle la distribution des films quand il ne l'assure pas directement. Par voie de conséquence, aucun film ne peut avoir d'existence économique sans l'aval préalable de deux programmateurs seulement. Au moment même où nos médias chantent à l'unisson que tout va très bien, que la part de marché du film français remonte, deux décideurs disposent, pour finir, du destin de notre cinéma. Et de toute évidence, que veulent-ils ? Créer un Hollywood-sur-Seine, hâter le processus de globalisation économique sur le modèle unique du film de style américain. »*

Le Cinquième Elément ne serait-il pas une confirmation de cette thèse ? Face à ce cinéma, il n'y aurait plus que le comique des *Visiteurs*. Tout se joue au niveau de la diffusion et on aboutit à ce paradoxe : des salles remplies de spectateurs qui voient des films américains à grand spectacle, comme *Titanic* dont les bénéfices servent à alimenter l'aide à des films français que personne ne peut ou ne va voir, mais qui, à la limite, sont suffisamment aidés pour n'avoir pas besoin de spectateurs.

Le spectateur interviendra dans le film. Il pourra en changer le dénouement

Que sera le cinéma de demain ? Les salles qui subsisteront risquent d'être désormais câblées. Un procédé mis au point par Pacific Bell et Alcatel devrait permettre prochainement de commander par ordinateur la copie d'un film. Le distributeur la transmettra immédiatement à la salle en images vidéo-numériques grâce à la fibre optique. Plus de cabine d'opérateur, plus de stocks de bobines. Un tel système devrait équiper prochainement les salles des Etats-Unis. Il consacrera le triomphe des grandes sociétés au détriment des distributeurs indépendants.

Arrive aussi l'image de synthèse. Elle s'impose déjà dans la nouvelle génération des Disneylands. C'est ce que l'on appelle l'interactivité. Elle repose sur les effets spéciaux numériques, apparus dans *Jurassic Park*, notamment, qui autorisent, à base de scanner, compositeur numérique et colorisation, une manipulation de l'image. En poussant cette technique jusqu'au bout le spectateur interviendra dans le film. Il pourra en changer le dénouement, sauver Jeanne d'Arc du bûcher. On peut même prévoir un baiser de la Pucelle pour son sauveur...

***Jean Tulard** est historien et historien du cinéma. Ce texte reprend les principaux extraits d'une communication prononcée le 29 juin à l'Académie des sciences morales et politiques.*

AU COURRIER DU « MONDE »

LUCRÈCE ET L'ACADÉMIE

La remarque adressée au *Monde* (du 24 juin) pour rendre à Spinoza une citation que Jean-François Revel attribuait à Kant m'incite, pour faire contrepoids, à remettre sur ses pieds le vers de Lucrèce cité de façon incorrecte par Marc Fumaroli (*Le Monde* du 12 juin) : *Tantum religio suasit malorum* (au lieu de : *Tantum religio potuit suadere malorum*, Lucr. 1, 101), ce qui fait un hexamètre boiteux. Ah ! ces messieurs de l'Académie !

Juliette Desjardins
Gières (Isère)

Mondial, qui paye ? *par Patrick Bayeux*

AVEZ-VOUS demandé à un de vos concitoyens à quel niveau il estime contribuer au financement de ce spectacle planétaire qu'est la Coupe du monde de football ? La plupart vous diront qu'elle ne coûte rien à la France, vu le nombre de sponsors associés à l'événement et compte tenu du nombre d'heures de direct réservées par les télévisions à ce spectacle. Certains auront peut-être en mémoire les 1,2 milliard de francs versés par l'Etat pour le Stade de France (sur 2,6 milliards de coût total), auxquels s'ajoutent les 2,4 milliards d'aménagements (autoroute, RER, métro), sans compter les 1,2 milliard de travaux cumulés réalisés pour mettre aux normes FIFA les neuf stades d'accueil... Enfin, les derniers diront immanquablement que cela coûte trop cher à la France, surtout depuis que les hooligans s'attaquent aux espaces publics et doivent en permanence être surveillés par les forces de police.

Le ticket d'entrée pour accueillir un événement mondial est de plus en plus élevé. Que ce soit pour le Mondial de football ou les Jeux olympiques, les Etats doivent mettre entre 4 et 6 milliards de francs sur la table (6,6 milliards pour Nagano).

A chaque manifestation, les organisations de tutelle que sont la FIFA ou le CIO (Comité international olympique) se servent au passage. Elles font fructifier leurs événements de manière exponentielle. L'ex-président de cette noble institution qu'est la FIFA affiche, après vingt-quatre années de règne, un bénéfice cumulé de 24 milliards de francs. Bon résultat pour une organisation à but non lucratif !

Les matches passent et les emprunts restent

Finalement, à qui profite l'événement ? A l'organisateur, aux sponsors, aux médias, aux supporteurs, aux commerçants, aux joueurs, aux entraîneurs, aux téléspectateurs, aux contribuables, à tout le monde, et c'est là que réside la force du football. Personne ne peut y échapper. Amateurs ou non, tout le monde se laisse prendre au jeu, d'autant plus quand l'équipe nationale donne dans la dramaturgie.

Mais qui débourse un franc dans l'affaire ? En premier lieu, le supporteur, qui ne raterait pour rien au monde un match de son équipe. Mais lui consent librement. En second lieu, le contribuable français, qui, à l'inverse du supporteur, n'a pas le choix. Il n'a d'ailleurs jamais été consulté pour connaître son avis sur la venue de la Coupe du monde dans sa ville. Certes les équipements restent ; il est donc normal qu'il contribue à leur financement.

Dans les faits, tout se passe comme si vous étiez propriétaire d'un local commercial dans lequel vous engagez des travaux de réparation. Une fois ce local remis à neuf, vous le prêtez à titre gracieux à une personne qui, par son activité, dégage une marge fabuleuse. A l'issue de la période d'activité, la personne vous rend le local en mentionnant que, sans vous, elle n'aurait pas pu dégager une telle marge. Vous restez alors avec votre local sur les bras, mais vous ne possédez qu'un modeste commerce à y installer et vous devez néanmoins continuer à rembourser les emprunts consentis.

C'est bien ce qui va se passer avec les stades de la Coupe du monde. Les matches passent et les emprunts restent. Pourquoi la FIFA, si soucieuse de promouvoir le développement du football, n'accorderait-elle pas une part de ses bénéfices aux contribuables français en leur offrant des places au stade pendant quatre ou cinq ans ? Il est peut-être temps d'inverser le système de solidarité et que les fédérations superpuissantes deviennent les mécènes du sport local. Ce serait une belle manière de renvoyer la balle. Ou alors, dans un élan de solidarité mondiale, la FIFA pourrait financer sur le continent africain l'organisation d'une Coupe du monde. Ce serait une belle leçon d'altruisme donnée au monde entier qui irait au-delà de la rengaine du *« sport universel rassembleur de tous les peuples »*.

En attendant, tant que l'équipe de France gagne, la victoire n'a pas de prix. Même si cela coûte quelque 5 milliards de francs au contribuable français, c'est toujours moins cher que le renflouement d'une compagnie aérienne ou d'une banque ! L'atout incomparable du financement d'un tel événement est que tout le monde en profite, alors que tout le monde ne prend pas l'avion.

Cette contribution obligatoire au Mondial est d'autant plus rentable pour le contribuable que l'équipe de France passe des tours. (On comprend mieux pourquoi l'équipe du pays organisateur est qualifiée d'office !) L'idéal serait, bien évidemment, que les Français aillent en finale. « On en aurait pour notre argent. » Car, malgré tout, même si le sport est un spectacle à lui seul, l'émotion est surtout présente quand vibre la fibre patriotique.

***Patrick Bayeux** est maître de conférences associé à l'université Bordeaux-II.*

TRANSPORT Karel Van Miert, le commissaire européen à la concurrence, devrait donner son feu vert, mercredi 8 juillet, à deux alliances transatlantiques dans le transport aérien, entre British Airways et American Airlines, d'une part, et *Lufthansa et United Airlines, d'autre* part. ● LES CONDITIONS restrictives que posera le commissaire seront déterminantes pour fixer les règles de concurrence dans le ciel européen. ● *BRITISH AIRWAYS et American Airlines* se trouvent en position dominante sur plusieurs lignes transatlantiques. *Elles totalisent 60 %* du trafic aérien entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. ● AIR FRANCE, un mois après la grève qui l'a paralysée, fait le bilan de ses pertes. Celles-ci se monteront entre 1,5 et 1,8 milliard de francs. ● LES PILOTES contestent la définition juridique des jours de grève faite par la direction.

Bruxelles s'apprête à autoriser les alliances aériennes transatlantiques

British Airways et American Airlines, d'un côté, et Lufthansa et United Airlines, de l'autre, vont pouvoir marier leurs clientèles. Les conditions restrictives que posera la Commission fixeront les règles de concurrence dans le ciel européen

LA COMMISSION européenne s'apprête à donner son feu vert, mercredi *8 juillet*, aux *grands* mariages transatlantiques entre British Airways et American Airlines, d'une part, et Lufthansa et United Airlines, d'autre part. Bruxelles mettra des *conditions à cette autorisation*, qui devra être confirmée en octobre après consultation des compagnies. Ces conditions sont déterminantes parce qu'elles vont fixer les règles de concurrence que doivent respecter les accords entre les compagnies européennes et les tiers.

C'est en 1992 que la compagnie néerlandaise KLM et l'américaine Northwest ont entamé la valse des grandes alliances aériennes transatlantiques. Ont suivi United Airlines et Lufthansa, puis, il y a deux ans, British Airways et American Airlines. *Si les deux premières s'étaient* conclues sans que Bruxelles se saisisse des dossiers, la dernière a provoqué chez Karel van Miert, le commissaire européen à la concurrence, *le désir* de ne pas laisser aux seuls Etats membres le transport aérien. Il a décidé d'examiner les trois alliances au nom de la concurrence nécessaire dans le ciel européen.

Pour les derniers arrivés, ce réveil européen est désavantageux : United *Airlines et Lufthansa*, *tout* comme KLM et Northwest, ont obtenu le feu vert des autorités américaines et ont eu le temps de tisser leurs liens, mettant en commun leurs programmes de fidélisation, coordonnant leurs réseaux, multipliant leurs dessertes... Ces parte*naires fonctionnent désormais* comme s'ils ne formaient qu'une seule entreprise alors qu'ils n'ont pas de participations capitalistiques croisées. Ils sont parvenus à fédérer autour d'eux nombre de compagnies. Air Canada, Thaï, SAS, Varig, ANA ou encore Australia ont rejoint Lufthansa-United en mai 1997 dans le cadre de Star Alliance.

British Airways et American Airlines ont l'intention de rattraper leur retard. *Le tandem* vient de rallier Japan Airlines, après l'accord aérien nippo-américain de ciel ouvert de février. Gravitent également autour de lui l'espagnole Iberia, la polo*naise Lot, South Africa Airways*, China Eastern, China Airlines, Canadian et l'australienne Quantas.

POSITION DOMINANTE

Bruxelles est intervenu parce que, en s'alliant, British Airways et American Airlines se trouvent en posi*tion dominante sur plusieurs lignes* transatlantiques. Elles totalisent 60 % du trafic aérien entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne et 70 % des parts de marché entre Londres et New York. *La Commission* réclamerait aux deux compagnies fiancées de laisser un peu de place à la concurrence en rétrocédant des créneaux d'atterrissage et de décollage par semaine à l'aéroport d'Heathrow. Le chiffre exigé serait finale*ment de 220 créneaux*, soit nettement moins que les 350 *initialement* exigés mais légèrement plus que les 196 proposés par le tandem anglo-américain. M. Van Miert réclamerait également que les deux compagnies abandonnent de 40 à 50 créneaux par semaine sur l'aéroport londo*nien de Gatwick*. Ces demandes bruxelloises sont par avance contestées par Donald Carty, le nouveau PDG d'American Airlines, qui a succédé à Robert Crandall le 20 mai (*Le Monde du 27 juin 1998*).

United Airlines et Lufthansa devraient connaître un traitement similaire. Selon l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* du lundi 6 juillet, la compagnie allemande devra abandonner gratuitement près d'une centaine de ses créneaux horaires de décollage ou d'atterrissage sur Francfort au profit de ses concurrents sur le marché nord-américain qui ont du mal à trouver des créneaux.

Par ailleurs, United Airlines et Lufthansa devraient réduire jusqu'à 50 % la fréquence de leurs liaisons sur les lignes Francfort-Chicago et Francfort-Washington, afin de permettre à de nouveaux concurrents de prendre pied sur ce marché. Cette dernière restriction ne pourrait cependant être imposée que si des concurrents souhaitent réellement ouvrir des liaisons sur ces lignes, et elle serait limitée à six mois.

Virginie Malingre

Air France et ses pilotes se disputent maintenant sur le paiement des jours de grève

APRÈS les neuf jours de grève *de ses pilotes, entre le 1er et le* 9 juin, la compagnie nationale fait ses comptes. Entre les avions qui sont restés cloués au sol (100 millions de pertes nettes par jour d'arrêt de travail), les huit jours qu'il a, selon un dirigeant, fallu pour remettre en route l'intégrali*té du trafic et les contrats que cer*taines sociétés et agences ont rompus, ce ne sont pas moins de 1,5 milliard de francs de bénéfices qui se sont envolés. On parle même de 1,8 milliard. *Le* chiffre définitif ne sera connu que fin *juillet*.

Première composante inconnue de ce coût : le paiement des jours de grève. Jean-Cyril Spinetta, le PDG du groupe, a déclaré à plusieurs reprises que les grévistes ne seraient pas payés et qu'un trentième de leur salaire leur serait retiré par jour de grève. Seulement, toute la difficulté consiste justement à déterminer qui était gréviste et qui ne l'était pas. A l'annonce de la grève, Air France a annulé la plupart de ses vols, n'en assurant dans la majorité des cas que 25 %. La compagnie a estimé, en effet, que pour éviter la pagaille généralisée, mieux valait procéder ainsi. Dans ce contexte, *comment savoir qui fait grève ?* Dans une note interne adressée à l'ensemble des pilotes de la compagnie, la direction considère : *« Est gréviste le navigant qui, interrogé dans des délais raisonnables avant la grève et ayant une activité programmée, répond qu'il est gréviste ou, par son absence de réponse dans des délais suffisants, place la compagnie dans l'impossibilité d'organiser le fonctionnement du service »*, ou qui, *« placé en dispersion* [c'est-à-dire qui n'est pas au repos, mais qui n'a pas non plus de vol programmé] *dans l'hypothèse où il a bien été joint à son domicile en temps utile par telex, refuse de se voir programmer sur un vol ou fait preuve d'une passivité volontaire »*. Un pilote bloqué à l'étranger, par la grève, ne peut être considéré comme gréviste.

Le SNPL n'a pas exactement la même vision des faits. Dans un tract du 28 mai 1998, titré « La check-list du pilote gréviste », il écrit : *« L'employeur n'a pas le droit de vous demander si vous faites grève (gardez les télégrammes et n'y répondez pas). Vous n'avez pas à vous déclarer gréviste. Le gréviste par intention ou par déclaration n'existe pas. Seule la non-exécution d'une rotation prouvera votre qualité de gréviste pour la durée de cette rotation et seulement pour celle-ci. »* Conclusion du SNPL : si le vol est annulé et que le pilote pointe, il ne peut être *considéré comme gréviste*. D'autant qu'il est en droit de refuser une modification de planning. Seul le pilote qui refuse de faire un des rares vols maintenu peut être, pour le SNPL, considéré comme gréviste, le temps de cette rotation. Autre désaccord entre la direction et le SNPL : la première considère, en s'appuyant sur un récent arrêt de la Cour de cassation, que les jours de repos qui suivent les jours de grève sont comptabilisés comme des jours de grève, le second non. Une bataille juridique devrait donc s'engager entre la direction et les pilotes dans les prochains mois sur la définition même de gréviste.

« OPÉRATION CASSEROLE »

Deuxième élément inconnu du coût de la grève : en signant l'accord de sortie de conflit avec les syndicats de pilotes, la direction s'est engagée à enlever la plainte qu'elle avait déposée à la suite de la grève du zèle qui a affecté la compagnie pendant tout le mois de mai. *Une* grève d'avertissement que les pilotes ont baptisé l'*« opération casserole »* (Consignes pour l'Application Stricte de la Sécurité et de l'Economie par Refus Opiniâtre du Laisser-aller à l'Exploitation). Les pilotes se sont attachés à perturber l'exploitation en respectant à la lettre les procédures de tout ordre qui régissent un vol.

Chaque semaine, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire au sein des 3 400 pilotes de la compagnie, leur envoyait des consignes précises qui sont très contestées. *« Dans ce genre d'opérations, en général, les recommandations syndicales étaient de suivre à la lettre l'ensemble des procédures. C'est tout et c'était inattaquable. Chacun interprétait ensuite le message à sa manière. Cette fois-ci, le SNPL a précisé, par ses consignes écrites, la manière de s'y prendre. Celles-ci montrent une volonté de désorganiser l'entreprise et sont, dans cette mesure, contestables »*, estime un pilote d'Air France.

Exemple : le SNPL demandait à ses adhérents de s'arranger pour que les avions enregistrent une *« durée de retard de 10 minutes au minimum (demande spécifique du commandant de bord pour raisons opérationnelles, ou vérifications techniques) »*. Ou encore, il préconise un *« vol à vitesse recommandée en atmosphère turbulente (toutes les phases de vol) »*. En atmosphère turbulente, les avions volent environ 5 % plus lentement. *« Nous sommes censés utiliser l'avion en fonction du manuel d'utilisation et non pas des besoins syndicaux »*, considère un commandant de bord. Autre instruction syndicale contestable : *« Emport carburant maximum avec maintien de la citerne impératif jusqu'à remise de l'ECD* [état de charge définitif, c'est-à-dire le moment où l'on connaît exactement la charge de l'avion] *»*. Il s'agit pour le pilote de bloquer la citerne le plus longtemps possible, même si d'autres avions attendent, et de mettre le plus de carburant possible dans l'avion. Ce qui coûte cher, car plus l'avion est lourd, plus il consomme. *« Sur un Paris-Los Angeles en Boeing 747-200, une tonne de charge en plus, cela représente une consommation supplémentaire de fuel de 900 kilogrammes »*, raconte un commandant de bord. *« Sur un Paris-Genève, un pilote a pris 15 tonnes de fuel au lieu des 4,7 tonnes nécessaires »*, raconte un membre de la direction. Cette pratique a provoqué des situations aberrantes : *« plusieurs pilotes qui avaient mis trop de carburant et mal calculé leur charge ont dû défueller, ce qui est extrêmement compliqué et long »*, raconte un cadre.

Air France se refuse à en évaluer ses pertes maintenant que la plainte est levée. La multiplication des retards, les correspondances ratées, l'augmentation de la consommation et des heures supplémentaires sans compter la dégradation de l'image : l'« opération casserole » a coûté cher à Air France. *« En juin, ma fiche de paie, qui rémunère mes vols de mai, a fait un bond de 15 % »*, ironise un commandant de bord sur moyen-courrier.

V. Ma.

Les négociations à venir

L'accord de sortie de conflit, signé le 10 juin entre la direction d'Air France et le principal syndicat de pilotes de la compagnie, le SNPL, a ouvert la voie à des négociations, qui devront aboutir avant le 31 août. Mais différents points sont acquis. La double échelle des salaires pour embaucher des jeunes pilotes moins cher est supprimée. La direction abandonne les 170 millions de francs qu'elle a ainsi pu économiser l'an dernier, mais elle en récupère 40 millions : les jeunes recrues paieront eux-mêmes une part de leur formation. De plus, les salaires des pilotes seront gelés sur sept ans, avec d'éventuels ajustements tous les deux ans en fonction de l'inflation. A terme, une économie annuelle de 500 millions.

Le principe d'un échange salaire-actions, volontaire et limité dans le temps (sept ans), est accepté, mais il faut en négocier les modalités.

Restent également à renégocier certaines modalités du déroulement de carrière des pilotes, des garanties en matière d'emploi des pilotes et de leur rôle dans la stratégie de l'entreprise.

Les animateurs et techniciens de Disneyland Paris poursuivent leur grève

LANCÉ le 24 juin, le mouvement de grève des animateurs costumés du parc de loisirs Disneyland Paris (Marne-la-Vallée), auxquels se sont joints, depuis le 29 juin, les techniciens, s'est poursuivi lundi 6 juillet. Aucun accord n'a pu être trouvé avec la direction durant le week-end.

« Le mouvement pourrait grossir, car il y a une solidarité qui s'exprime sur le site avec les grévistes », pronostiquaient, lundi matin, des représentants de l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), indiquant qu'un rassemblement était prévu, en début de journée, à l'entrée du parc de loisirs *« à l'appel de plusieurs syndicats »*, dont, outre l'UNSA, la CFTC et la CGT.

Ce conflit – le plus long depuis l'ouverture du parc en 1992 – mobilise entre 200 et 500 personnes de façon alternative (sous forme de débrayages ponctuels), selon les syndicats, la direction évoquant le chiffre de 40 grévistes. Le parc emploie un total de 13 000 personnes.

Dimanche 5 juillet, les animateurs de la parade ont *« rejeté à l'unanimité »* les propositions de la direction. Celle-ci avait accepté, la veille, de *« reconnaître le statut d'artiste-interprète pour les employés de la parade après audition et pour la durée du spectacle »*, effectué sur une scène, mesure qui, selon elle, *« pourrait concerner 80 personnes »*.

La parade consiste en un défilé quotidien de chars, de saltimbanques et de personnages tirés des dessins animés de Disney. Elle est assurée par quelque 200 animateurs costumés.

UN STATUT D'ARTISTE-INTERPRÈTE

Les animateurs en grève réclament le statut d'artiste-interprète pour tous les animateurs costumés de manière permamente et non ponctuelle, qu'ils soient dans la parade ou sur une scène. Ils considèrent que lors de la parade *« ils sont amenés aussi à faire de la chorégraphie et des prestations artistiques »*, ont souligné les représentants de la CFTC.

La direction du parc n'entend pas leur donner satisfaction sur ce point. Elle explique que *« dans la parade, tout le monde n'a pas le même niveau technique »*. Aucun nouveau rendez-vous entre direction et représentants des animateurs n'était prévu lundi matin. Les techniciens du spectacle et de la maintenance devaient pour leur part engager des négociations avec la direction du site dans la matinée. Leurs revendications portent sur la valorisation des compétences et une hausse des salaires. *« Le cas des techniciens pourrait être réglé »*, avance la direction.

« Si la direction pense qu'elle peut faire reprendre le travail aux techniciens de maintenance, elle se trompe. Ils ne reprendront pas tant que les animateurs n'auront pas obtenu gain de cause », prévenait-on, lundi matin, à l'UNSA.

Les *« avancées »* obtenues *jusqu'ici* par les grévistes ont porté sur les améliorations des conditions de travail et la formation. Pendant le conflit, les animations ont été perturbées, selon les syndicats. La direction, pour sa part, affirme que *« toutes les animations et attractions ont fonctionné normalement »*.

Mise en examen de l'employeur d'un chauffeur routier mort au volant

L'EMPLOYEUR qui avait donné des consignes de vitesse à son jeune livreur, mort au volant de sa camionnette, *samedi 4 juillet*, à Quimper (Finistère), a été mis en examen pour *« homicide involontaire »*, mais laissé en liberté sous caution et contrôle judiciaire. Le jeune homme, Manuel Garry, âgé de vingt-deux ans, a perdu samedi matin vers 6 h 30 le contrôle du fourgon Mercedes de 3,5 tonnes qu'il utilisait pour sa tournée quotidienne de 600 kilomètres.

En fouillant le véhicule, les policiers ont trouvé une note manuscrite de l'employeur. *« On lui indiquait très clairement que, s'il partait à telle heure, il devait rouler à telle vitesse »*, a indiqué le procureur, Bruno Gestelmann. *Le* chauffeur effectuait le parcours aller-retour sur la voie express Nantes-Brest, avec arrêts à Vannes, Lorient et Landudal, pour livrer du matériel optique et médical. Il quittait Nantes tous les matins vers 3 h 15 et devait être à Brest trois heures plus tard. *« En tenant compte des arrêts qu'il devait effectuer, il est évident qu'il devait pousser des pointes bien supérieures à la vitesse autorisée de 110km/h »*, a estimé M. Gestelmann.

L'employeur, Laurent Ringeard, trente et un ans, est installé à Thouaré-sur-Loire, dans la banlieue de Nantes, et a le statut d'artisan. *Il a été placé* en garde à vue samedi et présenté dimanche au parquet. Le procureur a regretté n'avoir pas été suivi concernant le mandat de dépôt qu'il avait requis. *« Je considère que cela relève de l'ordre public, car un cas comme ça peut servir de référence pour les autres »*, a-t-il dit, déplorant *« la culture de mépris de tout ce qui est réglementation »*.

Le secrétaire général de FO, Marc Blondel, a *estimé, dimanche* soir, que cet accident *« démontre une fois de plus la pression à laquelle sont soumis les chauffeurs routiers et de livraison »*. Les chauffeurs sont *« victimes du libéralisme et de la loi de la jungle, les patrons n'hésitant jamais à les encourager à enfreindre la loi et la réglementation routière »*, souligne M. Blondel.

Le recensement des détenteurs d'emprunts russes durera six mois

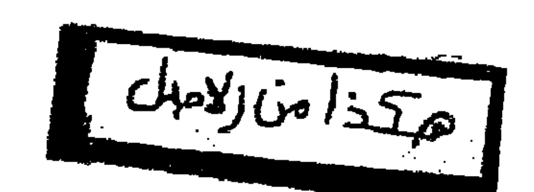
LES ESPOIRS d'indemnisation des porteurs des titres russes qui avaient, entre 1880 et 1917, financé l'industrialisation de la Russie vont-ils *enfin se concrétiser ? Promis* en juin par le ministère français des finances, le recensement des détenteurs de ces titres et des victimes de spoliations a débuté le 6 juillet pour six mois, selon le texte d'un décret paru au *Journal officiel* samedi 4 juillet.

Ils sont entre 200 000 et 400 000 à attendre que le gouvernement français répartisse les 400 millions de dollars (2,4 milliards de francs) que la Russie s'est engagée à verser aux épargnants français pour solder un différend vieux de plus de quatre-vingts ans.

En août 1914, la France était le premier investisseur en Russie. La révolution bolchevique de 1917 s'est soldée par le refus du nouveau gouvernement d'honorer les dettes du régime tsariste. Ce n'est qu'en 1985 que l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev permet de débloquer la situation : entre 1988 et 1991, le remboursement des créanciers britanniques, suisses, américains et canadiens fait espérer un règlement en faveur des détenteurs français. Un accord est conclu le 26 novembre 1996 entre la France et la Russie. Il prévoit le versement, sur quatre ans, de 400 millions de dollars. Le texte est ratifié, le 20 novembre 1997, par l'Assemblée nationale. *Depuis*, les détenteurs de titres attendaient la publication du décret d'application. C'est désormais chose faite.

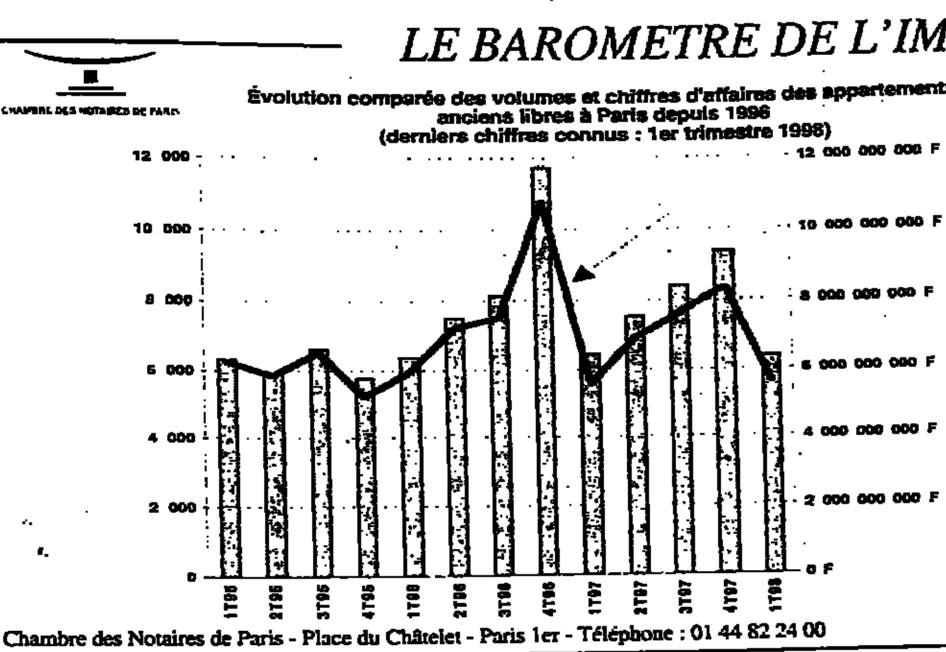
A compter du 6 juillet, un recensement réalisé selon la nature de la créance par le Trésor public ou par l'Anifom (Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre mer) va permettre de connaître exactement le nombre d'emprunts russes encore en circulation et l'étendue des spoliations subies par les Français en Russie. Le recensement porte sur l'ensemble des titres russes (actions, emprunts, obligations) émises par l'Etat russe, les collectivités locales ou les entreprises russes.

Ba. S.



IMMOBILIER

LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES



Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01 44 82 24 00

En "avant goût" de la présentation détaillée des chiffres de la Conjoncture que nous ferons demain, voici l'évolution comparée des volumes et chiffres d'affaires des appartements anciens libres à Paris depuis 3 ans.

Comme l'indique la lecture de ce graphique, les résultats de ce 1er trimestre 1998 sont stables par rapport à ceux que nous enregistrions l'année dernière à la même période ainsi qu'au 1er trimestre 1995.

Il faut se souvenir que le 1er trimestre 1997 avait été marqué par une activité très contrastée, puisque le mois de janvier 97 avait connu une activité très importante (plus de 100% par rapport à janvier 1996) due à l'achèvement de l'applicationdes dispositions fiscales de réduction des droits de mutation, et les mois de février et mars avaient souffert d'un arrêt brutal de l'activité.

Le premier trimestre de chaque année est d'une manière générale assez "creux" en matière de transactions immobilières, l'activité étant plus soutenue en fin de printemps et en fin d'année.

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

LOCATIONS

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

LOCAUX COMMERCIAUX

PLAISIR (78)
A LOUER
3 900 m² DIVISIBLES
Entrepôts-burx – 200 F. le m²/an. 01-30-49-18-00

COIGNIÈRES (78)
BORD RN 10
LOCAL COMMERCIAL
320 m² + réserve 130 m²
Tél. : 01-30-49-18-00

VENTES

FONDS DE COMMERCE

93300 AUBERVILLIERS
5 mn de Paris, gar. Renault. VL. mécanique, tôlerie, peinture, en activité depuis 30 ans, dont 11 ans par la société cessionnaire, 6 salariés, 1 496 m² de locaux, tr. b. ét. dont burx, ateliers, et appt 4 p. Loyer mens. 19 000 F. CA moyen : 4 MF. Px du fonds, matériel compris : 2,9 MF. Dossier complet avec plan d'arch. DPLG : T. : 01-43-52-09-36

Pas-de-porte 350 m², centre-ville Nantes, situé ds quart. antiquaires, prox. gdes enseignes, tél. bur. 02-40-48-69-08/ Fax : 02-40-48-49-29

BOUTIQUE

NOTRE-D.-DES CHAMPS 54 m² + ss-sol 36 m² (possib. burx) LITTRÉ – 01-45-44-44-45

APPARTEMENTS

PARIS 1er

OPÉRA – PYRAMIDES
STUDIO 4e ét. asc., 375 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 2e

PALAIS-ROYAL : 5 P.
Bel imm. XVIIIe, 3 350 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 3e

ST-MARTIN 5/6 P.
Parquets, moulures.
Volume ! asc. 2 850 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

LUXUEUX 5 P. 174 M²
2 bains, volume, 3 650 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 4e

ARSENAL : PETIT 2 P.
à rénover, 1er ét. 345 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

MARAIS : STUDETTE
bon état, poutres, 385 000
A.I.M. : 01-53-01-99-01

MAIRIE : PETIT 2 P.
parquets, cheminées, 450 000
A.I.M. : 01-53-01-99-01

ARSENAL, PRÈS SEINE
Gd studio moderne, 598 000
A.I.M. : 01-53-01-99-01

BASTILLE : JOLIE VUE
2 P. DE CHARME, 498 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

RAMBUTEAU : LUMINEUX
2P. avec asc. 1 150 000
A.I.M. : 01-53-01-99-01

CHATELET : EN DUPLEX
3 P. tomettes, 1 495 000
A.I.M. : 01-53-01-99-01

ARSENAL 4 P. + serv.
ARSENAL 5 P. refait
ILE-ST-LOUIS 6 P.
ST-PAUL 7 P. balc.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PL. DES VOSGES
Réception 50 m², 2 chbres, parquet versailles, 3,20 m HSP
VUE EXCEPTIONNELLE
123 m² - 01-43-25-48-82

PARIS 5e

Mo St-Michel, imm. XVIIIe, ét. él., asc., calme, 3 P. dupl. 81 m² charme, soleil. 01-43-35-18-36

PORT-ROYAL P.d.T. 2P
balc. vue exceptionn.
515 000 F – 01-43-25-97-16

LUXEMBOURG P.d.T. 3P
à rénover, excel. situation
1 370 000 F – 01-43-25-97-16

GAY-LUSSAC Bel imm.
2/3 P. plein Ouest, 3e ét. asc.
1 190 000 F– 01-43-25-97-16

MONGE P.d.T. 2 P
tr. bon état, dble expo.
1 26à 000 F – 01-43-25-97-16

PANTHÉON 2 P. charme
Haut. S/plafond, poutres
845 000 F – 01-40-71-90-36

CENSIER : GD STUDIO
Bon état, calme, 620 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PANTHÉON : 3/4 PCES
2e ét., balcon, 1 490 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 6e

ODÉON, charmant studio
bon état, poutres 425 000 F
LITTRÉ. 01-45-44-44-45

ST-SULPICE, 146 m²
Très bel imm., caractère
3 chbres, parfait état
3 950 000 F – 01-44-18-06-00

RUE DE SEINE, BEL IMM.
vrai 3 P., 60 m², 3e ét., charme. tou LITTRÉ. 01-45-44-45

ND-des CHAMPS beau studio
23 m² clair, calme, 645 900 F
FLEURUS : 01-45-44-22-36

ST-PLACIDE beau dble séj.
3 chbres - Px 2 950 000 F
FLEURUS : 01-45-44-22-36

PARIS 7e

INVALIDES
VUE DÉGAGÉE SOLEIL dern. ét., asc., b. plan, dble-séj. + 2/3 chbres
3 500 000 F. S. KAYSER
01-43-26-43-43

R. BABYLONE BEL IMM.
4 P., 92 m², 4 asc., sud charme vue. LITTRÉ. 01-45-44-44-45

BD INVALIDES
389 m² possib., prof. 2 entr. sép., b. volumes, bel imm.
7.300 000 F. 01-44-18-06-00

PARIS 8e

R. COPENHAGUE (CHAPTAL)
bel imm. pdt 5 P. 2 bns, 196 m² parf. ét., clair, sud. 4 000 000
ABVI. 01-46-22-94-94

AV. MONTAIGNE 2 P.
AV. MARCEAU 4 P.
FRANÇOIS-Ier 5 P.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 11e

TROUSSEAU : 4/5 PCES
Bel imm. pierre de t., asc.
bon état, 2 150 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 12e

Daumesnil, maison s/3 nivx
gd liv., s. à m., 5 ch., s-sol
2 terrasses. TBE
01-43-35-18-36

PARIS 14e

Montparnasse, récent magnif. stud. tt cft rén. ss vis-à-vis
29 m², soleil. 01-43-35-18-36

AU CŒUR DE MONTPARNASSE
BEAUX STUDIOS, 32 M²
cuis. et s. de bains indép.
PX 544 000 F - REFAITS
Bureau de vente sur place
du lundi au vendredi
11 h à 13 h et 14 h à 19 h
8-20, r. Cdt-Mouchotte
SEFIMEG
01-43-20-78-24

6 P, 126 m²
4e ÉT., BALCON, SUARD. SUD soleil, park. dble, cave
Gobelins Immobilier
01-43-37-50-50

Alésia, P.d.T. asc. liv. s.-à-m. + 4 ch, gde cuis., 2 bains
145 m², chf gaz – 01-43-35-18-36

PARIS 15e

Sèvres-Lecourbe, imm. 1930 asc., 4 P. + bur. 80 m², ét. élevé, urgt. 01-43-35-18-36

PARIS 16e

T2/3 Jasson-Bourgeois
rdc, parking, entrée
WC, cuis. sdb, séj., chbre
45 m². Px : 990 000 F
Tél. : 06-14-02-93-12

RUE DE LONGCHAMP
Gd studio ds hôtel part.
650 000 F –
01-40-71-90-36

PARIS 17e

JOUFFROY-SAUSSURE
Imm. pdt, soleil, séj-dble
1 ch., bains. 900 000 F
ABVI. 01-46-22-94-94

R. DULONG
(JOUFFROY)
pierre de t. 2e ét., 2 P., 30 m²
parfait état. 540 000 F
ABVI. 01-46-22-94-94

CARDINET près lycée
imm. récent, 4e asc., 2 P., très bon état 62 m² + park.
1 580 000 F. ABVI. 01-46-22-94-94

Théod. de Banville
Bel appt 110 m²
haussmannien – 260 000 F
01-40-53-92-09
BURGER ET ST-DIZIER

PARIS 20e

CŒUR DE GAMBETTA
PRIX FOUS
SPÉCIAL VACANCES
APPARTS LIBRES
studio, 31,30 m², 270 000 F
2 P., 58,50 m², 640 000 F
INVESTISSEURS
appts occupés loyer libre
à partir de 9 929 F
appts occupés loi 1948
à partir de 7 120 F
AD VALOREM
01-56-59-77-77

92 Hauts-de-Seine

ILE DE LA JATTE
dans petit imm. récent, gd stand., 3/4 P. occupé, 110 m² + balcon 17 m², s/Seine et allée piétonne, 2 190 000 F
2 boxes inclus
AD VALOREM
01-56-59-77-77

LA GARENNE-COLOMBES
Prox. Courbevoie- La Défense, charme et caractère. Anciusine, entièrement remis à neuf.
Studio au 6 P. à partir de 13 700 F TTC/ m²
Livraison 2e trimestre 99
possib. prêt 5,5 %
taux fixe. Périssol
Tél. 01-46-88-38-71

CLAMART-CENTRE
2 P., 52 m², 3e ét., s. asc.
possib. park. 780 000 F
CABINET SERFATY
Tél. : 01-47-89-53-13
06-09-51-34-46

PUTEAUX limite Neuilly exception, triplex moderne 160 m² + 100 m² de terrasse + piscine. Vue panoramique clarté totale, cft de haut standing, box, 5 700 000 F négociables. 01-53-20-03-00

LA DÉFENSE, beau 2/3 P., 61 m² jardin privatif 110 m² env. petite résidence standing récent, parking, cave
1 030 000 F. 01-47-17-08-74

94 Val-de-Marne

A VENDRE 345 000 F
F2 Ivry-sur-Seine, 37 m²
à 5 min. Mo Pierre-Curie ou K.-B. rez-de-jard., imm. briques de 3 ét., chauffage individuel porte blindée, faibles charges, cave
Tél. : 01-48-52-80-49
après 18 heures ou
au 01-43-99-80-45 (H.B.)

ST-MANDÉ. Ds bel imm. haussman., 5 P. Dble séj. 3 ch., parq., chem., cave
Px 2 200 000 F.
ERA. 01-48-08-59-59

LE KREMLIN-BICÊTRE - 94
pav. 80 m², s/2 nivx, gaz avec cave à vin, cellier très bon état général terrain 232 m², 1 250 000 F
GERER. 01-42-65-03-09

Province

04 Manosque, appt stand. 1er ét., asc., T3 94 m², terr. 15 m², cuis. + SDB aménag., 2 WC, rangem., visioph., gaz + cave, comm. sur place
1 200 MF, négoc. frais réduits
06-85-42-43-68 H repas

DIVERS

« LES HESPÉRIDES »
Résid. services ht de gamme, appts à vdre ou à louer, Paris et envir.
Px intéressants.
01-40-53-92-09
BURGER ET ST-DIZIER

MAISON

Roussillon, gde mais. caract. 5 HA terres, gde cuisine. séj., salon cheminée, bureau
6 ch., 4 sb+F3, gard., dépend. piscine, 5 millions, COGIMO
66300 Thuir. 04-68-53-40-06

Dpt 36, vd MAIS. XVIIe s centre bourg, 220 km Paris
Gde Mais. av. jard. + grange
Px : 800 000 F
T. : 02-54-49-82-95 ap. 20 h.

VILLAS

78 YVELINES

ST-NOM-LA-BRETÈCHE
villa archit. 300 m² + annexes, terr. 2 000 m²
Px. 3 900 000 F, urg. 01-30-56-66-66

PROPRIÉTÉS

CHARENTE-PÉRIGORD
2 h 20 TGV Paris
12' centre Angoulême
Demeure sur 1,50 hect.
Parc arboré, gdes terrasses
Maison avec tour
Pisc. couverte, tennis quick
Vaste séj., 6 chbres, 2 sdb + 2 s.e.
Bureau, auditorium, labo-ph.
2,4 MF Doc sur demande
Particulier :
Tél. : 05-45-60-63-45

NICE : résid. villa prox. 1968
7 P., en 2 appt de 5 P. et 2 P. comm. gar dble, calme, qualité de vie, prox. écoles, commerces. Px : 2,5 MF
Part. : 04-92-09-27-62 (rép.)

CANNES RÉSID.
stud. + jard. privé, 320 000 F
2 P. + jardin privé, 680 000 F
01-42-94-09-38

Part.vd 48 km La Rochelle, ppté d'agrement boisée 31 ha clôturés chasse (bécasse, palombe) détente (chalet léger hab.) eau, jard., verger, matériel, rentabilité, frais réduits. Px demandé
1,070 MF, 02-40-73-62-99, H.B.

SUISSE NORMANDE
Abbaye XIIe s., I.S.M.H., 450 m², porterie, salle capitulaire, tour, jard. médiéval M.H. labyrinthe : buis. et ifs, étang, ruisseau, terres 18 ha, primé chefs-d'œuvre en péril. P. : 3,3 MF.
T. soir : 02-31-25-20-70

15 min. de Roissy
campagne et bois
MAISON DE MAÎTRE (1810)
8/9 pièces
parc et verger 1,8 ha
PAYSAGE EXCEPTIONNEL
PART. : 2,7 MF
01-45-54-83-44

A 5 km au sud de Genève villa-chalet de 300 m², terrain de 1 240 m², 10 pièces prix 1 650 000 F
Tél. : 04-50-43-60-40

TERRAINS INDUSTRIELS

A vendre site unique
Terrains industriels 83 ha, ter. ancien chantier naval N.Y. Boelwerf Vlaanderen B-9140 TEMSE situés sur l'Escaut 20 km sud Anvers au centre triangle industriel Anvers-Gand-Bruxelles, possib. de scission et améng. indiv. et artisanal. Les pers. intéressées prière d'écrire ou faxer avant 31 août 98 aux curateurs de N.T. Boelwerf Vlaanderen
André Mette Penningen
avocat curateur
Belseledorp 68
B - 9111 Belsele
Fax : 00323/7721396
Dani De Clercq
avocat curateur
Rozenlaan 30
B - 9111 Belsele
Fax : 00-323/772104
Jozef Dauwe
avocat curateur
Leo Du Boisstr. 46
B - 9280 Lebbeke
Fax : 003252/413667

HÔTEL PARTICULIER

PARIS, quartier St-Blaise.
Bel hôtel part. 285 m², 9 ch., S.-à-m. : 42 m².
Jdin 110 m², garage 30 m².
PX : 5 000 000 F
Tél. : ERA 01-48-08-59-59

ACHATS

APPARTEMENTS

Rech. URGT 100 à 120 m² PARIS, paiement compt. chez notaire – 01-48-73-48-07

VILLAS

L'IMMOBILIER INTERNATIONAL
rech. villas, pptés, mais., chât. pour sa clientèle acheteurs
Tél. : 05-62-22-94-60

Vendez plus vite ! vendez mieux !
EN TOUTE SÉCURITÉ
Villas, maisons, propriétés, châteaux.
L'IMMOBILIER INTERNATIONAL
Tél. : 05-62-22-94-60

LOCATIONS

OFFRES VIDES

Studio état neuf
tout équipé
5e étage, Parmentier
2 300 charges comprises.
Tél. : 01-45-23-28-24

Paris 9e
Notre-Dame de Lorette
bel imm., 3e ét., asc., 74 m², 4 p., 7 772,50 F cc., Cabinet SERFATY 01-47-89-53-13, 06-09-51-34-46

– 8e MADELEINE studio 30 m², parf. état, 3 000 + ch.
– 16e PTE DAUPHINE, studio 30 m², 5e, asc., 3 500 + ch
– 8e ST- PHIL. DU ROULE beau 2 P., 45 m², 4 500 + ch.
– 9e CADET 2/3 P., 55 m² 4e ét., calme, 4 500
– 16e PTE ST- CLOUD, 3/4 P. 81 m², 6e, asc. 6 900 + ch.
– 8e MADELEINE, 3 P., 82 m² parfait état, 8 105 + ch.
– 6e rue VAVIN, beau 3/4 P. 2e, asc., clair, 11 700 + ch
– 8e r. ST- PÉTERSBOURG, 5 P. 140 m², 4e, asc., stand. 14 400
VALMONT. 01-44-94-04-40

ETUDE LAFFITTE

01-40-45-76-11

LES JARDINS LECOURBE

179, R. LECOURBE

EN LOCATION
sans commission d'agence, disponible immédiatement.

RÉSIDENCE NEUVE
3 ET 4 PIÈCES

SUR PLACE
6 jrs/7 - 10 h à 19 h

92 Pont-de-Levallois, bel appt, 62 m², 4e ét. s/asc., séj., 2 chbres, cuis., s. d. bains, 5 474,25 F cc,
Cabinet SERFATY
01-47-89-53-13,
06-09-51-34-46

92 Mairie d'Issy appt 2 p., 50 m², 4e ét. avec asc., séj., chbre, chff. centr. imm., 4 385 F cc.
Cabinet SERFATY
01-47-89-53-13,
06-09-51-34-46

A louer
Stud. nf très clair. Métro Censier-Daubenton, 5, rue des Lyonnais. Kitchenette, équip., s. d. bains avec w.c. Cour privative, cave, digicode, interphone :
3 100 F + charges.
Tél. : 01-43-54-72-33
à part. de 18 h

Cité universitaire, appt., 78 m², 1972, ref. neuf, Balc., 8e ét., loy. : 7 150 F cc, park. poss., exige garanties.
T/F : 01-45-88-38-03

A LOUER ASNIÈRES
Superbe duplex 4 P, 88 m² + balcons, dans imm. neuf standing, 3 ch. 2 s. d. bains, expo Sud, vue sur jardin, parking inclus, 7 200 F cc.
Tél. : 01-53-59-50-50

Paris 16e
Egl. Auteuil, beau 4 p.
98 m², 5e, asc., p. de t. stand.
9 000 + ch. 01-44-94-04-40

Paris 8e
Madeleine, 3 p. 82 m².
Impeccable 8 105 + ch.
4 p. 120 m². Charme.
11 000 + ch. 01-44-94-04-40

Paris 8e
F.-Roosevelt, 6 p. 200 m²
Triple récept., 3 chbres.
18 000 + ch. 01-44-94-04-40

Paris 2e
Montorgueil, studio meublé 6e, asc. Clair.
2 750 net. 01-44-94-04-40

Paris 20e
Jourdain, beau studio
40 m², imm. récent.
2 700 + ch. 01-44-94-04-40

95 Val-d'Oise
MONTMORENCY
limite Enghien, 5' gare
4 p., 104 m², park., splendide résid. parc
GTF : 01-48-00-89-89

OFFRES MEUBLÉES

Principauté de Monaco dans luxueuse résidence avec piscine, sauna, studio, location hebdom. août.
Tél. : 06-86-83-24-75

Loue juil., août et sept. Nice 1 km Promenade des Anglais, 2 p., stand., vue, résid., pisc., sem., quinz. et mois.
Tél. : 06-09-88-17-13

Loue château XVIIe restauré, Hérault, 35 km mer, tt conf., 11 personnes, piscine du 1er au 15 juillet : 20 000 F ; du 16 au 31 août : 25 000 F.
Tél. : 04-67-88-73-34

Part. villa Arcachon. Abatilles, 2 chbres + pet. chbre, parc privé, 1 500 m², juil. : 14 000 F ou quinzaine.
Tél. : 05-56-07-64-54

DEMANDES VIDES

EMBASSY SERVICE
43, av. Marceau, 75116
Rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPTS HAUT DE GAMME HÔTEL PARTICULIER & VILLAS OUEST- Paris VIDES et MEUBLÉS GESTION POSSIBLE
01-47-20-30-05

MAST-ER GROUP
47, r. Vaneau, 75007 Paris
rech. appts vides ou meublés.
Toutes surfaces pour CADRES BANQUES ET GRANDES SOCIÉTÉS
01-42-22-98-70



MEUBLES

Commode en orme.
Profond. 53. Larg. 89, haut 110, 7 tiroirs. Prix : 13 000 F.
Tél. : 01-46-70-22-64

هكذا من الاصل

Les lois du marché protègent la liberté d'informer à Hongkong

Un an après la rétrocession, la presse écrite et audiovisuelle du territoire reste la gardienne de l'Etat de droit. Le lectorat désire qu'elle garde sa liberté de ton et de jugement et les éditeurs savent que crédibilité rime avec rentabilité

HONGKONG
correspondance

« Continuez à faire votre travail après le 30 juin ! », avait lancé, avant le retour de Hongkong à la Chine, Anson Chan, devant l'Association des journalistes locaux. Mme le premier secrétaire a été si bien entendue qu'elle considère aujourd'hui que la presse locale aurait tendance à pécher par excès de zèle, n'épargnant aucune critique à l'égard du gouvernement, de crainte d'être accusée d'autocensure.

Un an après la rétrocession du territoire à un pays où l'information reste rigoureusement contrôlée, la tension dans les rédactions locales est retombée. *The Oriental Daily News* qui, début 1997, avait adopté une ligne éditoriale « patriotique », a repris son indépendance de ton. Le *Ming Pao*, accusé d'être devenu moins incisif, a recouvré son mordant.

Les éditoriaux ont retrouvé une netteté de propos et d'analyse. Et les dessinateurs humoristiques un trait sans complaisance. Les télévisions locales aussi : la très respectueuse TVB, première chaîne hertzienne de Hongkong, semble moins politiquement correcte. Et, comme les radios locales, les chaînes ATV et RTHK ont lancé des forums avec les téléspectateurs, où s'expriment en direct des critiques acerbes à l'égard du gouvernement.

« Les médias continuent de bénéficier de la liberté d'impression et d'expression, y compris celle de critiquer le gouvernement chinois, note la très vigilante direction de l'Association des journalistes locaux (HKJA). *Il n'y a eu ni interférence ouverte du pouvoir ni pression indirecte via le retrait de la publication des avis du gouvernement dans tel ou tel support. »* Les journalistes locaux ont découvert avec stupeur, le 3 juillet à Hongkong, que les conférences de presse du chef exécutif, Tung Chee-hwa, restaient plus libres que celles de Bill Clinton.

Durant cette première année sous souveraineté chinoise, la presse écrite a même produit des « unes » impensables de l'autre côté de la frontière : le 5 juin, la presse a titré sur la veillée commémorative du massacre de Tiananmen, organisée au parc Victoria. Outrepassant le mot d'ordre du chef de l'exécutif, interdisant de promouvoir l'indépendance de Taïwan ou du Tibet, le *South China Morning Post* (SCMP), premier quotidien de langue anglaise, a publié, sur huit colonnes à la « une » la requête du président taïwanais, interviewé par le *Washington Post* : *« Independence for Taiwan »*. Et la presse locale a largement couvert la libération de dissidents chinois expulsés aux Etats-Unis.

A contrario, la visite du président chinois Jiang Zemin pour l'anniversaire de la rétrocession a eu une place très limitée dans les journaux du territoire autres que le *China Daily*, *Wei Wen Po* ou *Ta Kung Po*, dépendant de Pékin. Des incidents montrent que l'autocensure a ses adeptes, mais ils restent en nombre limité.

Ils ne doivent surtout pas masquer l'essentiel : la presse de Hongkong n'a pas été qu'un simple observateur, mais un acteur essentiel de la rétrocession. La presse reste un gardien du temple de l'Etat de droit, un contre-pouvoir, et joue plus qu'honorablement son rôle, comme dans n'importe quel régime démocratique. En offrant systématiquement une tribune aux députés démocrates, ce qui leur a permis de remporter 60 % des suffrages aux élections de mai. En exerçant sa vigilance sur le législatif et sur l'agence Chine nouvelle, ou encore en forçant le gouvernement à intervenir lors de la crise financière.

Mais ce rôle est différent, selon la presse anglo-saxonne ou la presse chinoise du territoire. Les grands « scoops », dont l'enjeu politique est au cœur de la relation Hongkong-Pékin, sont publiés neuf fois sur dix par le *South China Morning Post*. La presse chinoise ne retransmet en général pas tout de suite les révélations du *Post*, mais prend le relais, quand celles-ci deviennent véritablement politiques. En revanche, des titres chinois comme le *Ming Pao* et le *Hongkong Economic Journal* seront plus critiques à l'égard du gouvernement sur la manière de gérer les crises qui se sont abattues sur Hongkong. Et c'est alors la presse anglo-saxonne qui suit, mais avec une semaine de retard.

Cette différence semble relever davantage d'une sensibilité culturelle que d'une autocensure de la presse chinoise à l'égard des questions politiques. Dans les conférences de presse, les questions de portée politique sont posées par les journalistes internationaux. Les journalistes chinois s'attachent davantage aux questions de la vie quotidienne ou économiques : la vie politique à Hongkong n'a pas dix ans.

La presse reste fondamentalement libre, avant tout pour des raisons commerciales. Immigrés de fraîche date, les Hongkongais, grands lecteurs de journaux (un adulte lit, en moyenne, un quotidien par jour), ont fui la propagande communiste et réclament une liberté de ton et de jugement. *Apple Daily*, quotidien chinois lancé il y a deux ans par l'homme d'affaires Jimmy Lai, avec pour ligne éditoriale une confrontation systématique vis-à-vis de Pékin, est, depuis avril le premier titre du territoire (400 000 exemplaires). Alors que le *Wei Wen Po* et le *Ta Kung Po*, soutenus par Pékin, périclitent chaque jour un peu plus.

Lorsqu'au début des années 90, plusieurs journaux – dont le *South China Morning Post* –, ont été rachetés par des *tycoons* proches de Pékin, de nombreuses voix criaient aux capitaux liberticides. En oubliant un point-clé : ces *« capitalistes rouges »* sont plus capitalistes que rouges. Si le *Oriental Daily* a vite abandonné son ton patriotique, c'est d'abord parce ses ventes ont chuté au profit du très indépendant *Apple Daily*.

Si la famille Cha, dont le patriarche est présent dans toutes les organisations politiques du territoire coiffées par Pékin, vient de laisser tomber son projet de rachat du groupe de presse *Sing Tao Holdings*, c'est parce que les opérations de *due diligence* (finalisation de rachat) ont montré que ses deux titres, le *Sing Tao Daily* et le *Hongkong Standard*, avaient peu de chance d'être jamais rentables.

> Des « unes » impensables de l'autre côté de la frontière : commémoration de Tiananmen, questions taïwanaise ou tibétaine…

Certains directeurs de la rédaction qui, sous le sceau de l'absolue confidentialité, reconnaissent avoir parfois reçu des injonctions de leurs actionnaires, affirment que ces derniers ont – jusqu'à présent –, toujours reculé. Dès qu'ils avaient compris que la crédibilité et, donc, le succès et la rentabilité du journal, pouvaient en être affectés. Jusqu'à quel point les lois du capitalisme resteront le garant de la liberté d'information ?

Valérie Brunschwig

L'autocensure des médias étrangers

Sur le territoire, les cas les plus flagrants d'autocensure viendraient-ils des médias étrangers ? En 1997, une chaîne à capitaux taïwanais, China TV News (CTN), a retiré un reportage sur le mouvement indépendantiste des Ouïgours dans la province du Xinjiang, après avoir envoyé le script à Pékin. La télévision prétend aujourd'hui que *« le reportage était incomplet »*.

La même chaîne a refusé de diffuser une interview du dissident Bao Ge, dans laquelle il accusait Adidas de faire fabriquer des ballons de football par des prisonniers chinois.

De même, l'édition locale de *Marie-Claire* a renoncé à publier un reportage sur le Tibet – pourtant programmé et paru dans l'édition française –, de peur de mettre à mal les ventes du magazine sur le sol chinois. Sa direction n'a toutefois pas répondu aux questions de l'Association des journalistes de Hongkong sur sa décision.

Les audiences du Mondial à la télévision

● ITALIE-FRANCE (vendredi 3 juillet, France 3 à 16 h 30) : 10 813 200 téléspectateurs, 74 % de parts d'audience. A la même heure sur TF 1 : 647 100, 4,4 % ; France 2 : 457 600, 3,1 % ; M 6 : 336 600, 2,3 % ; Canal Plus : 2 065 500, 14,1 % ; Cinquième : 122 000, 0,8 %, Arte : 12 500, 0,1 %.

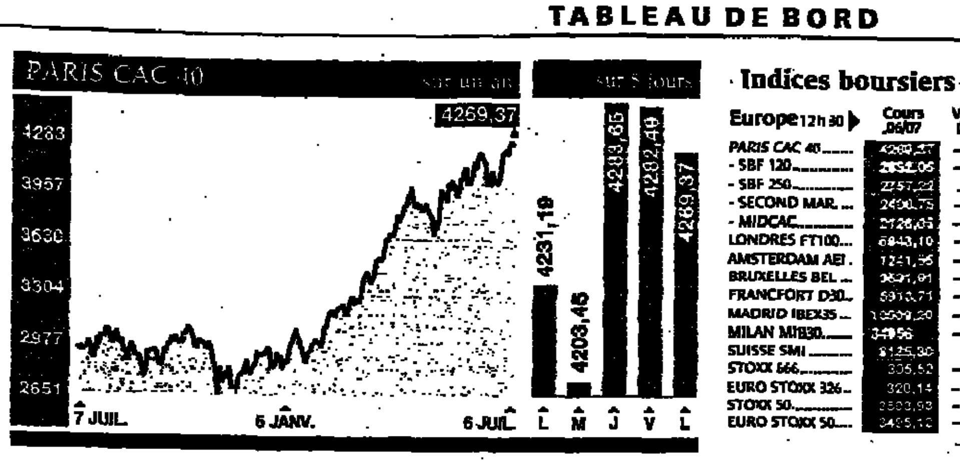
● BRÉSIL-DANEMARK (France 2 à 21 heures) : 7 672 900 téléspectateurs, 43,1 % de parts d'audience. A la même heure sur TF 1 : 2 919 400, 16,4 % ; France 3 : 2 383 100, 13,4 % ; M 6 : 2 113 500, 11,9 % ; Canal Plus : 1 810 700, 10,2 % ; Cinquième/Arte : 476 800, 2,7 %.

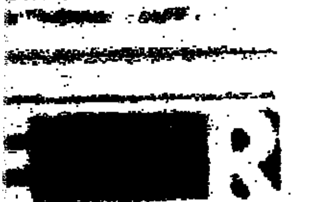
● PAYS-BAS-ARGENTINE (samedi 4 juillet, TF 1 à 16 h 30) : 4 100 200 téléspectateurs, 52,4 % de parts d'audience. A la même heure sur France 2 : 804 300, 10,3 % ; France 3 : 587 600, 7,5 % ; M 6 : 827 800, 10,6 % ; Canal Plus : 970 300, 12,4 % ; Cinquième : 215 700, 2,8 %.

● ALLEMAGNE-CROATIE (TF 1 à 21 heures) : 7 165 500 téléspectateurs, 44,7 % de parts d'audience. A la même heure sur France 2 : 2 792 100, 17,4 % ; France 3 : 2 325 200, 14,5 % ; M 6 : 1 586 100, 9,9 % ; Canal Plus : 1 264 100, 7,9 % ; Cinquième/Arte : 373 000, 2,3 %.

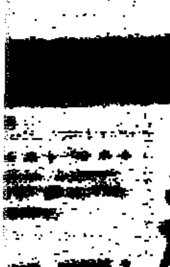
★ Sources : Médiamat. Médiamétrie, Traitement Credome-Publicis, auprès des individus de 15 ans et *plus*.

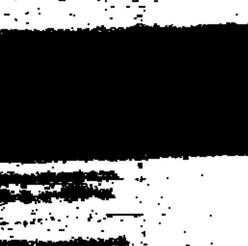
■ ***ÉDITION*** **: le groupe britannique Pearson,** propriétaire des quotidiens économiques le *Financial Times et Les Echos*, va revendre une part de l'éditeur américain Simon and Schuster (récemment racheté au groupe Viacom) à l'américain Hicks, Muse, Tate and Furst pour 5,25 milliards de francs environ. Cette revente, prévue à l'origine sur la totalité de Simon and Schuster pour un montant de 6 milliards de francs, concernera seulement les activités américaines de l'éditeur. – *(AFP.)*











AGENDA

MARDI 7 JUILLET

● **ALLEMAGNE** : chiffres du chômage (juin).
● **BCE** : réunion du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE).
● **GIAT** : conseil d'administration sur le plan de restructuration.

MERCREDI 8 JUILLET

● **JAPON** : prix de gros (juin).
● **FRANCE** : enquête de conjoncture de l'Insee auprès des ménages (juin).
● **BCE** : conférence de presse de la Banque centrale européenne après le conseil des gouverneurs à Francfort.
● **ÉTATS-UNIS** : crédits à la consommation (mai).

JEUDI 9 JUILLET

● **FRANCE** : résultats détaillés des comptes du premier trimestre ; réunion du conseil de politique monétaire de la Banque de France.
● **GRANDE-BRETAGNE** : décision mensuelle de politique monétaire de la Banque d'Angleterre.
● **ALLEMAGNE** : réunion bimensuelle du conseil central de la Bundesbank, décision sur la politique monétaire.
● **ÉTATS-UNIS** : ventes des grands magasins en juin ; demandes hebdomadaires d'allocations chômage.

VENDREDI 10 JUILLET

● **FRANCE** : balance des paiements (avril) ; prix à la consommation, indice provisoire de l'Insee (juin) ; réserves de change (juin).
● **ÉTATS-UNIS** : prix à la production (juin).

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **PEUGEOT** : le constructeur automobile français a cédé la licence de fabrication de la 205 à *la firme iranienne Iran Khodro*, a annoncé, dimanche 5 juillet à Téhéran, le président du groupe PSA, Jean-Martin Folz. Iran Khodro produira ces voitures à partir de l'automne 1999, dont elle espère fournir *« rapidement »* 50 000 exemplaires par an.

● **KIA : le constructeur automobile sud-coréen**, en dépôt de bilan, sera cédé d'ici à fin août à l'issue d'un appel d'offres international, a annoncé le 6 juillet la Korea Development Bank, son principal créancier.

● **ROYAL DUTCH SHELL/TEXACO** : les deux *groupes pétroliers discutent* d'une éventuelle fusion de leurs activités de distribution en Europe, affirme l'hebdomadaire britannique *Sunday Telegraph*.

SERVICES

● **SES : la Société européenne des satellites**, l'opérateur des sept satellites de télédiffusion Astra, a fait son entrée lundi 6 juillet à la Bourse de Luxembourg et au SEAQ International de Londres en mettant 15 % de son capital sur le marché. Sa capitalisation est *estimée à 36,3 milliards de francs.*

● **SAKS : Saks Fifth Avenue**, l'un *des plus anciens grands magasins* de New York, disposant de 95 succursales aux Etats-Unis, est racheté pour 2,1 milliards de dollars (12,6 milliards de francs) par Proffitt's, une chaîne régionale de grands magasins basée dans le Tennessee.

● **CRÉDIT LYONNAIS** : Jean Peyrelevade, président de la banque publique, a estimé, dimanche 5 juillet sur TF 1, que *« le Crédit lyonnais est redressé (...). La privatisation dans l'année qui vient va marquer sa refondation. »*

● **CITIBANK : la banque américaine va étendre sa présence au Japon**, faisant passer le nombre de ses filiales de dix-neuf à trente d'ici un an. Les *lieux d'implantation* sont en cours d'étude. Y figurent de grands centres régionaux comme Sapporo, Sendai, Kyoto, Hiroshima et Fukuoka.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr

PARIS CAC 40 — sur un an / sur 5 jours
4283 — 3957 — 3630 — 3304 — 2977 — 2651
7 JUIL. — 5 JANV. — 6 JUIL. — L M J V L
4231,19 — 4203,45 — 4283,65 — 4269,37

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses ▶	Cours 03/07	Var. % 02/07	Var. % 31/12	Baisses ▶	Cours 03/07	Var. % 02/07	Var. % 31/12
RENAULT	388	+9,97	+129,17	BULL #	31	−4,71	+48,59
MICHELIN	373,10	+5,90	+23,13	SFIM	326	−4,53	−7,40
NORBERT DENTR.	272,30	+5,77	+58,20	CS SIGNAUX(CS	554	−4,40	+201,60
EURO DISNEY	11,95	+5,28	+70,71	HACHETTE FILI.	1790	−4,22	+36
ESSO	579	+4,90	+17	GROUPE GTM	625	−2,95	+54,32
UNION ASSUR.F	1030	+4,84	+30,75	PUBLICIS #	1039	−2,44	+111,80
NORD-EST	141,90	+4,33	+18,25	LEGRAND ADP	1830	−2,18	+35,70
NRJ #	1155	+4,12	+35,44	*DMC (DOLLFUS*	149	−1,97	+38,25
PEUGEOT	1379	+4,07	+81,68	SALVEPAR (NY)	571	−1,89	+22,92
LAGARDERE	259,60	+3,96	+30,45	JEAN LEFEBVRE	490	−1,78	+43,89

Indices boursiers

Europe 12 h 30 ▶	Cours 06/07	Var. % 03/07	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	4269,37	−0,81	42,36
- SBF 120	[illegible]	−0,72	40,96
- SBF 250	2757,22	—	41,77
- SECOND MAR.	2491,75	−0,07	33,07
- MIDCAC	2126,35	−0,05	33,97
LONDRES FT100	5943,10	−0,76	15,73
AMSTERDAM AEI	1241,56	−0,14	35,89
BRUXELLES BEL	3821,91	−0,49	46,04
FRANCFORT D30	5913,71	−0,66	39,16
MADRID IBEX35	[illegible]	−0,32	44,85
MILAN MIB30	34956	−0,96	40,15
SUISSE SMI	8125,30	0,45	29,84
STOXX 666	305,52	−0,26	—
EURO STOXX 326	320,14	−0,28	—
STOXX 50	3503,93	−0,28	—
EURO STOXX 50	3495,13	−0,32	—

Monde ▶	Cours 03/07	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	9025,26	−0,26	14,12
- SP 500	1146,42	−0,19	18,14
- NASDAQ	1894	−1,07	20,61
BUENOS-AIRES M.	565,43	1,10	−14,85
JOHANNESBURG	8153,15	−0,67	9,12
MEXICO BOLSA	272,91	1,15	−18,42
SANTIAGO IPSA	[illegible]	−0,84	−26,40
SAO PAULO BOU.	10115	2,17	−0,79
TORONTO FSE I.	7353,71	0,18	10,21
ASIE 10 h 38	06/07	03/07	31/12
BANGKOK SET	16,92	1,07	−27,56
HONGKONG H.	8484,12	−1,80	−20,88
SÉOUL	35,98	0,53	−15
SINGAPOUR ST.	1122,67	—	−26,82
SYDNEY ALL O.	2751,80	0,32	5,17
TOKYO NIKKEI	16350,45	−0,97	7,15

PARIS SBF 250 — 3 mois — 2757,22 — 2758 — 2687 — 2617 — 2546 — 2476 — 2405 — 6 AVRIL — 22 MAI — 6 JUIL.

NEW YORK Dow Jones 3 mois — 9025,26 — 9702 — 9154 — 8696 — 8178 — 7669 — 7161 — 6653 — 6145 — 6 AVRIL — 22 MAI — 3 JUIL.

LONDRES FT100 3 mois — 5943,10 — 6 AVRIL — 22 MAI — 6 JUIL.

FRANCFORT DAX 30 3 mois — 5913,71 — 6 AVRIL — 22 MAI — 6 JUIL.

TOKYO Nikkei 3 mois — 16350,45 — 18463 — 16946 — 15425 — 13142 — 11620 — 6 AVRIL — 22 MAI — 6 JUIL.

PARIS

LUNDI 6 JUILLET, la Bourse de Paris reculait de 0,70 %, à 4 274,40 points à la mi-séance. La baisse était même supérieure à 1 % au cours de la matinée. Après une hausse de plus de 2 % la semaine dernière, le marché reprenait son souffle. Cette consolidation intervenait après que la Caisse des dépôts et consignations (CDC) eut ramené ses prévisions de croissance pour le troisième trimestre en France à 0,4 %, au lieu de 0,6 %. *« Le ralentissement de la demande étrangère pourrait amputer la croissance d'un demi-point »*, estime la CDC. Parmi les plus fortes baisses figuraient les actions Rhône-Poulenc (−5 %), Ingenico (−3,2 %), Publicis (−3,6 %) et Esso (−4 %). En revanche, le secteur de l'automobile et celui du bâtiment restaient bien orientés. Les titres Montupet et Valeo progressaient respectivement de 7,6 % et 5,7 %. L'action du groupe GTM gagnait 2,4 %, et celle des Ciments français 2,2 %.

FRANCFORT

LUNDI 6 juillet, la Bourse allemande a ouvert en hausse. L'indice DAX progressait de 0,30 %, à 5 970,86 points. L'action Wolkswagen progressait après l'annonce de très bons chiffres de ventes aux Etats-Unis. Le titre Mannesmann s'appréciait également après que l'opérateur privé en télécommunications eut annoncé une prochaine baisse de ses tarifs sur ses mobiles.

LONDRES

VENDREDI 3 juillet, la Bourse de Londres avait terminé la séance en légère hausse. L'indice Footsie des 100 principales valeurs avait gagné 0,47 %, à 5 988,4 points. Le marché avait bénéficié d'un regain d'optimisme sur l'évolution des taux d'intérêt outre-Manche, les opérateurs anticipant un statu quo en raison de signes de ralentissement de l'activité au Royaume-Uni.

TOKYO

LUNDI 6 juillet, la Bourse japonaise a terminé en baisse de 0,97 % à 16 350,45 points. Ce recul s'explique par des prises de bénéfices après les fortes hausses de la semaine dernière. Le marché nippon a également réagi aux déclarations du premier ministre japonais, qui a laissé planer le doute sur l'annonce d'une prochaine réduction d'impôts.

HONGKONG

LUNDI 6 juillet, la Bourse de *l'ancienne colonie britannique* était à la mi-séance en recul de 1,1 % à 8 544,26 points. Selon certaines informations, le promoteur Sun Hung Kai Properties aurait vendu moins de 10 % de son dernier programme d'appartements de luxe, confirmant ainsi la crise immobilière dans le territoire. Le prix des appartements a chuté d'environ 40 % depuis août dernier.

Valeur du jour : Renault à son sommet historique

VENDREDI 3 juillet, l'action Renault s'est adjugée un gain de 9,97 %, à 388 francs, portant la hausse depuis le début de l'année à 129 %. L'avant-veille, le comité des constructeurs français d'automobiles avait dévoilé les chiffres d'immatriculations pour le mois de juin 1999. Dans un marché français en hausse de 9,1 %, les deux constructeurs nationaux ont tiré leur épingle du jeu. Les ventes de PSA ont progressé de 5,3 % tandis que celles de Renault ont effectué un bond de 45,3 %. *« Un score flatteur qu'il faut relativiser »*, prévient un analyste, *« puisqu'il se compare à un mauvais mois de juin 1997 en raison de perturbations chez ses concessionnaires »*. Toutefois, les investisseurs ont apprécié que la marque au losange classe deux de ses modèles en tête des meilleures ventes en France. Si le succès de la Mégane Scénic ne constitue pas une surprise, celui de la nouvelle Clio n'était pas aussi évident. Le marché attend maintenant la traduction des succès commerciaux dans les comptes. Les capacités de production de la Scénic, déjà relevées fin 1997, tournent à plein. Une bonne nouvelle pour un véhicule qui procure des marges confortables. En revanche, le modèle Clio ne bénéficie pas d'un mix-produit favorable. Mais, comme le souligne un analyste, *« quand on substitue à un véhicule ancien une nouvelle version, cette dernière est toujours moins chère à produire »*.

Action Renault — en francs à Paris — 388 — 400 — 350 — 300 — 250 — 200 — 150 — 9/1 — 20/2 — 3/4 — 15/5 — 3/7

Si la hausse du cours de l'action s'appuie sur des éléments rationnels, elle prend également en compte une part de spéculation. L'industrie automobile européenne est entrée dans une vague de rapprochements. Daimler-Benz a annoncé sa fusion avec Chrysler et Volkswagen discute avec Volvo, l'ancien partenaire de Renault. Louis Schweitzer, le président de Renault, a réaffirmé que son groupe n'avait pas de plan de mariage en vue, et qu'il préfère compter sur ses implantations en Amérique latine et en Europe de l'Est pour grandir. Mais les opérateurs ne peuvent s'empêcher d'échafauder des plans. D'autant que l'Etat, encore détenteur de 45,8 % du capital (participation estimée à 42,5 milliards de francs), pourrait profiter du niveau historiquement élevé de l'action pour se désengager. Selon un spécialiste, l'Etat pourrait lancer, dans un premier temps, une opération publique de vente sur près de 26 % du capital. Puis, il céderait progressivement les 20 % restants. Les éventuels acquéreurs ne s'attarderont pas sur la baisse attendue du bénéfice net pour 1999, due au retour à une fiscalité normale. Car, avant impôt, la hausse du résultat est estimée à 23 %.

Enguérand Renault

Matières premières

En dollars ▶	Cours 03/07	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1614	−0,19
ALUMINIUM 3 MOIS	1259,5	−0,19
PLOMB 3 MOIS	543,5	−0,09
ETAIN 3 MOIS	5510	—
ZINC 3 MOIS	1046	−0,48
NICKEL 3 MOIS	4520	−0,23
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,36	−3,64
PLATINE A TERME	[illegible]	−0,97
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	258,5	0,09
MAÏS (CHICAGO)	238	0,42
SOJA GRAINE (CHG.)	641,25	0,31
SOJA TOURTEAU (CHG.)	185	−0,96
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1574	1,29
CAFÉ (LONDRES)	1550	0,31
SUCRE BLANC (PARIS)	254	−0,96

Pétrole

En dollars ▶	Cours 03/07	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	13,55	—
WTI (NEW YORK)	14,37	−0,90
LIGHT SWEET CRUDE	14,39	0,38

Or

En francs ▶	Cours 03/07	Var % 02/07
OR FIN KILO BARRE	57790	−0,52
OR FIN LINGOT	57950	−1,70
ONCE D'OR LONDRES	294,70	+0,22
PIÈCE FRANCE 20 F	330	−0,90
PIÈCE SUISSE 20 F	330	−0,90
PIÈCE UNION LAT. 20 F	330	−0,90
PIÈCE 20 DOLLARS US	2395	—
PIÈCE 10 DOLLARS US	1590	+9,66
PIÈCE 50 PESOS MEX.	2185	+0,70

MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert était stable par rapport aux principales devises européennes lundi matin 6 juillet. *Il cotait 6,0934 francs* et 1,8178 mark lors des premières transactions entre banques, contre respectivement 6,0974 francs et 1,8191 mark vendredi 3 juillet dans la soirée.

● **Yen** : la monnaie japonaise perdait du terrain face au dollar, lundi 6 juillet à Tokyo. Le dollar repassait au-dessus de la barre des 140 yens pour s'inscrire à 140,28 yens contre 139,2 yens vendredi 3 juillet en clôture. Cette baisse est intervenue après que le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, eut laissé entendre, dimanche 5 juillet, dans un entretien à la télévision nippone, qu'une baisse permanente d'impôts n'était pas à l'ordre du jour. Les opérateurs craignent que les atermoiements du gouvernement nippon soient mal accueillis à la Maison Blanche.

Cours de change

06/07 12 h 30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR. S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	6,09	6,63	10,05	3,99	2,97	4,38	0,34	3,35	....
DM	1,81	1,98	2,97	1,19	0,89	0,13	0,99	....	0,30
LIRE (100)	1780,85	1949,25	2924,52	1170,08	873,93	1265,89	....	985,40	293,95
YEN (100)	140,69	153,94	231,03	92,41	69,02	....	7,90	77,83	23,22
FLORIN	2,04	2,23	3,35	1,34	....	1,45	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,52	1,67	2,50	—	0,75	1,08	0,09	0,84	0,25
LIVRE	0,61	0,67	—	0,40	0,30	0,43	0,03	0,34	0,10
ECU	0,91	....	1,50	0,60	0,45	0,65	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	....	1,09	1,64	0,66	0,49	0,71	0,06	0,55	0,17

Taux d'intérêt (%)

Taux 03/07 ▶	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,37	3,42	4,81	5,35
ALLEMAGNE	3,37	3,45	4,74	5,32
GDE-BRETAG.	7	7,89	5,83	5,41
ITALIE	5	4,80	5,02	5,56
JAPON	0,31	0,40	1,64	—
ÉTATS-UNIS	5,65	5,08	5,41	5,61
SUISSE	1,75	1,96	3,14	4,16
PAYS-BAS	3,35	3,40	4,81	5,34

Matif

Cours 12 h 30 ▶	Volume 06/07	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 SEPTEMBRE 98	27168	105,01	104,80
Pibor 3 mois SEPTEMBRE 98	1939	96,38	96,36

Marché des changes

Devises 17 h 35 ▶	Cours BDF 03/07	Achat 03/07	Vente 03/07
ALLEMAGNE (100)	335,21	322	346
AUTRICHE (100)	47,64	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	16,25	15,68	16,78
CANADA	4,15	3,84	4,44
DANEMARK (100)	87,95	83	93
ESPAGNE (100)	3,95	3,67	4,27
ÉTATS-UNIS	6,09	5,76	6,38
FINLANDE (100)	110,30	105	116
GDE-BRETAGNE	10,05	9,68	10,53
GRÈCE (100)	1,99	1,75	2,25
IRLANDE	8,44	8,03	8,87
ITALIE (1000)	3,40	3,16	3,66
JAPON (100)	4,37	4,20	4,55
NORVÈGE (100)	79,55	75,50	84,50
PAYS-BAS (100)	297,35	—	—
PORTUGAL (100)	3,27	2,95	3,65
SUÈDE (100)	75,53	71	81
SUISSE (100)	396,32	383	407

TAUX

● **France** : le marché obligataire a ouvert en hausse, lundi 6 juillet. Après quelques minutes de transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 15 centièmes, à 104,94 points.
Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,79 %, soit 0,06 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

● **Japon** : les obligations nippones ont terminé la séance du lundi 6 juillet en hausse, profitant de la confusion régnant autour de l'éventuelle annonce d'une réduction permanente d'impôts. Le rendement de l'emprunt d'État de référence (*Japanese Government Bond* qui porte le numéro 182), venant à échéance en 2005, s'est inscrit à 1,30 % en clôture, soit une baisse de 0,04 % par rapport à son niveau de vendredi – les taux baissent quand le cours des titres monte.

ÉCONOMIE

M. Jospin justifie la hausse des dépenses budgétaires

La croissance et le recul du chômage restent les deux priorités du gouvernement du premier ministre, Lionel Jospin, qui a signé dimanche les « lettres plafond » destinées à limiter précisément les dépenses de chacun de ses ministères.

M. Jospin a justifié au « Club de la presse » d'Europe 1 dont il était l'invité l'augmentation des dépenses dans le prochain budget. Il a *expliqué qu'il n'avait pas souhaité « limiter à zéro la croissance des dépenses ou les réduire »* pour ne pas renouveler l'erreur de ses prédécesseurs Edouard Balladur et Alain Juppé, qui *« ont deux fois cassé la reprise »*.

« Je pense qu'il faut consolider la croissance, être bien sûr qu'elle est là avant de se dire qu'on peut prendre des mesures d'équilibre », a déclaré M. Jospin. *« Nous sommes en train de réussir notre politique économique, la croissance reprend, des emplois se créent, particulièrement pour les jeunes »*, a-t-il ajouté. *(Lire page 6.)*

■ **La Caisse des dépôts et consignations (CDC)** a fortement révisé à la baisse sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) français pour le troisième trimestre 1998, avec une progression ramenée de 0,6 % à 0,4 %, selon son indicateur avancé, publié lundi 6 juillet.

■ **JAPON : les ventes de voitures étrangères** au Japon ont enregistré une baisse de 25,5 % en juin par rapport à juin 1997, le quinzième recul mensuel consécutif.

■ *« Une réduction des impôts permanente n'est à l'heure actuelle qu'un objet de discussion »*, a précisé dimanche 5 juillet le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto.

■ **La situation économique du Japon** continue de se détériorer, a souligné lundi 6 juillet le gouverneur de la Banque du Japon (BoJ) Masaru Hayami.

■ **THAÏLANDE : la production de véhicules** (camions et voitures de tourisme) dans le pays a chuté de 76,9 % lors des cinq premiers mois de 1998, a annoncé samedi 4 juillet la Fédération de l'industrie thaïlandaise.

■ **INDONÉSIE : le gouvernement va relever**, dans une fourchette allant de 10 % à 20 %, la taxe à l'exportation de l'huile de palme pour combattre la pénurie et la cherté de ce produit de base sur le marché intérieur.

■ **CORÉE DU SUD : le ministre sud-coréen des finances**, Lee Kyu-Sung, prévoit un ralentissement record de l'économie du pays au premier semestre. Le PIB sud-coréen sera en baisse d'environ 4 %, ce qui constitue la plus mauvaise statistique depuis leur mise en place en 1960.

■ **HONGKONG : le chômage pourrait s'amplifier** au cours des *prochains mois à Hongkong*, si les entreprises réduisent leurs coûts pour faire face à la crise économique, a indiqué samedi 4 juillet un conseiller du gouvernement.

■ **CHINE : Yin Mingrong**, vice-président du premier constructeur naval du pays Dalian New Shipyard, a réclamé, dans un entretien au *Financial Times* une dévaluation de 20 % du yuan afin de rétablir la compétitivité du groupe vis-à-vis de la Corée du Sud et du Japon.

■ **AMÉRIQUE LATINE : la prolongation de la crise asiatique** devrait coûter 1,6 % de croissance à l'Amérique latine avec une progression prévisible du PIB en 1998 d'environ 3,5 % au lieu d'un peu plus de 5 % prévu, selon une étude présentée vendredi 3 juillet à La Havane par le secrétaire permanent du Système économique latino-américain (SEAL), Carlos Moneta.

■ **EURO : la Banque centrale européenne (BCE)** s'occupe certes de *« la stabilité monétaire, mais pas du chômage »*, a critiqué samedi 4 juillet le ministre français de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement.

هكذا من الاصل

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 6 JUILLET
Liquidation : 24 juillet
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS ↘ −0,84 %
CAC 40 : 4268,35

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	1070	[illegible]	− 0,93	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	974	[illegible]	—	[illegible]
Renault (T.P.)	2915	[illegible]	+ 0,13	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	3198	[illegible]	− 5	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1371	[illegible]	—	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	1018	[illegible]	—	[illegible]
Accor	1750	[illegible]	− 0,91	[illegible]
AGF	342,50	[illegible]	− 1,02	[illegible]
Air Liquide	1019	[illegible]	− 1,66	[illegible]
Alcatel Alsthom	1259	[illegible]	− 1,58	[illegible]
Alstom	198	[illegible]	+ 1,26	[illegible]
Altran Techno. #	1349	[illegible]	+ 1,55	[illegible]
Atos CA	1481	[illegible]	+ 2,29	[illegible]
Axa	717	[illegible]	− 0,83	[illegible]
Bail Investis.	985	[illegible]	+ 1,11	[illegible]
Bazar Hot. Ville	749	[illegible]	—	[illegible]
Bertrand Faure	455	[illegible]	—	[illegible]
BIC	438	[illegible]	− 0,22	[illegible]
BIS	670	[illegible]	− 1,49	[illegible]
B.N.P.	526	[illegible]	− 0,95	[illegible]
Bollore Techno.	1180	[illegible]	+ 0,16	[illegible]
Bongrain	3064	[illegible]	− 0,13	[illegible]
Bouygues	■ 1106	[illegible]	+ 0,63	[illegible]
Bouygues Offs.	278	[illegible]	− 0,17	[illegible]
Bull#	91	[illegible]	+ 0,32	[illegible]
Canal +	1133	[illegible]	− 0,70	[illegible]
Cap Gemini	975	[illegible]	− 1,02	[illegible]
Carbone Lorraine	529	[illegible]	+ 1,70	[illegible]
Carrefour	3869	[illegible]	− 1,13	[illegible]
Casino Guichard	504	[illegible]	− 1,38	[illegible]
Casino Guich.ADP	340	[illegible]	− 0,44	[illegible]
Castorama Dub.(Li)	1080	[illegible]	− 1,01	[illegible]
C.C.F.	525	[illegible]	+ 2,66	[illegible]
Cegid (Ly)	1179	[illegible]	− 0,16	[illegible]
Cerus Europ.Reun	40,75	[illegible]	+ 1,10	[illegible]
CGIP	3200	[illegible]	+ 0,06	[illegible]
Chargeurs	503	[illegible]	− 0,59	[illegible]
Christian Dalloz	764	[illegible]	+ 0,78	[illegible]
Christian Dior	801	[illegible]	− 1,87	[illegible]
CIC - ACTIONS "A"	609	[illegible]	+ 0,98	[illegible]
Ciments Francais	358	[illegible]	+ 3,07	[illegible]
Clarins	555	[illegible]	− 0,54	[illegible]
Club Mediterranee	541	[illegible]	+ 0,36	[illegible]
Coflexip	749	[illegible]	+ 1,33	[illegible]
Colas	1228	[illegible]	− 0,48	[illegible]
Comptoir Entrep.	16	[illegible]	− 3,12	[illegible]
Comptoirs Mod.	3171	[illegible]	− 0,34	[illegible]
CPR	490	[illegible]	− 0,79	[illegible]
Cred.Fon.France	106,50	[illegible]	− 2,34	[illegible]
Credit Lyonnais CI	682	[illegible]	− 2,05	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	564	[illegible]	+ 1,06	[illegible]
Damart	4680	[illegible]	+ 0,42	[illegible]
Danone	1715	[illegible]	− 0,11	[illegible]
Dassault-Aviation	1978	[illegible]	− 0,91	[illegible]
Dassault Electro	691	[illegible]	+ 0,14	[illegible]
Dassault Systemes	275,10	[illegible]	+ 2,47	[illegible]
De Dietrich	395	[illegible]	+ 0,25	[illegible]
Deveaux(Ly)#	961	[illegible]	+ 0,83	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	69,50	[illegible]	− 3,16	[illegible]
Dexia France	852	[illegible]	+ 0,23	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	149	[illegible]	− 9,39	[illegible]
Dynaction	234,90	[illegible]	− 1,23	[illegible]
Ecia	1688	[illegible]	+ 1,30	[illegible]
Eiffage	519	[illegible]	− 0,38	[illegible]
Elf Aquitaine	880	[illegible]	− 1,13	[illegible]
Eramet	239,60	[illegible]	+ 0,04	[illegible]
Eridania Beghin	1370	[illegible]	− 1,02	[illegible]
Essilor Intl	2620	[illegible]	− 2,25	[illegible]
Essilor Intl.ADP	2305	[illegible]	− 1,51	[illegible]
Esso	578	[illegible]	− 3,80	[illegible]
Eurafrance	3740	[illegible]	− 0,80	[illegible]
Euro Disney	11,95	[illegible]	− 2,92	[illegible]
Europe 1	1370	[illegible]	− 0,36	[illegible]
Eurotunnel	6,55	[illegible]	+ 0,76	[illegible]
Fimalac SA	712	[illegible]	+ 0,28	[illegible]
Finextel	128	[illegible]	—	[illegible]
Fives-Lille	530	[illegible]	− 1,50	[illegible]
France Telecom	412	[illegible]	− 1,06	[illegible]
Fromageries Bel	5260	[illegible]	+ 0,76	[illegible]
Galeries Lafayette	6100	[illegible]	+ 0,65	[illegible]
GAN	162	[illegible]	—	[illegible]
Gascogne	610	[illegible]	—	[illegible]
Gaumont #	471	[illegible]	− 1,27	[illegible]
Gaz et Eaux	334,90	[illegible]	+ 0,02	[illegible]
Geophysique	862	[illegible]	− 0,11	[illegible]
G.F.C.	655	[illegible]	—	[illegible]
GrandVision	195	[illegible]	+ 2,41	[illegible]
Groupe Andre S.A.	697	[illegible]	− 0,14	[illegible]
Groupe GTM	625	[illegible]	+ 2,40	[illegible]
Gr.Zannier (Ly) #	156	[illegible]	—	[illegible]
Guilbert	1018	[illegible]	− 0,58	[illegible]
Guyenne Gascogne	2435	[illegible]	− 1,02	[illegible]
Hachette Fil.Med.	1700	[illegible]	+ 0,52	[illegible]
Havas Advertising	1235	[illegible]	− 0,24	[illegible]
Imetal	836	[illegible]	+ 0,47	[illegible]
Immeubl.France	490	[illegible]	+ 1,02	[illegible]
Infogrames Enter.	390	[illegible]	− 1,15	[illegible]
Ingenico	164,60	[illegible]	− 0,36	[illegible]
Interbail	170	[illegible]	− 2,35	[illegible]
Intertechnique	1591	[illegible]	+ 0,87	[illegible]
ISIS	749	[illegible]	+ 0,13	[illegible]
Jean Lefebvre	490	[illegible]	—	[illegible]
Klepierre	1185	[illegible]	—	[illegible]
Labinal	2080	[illegible]	+ 0,48	[illegible]
Lafarge	651	[illegible]	− 0,76	[illegible]
Lagardere	259,60	[illegible]	− 2,50	[illegible]
Lapeyre	565	[illegible]	− 2,12	[illegible]
Lebon (Cie)	272	[illegible]	—	[illegible]
Legrand	1600	[illegible]	+ 0,62	[illegible]
Legrand ADP	1030	[illegible]	+ 0,97	[illegible]
Legris indust.	290	[illegible]	− 1,37	[illegible]
Locindus	805	[illegible]	+ 0,86	[illegible]
L'Oreal	3414	[illegible]	− 0,61	[illegible]
LVMH Moet Hen.	1280	[illegible]	− 1,95	[illegible]
Marine Wendel	1116	[illegible]	− 0,53	[illegible]
Metaleurop	50,60	[illegible]	− 0,19	[illegible]
Metrologie Inter.	19,70	[illegible]	+ 0,25	[illegible]
Michelin	373,10	[illegible]	− 0,42	[illegible]
Montupet SA	235	[illegible]	+ 10,17	[illegible]
Moulinex	159,50	[illegible]	− 0,87	[illegible]
Natexis	378,50	[illegible]	+ 0,10	[illegible]
Norbert Dentres.#	272,90	[illegible]	+ 4,03	[illegible]
Nord-Est	141,90	[illegible]	− 2,74	[illegible]
Nordon (Ny)	515	[illegible]	—	[illegible]
NRJ #	1135	[illegible]	+ 3,08	[illegible]
Olipar	68,15	[illegible]	+ 1,17	[illegible]
Paribas	643	[illegible]	—	[illegible]
Pathe	1187	[illegible]	− 1,76	[illegible]
Pechiney Act Ord A	250	[illegible]	− 0,36	[illegible]
Pernod-Ricard	426	[illegible]	− 1,40	[illegible]
Peugeot	1379	[illegible]	− 0,58	[illegible]
Pinault-Print.Red.	5360	[illegible]	− 3,17	[illegible]
Plastic Omn.(Ly)	856	[illegible]	− 0,93	[illegible]
Primagaz	540	[illegible]	− 0,37	[illegible]
Promodes	3310	[illegible]	− 1,20	[illegible]
Publicis #	1039	[illegible]	− 4,71	[illegible]
Remy Cointreau	117,50	[illegible]	+ 1,10	[illegible]
Renault	388	[illegible]	− 2,34	[illegible]
Rexel	● 668	[illegible]	+ 0,29	[illegible]
Rhodia	179	[illegible]	+ 0,55	[illegible]
Rhone Poulenc A	339,30	[illegible]	− 1,11	[illegible]
Rochefortaise Com.	707	[illegible]	+ 0,28	[illegible]
Rochette (La)	27,90	[illegible]	+ 1,25	[illegible]
Royal Canin	345	[illegible]	—	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	8200	[illegible]	—	[illegible]
Sade (Ny)	240	[illegible]	+ 0,20	[illegible]
Sagem SA	4775	[illegible]	− 0,83	[illegible]
Saint-Gobain	1132	[illegible]	− 0,53	[illegible]
Salvepar (Ny)	571	[illegible]	+ 0,70	[illegible]
Sanofi	735	[illegible]	− 1,63	[illegible]
Saupiquet (Ns)	580	[illegible]	− 1,37	[illegible]
Schneider SA	455	[illegible]	+ 1,01	[illegible]
SCOR	413	[illegible]	− 0,24	[illegible]
S.E.B.	836	[illegible]	+ 0,47	[illegible]
Sefimeg CA	424,90	[illegible]	− 1,15	[illegible]
SEITA	283	[illegible]	− 0,70	[illegible]
Selectibanque	86,40	[illegible]	− 0,46	[illegible]
SFIM	926	[illegible]	− 1,51	[illegible]
SGE	■ 296	[illegible]	+ 0,67	[illegible]
Sidel	445	[illegible]	+ 1,01	[illegible]
Silic CA	1170	[illegible]	+ 0,17	[illegible]
Simco	500	[illegible]	− 0,36	[illegible]
S.I.T.A.	■ 1547	[illegible]	− 0,45	[illegible]
Skis Rossignol	109,80	[illegible]	− 0,72	[illegible]
Soc.Fonc.Lyonnai.#	950	[illegible]	—	[illegible]
Societe Generale	1332	[illegible]	+ 0,90	[illegible]
Sodexho Alliance	1215	[illegible]	− 1,89	[illegible]
Sogeparc (Fin)	425	[illegible]	—	[illegible]
Sommer-Allibert	318,90	[illegible]	+ 0,34	[illegible]
Sophia	282	[illegible]	− 0,35	[illegible]
Spir Communic. #	499	[illegible]	− 1,80	[illegible]
Strafor Facom	600	[illegible]	+ 0,33	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	1025	[illegible]	− 0,19	[illegible]
Synthelabo	1020	[illegible]	− 0,19	[illegible]
Technip	770	[illegible]	+ 1,68	[illegible]
Thomson-CSF	236	[illegible]	− 1,61	[illegible]
Total	800	[illegible]	− 1,25	[illegible]
UIF	462	[illegible]	− 0,21	[illegible]
Unibail	773	[illegible]	− 0,38	[illegible]
Union Assur.Fdal	1033	[illegible]	− 1,06	[illegible]
Usinor	91	[illegible]	+ 0,71	[illegible]
Valeo	636	[illegible]	+ 5,97	[illegible]
Vallourec	475	[illegible]	− 1,05	[illegible]
Via Banque	183,20	[illegible]	+ 0,92	[illegible]
Vivendi (ex CGE)	1308	[illegible]	− 0,61	[illegible]
Worms (ex.Somea)	105,20	[illegible]	+ 1,71	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1634	[illegible]	− 0,12	[illegible]
Elf Gabon	949	[illegible]	+ 0,21	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Hol.#	141,80	[illegible]	+ 0,35	[illegible]
Adecco S.A.	2653	[illegible]	+ 0,37	[illegible]
Adidas-Salomon AG#	1000	[illegible]	—	[illegible]
ALLIANZ AG	2050	[illegible]	+ 2,63	[illegible]
American Express	■ 683	[illegible]	− 0,58	[illegible]
Anglo American #	229,90	[illegible]	+ 6,56	[illegible]
Anglogold Ltd #	285,90	[illegible]	+ 7,38	[illegible]
Amgold #	255	[illegible]	+ 1,56	[illegible]
Arjo Wiggins App.	20,25	[illegible]	—	[illegible]
A.T.T. #	335	[illegible]	+ 1,34	[illegible]
Banco Santander #	155,40	[illegible]	+ 0,25	[illegible]
Barrick Gold #	111,30	[illegible]	− 0,80	[illegible]
B.A.S.F. #	297,10	[illegible]	− 2,05	[illegible]
Bayer #	320,30	[illegible]	− 1,65	[illegible]
Crown Cork ord.#	290,20	[illegible]	− 4,54	[illegible]
Crown Cork PF CV#	262	[illegible]	—	[illegible]
Daimler Benz #	620	[illegible]	− 0,96	[illegible]
De Beers #	112,50	[illegible]	− 2,22	[illegible]
Deutsche Bank #	501	[illegible]	− 1,33	[illegible]
Diageo PLC reg.#	72,30	[illegible]	− 2,48	[illegible]
Dresdner Bank	322,10	[illegible]	− 1,11	[illegible]
Driefontein #	31	[illegible]	—	[illegible]
Du Pont Nemours #	466,30	[illegible]	− 0,06	[illegible]
Eastman Kodak #	448,90	[illegible]	− 1,06	[illegible]
East Rand #	1,34	[illegible]	+ 0,74	[illegible]
Echo Bay Mines #	14,15	[illegible]	− 1,41	[illegible]
Electrolux #	104	[illegible]	+ 1,92	[illegible]
Ericsson #	180,50	[illegible]	+ 0,16	[illegible]
Ford Motor #	354	[illegible]	—	[illegible]
Gencor act.regr.	11	[illegible]	+ 2,72	[illegible]
General Elect. #	551	[illegible]	—	[illegible]
General Motors #	417,70	[illegible]	− 0,14	[illegible]
Gle Belgique #	1045	[illegible]	− 8,99	[illegible]
Harmony Gold #	26,50	[illegible]	+ 6,79	[illegible]
Hitachi #	38,80	[illegible]	− 1,41	[illegible]
Hoechst #	323	[illegible]	− 2,75	[illegible]
I.B.M #	699	[illegible]	− 0,28	[illegible]
I.C.I #	102	[illegible]	− 1,96	[illegible]
Ito Yokado #	309	[illegible]	− 1,45	[illegible]
Kingfisher plc #	50	[illegible]	—	[illegible]
Matsushita #	98	[illegible]	− 1,63	[illegible]
Mc Donald's #	430,60	[illegible]	+ 0,67	[illegible]
Merck and Co #	812	[illegible]	− 0,73	[illegible]
Mitsubishi Corp.#	42	[illegible]	− 2,85	[illegible]
Mobil Corporat.#	484	[illegible]	− 0,08	[illegible]
Morgan J.P. #	720	720	—	+ 8,45
Nestle SA Nom. #	13230	[illegible]	+ 0,22	[illegible]
Nipp. MeatPacker #	77	[illegible]	− 2,59	[illegible]
Nokia A	470	[illegible]	+ 1,89	[illegible]
Norsk Hydro #	265,10	[illegible]	+ 0,75	[illegible]
Petrofina #	2568	[illegible]	+ 0,27	[illegible]
Philip Morris #	243,30	[illegible]	+ 0,69	[illegible]
Philips N.V #	540	[illegible]	+ 0,18	[illegible]
Placer Dome Inc #	68,30	[illegible]	− 0,14	[illegible]
Procter Gamble	561	[illegible]	—	[illegible]
Quilvest	344	[illegible]	—	[illegible]
Randfontein #	14,55	[illegible]	+ 6,52	[illegible]
Rio Tinto PLC #	70	[illegible]	—	[illegible]
Royal Dutch #	334,20	[illegible]	+ 0,23	[illegible]
Sega Enterprises	113,50	[illegible]	− 0,08	[illegible]
Schlumberger #	418	[illegible]	+ 0,23	[illegible]
Shell Transport #	42,90	[illegible]	− 0,69	[illegible]
Siemens #	363,30	[illegible]	− 0,35	[illegible]
Sony Corp. #	524	[illegible]	− 2,48	[illegible]
STmicroelectronics	417,90	[illegible]	− 1,65	[illegible]
Sumitomo Bank #	63,40	[illegible]	− 2,99	[illegible]
T.D.K #	448,50	[illegible]	− 0,17	[illegible]
Telefonica #	295	[illegible]	− 2,03	[illegible]
Toshiba #	25,90	[illegible]	− 1,93	[illegible]
Unilever #	501	[illegible]	− 0,59	[illegible]
United Technol. #	567	[illegible]	+ 0,52	[illegible]
Volkswagen A.G #	● 622	[illegible]	+ 4,18	[illegible]
Yamanouchi #	126,60	[illegible]	+ 0,31	[illegible]
Zambia Copper	10,60	[illegible]	+ 0,94	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection *Cours relevés à 12 h 30*
LUNDI 6 JUILLET

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	—	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	105,50	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	—	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	121,55	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	122,05	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	101,65	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	114,34	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	108,25	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	—	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	117,22	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	102,92	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	106,67	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	119,72	[illegible]
Finansder 9%91-06#	127,76	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	113,40	[illegible]
Floral9,75% 90-99#	105,60	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	—	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	—	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	—	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	—	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	—	[illegible]
OAT 10%5/85-00 CA#	110,81	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	100,20	[illegible]
OAT 10% 90-01 ecu	—	[illegible]
OAT 7,5%7/86-01CA#	109,18	[illegible]
OAT 8,5% 91-02 ecu	113,40	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,45	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	142	[illegible]
OAT 8,50%92-23 CA#	144,66	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	104,75	[illegible]
Suez Lyon.Eaux 90	1035	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	51,10	[illegible]
Baccarat (Ny) ◆	910	[illegible]
Bains C.Monaco ◆	750	[illegible]
Bque Transatlantl. ◆	265	[illegible]
Bidermann Intl. ◆	110	[illegible]
Centenaire Blanzy ●	580	[illegible]
Champex (Ny) ◆	26,30	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	3059	[illegible]
Generali Fce Assur	2010	[illegible]
Continental Ass.Ly.	731	[illegible]
Darblay ◆	551	[illegible]
Didot Bottin	889	[illegible]
Eaux Bassin Vichy ◆	2500	[illegible]
Ent.Mag. Paris	2030	[illegible]
Fichet Bauche ◆	38,55	[illegible]
Fidei	67	[illegible]
Finalens	261	[illegible]
F.I.P.P. ◆	279	[illegible]
Fonciere (Cie)	925	[illegible]
Foncina # ◆	597	[illegible]
Francarep ◆	330	[illegible]
From. Paul-Renard ◆	1051	[illegible]
Gevelot	1254	[illegible]
G.T.I (Transport) ◆	472	[illegible]
Immobail	234,30	[illegible]
Immobanque	672	[illegible]
Lucia	87	[illegible]
Monoprix ◆	490	[illegible]
Metal Deploye	410	[illegible]
Mors	7,80	[illegible]
Navigation (Nle) ◆	128,30	[illegible]
Optorg ■	472,50	[illegible]
Paluel-Marmont ech ◆	460	[illegible]
Exa.Clairefont(Ny) ◆	1051	[illegible]
Parfinance ■	321,70	[illegible]
Paris Orleans	390	[illegible]
Promodes (CI) ◆	2279	[illegible]
PSB Industries Ly	724	[illegible]
Rougier #	411,90	[illegible]
Saga ◆	200	[illegible]
S.I.P.H. ◆	250	[illegible]
Sofragi ◆	5160	[illegible]
Taittinger	4800	[illegible]
Tour Eiffel ◆	545	[illegible]
Vicat	590	[illegible]
Caves Roquefort ◆	1995	[illegible]
Elyo ◆	363	[illegible]
Finaxa	629	[illegible]
Gaillard (M) ◆	1620	[illegible]
Grd Bazar Lyon(Ly) ◆	212	[illegible]
Gd Moul.Strasbourg ◆	2498	[illegible]
Hotel Lutetia	521	[illegible]
Hotels Deauville ◆	965	[illegible]
L.Boullier (Ly) ◆	400	[illegible]
Lloyd Continental ◆	10800	[illegible]
Matussiere Forest	76,60	[illegible]
Moncey Financiere	3001	[illegible]
M.R.M. (Ly)	510	[illegible]
Part-Dieu(Fin)(Ly) ◆	127	[illegible]
Pollet ◆	550	[illegible]
Sabeton (Ly)	746	[illegible]
Samse (Ly)	1380	[illegible]
Sechilienne (Ly) ◆	1419	[illegible]
Sucr.Pithiviers	3565	[illegible]
Tanneries Fce (Ny)	280	[illegible]
Teleflex L.Dupont# ◆	115	[illegible]
Union Gle Nord(Li) ◆	317	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	513	[illegible]
Fiat Ord.	28	[illegible]
Gold Fields South	65	[illegible]
Kubota Corp.	12,25	[illegible]
Montedison act.ep.	9,45	[illegible]
Olympus Optical	48	[illegible]
Robeco	691	[illegible]
Rodamco N.V.	159,90	[illegible]
Rolinco	608	[illegible]
Sema Group Plc #	77,90	[illegible]
Solvay SA	462	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection *Cours relevés à 12 h 30*
LUNDI 6 JUILLET

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Aclal (Ns) #	60	[illegible]
AFE #	927	[illegible]
Aigle #	549	[illegible]
Albert S.A (Ns) ◆	232	[illegible]
Arkopharma #	482	[illegible]
Assystem #	270	[illegible]
Bque Picardie (Li) ◆	1000	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#	406	[illegible]
Bque Vernes ◆	145,90	[illegible]
Beneteau CB#	819	[illegible]
B I M P ◆	125	[illegible]
Boiron (Ly)#	470	[illegible]
Boisset (Ly) #	781	[illegible]
But S.A. ●	336	[illegible]
C.E.E #	180	[illegible]
Change Bourse (M)	215	[illegible]
CNIM CA#	270	[illegible]
Codetour	399	[illegible]
Comp.Euro.Tele-CET	360	[illegible]
Conflandey #	330	[illegible]
C.A. Hte Normandie	320	[illegible]
C.A. Paris IDF	1000	[illegible]
C.A.Ile & Vilaine	308	[illegible]
C.A.Loire Atl.# Ns	308,80	[illegible]
C.A.Pas de Calais	585	[illegible]
C.A.du Nord#(Li)	480	[illegible]
C.A. Oise CCI	345	[illegible]
C.A. Somme CCI	340	[illegible]
C.A.Toulouse (B)	428	[illegible]
Groupe J.C.Darmon	674	[illegible]
Devanlay S.A. ◆	710	[illegible]
Devernois (Ly)	553	[illegible]
Ducros Serv.Rapide	40	[illegible]
Emin-Leydier (Ly)#	435	[illegible]
Europ.Extinc.(Ly)	480	[illegible]
Expand s.a	1525	[illegible]
Factorem	830	[illegible]
Faiveley #	229	[illegible]
Finacor	31	[illegible]
Fininfo	1050	[illegible]
Assur.Bq.Populaire	620	[illegible]
Gautier France	370	[illegible]
Gel 2000	41,30	[illegible]
GEODIS #	460	[illegible]
GFI Industries #	328	[illegible]
Girodet (Ly) #	24	[illegible]
GLM S.A.	200	[illegible]
Gpe Guillin # Ly	250	[illegible]
Kindy #	146	[illegible]
Guerbet S.A.	201	[illegible]
Hermes internat.1#	489,10	[illegible]
Hurel Dubois	800	[illegible]
ICBT Groupe #	199,50	[illegible]
I.C.C.#	194	[illegible]
ICOM Informatique	610	[illegible]
Idianova ◆	95	[illegible]
Int. Computer #	80	[illegible]
IPBM ◆	65	[illegible]
M6-Metropole TV	1035	[illegible]
Manitou #	1102	[illegible]
Manutan	598	[illegible]
Marie Brizard #	610	[illegible]
Maxi-Livres/Profr#	40	[illegible]
Mecelec (Ly)	108,90	[illegible]
MGI Coutier #	340	[illegible]
Monneret JouetsLy#	152,10	[illegible]
Naf-Naf #	100	[illegible]
NSC Groupe (Ny)	900	[illegible]
Onet #	903	[illegible]
Paul Predault	182	[illegible]
P.C.W. 19	—	[illegible]
Petit Boy # ◆	130	[illegible]
Phyto-Lierac #	234	[illegible]
Pochet	735	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns)	212,10	[illegible]
Radiall #	671	[illegible]
Robertet #	1180	[illegible]
Rouleau-Guichard	320	[illegible]
Securidev #	100	[illegible]
Smoby (Ly) #	590	[illegible]
Sofco (Ly) ◆	12	[illegible]
Sofibus	334	[illegible]
Sopra #	1905	[illegible]
Steph.Kelian #	89	[illegible]
Sylea	570	[illegible]
Teisseire-France	200	[illegible]
TFJ	933	[illegible]
Thermador Gpe. #	377	[illegible]
Transiciel	660	[illegible]
Trouvay Cauvin #	191	[illegible]
Unilog	2181	[illegible]
Union Fin.France	700	[illegible]
Viel et Cie #	155,60	[illegible]
Vilmorin et Cie #	625	[illegible]
Virbac	469	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 6 JUILLET

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	36	[illegible]
Belvedere	1260	[illegible]
BVRP	405	[illegible]
Cheminex	14,80	[illegible]
Dwan Duboi	464	[illegible]
Eurofins scientif.	580	[illegible]
FDM Pharma n.	48	[illegible]
Genset	560	[illegible]
Guyanor action B	8,35	[illegible]
Infonie	155	[illegible]
Joliez-Regol.	105	[illegible]
La Cie Group	177	[illegible]
Olitec	1252	[illegible]
Omnicom	749	[illegible]
Picogiga	240,10	[illegible]
R21 Santé	460	[illegible]
Serp Recyclage	840	[illegible]

MARCHÉ LIBRE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 6 JUILLET

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Euraltech ◆	886	[illegible]
Europe Finance Ind. ◆	845	[illegible]
Cibox-LCI ◆	276,90	[illegible]
CTT-SCETA ◆	470	[illegible]
Sté lecteurs du Monde ◆	157	[illegible]
Troc de l'Ile ◆	178	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

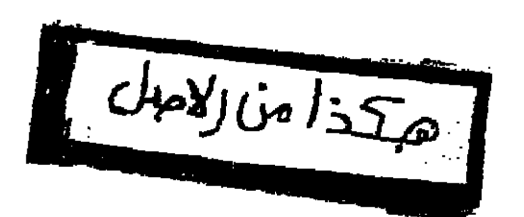
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 3 juillet

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	174,49	[illegible]
Agipi Actions (Axa)	163,65	[illegible]
BNP — 3615 BNP		
Antigone Trésorie	911733	[illegible]
Natio Court Terme	14627	[illegible]
Natio Court Terme 2	397237	[illegible]
Natio Epargne	2218,04	[illegible]
Natio Ep. Croissance	4273,43	[illegible]
Natio Ep. Patrimoine	181,16	[illegible]
Natio Epargne Retraite	215,31	[illegible]
Natio Epargne Trésor	11712,16	[illegible]
Natio Euro Valeurs	1501,88	[illegible]
Natio Euro Oblig.	1083,19	[illegible]
Natio Euro Opport.	1577,69	[illegible]
Natio Euro Perspect.	2374,50	[illegible]
Natio Immobilier	1842,68	[illegible]
Natio Inter	1166,17	[illegible]
Natio Monétaire C	5597,56	[illegible]
Natio Monétaire D	5258,82	[illegible]
Natio Oblig. LT	233,36	[illegible]
Natio Oblig. MT C	904,99	[illegible]
Natio Oblig. MT D	874,70	[illegible]
Natio Opportunités	279,58	[illegible]
Natio Placement C	80905,36	[illegible]
Natio Placement D	76020,14	[illegible]
Natio Revenus	1130,29	[illegible]
Natio Sécurité	11467,39	[illegible]
Natio Valeurs	1931,98	[illegible]
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	95301,97	[illegible]
Oblig. tres caté.	294,18	[illegible]
CDC·GESTION — Groupe Caisse des dépôts		
Livret Bourse Inv. D PEA ◇	1186,05	[illegible]
Nord Sud Dévelop. C ◇	2694,44	[illegible]
Nord Sud Dévelop. D ◇	2413,26	[illegible]
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C ◆	324,23	[illegible]
Patrimoine Retraite D ◇	307,17	[illegible]
Sicav Associations C ◇	2480,17	[illegible]
CDC TRESOR — Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)		
Fonsicav C ◇	20273,52	[illegible]
Mutual. dépôts Sicav C ◇	19945,76	[illegible]
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)		
Écur. Act. Futur D PEA ◇	408,39	[illegible]
Écur. Capitalisation C ◇	270,39	[illegible]
Écur. Expansion C ◇	85792,36	[illegible]
Écur. Géovaleurs C ◇	4828,84	[illegible]
Écur. Investis. D PEA ◇	324,03	[illegible]
Écur. Monépremière ◇	11680,25	[illegible]
Écur. Monétaire C ◇	13362,23	[illegible]
Écur. Monétaire D ◇	12385,37	[illegible]
Écur. Trésorerie C ◇	327,84	[illegible]
Écur. Trésorerie D ◇	307,39	[illegible]
Écur. Trimestriel D ◇	2103,63	[illegible]
Éparcourt-Sicav D ◇	193,28	[illegible]
Géoptim C ◇	13756	[illegible]
Géoptim D ◇	12635,44	[illegible]
Horizon C ◇	3059,98	[illegible]
Prévoyance Écur. D ◇	106,33	[illegible]
Sensipremière C ◇	14391,90	[illegible]
Fonds communs de placements		
Écur. Capipremière C ◇	12565,96	[illegible]
Écur. Sécuripremière C ◇	12409,12	[illegible]
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM Asset Management		
Amplia ◇	123150,92	[illegible]
Atout Amérique	230,41	[illegible]
Atout Asie	81,13	[illegible]
Atout France Europe	1239,96	[illegible]
Atout France Monde	296,97	[illegible]
Atout Futur C	1225,05	[illegible]
Atout Futur D	1141,16	[illegible]
Coexis	2060,35	[illegible]
Dièze	2858,97	[illegible]
Elicash ◇	979508,51	[illegible]
Eurodyn	3714,33	[illegible]
Indicia ◆	2612,92	[illegible]
Indocam Convert. C	16458,08	[illegible]
Indocam Convert. D	15065,80	[illegible]
Indocam Europe Nouv.	14495,37	[illegible]
Indocam Hor. Eur. C	1257,24	[illegible]
Indocam Hor. Eur. D	1257,24	[illegible]
Indocam Multi Oblig.	1011,03	[illegible]
Indocam Orient C ◆	168,39	[illegible]
Indocam Orient D ◆	154,36	[illegible]
Indocam Unijapon	906,79	[illegible]
Indocam Str. 5-7 C	2034,52	[illegible]
Indocam Str. 5-7 D	1448,33	[illegible]
Moné.J C ◇	12256,91	[illegible]
Moné.J D ◇	11611,25	[illegible]
Oblifutur C	588,93	[illegible]
Oblifutur D	542,80	[illegible]
Oraction	1417,95	[illegible]
Revenu-Vert	1204,94	[illegible]
Sévéa ◆	129,08	[illegible]
Synthésis	20053,33	[illegible]
Univers Actions	318,19	[illegible]
Uni Associations ◇	120,97	[illegible]
Uni-Foncier	1928,51	[illegible]
Uni-Régions	2356,42	[illegible]
Univar C ◇	317,61	[illegible]
Univar D ◇	297,78	[illegible]
Univers-Obligations	267,85	[illegible]
Fonds communs de placements		
Indocam Dollar 3 m ◆	16394,84	[illegible]
Indocam Val. Restr. ◆	19802,86	[illegible]
Optalis Dynamiq. C ◆	125,03	[illegible]
Optalis Dynamiq. D ◆	123,79	[illegible]
Optalis Équilib. C ◆	121,94	[illegible]
Optalis Équilib. D ◆	118,25	[illegible]
Optalis Expansion C ◆	114,53	[illegible]
Optalis Expansion D ◆	114,53	[illegible]
Optalis Sérénité C ◆	110,74	[illegible]
Optalis Sérénité D ◆	105,79	[illegible]
Pacte Sol. Logem. ◆	518,06	[illegible]
Pacte Vert T. Monde ◆	547,72	[illegible]
CIC BANQUES		
Francic	223,48	[illegible]
Francic Pierre	189,94	[illegible]
Europe Régions	326,92	[illegible]
CIC PARIS		
Associc ◇	1111,19	[illegible]
Cicamonde	2041,56	[illegible]
Converticic	512,95	[illegible]
Ecocic	2105,82	[illegible]
Mensuelcic	10070,89	[illegible]
Oblicic Mondial	4252,10	[illegible]
Oblicic Régions	1197,35	[illegible]
Rentacic	167,76	[illegible]
CREDIT LYONNAIS		
Euro Solidarité	1430,07	[illegible]
Lion 20000 C	17584,52	[illegible]
Lion 20000 D	16451,86	[illegible]
Lion-Associations C	11452,32	[illegible]
Lion-Associations D	10853,37	[illegible]
Lion Court Terme C	27210,11	[illegible]
Lion Court Terme D	23972,39	[illegible]
LionPlus C	1688,17	[illegible]
LionPlus D	1546,39	[illegible]
Lion Trésor	2526,83	[illegible]
Oblilion	2364,71	[illegible]
Sicav 5000	1056,03	[illegible]
Slivafrance	1814,69	[illegible]
Slivam	699,06	[illegible]
Slivarente	239,73	[illegible]
Slivinter	999,45	[illegible]
Trilion	5139,48	[illegible]
Crédit Mutuel FINANCE		
Avenir Alizes	2836,08	[illegible]
CM Option Dynamique	188,57	[illegible]
CM Option Equilibre	317,25	[illegible]
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	216,47	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	957,28	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind. C	220,03	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J	23553,60	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde	2136,60	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1980,34	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Quatre	1097,93	[illegible]
Fonds communs de placements		
CM Option Modération	113,89	[illegible]
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000 ◆	413,46	[illegible]
Saint-Honoré Capital ◆	21473,23	[illegible]
St-Honoré March. Emer. ◆	565,43	[illegible]
St-Honoré Pacifique ◆	593,09	[illegible]
St-Honoré Vie Santé ◆	2343,08	[illegible]
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux ◇	1875,96	[illegible]
Stratégie Actions	1317,69	[illegible]
Stratégie Rendement	2142,03	[illegible]
[illegible] — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)		
Amplitude Amérique C ◇	143,31	[illegible]
Amplitude Monde C ◇	1289,79	[illegible]
Amplitude Monde D ◇	1206,09	[illegible]
Amplitude Pacifique C ◇	83,15	[illegible]
Élanciel Euro D PEA ◇	695,16	[illegible]
Émergence Euro Poste ◇	207,52	[illegible]
Géobilys C ◇	713,52	[illegible]
Géobilys D ◇	667,74	[illegible]
Kaléis Dynamisme C ◇	1374,30	[illegible]
Kaléis Équilibre C ◇	1222,02	[illegible]
Kaléis Sérénité C ◇	1136,02	[illegible]
Latitude C ◇	152,44	[illegible]
Latitude D ◇	135,36	[illegible]
Oblitys D ◇	664,18	[illegible]
Poste Gestion C ◇	15317,65	[illegible]
Revenus Trimestr. D ◇	5294,06	[illegible]
Solstice D ◇	2372,15	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	39036,37	[illegible]
Actimonétaire D	30926,99	[illegible]
Cadence 1 D	1078,80	[illegible]
Cadence 2 D	1066,79	[illegible]
Cadence 3 D	1055,83	[illegible]
Capimonétaire C	420,68	[illegible]
Capimonétaire D	370,38	[illegible]
Sogeoblig C/D	9828,70	[illegible]
Interoblig C	319,80	[illegible]
Intersélection France D	505,08	[illegible]
S.G. France opport. C	2989,38	[illegible]
S.G. France opport. D	2829,78	[illegible]
Sogenfrance C	2971,80	[illegible]
Sogenfrance D	2698,03	[illegible]
Sogépargne D	310,75	[illegible]
Soginter C	355,22	[illegible]
Fonds communs de placements		
Favor D ◆	2159,26	[illegible]
Sogelliance D ◆	1715,06	[illegible]
Sogenfrance Tempo D ◆	384,61	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



SPORTS L'Américain Pete Sampras s'est adjugé un cinquième titre à Wimbledon, dimanche 5 juillet, en battant en finale le Croate Goran Ivanisevic à l'issue de cinq sets disputés (6-7, 7-6, 6-4, 3-6, 6-2). ● AVEC ONZE TITRES DU GRAND CHELEM, il rejoint Rod Laver et Bjorn Borg et n'est plus qu'à une victoire du record de l'Australien Roy Emerson. ● LA TCHÈQUE JANA NOVOTNA, 29 ans, elle, a remporté sa première victoire en Grand Chelem, samedi 4 juillet, grâce à sa victoire (6-4, 7-6) sur la Française Nathalie Tauziat, avant de s'adjuger, le lendemain, le double dames aux côtés de Martina Hingis (victoire sur la paire Lindsay Davenport-Natasha Zvereva). ● LE DOUBLE MESSIEURS est revenu aux Néerlandais Paul Haarhuis et Jacco Eltingh contre les Australiens Mark Woodforde et Todd Woodbridge (2-6, 6-4, 7-6, 5-7, 10-8), vainqueurs cinq fois consécutives.

Jana Novotna et Pete Sampras apportent leur écot à la légende de Wimbledon

Après deux tentatives infructueuses, la joueuse tchèque a connu sa première victoire en Grand Chelem sur le gazon londonien alors que le numéro un mondial y a signé son cinquième succès

LONDRES
de notre envoyée spéciale

En ce dimanche matin, l'été est enfin arrivé à Wimbledon. Les nuages qui surplombaient le sud de l'Angleterre depuis un mois se sont déchirés laissant place à la chaleur. Beau temps pour être heureux. Dans le vestiaire des dames de Wimbledon, les yeux sont brillants et les rires faciles : le clan Novotna prépare la soirée de gala qui clôt le tournoi. Hana Mandlikova choisit une robe – très longue et très bleue – pour Jana. Celle-ci est dans une pièce attenante, chez le coiffeur. Elle ne cesse de raconter des histoires de sa voix têtue et gaie, souvent son rire dégringole. Jana a déjà changé, elle est folle de bonheur. Son rêve s'est réalisé. Depuis hier, samedi 4 juillet, elle est championne de Wimbledon. Toute la soirée, elle a clamé : *« Je suis membre à vie, je suis membre à vie ! »* Comme tous les champions en simple, elle est admise au All England Lawn Tennis and Croquet Club. Elle le vit comme une immense récompense. Elle n'a cessé de dire : *« J'ai tellement travaillé. »* Sa voix s'est souvent brisée.

Ce matin, tant d'images doivent se bousculer dans sa tête comme autant de bouffées d'émotions. Ce service perdu alors qu'elle servait pour le match, les larmes et les embrassades avec les proches : sa maman venue pour la première fois sur un tournoi du Grand Chelem, son coach de presque toujours Hana Mandlikova, les paroles de la duchesse de Kent. Et ce plateau, d'argent et d'or. Elle l'a serré comme une peluche et a eu peine à le lever, intimidée par le poids de sa victoire.

MEILLEURE SERVEUSE-VOLLEYEUSE

C'est donc fait. La Tchèque Jana Novotna, vingt-neuf ans, joueuse professionnelle depuis 1987, numéro 3 mondiale, a gagné le premier tournoi du Grand Chelem de sa carrière en battant la Française Nathalie Tauziat au terme d'un bon match, nerveusement éprouvant (6-4, 7-6). Après une finale infructueuse aux Internationaux d'Australie en 1991 et deux à Wimbledon en 1993 et en 1997, elle a conquis le titre qu'elle considère comme absolu. C'est sur l'herbe qu'elle a bâti son jeu : Jana est la meilleure serveuse-volleyeuse du monde.

C'est ici aussi qu'elle a récolté la notoriété de joueuse aux nerfs fragiles qu'elle trimballe comme un bagage encombrant : En 1993 face à Steffi Graf, elle avait mené 4-1 dans le troisième set et tenu une balle de cinq jeux à un. Elle s'était écroulée et puis effondrée en larmes sur l'épaule de la duchesse de Kent. Depuis, elle ne s'était rien épargné. A Roland-Garros, deux ans plus tard, elle fut battue par Chanda Rubin après avoir eu neuf balles de match. Elle n'a pas tout perdu puisque ce penchant lui a fait gagner l'affection du public et Wimbledon en a fait son enfant chérie. Tout cet amour l'a bouleversée. La petite fille timide de Brno avait avancé dans l'ombre d'autres joueuses. Celle de ses compatriotes Martina Navratilova et Hana Mandlikova. De leur héritage, elle avait retenu l'amour du beau jeu et cette fragilité, sans pouvoir en saisir les forces. Jana n'avait que sa combativité que sa fougue égarait.

C'est Hana Mandlikova qui lui a permis d'apprivoiser son goût pour la bagarre et de découvrir son talent. Lorsqu'elle raccroche à l'été 1990, celle-ci prend la joueuse sous son aile. Jana a vingt et un ans et un poil dans la main, Hana exige du travail, Jana finit par plier : *« Elle a fait de moi une grande joueuse,* dit-elle aujourd'hui. *Elle a toujours cru en moi. »* Jana progresse vite, glane des titres en tournois et se présente souvent en quart et en demi-finale des Grands Chelems. Mais il y a Steffi Graf, Monica Seles et Martina Hingis qui lui souffle la victoire à Wimbledon, en 1997. Jana dit souvent : *« Je sais désormais que je ne serai jamais numéro un mondiale. »*

TENNIS LUMINEUX

Elle rêve de Grand Chelem, cela devient une obsession. Elle travaille corps et âme, joue et gagne en simple comme en double. Dans cette discipline, elle compte onze titres du Grand Chelem. Jana joue comme elle semble vivre, avec passion. Il faut entendre son gémissement d'effort à chaque service, apercevoir ses yeux écarquillés lorsqu'elle guette la balle à la volée pour comprendre où elle va. Abattue en 1993 après sa défaite anglaise, elle utilise au contraire celle de 1997 comme un tremplin. Elle reviendra pour gagner, cette promesse la rassérène. En novembre, elle gagne les Masters féminins, à New York, et termine l'année en numéro deux mondiale, son meilleur classement. En janvier 1998, elle sèche les Internationaux d'Australie pour mieux se préparer à son rendez-vous. A Wimbledon, elle a disposé de Venus Williams en quart de finale et de Martina Hingis en demi-finale au terme de deux parties magistrales.

Samedi, en finale, Jana Novotna n'a pas cédé devant le tennis lumineux de Nathalie Tauziat. Les deux joueuses se sont emmenées jusqu'au tie-break du deuxième set. C'est là que Jana a su qu'elle allait devenir championne de Wimbledon. Son visage s'est plissé de bonheur et des larmes ont roulé sur son sourire. Dimanche après-midi, entre le coiffeur et le gala, elle est revenue sur le court de son exploit. Avec Martina Hingis, elle a gagné la finale du double dames face à Lindsay Davenport et Natasha Zvereva. Elle a salué comme au théâtre, embrassé la foule de ses mains et lui a dit au revoir. Pour elle, onze ans après le début de sa carrière, tout peut commencer.

Bénédicte Mathieu

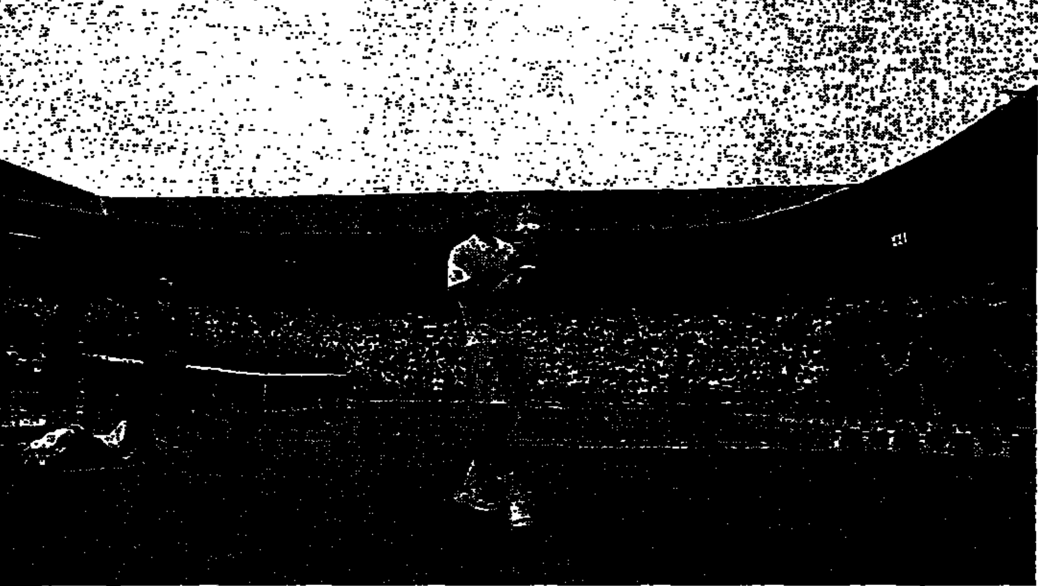
Nathalie Tauziat compte bien revenir

Ses joues sont un peu plus rouges qu'à l'accoutumée : elle a bu quelques gouttes de champagne. Même défaite, Nathalie Tauziat n'est pas mécontente de sa première finale en grand chelem : *« Je suis heureuse de l'avoir jouée, Jana mérite de l'avoir gagnée,* dit-elle. *Elle a mieux joué, elle a une meilleure expérience en grand chelem que moi. »* Accrocheuse et intelligente dans ses coups, la Française a été superbe de résistance. A l'invitation d'Alan Mills, le juge-arbitre du tournoi, elle a fait un tour d'honneur avec son petit plateau d'argent : *« Il m'a dit que je le méritais. Je ne voulais pas, mais il a bien fait d'insister. Je me souviendrai toujours de ce moment. »* Qu'a-t-elle appris à Wimbledon, où elle s'était toujours arrêtée en quart de finale ? *« Que l'on pouvait encore apprendre à trente ans, que je pouvais aller en finale d'un tournoi du grand chelem, que je veux revenir et gagner. »* Au classement publié lundi 6 juillet, Nathalie Tauziat est dixième joueuse mondiale.

L'Américain rattrape Björn Borg et court après Roy Emerson

LONDRES
de notre envoyée spéciale

Goran Ivanisevic a la défaite mauvaise, c'est une habitude. Il est fatigué, exaspéré d'avoir laissé passer sa chance, il gratte sa méchante barbe et marmonne : *« C'est le pire moment de ma vie. J'ai eu des mauvais moments, j'ai été malade, des amis sont morts, mais, cela, c'est vraiment le pire moment de ma vie. »* Dépressif, il n'ira pas en France soutenir l'équipe de football de Croatie en demi-finale de la Coupe du monde de football, il préfère rester seul. *« Je ne suis bon pour personne en ce moment. »*



KIERAN DOHERTY / REUTERS

En l'emportant dimanche, Pete Sampras a ajouté une page à sa légende et sauvé sa saison.

Goran a pourtant eu sa chance de conquérir le titre qui lui a échappé en 1996. Il joua un début de partie magnifique où, par comparaison, Pete Sampras ressemblait à un yuppie surmené qui vient d'apprendre sur son *pager* le krach des marchés financiers asiatiques. Ce type qui s'agitait mécaniquement sur le court était en train de tout perdre, son titre, sa place de numéro un, ses illusions. On se jetterait par la fenêtre pour moins que cela. Sampras décida, lui, de faire face, de ne pas se laisser noyer par le déluge d'aces du Croate. Et les voilà à deux sets partout. La catastrophe annoncée n'a pas eu lieu, tout reste à faire.

Puisqu'il n'a pas gagné à la hussarde, Ivanisevic va perdre à l'usure. L'interminable demi-finale où il avait gâché deux balles de match contre Richard Krajicek et avait terminé une heure et demie plus tard au vingt-huitième jeu de la cinquième manche a laissé des traces dans son organisme. Les jambes sont plus lourdes, le bras moins précis. Il n'en faut pas plus pour permettre à l'Américain de s'adjuger la dernière manche, remportant ainsi cinq fois Wimbledon, à l'égal du Suédois Bjorn Borg (de 1976 à 1980) et à une longueur d'un champion d'un autre temps, William Renshaw (1881-1886). On n'est plus ici tout à fait dans le tennis mais dans ce qui lui tient lieu d'histoire, les statistiques : avec cette victoire, Sampras rejoint encore l'Australien Rod Laver – son modèle –, qui partage, encore avec Bjorn Borg, le nombre de titres gagnés dans les tournois du Grand Chelem (Internationaux d'Australie, France, Wimbledon, Etats-Unis). Un titre de plus et il atteindra le record d'un illustre Australien, Roy Emerson.

A la veille de Wimbledon, la caravane du tennis en escale sur le gazon britannique s'entretenait beaucoup sur le sort du numéro un mondial. Il avait perdu son titre aux Internationaux d'Australie ; il avait laissé sa place de numéro un mondial en avril au profit de Marcelo Rios, pour quelques semaines seulement mais suffisantes pour qu'on s'alarme. Il avait disparu au deuxième tour des Internationaux de France de Roland-Garros, et deux petits titres glanés à Philadelphie et à Atlanta ne faisaient rien pour rassurer.

QUINTUPLE VAINQUEUR

Parti en vacances pendant deux semaines après Roland-Garros, Pete Sampras avait fait pâle figure dans le seul tournoi sur gazon où il s'était aligné, celui du Queen's, où il avait perdu au deuxième tour contre Mark Woodforde. En bout de course, Sampras ? A Wimbledon, il se transcende encore : *« Le court central est le court du monde où je me sens le mieux,* dit-il. *C'est un peu mon court d'entraînement. »* De fait, avant la finale, il ne lâcha qu'un set en demi-finale contre Tim Henman.

Dimanche, à Wimbledon, à vingt-six ans seulement, Pete Sampras a ajouté une page à sa légende et a plus prosaïquement sauvé sa saison. Comme chaque année, depuis sa victoire à l'US Open en 1993, il va marquer sa saison par au moins une victoire majeure. La suite ? Il s'estime encore très capable d'améliorer le record de Roy Emerson, c'est-à-dire de vaincre sur le ciment de Flushing Meadows ou de Flinder's Park, la terre battue de Roland-Garros et le gazon de Wimbledon. A chaque jour suffit sa peine. Pour l'heure, le quintuple vainqueur de Wimbledon et numéro un mondial va rentrer chez lui, dormir et jouer au golf.

B. M.

Laurent Jalabert devient champion de France cycliste

SUR UN CIRCUIT ACCIDENTÉ dans les monts d'Auvergne, Laurent Jalabert, actuel champion du monde du contre-la-montre et vainqueur de plus de cent courses, n'a pas laissé passer sa chance, dimanche 5 juillet, de revêtir le maillot bleu-blanc-rouge, qui manquait à son palmarès. Ce dernier *« coup de Jaja »* se fit au terme d'une course haletante et débridée, où seulement 25 coureurs sur les 136 du départ finirent classés. A un rythme survolté proche des 40 km/h de moyenne, le Mazamétain s'est imposé au sprint devant Luc Leblanc, son dernier compagnon d'échappée. Richard Virenque, malgré ses talents de grimpeur, n'a pu se hisser que sur la 3e marche du podium. Ailleurs, Andrea Tafi et Angel Luis Casero, en solitaires, ont été respectivement sacrés champion d'Italie et champion d'Espagne. En Allemagne, sur un parcours accidenté long de 208 kilomètres, le titre de champion national a couronné la 15e victoire de la saison d'Erik Zabel. Jan Ullrich, son compagnon d'échappée et coéquipier, a terminé deuxième à sept secondes.

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME : Kader Klouchi,** avec un bond rageur de 8,30 m, a amélioré le record de France du saut en longueur de 2 centimètres lors des championnats de France, disputés à Dijon du 3 au 5 juillet.

■ **FOOTBALL : principal actionnaire du Servette de Genève de**puis janvier 1997, Canal Plus souhaite aujourd'hui se désengager du club helvétique. Dans les colonnes de l'hebdomadaire genevois *Info Dimanche*, Charles Biétry, président délégué du Paris - Saint-Germain, a précisé que cette décision était liée aux changements de règlement sur l'actionnariat des clubs décidé par l'UEFA. Selon lui, *« l'UEFA a instauré des règles qui interdisent des accords de ce type ».*

■ **GOLF : l'Anglais David Carter, vingt-six ans,** a signé sa première victoire sur le circuit européen en gagnant, dimanche 5 juillet, l'Open d'Irlande. Au premier trou du barrage, il a battu l'Ecossais Colin Montgomerie et a privé ce dernier d'un troisième succès consécutif dans cette épreuve.

■ **MOTOCYCLISME : en contrôlant la course des 500 cm³** de bout en bout, le pilote néo-zélandais Simon Crafar (Yamaha) a remporté, dimanche 5 juillet, la première victoire de sa carrière lors du Grand Prix de Grande-Bretagne, la 8e épreuve du championnat du monde.

■ **RUGBY : dans un véritable bourbier,** le Quinze de la Rose – l'équipe d'Angleterre –, samedi 4 juillet au Cap (Afrique du Sud), a mal terminé sa série de test-matches dans l'hémisphère sud en s'inclinant, pour la septième fois en autant de matches, 18 à 0 contre l'Afrique du Sud.

■ **SPORTS ÉQUESTRES : à l'issue d'un barrage** regroupant six concurrents, Roger-Yves Bost, montant *« avec espoir »*, s'est difficilement octroyé, dimanche 5 juillet, le concours international de sauts d'obstacles de Deauville. Il devance ses compatriotes Gilles de Balanda et Fabrice Dumartin.

Greenpeace redoute un dragage prévu à la Hague

LES RESPONSABLES de Greenpeace ont demandé à Dominique Voynet, ministre de l'environnement, dans une lettre datée du 3 juillet, de prendre *« de toute urgence les mesures qui s'imposent pour protéger l'environnement marin de la presqu'île du Cotentin »*. L'organisation écologiste craint que les opérations de dragage envisagées par la Cogema pour collecter des dépôts de tartre radioactif dispersés à l'extrémité de la canalisation de rejet en mer de l'usine de retraitement de la Hague n'entraînent une dispersion de la contamination.

Greenpeace, qui vient d'effectuer sur place une campagne de prélèvements, a constaté la présence de filtres à l'extrémité de la conduite, preuve, selon elle, que *« le rejet de particules au-dessus des normes autorisées est bien un problème permanent et non une conséquence des opérations de détartrage effectuées l'an dernier »*. La Cogema a présenté aux autorités deux dossiers prévoyant la couverture de la portion de canalisation émergée lors des grandes marées et le dragage des sédiments proches de l'extrémité de la conduite.

DÉPÊCHES

■ **ARCHÉOLOGIE :** un port fluvial antique a été mis au jour par des archéologues égyptiens dans le nord de la péninsule du Sinaï. *« C'est le port le mieux conservé découvert dans cette région »*, a indiqué le président du Conseil supérieur des antiquités égyptiennes (CSAE), M. Gaballah Ali Gaballah, ajoutant que le quai, construit sur un ancien bras du Nil, est formé de blocs géants de calcaire sur une longueur de 1 000 mètres.

■ **ESPACE :** les autorités russes ont décidé, jeudi 2 juillet, d'abandonner la station orbitale Mir au cours de l'été 1999, soit six mois plus tôt que prévu après un accord avec la NASA (*Le Monde* daté 28-29 juin). En service depuis 1986, Mir est sujette depuis quelque temps à de graves avaries. Un spationaute français et un slovaque seront parmi ses derniers visiteurs pour de courtes missions avant une série de tirs de fusées chargées de diriger la station vers le Pacifique, où elle s'abîmera.

■ **GÉNÉTIQUE :** deux ans après sa naissance, la brebis Dolly, premier mammifère cloné à partir d'une cellule adulte, va bien. *« Elle se porte à merveille »*, explique Harry Griffin, directeur adjoint du Roslin Institute d'Edimbourg, avant d'ajouter qu'elle a donné naissance, le 13 avril, à une agnelle, Bonnie, en parfaite santé. Mais, contrairement aux vulgaires brebis, Dolly est privée de sorties *« parce qu'on pourrait la voler »*, mais aussi parce que les moutons sont fragiles et qu'une grippe ou une mauvaise chute pourraient mettre ses jours en danger.

SOHO, satellite américano-européen d'observation du Soleil, ne répond plus

Depuis deux ans, cet engin a scruté notre étoile, sa couronne, sa surface et ses entrailles

Jeudi 25 juin, le satellite d'observation SOHO a cessé d'envoyer des informations à la Terre. Depuis avril 1996, au rythme d'un gigaoctet de données numériques par jour, la sentinelle américano-européenne a, entre autres, détecté des rivières de plasma sous la surface de notre étoile. Les responsables du centre d'opération européen d'Orsay ne perdent pas espoir de reprendre le contrôle du satellite.

« LE SOLEIL ni la mort ne se peuvent regarder fixement », écrivait La Rochefoucauld dans ses *Maximes*. A trop vouloir percer les mystères du premier, le satellite d'observation du Soleil SOHO (Solar and Heliospheric Observatory) a peut-être fini par rencontrer la seconde. Car, jeudi 25 juin, à 1 h 16 très exactement, SOHO s'est tu. Par trois fois, il s'est mis automatiquement dans un mode de repositionnement d'urgence et, depuis, plus rien. Silence absolu.

« Nous ne recevons plus le moindre bit, avoue, navré, Jean-Claude Vial, responsable du centre d'opérations européen de SOHO, situé à l'Institut d'astrophysique spatiale d'Orsay. *Pas le moindre signal, le plus petit epsilon. Les commandes au sol semblent n'avoir aucun effet. C'est un peu angoissant. Nous connaissons la position du satellite, qui n'est pas perdu. Il est peut-être sauf, mais on ne peut pas le savoir. La NASA met actuellement tout en œuvre pour reprendre contact avec lui et les jours qui viennent seront cruciaux. Mais nous gardons espoir. »*

Lors de la panne, le satellite se préparait à des manœuvres assez complexes destinées, tant pour des raisons de maintenance que pour des motifs scientifiques, à le faire tourner sur un axe dirigé vers le Soleil. L'hypothèse la plus probable est que SOHO a détecté une anomalie de positionnement et essayé en vain de se réorienter en déclenchant ses propulseurs de contrôle d'attitude.

Depuis, il tourne lentement sur lui-même. Comme l'a expliqué, lundi 29 juin, Art Poland, le responsable scientifique de la mission, l'engin n'étant doté que d'une batterie d'une heure d'autonomie, il faut *« espérer que les panneaux s'orienteront vers le Soleil et chargeront suffisamment la batterie pour nous permettre de reprendre le contrôle »* du satellite.

La cause de l'avarie pourrait être à rechercher soit dans une erreur de commande soit dans l'environnement spatial même, qui est tout le contraire d'un cocon protecteur : notre étoile émet constamment des particules à haute énergie, souvent baptisées « rayons cosmiques », qui peuvent pénétrer d'épais blindages, endommager les mémoires informatiques ou provoquer de faux signaux. Une enquête va être ouverte, mais si SOHO ne répond plus jamais, il sera très difficile de comprendre comment la panne s'est produite.

Le satellite reste en orbite autour du point de Lagrange, un coin d'espace situé à 1,5 million de kilomètres de chez nous

En attendant, depuis le 25 juin, les contrôleurs au sol du Goddard Space Flight Center situé dans le Maryland (Etats-Unis) envoient inlassablement, une fois par minute, des séquences de commandes à SOHO. Mais rien n'y fait. En orbite autour du point de Lagrange, un coin d'espace situé à 1,5 million de kilomètres de chez nous – soit environ quatre fois la distance Terre-Lune –, où l'attraction de notre planète et celle du Soleil s'annulent, le satellite américano-européen reste désespérément muet. Une équipe de secours de l'Agence spatiale européenne (ESA) est partie ces jours derniers épauler les techniciens américains.

Le programme SOHO a coûté 5 milliards de francs au total. Lancé le 2 décembre 1995 de Cap Canaveral (Floride) par une fusée Atlas-II AS, ce satellite de plus d'1,5 tonne conçu et fabriqué par Matra Marconi Space, s'était officiellement mis au travail le 28 avril 1996. Il était arrivé au bout de sa « durée de vie nominale » il y a deux mois et sa mission, bien que reconduite, était officiellement terminée.

Pour ceux qui continuaient à l'utiliser, le coup est tout de même dur à encaisser. *« Depuis le 28 avril, les données et les images qu'il envoyait, c'était du "rab"*, commente Jean-Claude Vial, comme s'il parlait des services d'un vieil ami. *Nous avions bon espoir de le voir aller jusqu'au maximum d'activité de l'actuel cycle solaire, prévu pour 2001-2002. SOHO avait des réserves de carburant pour des décennies, ses panneaux solaires lui fournissaient un courant très stable et ses instruments d'observation étaient en bon état. »*

Organisé autour de douze expériences et ne connaissant jamais la nuit, SOHO n'a cessé, deux ans durant, de scruter notre étoile, sa couronne, sa surface et ses entrailles. Au rythme d'un gigaoctet de données numériques par jour, l'engin américano-européen a fourni de quoi occuper les astrophysiciens pendant encore quatre à cinq années. Le tableau de chasse de cette sentinelle spatiale est à la fois riche et complet.

En plus de l'étude des phénomènes déjà connus que sont le vent solaire et les éjections de masse coronale, les instruments de SOHO ont détecté des rivières de plasma sous la surface de notre étoile et un « tapis » magnétique en surface même. Le bilan ne serait pas complet si l'on omettait de signaler la découverte de tornades solaires de la taille de la Terre, de « tremblements de Soleil » provoqués par les éruptions de l'astre et d'une cinquantaine de ces comètes dites rasantes, dont la trajectoire frôle de si près l'énorme boule de feu qui nous éclaire que certaines finissent par y plonger (*Le Monde* du 13 juin).

Ce destin tragique pourrait d'ailleurs fort bien être celui de SOHO. *« Si nous ne le récupérons pas, il finira par être dominé, suivant l'endroit où il se trouve, soit par l'attraction solaire, soit par celle de la Terre,* explique Jean-Claude Vial. *Mais je ne crois pas qu'il soit urgent et de très bon goût de faire ce calcul à l'heure actuelle. Je préfère ne pas l'envisager. »*

Pierre Barthélémy

L'Académie des sciences dresse le bilan des recherches sur l'ozone

L'ACADÉMIE des sciences vient de présenter un rapport sur l'ozone stratosphérique, rédigé par un groupe d'experts français et étrangers, sous la responsabilité de Gérard Mégie, directeur du service d'aéronomie du CNRS. L'étude dresse un bilan des connaissances sur la question et tente d'éliminer les *« fausses controverses »*.

La destruction de l'ozone dans la haute atmosphère terrestre, principalement au niveau des pôles, *« est maintenant un fait scientifiquement établi »*, et son origine anthropique ne fait plus aucun doute.

NIVEAU PRÉINDUSTRIEL

A la suite de plusieurs réunions internationales, les Etats ont interdit la fabrication et l'utilisation des fluorocarbones (CFC). Malgré cela, en raison du temps de transport vertical entre les couches de l'atmosphère, d'environ de trois à cinq ans, *« le maximum de chlore dans la stratosphère n'a pas encore été atteint »*, bien qu'une décroissance des concentrations troposphériques ait été amorcée en 1996.

Aussi, au cours du siècle prochain, la stratosphère continuera à être dominée par les émissions de chlorofluorocarbones des années 60 à 90. *« Nous avons fortement perturbé le système en très peu de temps, et nous ne savons pas s'il va récupérer »*, commente Gérard Mégie. Les modèles indiquent qu'un retour au niveau des concentrations préindustrielles pourrait être effectif vers 2040-2050. A condition qu'aucun effet amplificateur ne vienne perturber ce scénario, tel les gaz à effet de serre, dont on pense de plus en plus qu'ils abaissent la température de la stratosphère, et favorisent la disparition de l'ozone (*Le Monde* du 11 juin).

Les scientifiques reconnaissent humblement que *« de nombreuses incertitudes demeurent quant à notre compréhension quantitative des processus impliqués dans les équilibres stratosphériques. Et celles-ci limitent fortement notre capacité à prévoir l'évolution future de la couche d'ozone »*. De nombreux efforts restent donc à accomplir, notamment en matière de simulation. Si la modélisation du système stratosphérique est satisfaisante dans les zones polaires, elle laisse à désirer lorsqu'il faut coupler la haute et la basse atmosphère, et encore plus quand il faut effectuer une simulation globale.

Christiane Galus

★ Rapport publié aux éditions Tec & Doc Lavoisier, 280 p., 320 F.

Pluies orageuses dans le Sud

MARDI, une dépression s'installera dans le sud-est de la France. Elle amènera un temps pluvieux et parfois orageux des Pyrénées aux Alpes. Le littoral méditerranéen restera partiellement à l'écart de ces intempéries au prix d'un fort vent de nord-ouest. L'anticyclone atlantique ne sera pas assez puissant pour protéger le nord du pays. Des nuages venus des îles Britanniques amèneront parfois quelques pluies des côtes de la Manche à la Lorraine.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. – La journée débutera parfois sous la pluie. Des éclaircies timides sont prévues l'après-midi, en priorité du sud de la Bretagne aux Pays de la Loire. Il fera de 17 à 21 degrés.

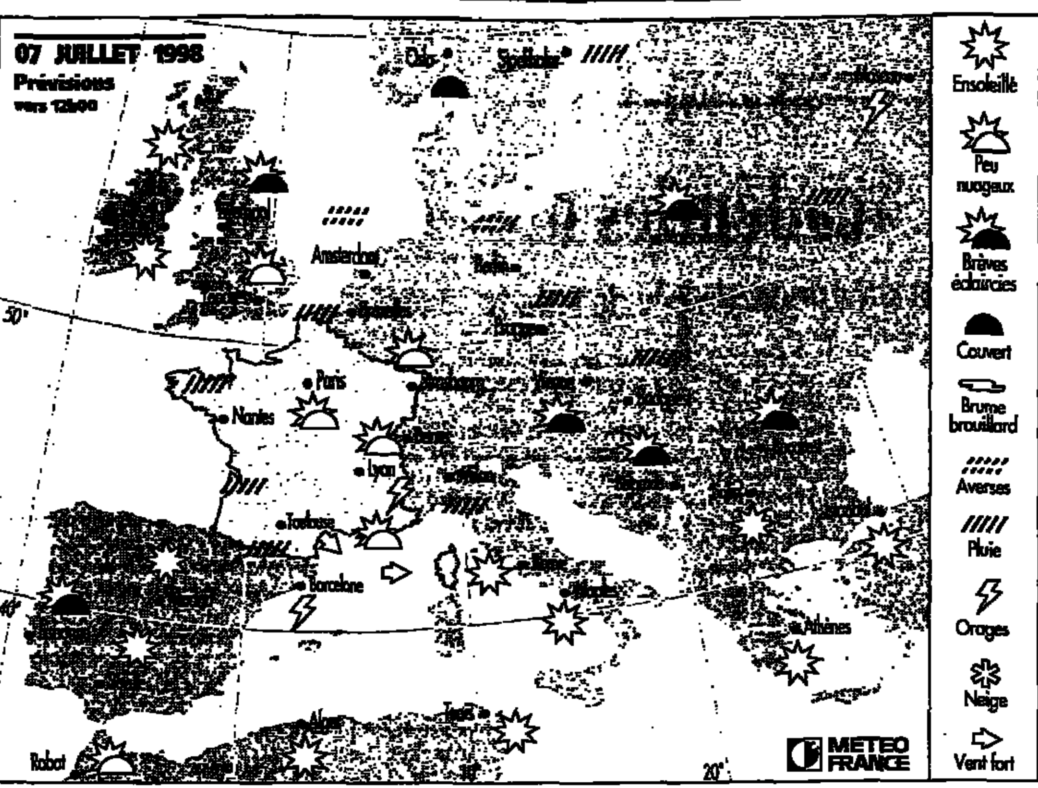
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Après un début de journée humide, une amélioration est attendue. Des éclaircies arriveront sur le Nord l'après-midi. Il fera de 17 à 21 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le temps ne sera pas aussi clément que ces derniers jours. Les nuages domineront avec quelques pluies. Il fera de 18 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Les orages de la nuit s'éloigneront, laissant une atmosphère humide avec de la pluie. Le soleil percera l'après-midi sur le Bordelais. Il ne fera pas plus de 19 à 23 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Un temps orageux s'installera rapidement. Ces orages pourront être localement forts sur les Alpes, surtout le matin. Le Limousin retrouvera un ciel plus clément dans la journée. On attend au mieux 20 à 24 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Une dégradation orageuse se produira rapidement sur l'arrière-pays. Quelques nuages déborderont sur le littoral du golfe du Lion avec un fort vent de nord-ouest. Il fera 26 à 30 degrés sur la côte, 20 à 25 dans l'intérieur.



PRÉVISIONS POUR LE 07 JUILLET 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	23/29 C	KIEV	13/18 P	VENISE	21/26 S	LE CAIRE	21/33 S
				POINTE-A-PIT.	26/31 S	LISBONNE	16/24 N	VIENNE	14/21 S	MARRAKECH	17/33 S
				ST-DENIS-RÉ.	19/26 S	LIVERPOOL	12/18 S	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	12/21 C
				EUROPE		LONDRES	13/17 N	BRASILIA	12/28 S	PRETORIA	7/24 S
				AMSTERDAM	11/14 P	LUXEMBOURG	9/14 P	BUENOS AIR.	5/13 S	RABAT	17/24 N
FRANCE métropole		NANCY	12/19 P	ATHENES	22/31 S	MADRID	15/29 S	CARACAS	25/30 P	TUNIS	22/38 S
AJACCIO	18/29 N	NANTES	13/20 P	BARCELONE	20/28 P	MILAN	21/23 P	CHICAGO	19/27 C	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	16/19 P	NICE	21/25 N	BELFAST	10/15 S	MOSCOU	14/20 P	LIMA	16/21 C	BANGKOK	25/33 N
BORDEAUX	15/22 P	PARIS	13/19 P	BELGRADE	19/31 N	MUNICH	12/16 S	LOS ANGELES	17/23 S	BOMBAY	27/28 P
BOURGES	13/24 C	PAU	14/17 P	BERLIN	11/15 P	NAPLES	20/28 S	MEXICO	12/25 S	DJAKARTA	26/31 C
BREST	12/17 P	PERPIGNAN	22/25 C	BERNE	13/20 S	OSLO	7/17 C	MONTREAL	16/22 P	DUBAI	31/38 S
CAEN	13/16 P	RENNES	13/19 P	BRUXELLES	9/15 P	PALMA DE M.	21/31 S	NEW YORK	20/28 S	HANOI	27/32 C
CHERBOURG	12/17 P	ST-ETIENNE	15/21 P	BUCAREST	12/31 N	PRAGUE	9/15 P	SAN FRANCS.	15/21 S	HONGKONG	26/29 C
CLERMONT-F.	15/23 P	STRASBOURG	13/19 P	BUDAPEST	16/23 P	ROME	21/27 S	SANTIAGO/CHI	1/12 N	JERUSALEM	21/29 S
DIJON	14/25 C	TOULOUSE	16/21 P	COPENHAGUE	10/16 S	SEVILLE	16/33 S	TORONTO	21/26 C	NEW DEHLI	29/32 P
GRENOBLE	17/23 P	TOURS	13/22 P	DUBLIN	9/16 S	SOFIA	14/28 S	WASHINGTON	20/32 N	PEKIN	24/31 C
LILLE	11/17 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	13/17 P	ST-PETERSB.	15/19 N	**AFRIQUE**		SEOUL	23/30 C
LIMOGES	15/21 P	CAYENNE	23/29 N	GENEVE	13/21 P	STOCKHOLM	12/16 P	ALGER	19/30 S	SINGAPOUR	28/32 N
LYON	17/22 P	FORT-DE-FR.	26/30 N	HELSINKI	13/20 N	TENERIFE	16/20 N	DAKAR	24/27 N	SYDNEY	8/17 S
MARSEILLE	22/28 C	NOUMEA	20/23 S	ISTANBUL	21/27 S	VARSOVIE	11/18 N	KINSHASA	20/30 S	TOKYO	25/29 C

Situation pour le 6 juillet à 0 heure TU

Prévisions pour le 8 juillet à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **VACANCES.** Selon un sondage IFOP pour la Direction du tourisme auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, 63 % des personnes ont l'intention de partir en juillet et août et 72 % pensent rester en France. Destinations étrangères les plus citées : l'Espagne (21 %) et l'Italie (14 %). La mer recueille la faveur de 51 % des vacanciers, la campagne 30 %, la ville 20 % et la montagne 18 %. Côté hébergement, 40 % optent pour des formules non marchandes, 19 % pour le camping-caravaning, 14 % pour la location et 12 % pour l'hôtel.

■ **CORSE.** Jusqu'au 12 septembre, le voyagiste Visit France propose des vols spéciaux Orly-Figari tous les samedis, à partir de 1 120 F A/R. Renseignements dans les agences de voyages, les agences Air France et au 01-41-75-25-04.

INFORMATIQUE

La reconnaissance de caractères automatise le traitement des chèques bancaires

A2IA s'enorgueillit du traitement par ses logiciels de 2 millions de chèques bancaires par jour. La Société générale, son plus gros client, a ainsi analysé 17 millions de chèques depuis la mise en service du système, en août 1997. Il s'agit de reconnaître automatiquement la somme, écrite à la main en chiffres et en lettres, sur chaque chèque. Le marché est considérable : A2IA estime ne traiter aujourd'hui que 4 % des 4,8 milliards de chèques émis tous les ans par les banques françaises. Déjà, l'entreprise se tourne vers les Etats-Unis. Le 7 juillet, Jean-Claude Simon, fondateur d'A2IA en 1991, s'envole pour cet eldorado où circulent 62 milliards de chèques par an...

Polytechnicien en 1944, docteur ès physiques, directeur de recherche, professeur de mathématiques, d'informatique et d'intelligence artificielle, Jean-Claude Simon s'est lancé dans la reconnaissance de caractères à une époque, les années 70, où la puissance limitée de l'informatique en rendait le succès peu probable. *« En tant que scientifique, je me suis intéressé à la reconnaissance d'écriture parce que, dans l'évolution humaine, la perception du son et des images joue un rôle essentiel,* explique-t-il. *Pas moins de 50 % du cortex est dédié à la vue. »* Un constat qui le pousse à *« comprendre les mécanisme de la vision »*, plutôt qu'à appliquer les méthodes déductives de l'intelligence artificielle. Cette voie le conduit à l'application d'*« opérateurs multiples »*.

COMME LE CERVEAU

Appliquer des opérateurs multiples à la reconnaissance de l'écriture revient à utiliser un grand nombre d'outils malgré la faible précision de chacun d'entre eux. Dans une lettre, un opérateur peut apprécier la probabilité de l'existence d'une boucle, d'un trait incliné, d'un croisement... Le résultat de chaque test ne permet pas d'indentifier la lettre. En revanche, la combinaison, grâce aux outils mathématiques, des réseaux de neurones de toutes les données ainsi récoltées fournit un résultat d'une précision exploitable. Ce processus conduit Jean-Claude Simon à déclarer qu'il travaille sur un mode « analogique ». Un comble quand les calculs sont réalisés sur un ordinateur, outil fondamentalement numérique. En fait, la démarche se rapproche de celle du cerveau qui analyse une multitude d'informations imprécises en elles-mêmes pour interpréter leur combinaison et aboutir à un résultat juste.

L'informatique n'est pas encore aussi efficace. Les outils développés par A2IA, à partir de son logiciel Interchèque, atteignent un taux de reconnaissance de 65 % à 70 % avec une marge d'erreur de 1 %, identique à celle des opérateurs humains. Le traitement est réalisé en une seconde à partir de l'image numérisée des chèques sur un simple ordinateur de type PC haut de gamme (Pentium II, 360 MHz, 32 mégaoctets de mémoire vive). Les chèques non reconnus par la machine sont traités par les opérateurs humains dont le taux d'erreur sur ces cas plus délicats a grimpé à 2 %. La double mention de la somme (chiffres et lettres) sur les chèques améliore sensiblement la performance du traitement automatisé. Pour supprimer le reliquat d'erreurs des machines et des hommes, la comparaison entre le total des sommes relevées sur les chèques et de celui des bordereaux de dépôt garantit qu'aucun client n'est lésé.

A2IA travaille pour les grandes sociétés du traitement de chèques (Unisys, NCR, BancTec ou C2I) à qui elle vend la licence de ses logiciels. Forte de ses références en France (Société générale, Banque populaire de Perpignan et de Saint-Etienne, Crédit lyonnais, Cofinoga), l'entreprise se lance sur le marché américain. Une consécration pour cette société qui n'est passée au stade industriel et commercial qu'en 1996. Avec un effectif de 9 personnes, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 3,9 millions de francs en 1997, dont 50 % sont consacrés à la recherche, et prévoit de réaliser 10 millions de francs cette année. Jean-Claude Simon table ensuite sur une croissance de 20 % par an.

Michel Alberganti

Du laboratoire à l'industrie

Pour Jean-Claude Simon, directeur de recherche à la CSF avant d'enseigner l'informatique de 1967 à 1989 à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), l'aventure industrielle commence au moment où il pourrait profiter d'une paisible retraite. Mais il n'a rien perdu de sa passion pour le domaine qui est devenu sa spécialité : la reconnaissance automatique de caractères. Dans les années 70, il enseigne l'intelligence artificielle avant de diriger le centre de calcul de Jussieu. C'est dans son laboratoire qu'il relève le défi de la reconnaissance de l'écriture manuscrite.

Son approche anthropomorphique originale du problème est aujourd'hui reconnue. Le 17 août, Jean-Claude Simon sera le premier Européen à recevoir à Brisbane (Australie) le prix King-Sun-Fu 98 qui récompense une contribution dans le domaine de la reconnaissance de formes et qui est décerné par l'International Association for Pattern Recognition (IAPR), un organisme regroupant 33 sociétés scientifiques.

DÉPÊCHES

■ **LOTO** : les tirages nº 53 du Loto effectués samedi 4 juillet ont donné les résultats suivants :
Premier tirage : 4, 6, 12, 32, 34, 48, *numéro complémentaire : le 20.* Rapports pour six bons numéros : 1 678 755 F ; pour cinq bons numéros plus le complémentaire : 63 240 F ; pour cinq bons numéros : 5 575 F ; pour quatre bons numéros plus le complémentaire : 268 F ; pour quatre bons numéros : 134 F ; pour trois bons numéros plus le complémentaire : 28 F ; pour trois bons numéros : 14 F.
Deuxième tirage : 8, 15, 20, 30, 33, 47, numéro complémentaire : le 45. Rapports pour six bons numéros : 14 291 805 F ; pour cinq bons numéros plus le complémentaire : 136 540 F ; pour cinq bons numéros ; 6 320 F ; pour quatre bons numéros plus le complémentaire : 322 F ; pour quatre bons numéros : 161 F ; pour trois bons numéros plus le complémentaire : 32 F ; pour trois bons numéros : 16 F.

■ **INTERNET : Netscape vient d'ouvrir l'accès à une nouvelle version de son site Internet, Netcenter,** qui privilégie les transactions commerciales entre entreprises. Avec 8,2 millions de visiteurs quotidiens, Netcenter est le deuxième site d'accès au Web des utilisateurs en *entreprise*, et le troisième des particuliers derrière AOL. Le champion demeure Yahoo. – *(AFP.)*

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 98160

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I								■				
II					■					■		
III				■								
IV						■		■				
V		■									■	
VI							■					
VII					■					■		
VIII									■			
IX				■			■					
X						■						

HORIZONTALEMENT

I. Détachement verbal. Petit coup de main. – II. Fleur partisane. Donné pour accord. Demi-pain. – III. Personnel et pluriel. Couverte de petits points. – IV. Satisfaite et paisible. L'Egypte vue du Caire ou d'Alexandrie. – V. Assure l'intérim. – VI. Quand on préfère s'adresser à Dieu plutôt qu'à ses saints. Fis obstacle. – VII. Pour une bonne fermeture. Cours européen. Un raccourci pour toute une carrière. – VIII. Entrée d'hôpital. Apporte la vie. – IX. A ouvert le lycée à nos filles. Nobel nippon. Relever en cuisine. – X. Pour suspendre à la cuisine. Difficile à apprivoiser, mais pas impossible.

VERTICALEMENT

1. Elle joue au ballon, mais on ne parle pas d'elle pendant le *Mondial*. – 2. Gagnée à un concours de tir. Rudes. – 3. Cultures gagnées en forêt. – 4. Dans la gamme. Boule *en suspension*. – 5. Participe râleur. Possessif. – 6. Poisson ou tête de poisson. Passe au travers. – 7. Ouverture d'esprit. Pour interpeller. – 8. *Repart après la révolution.* Vient d'agir. – 9. Ancienne capitale du Maghreb. On le trouve deux fois dans les bagages. – 10. Etablit une dépendance. Finira fauché. – 11. Bicolores. Allié pour être plus fort. – 12. Très gros consommateur.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 98159

HORIZONTALEMENT

I. Saxophoniste. – II. Criblage. Tan. – III. Ur. Satrape. – IV. Ledit. Encrer. – V. Prudes. Tiède. – VI. Tari. Api. Out. – VII. Ug. Episse. Qo. – VIII. Reines. Ennui. – IX. As. Noir. Es. – X. Renégociée.

VERTICALEMENT

1. Sculptural. – 2. Arrérages. – 3. Xi. Dur. – 4. Obsidienne. – 5. Plate. Péon. – 6. Hat. Saisie. – 7. Ogre. PS. RG. – 8. Néantisé. – 9. PCI. Enic (ciné). – 10. Stéréo. – 11. Ta. Eduquée. – 12. Entretoise.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME Nº 77

Saucisson numérique

UN CHARCUTIER vient de découvrir, sur un emballage, un nombre gigantesque (il a près de 50 chiffres). Ne sachant qu'en faire, il décide de le saucissonner en tranches de deux chiffres en partant de la droite. Puis il additionne toutes les « tranches » (les nombres de deux chiffres ainsi formés). Par exemple, si le nombre se termine par... 367 523, il pose 23 + 75 + 36 + ...

La somme de tous ces nombres vaut 1998.

Quelque temps plus tard, le fils du charcutier tombe sur le même nombre. Il lui applique une technique différente : il écrit le premier chiffre en partant de la droite, enlève le second, ajoute le troisième, enlève le quatrième... jusqu'au dernier. Dans l'exemple précédent, cela donnerait :

3 – 2 + 5 – 7 + 6 – 3...

Le résultat est un nombre positif formé d'un seul chiffre. Lequel ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
Copyright POLE 1998

Solution dans Le Monde *du 14 juillet*

Solution du jeu nº 76 paru dans *Le Monde* du 30 juin

Le point G est nécessairement confondu avec le point A.

En effet, la transformation permettant de passer de A à B (ou de D à E) est la symétrie orthogonale d'axe, la droite (D1) perpendiculaire à (1) passant par le centre O du cercle. De même, on passe de B à C (ou de E à F) par la symétrie d'axe (D2), perpendiculaire à (2) contenant O et de C à D (ou de F à G) par la symétrie d'axe (D3) perpendiculaire à (3) contenant O.

La composée de deux symétries d'axes (D) et (Δ) se coupant en O est la rotation de centre O et d'angle le double de l'angle formé par (D) et (Δ). Ainsi, en groupant deux par deux les six symétries permettant de passer de A à G, on trouve la rotation de centre O dont l'angle est le double de la somme des trois angles formés par (D1) et (D2), (D3) et (D1), (D2) et (D3) : soit en tout une rotation de 360°, c'est-à-dire la transformation identique.

Les Jeux dans Le Monde

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.

Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.

Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.

Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.

Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.

Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

هكذا من الأصل

L'ÉTÉ FESTIVAL

Musique, musiques... La diversité était au programme du week-end qui a marqué le début de cet « été festival ». A Belfort, pour les dixièmes Eurockéennes, rap, rock revenu aux racines ou psychédélisme orientalisant..., les tendances du moment et les vedettes, avec, au sommet Iggy Pop. Torse nu, pantalon de cuir noir, longs cheveux, l'iguane de Detroit a rappelé qu'il était grand et savait ce qu'était une scène. Au Festival international de musique baroque de Beaune, que dirigent Anne Blanchard et Kader Hassissi, ou aux Académies musicales de Saintes, on semble peut-être plus placide, mais on n'en est pas moins passionné. Philippe Herreweghe et Stephan Maciejewski jouent de plus en plus l'ouverture et la diversité à Saintes, qui fut un festival de musique ancienne pur et dur. Le pianiste Alain Planès, *notamment*, a donné sur un Bechstein de 1897 somptueux un *merveilleux récital Ravel, qui* mérite d'être salué. Planès lui *aussi, cinquante* ans et une passion intacte, mérite d'être *célébré : il aime* toutes les musiques et a suivi, avec intérêt, entre deux répétitions, la programmation des Académies, assistant à presque tous les concerts de ses collègues et accompagnant la violoniste australienne Jane Peters – qui joue du violon « classique » au sein de l'Orchestre des Champs-Elysées de Philippe Herreweghe.

Les Académies musicales de Saintes innovent et restaurent

Saintes/Musique. Un peu de répertoire contemporain, un peu de bonheur en forme de cantate et le retour de l'orgue

ACADÉMIES MUSICALES DE SAINTES*. Franz Schubert : *Octuor D. 803*. Claudio Monteverdi : *Madrigaux*. Giovanni Contino : *Lamentations*. Luciano Berio : *Sequenza 5*. Johann Sebastian Bach : *Cantate BWV 114*. Felix Mendelssohn et Camille Saint-Saens : *Pièces pour orgue*. Maurice Ravel : *Sonatine, Miroirs, Gaspard de la nuit*. Par les Solistes de l'Orchestre des Champs-Elysées, l'Ensemble Concerto Italiano, Rinaldo Alessandrini (direction), le Collegium vocale de Gand, Paul Van Nevel (direction), Benny Sluchin (trombone), Vincent Genvrin (orgue), Alain Planès (piano Bechstein 1897). Saintes, Abbaye-aux-Dames, *Eglise Saint-Pallais*, les 4 et 5 juillet. *Jusqu'au 12 juillet. Tél. : 05-46-97-48-48 et 05-46-97-48-42.

SAINTES
de notre envoyé spécial

A la simple lecture, ci-dessus, de la liste d'œuvres et d'interprètes, on conviendra que les Académies musicales de Saintes, cuvée 1998, s'ouvrent à des intrusions nouvelles ou récurrentes. En 1984, peu après sa prise de direction du Festival de musique ancienne de Saintes, Philippe Herreweghe avait rebaptisé la manifestation « La Voix multiple », accueillant également la musique contemporaine. L'on se souvient en particulier d'une éxécution, cette année-là, de *A-Ronne*, de Luciano Berio, par les chanteurs de l'ensemble britannique Electric Phoenix. Presque quinze ans après, Berio revient à dose homéopathique mais régulière : Philippe Herreweghe et Stephan Maciejewski, délégué à la programmation, ont eu l'excellente idée de convier des solistes (en grande partie membres de l'Ensemble InterContemporain) à jouer certaines des Sequenze de Luciano Berio, chaque midi, avant la sacro-sainte cantate de Bach.

Ce dimanche 5 juillet, c'est Benny Sluchin qui surprend et fait rire avec la cinquième *Sequenza*, dédiée au clown Grock, concentré d'humour, de jeux excentriques parfaitement intégrés à un propos simple, mais efficace. Le tromboniste joue avec l'acoustique de l'abbatiale ; l'on se surprend à penser aux distributions sonores vénitiennes, à leurs structures en écho. Le public adore, de toute évidence, et se laisse prendre à cette obligation qui n'est pas un pensum. Puis Sigiswald Kuijken, un peu sec, pas très précis, pas très lyrique, dirige la cantate BWV 114 de Johann Sebastian Bach. Il n'est pas, en ce domaine, à la hauteur d'Herreweghe. Cela s'entend et se voit. On ne se plaint pas : un peu de bonheur en forme de cantate, c'est tout le bonheur.

Autre retour à Saintes, après des années d'absence : l'orgue. Deux formidables organistes de la jeune génération sont invités. Le Français Vincent Genvrin, touchant le petit mais dense instrument de facture allemande XIX[e] siècle installé dans le transept de l'abbatiale, et le Belge Serge Schoonbroodt, invité à jouer l'orgue baroque de la Cathédrale Saint-Pierre, le 11 juillet. Genvrin est un passionné de musique rare du XIX[e] siècle. Il vient de faire paraître, aux Editions Hortus Musicus, un excellent disque consacré à *Saint-Saens et l'abbé Liszt*, et ses incursions chez Lefébure-Wély, compositeur de musique vocale, ont marqué les esprits curieux. Ce n'est pas un des Esseintes, un dandy éthéré, mais un interprète vigoureux, franc. Il ne souligne pas plus qu'il ne faut l'esprit néo-baroque de certaines des pièces jouées mais n'englue rien pour autant. On se réjouit de découvrir cet orgue discret mais bien sonnant.

> A cinq voix, l'érotisme doloriste de ces madrigaux touche et fascine

On n'avait pas encore entendu à Saintes le *Concerto italiano*, de Rinaldo Alessandrini, apparaissant dans une formation de cinq chanteurs entourant le claveciniste italien. Aucun des solistes réunis n'a de talent individuel vraiment marquant. Aussi les duos de ténors ou le solo très heurté et expressionniste de soprano du *Lamento della ninfa* ne convainquent que partiellement. Mais dès que le groupe se rassemble et chante à cinq voix, la justesse, la cohésion et l'assise (grâce à une basse, Sergio Foresti, à la voix claire et solide), sont étonnantes. L'érotisme doloriste de ces madrigaux touche et fascine, malgré un esthétisme peut-être sur-dirigé et sur-conceptualisé par Alessandrini.

On retrouve les lamentations de minuit, une série de polyphonies pour la Semaine Sainte que poursuit Paul Van Nevel depuis trois ans, en y apportant un soin, un savoir, une sensibilité qu'on a déjà à plusieurs reprises salués. Une demi-heure de musique, souvent inconnue, sans applaudissements. Le public accourt, malgré l'heure, malgré l'austérité, pour Robert White, qui fait figure de « star » au côté de l'inconnu Contino. Le contraste entre le silence régnant dans l'église Saint-Pallais et le vacarme du Pub Saint-Pallais (anciennement – mais toujours, pour les intimes – « Chez Gérard»), le point de chute alcoolisé après des éthers par trop sobres, est édifiant.

On passera sous silence la lecture très survolée et techniquement faible par les solistes de l'Orchestre des Champs-Elysées de l'*Octuor en fa*, de Franz Schubert, pour saluer le merveilleux récital Ravel donné par Alain Planès sur un Bechstein de 1897 somptueux (*lire ci-dessous*). Planès joue avec une sonorité claire et ronde (la péroraison *a cappella* d'*Ondine*), avec des « feuilletages » de couches sonores (*Le Gibet*, *La Vallée des cloches*), une fluidité qui a *du corps* (*Une Barque sur l'océan*), de redoutables doigts et une puissance musculaire sans dureté (*Scarbo*), une élégance sans apprêt (*Sonatine*). On espère qu'Harmonia Mundi le laissera enregistrer une intégrale Ravel sous peu. Elle nous manque déjà.

Renaud Machart

Alain Planès part à la recherche du clavier perdu

SAINTES
de notre envoyé spécial

Le pianiste Alain Planès est à Saintes, en les lieux de ce qui fut un festival de musique ancienne pur et dur, désormais rebaptisé « Académies musicales de Saintes ». Qu'on sache, Alain Planès n'est ni « baroqueux » ni pianofortiste frénétique. Mais il aime la musique, les musiques, et fait partie de ceux qui pensent que le véhicule sonore n'est pas indifférent à ce qu'on joue. Il a d'ailleurs, pendant ses études de piano, sous la direction de Jean Doyen et de Jacques Février, tâté, et même un peu plus, de l'orgue. On se souvient l'avoir croisé naguère à un récital de Gustav Leonhardt à Saint-Germain-des-Prés.

On ne s'étonnera donc pas de le voir suivre avec intérêt, entre deux répétitions, la programmation des Académies : il assiste à presque tous les concerts de ses collègues, accompagne la violoniste australienne Jane Peters (*qui joue du violon « classique », cordé en* boyau, au sein de l'Orchestre des Champs-Elysées de Philippe Herreweghe) et prépare, avec une certaine appréhension, le récital Maurice Ravel qu'il propose sur un Bechstein de 1897.

« Je ne donne pas souvent de concerts sur des pianos historiques. En général deux ou trois fois par an. C'est une telle différence avec les Steinway modernes que nous jouons partout... L'adaptation est parfois délicate : le poids du son n'est pas le même, le clavier ne répond pas de la même façon, la pédale produit des effets différents. J'ai découvert ce piano Bechstein à l'occasion d'un récital Debussy. C'est un instrument d'une clarté exceptionnelle, avec un équilibre et un détail des registres absolument exemplaires. » Doit-on lire entre les lignes une critique des pianos qui peuplent les salles de concerts actuelles ? *« Les pianos – notamment les Steinway – qui se construisent aujourd'hui ne sont plus comme ceux d'il y a dix ans ou plus. Un Steinway se « faisait », se travaillait, se modelait. Aujourd'hui, la plupart de ces instruments sonnent d'emblée de la même façon. La nouvelle fabrication des marteaux est en particulier en cause. »*

AIDER LE « SON À SE PROJETER »

Alain Planès est âgé de cinquante ans. On ose lui demander de se souvenir de la couleur des pianos qu'il jouait autrefois. *« Il m'est arrivé de me produire dans des salons bourgeois lyonnais sur des Erard d'avant guerre, des Bluthner aussi, de merveilleux pianos clairs et profonds. Claude Debussy, lorsqu'il s'est retrouvé à Jersey, avec Emma, a trouvé là-bas un Bluthner qu'il a acheté et rapporté sur le continent. Il adorait cette marque, et j'ai pu vérifier par moi-même que sa musique sonne très bien sur ce type d'instruments. »* Planès s'est renseigné. Il a écouté l'enregistrement de Ravel jouant sa *Sonatine*. *« J'ai été d'abord un peu étonné d'entendre Ravel faire dans cette œuvre le contraire de ce que son disciple Jacques Février, mon professeur, m'avait enseigné : rubatos surexpressifs et des arpeggiandos non notés sur la partition. Je me suis aperçu, en travaillant sur ce Bechstein, que ces arpègements aident le son à se projeter, à gagner davantage de densité, qu'ils viennent naturellement sous les doigts. Je pense en effectuer quelques-uns ce soir... »*

D'où vient ce goût pour les instruments anciens ? *« Cela remonte à quelque trente ans. J'avais découvert un piano Pleyel, modèle Chopin, de 1848, absolument intact, très peu joué. Je me suis assis, j'ai joué du Chopin, et j'ai tout de suite trouvé réponse à des questions que je me posais sur sa musique, en particulier sur ce jeu de pédale prolongé des mesures entières. Grâce aux pianos anciens, on peut garder la résonance et demeurer dans une vraie clarté. Il se vendait 500 francs d'alors. J'ai hésité. Un collectionneur l'a racheté 8 000 francs. Je ne l'ai plus jamais retrouvé. »*

R. Ma.

LA PHOTOGRAPHIE DE FEDERICO PATELLANI

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE, ARLES

FEDERICO PATELLANI
Né à Monza (Milan) le 1[er] décembre 1911. En 1935, il participe comme officier du génie aux opérations militaires en Afrique orientale et s'initie à la photographie. En 1939, il collabore à la création de l'hebdomadaire Tempo, *d'Alberto Mondadori. La même année, il est coproducteur, avec Carlo Ponti, du film* Piccolo mondo antico. *Il collabore exclusivement avec* Tempo *jusqu'en 1952 et devient ensuite photojournaliste indépendant. Après avoir longuement analysé la réalité italienne à la fin de la difficile période de reconstruction, il commence en 1956 une série de voyages à l'étranger pour des journaux italiens et étrangers. Jusqu'à sa mort, survenue en 1977, il voyagea sans interruption autour du monde.*



Anna Magnani, 1943
Exposition : Federico Patellani, photos de presse

Respirations aux Eurockéennes

Belfort/Rock. Les vedettes ont fait leur show et Iggy Pop a été grand

BELFORT
de notre envoyé spécial

Avec plus de soixante-dix mille entrées en, trois jours – chiffre annoncé dans l'après-midi du dimanche 5 juillet par les organisateurs – les 10e Eurockéennes de Belfort ont atteint leur objectif de fréquentation, en dépit d'un vendredi 3 « à risque », avec la pluie annoncée – et arrivée – et le quart de finale de la Coupe du monde de football. Le samedi et le dimanche ont fait le plein. Une affiche rassembleuse pour cet anniversaire *et deux jours de plein* soleil y sont pour beaucoup, la notoriété du festival aussi, qui peut rivaliser avec ses voisins britanniques et allemands.

Le festival a son décor, dorénavant bien implanté dans l'imaginaire du rock en France : la presqu'île du Malsaucy, lieu protégé avec verdure et jolis oiseaux – qui survit à l'amoncellement de papiers et de verres en plastique ; son « p'tit train qui va dans la campagne » depuis Belfort ; trois scènes, bien enchaînées, suffisamment distantes pour que les concerts ne se gênent pas ; un public en uniforme lambda de bachelier ou d'étudiant, peu de fantaisies iroquoises, punk ou hippies ; une odeur persistante d'écurie qui monte du sol ; la moitié du public venue en bandes amicales pour s'installer en rond, boire de la bière – beaucoup – et fumer des « pétards » – beaucoup aussi, ça équilibre. A partir de vingt-cinq mille personnes le moindre déplacement d'une scène à l'autre se fait à la queue leu-leu. L'ambiance plutôt conviviale de l'endroit – un miracle quand même – « fait avec », mais le dimanche après-midi le mouvement général, buvettes-scènes, scènes-buvettes, se ralentit nettement.

Dixième édition donc, avec un habile mélange de vedettes et un bilan des tendances du moment. *Rap, rock revenu aux racines*, psychédélisme orientalisant, un peu de techno... Pour les vedettes pas de surprises. Prodigy a laissé sourds les festivaliers du vendredi. Samedi, NTM a fait en force son show éructant qui gâche la compréhension des paroles. Les *mauvais garçons du rap français* dans leurs rôles. Jean-Louis Aubert s'en est tenu à son rock gentil avec hymnes de Téléphone pour donner un peu d'ampleur à tout ça. Alors que NTM est toujours en scène, Passi montre un spectacle moins rôdé mais plus chaleureux, avec traces rythmiques de son Congo natal et deux choristes pour amener le rap vers la soul. Ce qui n'enlève rien aux textes concernés par le quotidien.

Le festival parvient pourtant à avoir ses respirations. C'est par exemple, samedi 4, Jim White, seul sur la scène la plus intéressante, la plus petite, celle de Territoires de musique. Une guitare, un banjo, une boîte à rythme et *quelque* chansons *habitées*. Dans le rappel d'une longue tradition de blues et de folk américain, le côté déglingué fait songer à Captain Beefheart. Les Américains de Tortoise viendront aussi mettre, dans un monde sonore souvent poussé trop fort, une espèce de poésie *improvisée à la dérive*.

PETITES CLOCHETTES

Ce sont aussi les tenants d'un des derniers courants en date en Grande-Bretagne, le retour du fantasme de la rencontre musicale entre l'Occident rock et l'Orient des tablas, des *sitars et* des petites clochettes. Asaï Dub Foundation avec force sauts en l'air, guitares méchantes, cassures et sonorités spatiales conquiert la scène du chapiteau dans l'urgence et sans calculs apparents. Au même endroit, dimanche, Cornershop *se montre* un poil *plus* réservé mais fait rêver avec ses reprises des sons des années 60 psychédéliques et planantes pour les années 70. Le *Norvegian Wood* des Beatles avec sitar à la place des guitares montre l'inspiration mélodique du groupe.

Reste Iggy Pop. *Samedi, à mi*nuit pétant, torse nu, pantalon de cuir noir, veines saillantes, longs cheveux, il déboule avec un groupe anonyme version gros bruit. L'iguane de Detroit sait ce qu'est une scène, il en a connu toutes les versions. Il chevauche *les amplis Marshall, tortille du* popotin, lance ses cris, acroché au pied du micro avant de tournoyer comme un derviche. La voix est moins là mais il y va quand même. Et tant pis s'il laisse massacrer *Raw Power* ou *No Fun* des Stooges, son groupe culte, *Iggy Pop, jusqu'au-boutiste, en* maître fondateur, joue sa vie au présent sur la grande scène. Là aussi, finalement, une respiration.

Sylvain Siclier

Les troupes européennes résistent au Mondial

Grenoble/Théâtre. Pour les amateurs d'images fortes, le meilleur souvenir de ce quatorzième festival sera « Esperanto », avec le Semola de Catalogne

GRENOBLE
de notre envoyée spéciale

Moins bruyamment festif que le Mondial malgré sa vocation populaire, le quatorzième Festival de théâtre européen de Grenoble a affronté sans trop de mal la concurrence, *jusqu'au* 5 juillet. Selon la formule mise au point par sa directrice, Renata Scant, deux jours de performances de rue pluridisciplinaires préludaient au programme en salles, mélange de recherches plastiques et gestuelles et de créations réactivant des traditions scéniques éprouvées. Pas de choc comparable, cette année, à *L'Orestie* italienne de la Societas Raffaello Sanzio découverte en 1997 – son *Jules César* est accueilli dans quelques jours au Festival d'Avignon – mais d'intéressantes variations sur le thème du Forum qui s'est tenu *en marge des spectacles : « Les mémoires de théâtre »*.

Les Français invités traitaient ce thème en se jouant de leurs souvenirs, comme Philippe Avron racontant sa *Cour d'honneur*, ou en rejouant l'Histoire : Catherine de Seynes tirait le *Chariot* des *conteuses du Moyen Age tandis* que Jacques Livchine expédiait deux millénaires et demi d'aventures scéniques dans *2 500 à l'heure*. Des hors-d'œuvre savoureux avant les interprétations de l'héritage commun proposées par des troupes de l'est et du centre de l'Europe.

En l'absence déplorée du Film Actor's Studio de Tbilissi, retenu en Géorgie pour raisons politiques, les troupes de Russie et Moldavie ont préféré le divertissement aux réflexions sur l'actualité. Avec un cocktail surprenant de farce moliéresque et de danses folkloriques moldaves dans *Le Mariage forcé* du Satiricus, venu de Chisinau, ou sur le ton de la comédie musicale distanciée pour l'U Nikitskikh Vorot Théâtre: Cette troupe moscovite, qu'anime le compositeur Marc Rozovsky, exploite la veine « âme russe » en s'amusant d'un pur mélo à l'ancienne, *La Pauvre Lisa*, avec icônes, bois de bouleaux, jeune fille *séduite et abandonnée, et musique* de charme pour soirées vodka.

PARLER DU PRÉSENT

Pas de folklore semblable, sinon au niveau des costumes, dans la *Medea* présentée par la troupe macédonienne du Bitola National Theatre, *mais une relecture de la* tragédie d'Euripide en référence au renouveau du patriarcat et aux débats interethniques sur le droit du sol. Le metteur en scène Vladimir Milcin, qui a monté plus de soixante-dix spectacles dans son pays, a misé sur le traitement du chœur pour actualiser cette *Médée*. Des femmes du peuple, voilées sur ordre de Jason, se transforment en poupées désarticulées dont la libération est une entrée dans la folie. Autre élément original dans ce spectacle pas entièrement affranchi de l'académisme : celui du roi d'Athènes en touriste attifé d'atours clinquants, signe des relations toujours difficiles entre Grecs et Macédoniens...

Le désir de parler du présent était plus explicite (peut-être plus complaisant ?) dans le spectacle du Teatr Glej de Ljubljana, *Jesus F.* Cette jeune équipe slovène, qu'anime un danseur-scénographe-designer de trente-trois *ans, Tomaz Struci, convoque le* rock et l'esthétique punk pour parler de la drogue à un public d'adolescents. Tout se passe dans des toilettes publiques où deux jeunes gens, approvisionnés en poudre blanche par un ange-dealer aux intentions obscures, se livrent à des *acrobaties chorégraphiées* autour des cuvettes.

Pour les amateurs d'images fortes, toutefois, le meilleur souvenir de ce festival sera *Esperanto*, mis en scène par Joan Grau, avec le Semola de Catalogne. Grands maîtres européens du « théâtre visuel » autant que fondateurs d'un nouveau type de spectacle de rue avec la Fura dels Baus ou les Comediants, les Catalans ont souvent fait les beaux soirs du Festival de Grenoble. Même si *Esperanto* semble plus sage que d'autres créations du Semola, cette équipe réalise un beau théâtre de la cruauté en parlant de morts violentes, d'étreintes convulsives. Les premières minutes sont *déconcertantes – l'apparition* de sept mariées pourrait faire croire à un défilé de mode –, mais le spectateur glisse rapidement dans un monde étrange, qui évoque par instants l'art d'un Joan Brossa. Les éléments dits naturels (l'eau, le vent, les feuilles, la neige) *emportent les corps dans un maelström* d'effets spéciaux où les épreuves sensorielles tiennent lieu de propos. Ce qui n'exclut ni l'humour, avec un numéro de cabaret bouffon, ni la recherche plastique : le soulèvement d'un rideau, entrevu entre les flashes d'un stroboscope, est *à lui seul* un *hymne* à la beauté baroque.

Bernadette Bost

L'utopie, il faut la jouer

Hérisson/Théâtre. Olivier Perrier, une dizaine d'olibrius et une jeune truie

UTOPIA RURALIS, d'Olivier Perrier. Avec Abdallah Badis, Valère Bertrand, Monique Brun, André *Guerrhit*, Frédéric Kunze, Simone Le Gourrierec, Olivier Mathiaux, Andrée Torret, Isabelle Védie, Bibi la truie. Le Studio, à Hérisson, Allier. Réservation obligatoire au tél. : 04-70-03-86-18. Durée : 2 heures. Du 10 au 12 et du 17 au *19 juillet. Vendredis et samedis* à 20 h 30 ; dimanches à 17 heures.

HÉRISSON
de notre envoyé spécial

En latin de théâtre, *Utopia ruralis désigne* une plante *qu'on* ne sait plus comment reconnaître à force de l'avoir trop cueillie. Elle a poussé pendant des siècles au bord des chemins et, maintenant, il faut aller la chercher loin de la campagne française, dans un recoin de la Roumanie un peu perdu, sauf pour les Moldaves roumains. Au sein d'une délégation *venue de Hérisson (Allier), le metteur* en scène Olivier Perrier s'est rendu en Moldavie roumaine, et y a retrouvé l'*Utopia ruralis* de son enfance. Il a compris qu'il était trop tard, qu'elle ne pourrait plus s'acclimater dans sa région, le Bourbonnais. Seuls les artifices de *la scène pouvaient lui rendre une* apparence de vie.

Vivant et travaillant très exactement au centre de la France, le metteur en scène, les comédiens, les techniciens de Hérisson peuvent prétendre sans dommages à l'excentricité. Sur scène, *entre deux querelles de voisinage*, une leçon de tricot et la liquidation d'un cochon, les olibrius bourbonno-moldaves opinent à des phrases comme : *« Ce qui compte, c'est le chemin, pas le résultat. »* Quand ils en ont assez d'avoir les pieds sur terre, ils sont hissés à tour de rôle au sommet d'une chaire d'osier, ce qui leur *amène immédiatement des jalousies*. De là haut, ils ont des vertiges d'interrogations, dans le genre : *« Quel bruit ça fait un arbre quand ça tombe et qu'il n'y a personne pour écouter ? »*

UN RÉVÉLATEUR

Sur la dizaine d'olibrius, une jeune truie s'appelle Bibi. En argot, Bibi c'est « moi ». Un moi mal à l'aise, qui se sent légèrement en difficulté et tente de retourner la situation en se mettant en avant. D'elle, on attend une forme d'espoir. Un message. Peut-*être qu'elle fasse monter sur* scène avec elle la campagne – la vraie. Mais il est trop tard. Bibi est moderne. Elle n'amène rien qu'elle même. C'est une élégante.

L'hypothèse la plus vraisemblable est que Bibi tente de se faire passer pour une truie. Bibi est un révélateur de théâtre. Elle n'est en scène que pour mettre les *points sur les « i ». Elle dit l'im*possibilité de l'utopie et la nécessité de la jouer, dans les couleurs les plus gaies possibles. Olivier Perrier et ses compagnons se sont mis au service de cette idée. Ils ne trichent pas. Ils ont travaillé quatre mois à inventer ensemble *des scènes qui vous vieillissent un* folklore sur l'instant, à s'avancer sur la pointe des sabots vers quelque chose qui frôle parfois la philosophie.

Le metteur en scène dit qu'il n'est qu'un arrangeur de cet élan collectif. Et c'est tout bien arrangé. *Les costumes ont* beau *faire, Utopia ruralis* n'appartient pas à l'art rural. Ni à l'art citadin. Rien de tout cela. Un certain art théâtral suffit.

Jean-Louis Perrier

HORS CHAMP

■ **CINÉMA : Francis Coppola a fait condamner Warner à lui** verser 20 millions de dollars d'indemnités, lors d'un jugement rendu le 2 juillet à Los Angeles. Le *cinéaste se plaignait d'avoir été* spolié des sommes qu'aurait dû lui rapporter le scénario du film *Pinocchio* après que le studio eut renoncé à le produire. Warner avait invoqué une clause d'exclusivité lorsque Coppola avait proposé le projet à Columbia, qui l'avait *abandonné en raison des* menaces de poursuites judiciaires.

■ **Une suite à *Titanic*,** c'est la rumeur qui se murmure du côté de Paramount. Dans le scénario en cours d'écriture, le héros du film, Jack Dawson, aurait survécu. Le projet a été soumis en priorité à *James Cameron, bien que le* réalisateur ait récemment déclaré vouloir faire un remake de *La Planète des singes*. Un cachet de 25 millions de dollars a été proposé à Leonardo DiCaprio pour reprendre son rôle, tandis que Kate Winslet attend d'avoir lu le script pour donner sa réponse.

■ **JAZZ : les numéros de juin des** mensuels *Jazz magazine* et *Jazzman* « spécial festivals » sont toujours disponibles en kiosque. Dans *Jazz magazine* (30 F) un classement chronologique est accompagné d'une carte de France pour situer les lieux des manifestations ; *Jazzman* (25 F) a choisi un classement par régions et départements doublé d'un index par nom. Dans les deux revues de nombreux festivals à l'étranger sont également recensés. Entre juin et septembre, près de 200 festivals consacrent l'essentiel de leur programmation au jazz, au blues et aux musiques latines.



L'exploration des cultures étrangères

Montpellier / Danse. Le double défi du Tunisien Imed Jemaa. La pièce de Michel Lestrehan, une collaboration franco-indienne réussie

MONTPELLIER
de notre envoyée spéciale

Après son voyage vers les créations africaines, le festival Montpellier-Danse continue ses explorations des cultures étrangères. La compagnie tunisienne d'Imed Jemaa, le 2 *juillet*, puis, le lendemain, deux chorégraphes français travaillant avec des danseurs indiens ont décliné le thème de la rencontre entre les cultures, avec des bonheurs divers.

Imed Jemaa prend la danse (et son public) au sérieux. Tunisien primé aux Rencontres chorégraphiques de Bagnolet en 1992, il a été invité en résidence pendant trois mois à Montpellier pour préparer sa nouvelle création, *Çabra*. Cet artiste cherche à faire exister une danse contemporaine de l'autre côté de la Méditerranée. Il entend en outre s'en servir pour aborder le drame de l'Algérie d'aujourd'hui. Un double défi, artistique et politique, qui n'assure pas un succès complet de l'entreprise. Mais au moins l'art est-il pris pour un enjeu vital, une interrogation dramatique.

Avec deux femmes perdues de douleur et deux hommes emportés dans la tourmente de la violence, Imed Jemaa dit la folie de cette guerre civile. Les deux hommes, corps identiques de frères ennemis, combattent, tandis que les femmes se jettent au sol, tentent d'effacer le sang qui envahit tout. Le chorégraphe opte pour une économie de moyens. Sur une scène où brûle l'encens, il donne toute sa place à la musique, à l'aide d'un joueur de tympanon et d'une chanteuse. Parfois, le vocabulaire chorégraphique semble presque pauvre. Pourtant le spectacle parvient à préserver le climat poétique du début.

> « J'ai souhaité que les musiciens fassent une création différente de la musique traditionnelle »

Le Théâtre de la danse d'Imed Jemaa est une compagnie indépendante qui a déjà plusieurs créations à son actif. Jemaa a reçu une formation classique et contemporaine, tout en s'initiant au taï-chi-chuan et aux arts martiaux. Le parcours de Michel Lestrehan, chorégraphe rennais, passe aussi par les arts martiaux. Dès son arrivée au Kerala, en 1987, dans le sud de l'Inde, il découvre le *kalarippayat*, un art martial lié au théâtre dansé, le kathakali. Il devient l'élève de Krishnadas Gurukkal, aîné d'une famille qui transmet cette discipline de père en fils. Le *kalarippayat* est l'attribut d'une haute caste de guerriers. Le maître, qui est aussi acteur dans une troupe de kathakali, est prêt à se lancer dans une nouvelle expérience artistique. Ainsi, en 1997, Michel Lestrehan décide de créer une œuvre pour lui, son frère et trois élèves de *kalarippayat*. *« Au début, ils avaient du mal à accepter le relâchement que je leur demandais. De même, j'ai souhaité que les musiciens fassent une création différente de la musique traditionnelle, même si elle en est inspirée. »*

Le Corps de la terre, fruit de cette collaboration franco-indienne, est un superbe hommage à l'art millénaire du maître et de ses élèves, comme s'il avait fallu un regard étranger pour qu'ils puissent exprimer la poésie de leur gestuelle. Simplicité des mouvements, beauté des ondulations, la pièce de Michel Lestrehan renvoie au public occidental le climat dévotionnel du *kalarippayat*. Les corps huilés, tout juste couverts d'un tissu de la taille aux genoux, expriment la tension entre souplesse et combat, entre délicatesse et puissance. Retravaillés dans un langage contemporain, les affrontements acrobatiques des danseurs munis de longs bâtons deviennent aériens.

Cet aller-retour respectueux et inventif, entre Inde et Europe, fait défaut à une autre chorégraphe française initiée au kathakali, Annette Leday, qui présente une *Cendrillon* avec deux Françaises et trois Indiens. Il en résulte une faible pantomime, où la rencontre des cultures se réduit à celle d'un fakir d'opérette avec une Cendrillon de Disneyland.

Catherine Bédarida

TROIS QUESTIONS À...

ANNE BLANCHARD ET KADER HASSISSI

1 **Vous êtes directeurs du Festival international de musique *baroque de Beaume. Ne craignez*-vous qu'en programmant les mêmes chefs et les mêmes œuvres, les festivals baroques finissent par tous se ressembler ?**

On peut le penser. Mais, en quinze ans d'existence, le Festival de Beaune, dont l'image de *marque* est la *musique vocale*, a découvert ou encouragé beaucoup de jeunes musiciens que d'autres ont ensuite accueillis. Nous avons convaincu Christophe Rousset de se lancer dans la direction d'orchestre, et il est depuis trois ans chef invité privilégié. Nous avons fait diriger ses premiers opéras, de Haendel à Paul Mac Creesh. Nous collaborons régulièrement avec Fabio Biondi et plus récemment avec l'ensemble Al Ayre Espanol. Avec eux, nous discutons les œuvres, les distributions, nous organisons des auditions, nous nous accrochons parfois. Ce partenariat permet d'avoir un vrai dialogue et nous ne voyons aucune raison de l'interrompre.

Dans d'autres cas, comme *Zoroastre*, dirigé par William Christie, nous participons à des tournées, qui sont nécessaires pour des raisons économiques. Nous travaillons aussi avec les maisons de disques, en privilégiant des ouvrages peu connus, mais sans nous laisser jamais rien imposer : notre mission n'est pas de vendre des enregistrements.

2 **Y a-t-il une place pour les Mac Creesh, les Biondi, les Rousset de demain ?**

Ils sont un peu bloqués par les *générations en place. Mais les* nouveaux talents ne courent pas les rues et nous devons maintenir la qualité du festival. Nous trouvons des instrumentistes, moins aisément des chanteurs ou des chefs d'opéra.

Il y a quatre ans, nous avions *organisé des concerts de midi*, conçus comme un tremplin pour de jeunes interprètes. Nous avons dû les supprimer, faute de moyens.

3 **Quels axes entendez-vous développer pour les années à venir ?**

Nous avons montré que nous savions monter des *opere serie* en concert. Nous voulons maintenant les présenter en mise en scène, ici ou éventuellement ailleurs. A Beaune, la solution existe : couvrir la cour des Hospices avec une structure de protection. Il ne manque que l'argent. Nous avons aussi un vaste projet autour du duché de Bourgogne et de son rayonnement : il s'agit d'un cycle de musiques médiévales et renaissantes, mais aussi de colloques, d'expositions publiques avec une dimension internationale, puisque les héritiers de Marie de Bourgogne ont peuplé les cours de toute l'Europe, à commencer par Charles-Quint. Là aussi les moyens financiers font défaut.

C'est une question de choix politiques. La musique ancienne n'est pas assez aidée, les ensembles comme les festivals. L'Etat donne 15 millions de francs supplémentaires pour la réouverture d'Aix-en-Provence, mais ne nous en alloue annuellement que 400 000 et notre budget ne dépasse pas 5 millions de francs

Propos recueillis par Pierre Moulinier

La Rochelle sort l'Anglais Carol Reed et le Français Henri Decoin de l'oubli

Le 26e Festival du film a accumulé rétrospectives et hommages bienvenus

Parmi les divers hommages et rétrospectives programmés cette année par le Festival du film de La Rochelle (dont ceux consacrés à Agnès Varda, Giuseppe Bertolucci, Paul Schrader, F. J. Ossang), deux réclamaient une attention un *peu plus soutenue, ne serait-ce qu'à cause de* l'anonymat relatif dans lequel sont tombés les deux metteurs en scène concernés, l'Anglais Carol Reed et le Français Henri Decoin.

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial

La rétrospective consacrée à Henri Decoin n'a rien révélé de très nouveau sur ce réalisateur estampillé « qualité française » et dont les films les plus réputés, *Battement de cœur* (1939), *Les Inconnus dans la maison* (1941), et *La Vérité sur Bébé Donge* (1951) restent les meilleurs. Mais elle permet de mesurer l'importance de ce réalisateur, dont les films n'ont rien à envier à certains des grands films noirs américains. La qualité des dialogues de *La Vérité sur Bébé Donge*, signés Maurice Aubergé, d'après le roman de Georges Simenon, la construction impeccable du film, l'utilisation judicieuse du flash-back et l'inventivité de la mise en scène de Decoin, sont au niveau d'un film comme *Mildred Pierce*, de Michael Curtiz. Le cinéma de Decoin est très inquiétant et capitalise toujours sur une ambiguïté, très moderne, dont tous ses personnages sont porteurs : Danielle Darrieux, dans *Bébé Donge*, épouse modèle à la limite de la crétinerie qui se révèle une mante religieuse impitoyable, Louis Jouvet, dans *Entre onze heures et minuit* (1948), flic exemplaire endossant avec le plus grand naturel le costume d'un escroc dont il est le sosie, Michel Simon, dans *Non coupable* (1947), médecin médiocre qui devient, par accident, un génie du crime.

Carol Reed est resté à tout jamais l'homme d'un film, *Le Troisième Homme* (1949), chef-d'œuvre, magnifique adaptation du roman de Graham Greene, où Orson Welles personnifiait l'énigmatique et diabolique Harry Lime dans la Vienne de l'immédiat après-guerre. Reed a aussi été l'homme d'un cinéma (le cinéma anglais, enterré, en France, dans les années 60 par les *Cahiers du cinéma*, qui ne croyaient guère en son existence), et l'homme d'un style, caractérisé par une caméra souvent penchée qui s'efforçait de filmer la réalité de manière oblique. *Le Troisième Homme* avait porté à la perfection cette manière de filmer qui donnait le torticolis au spectateur et, à Joseph Cotten, l'homme qui s'efforçait de retrouver la trace de Harry Lime, de sérieux maux de tête.

ROMANTISME

Tout le cinéma de Reed, en tout cas ses meilleurs films, *Première Désillusion* (1948), *Huit Heures de sursis* (1947), *Le Troisième Homme*, *L'Homme de Berlin* (1953), tous tournés entre la fin des années 40 et le début des années 50, prouve que s'il est un homme de système (le cinéma de studio, anglais) et d'une époque (les balbutiements de la guerre froide), son œuvre reste, elle, d'une extrême cohérence et d'une grande qualité.

L'espace des films de Reed est labyrinthique, ses intrigues sont parfois difficiles à dénouer, ou au contraire tellement simples qu'on finit par douter de leur cohérence. James Mason en chef de réseau clandestin, blessé à mort à la suite d'un hold-up dans une petite ville de l'Irlande du Nord et qui déambule péniblement, dans l'attente d'une mort proche, Claire-Bloom, dans *L'Homme de Berlin*, qui débarque dans la ville allemande pour une simple visite de famille et se retrouve prise dans un réseau d'espionnage, le premier garçon de *Première Désillusion*, persuadé que son majordome a tué sa femme, composent une galerie de personnages qui se demandent en permanence où en est leur tête.

Reed est également un grand cinéaste romantique. Ce romantisme se transformera, à la fin de sa carrière, en de l'art pompier (le ridicule *L'Extase et l'Agonie*, avec Charlton Heston en Michel-Ange repeignant la chapelle Sixtine avec des coquilles d'œuf), ou ressemblera à des mélodrames sirupeux (le très mauvais *Oliver*, qui remportera pourtant l'Oscar en 1968, l'année où *2001 : l'odyssée de l'espace* était nominé).

Mais au plus haut de sa carrière, ce romantisme est l'expression d'une cruauté qui manque beaucoup au cinéma aujourd'hui. L'image de James Mason mangé par un chien-loup juste avant de franchir la partie ouest de Berlin sous les yeux horrifiés de Claire Bloom, celle d'Alida Valli, à la fin du *Troisième Homme* – que Paul Schrader tient pour l'une des plus belles fins de l'histoire du cinéma –, marchant sous les yeux de Joseph Cotten sans lui jeter un regard, expriment une dureté et une intransigeance chez un metteur en scène qui avait toujours pris le parti de déranger son spectateur et de le faire souffrir avec un sadisme bienvenu.

Samuel Blumenfeld

Les purgatoires paradoxaux de Paul Schrader

DANS son livre *Easy Riders, Raging Bulls*, consacré à la génération des « garnements du cinéma » qui ont renouvelé Hollywood dans les années 70 (Spielberg, Coppola, Scorsese, De Palma, Friedkin, Schrader...), le journaliste Peter Biskind décrit ainsi Paul Schrader : *« Un type dépressif, cynique, dont on ne comprenait souvent pas grand-chose de ce qu'il racontait. Il était particulièrement attiré par les catholiques rongés par la culpabilité. »*

Martin Scorsese, pour qui Schrader a écrit quatre scénarios (*Taxi Driver*, *Raging Bull*, *La Dernière Tentation du Christ* et *Bringing Out the Dead*, qui sera tourné à la rentrée), constituait le partenaire idéal d'un tel auteur. Il en résultera une collaboration qui dominera le cinéma américain de la seconde moitié des années 70. Cette association prendra fin à peu près au moment où Schrader commencera sa carrière de metteur en scène. *« Martin et moi avions décidé, il y a une douzaine d'années, de ne plus travailler ensemble*, explique Paul Shrader. *Nos egos n'étaient plus conciliables, et nous nous sommes contentés de déjeuner ensemble une fois par an. J'ai écrit le scénario de* Bringing Out the Dead *l'été dernier, spécialement pour lui. Nicolas Cage y incarnera un ambulancier qui travaille la nuit et, comme dans* Taxi Driver, *il voit ce qu'il y a de pire à New York. Mais, à l'inverse de De Niro, il est dans l'équipe de Dieu, sauf qu'il perd la tête dès le début du film, et les choses ne cessent d'empirer par la suite. J'ai l'impression qu'avec ce film nous revenons vingt ans en arrière. »*

La rétrospective consacrée par La Rochelle à Paul Schrader aura confirmé combien ses premiers films, *Blue Collar* (1978), *Hardcore* (1979) et *American Gigolo* (1980), restent remarquables. Tous concernent des personnages baignant dans la boue (la corruption, la pornographie, la prostitution) mais essayant de se conduire en anges salvateurs. La carrière de Schrader a suivi une courbe descendante, comme presque tous les réalisateurs de sa génération, et s'est peu à peu diluée dans des projets intéressants (*Etrange Séduction*, *Light Sleeper*) mais jamais aboutis.

« Godard dit qu'un film n'a jamais de succès pour les bonnes raisons. Le succès de mes premiers films, tous produits par des studios hollywoodiens, est un immense malentendu », affirme à présent le cinéaste.

Ses deux derniers films, *Touch* et *Affliction* (d'après Russell Banks), n'ont toujours pas été distribués aux Etats-Unis, et sa carrière a évolué au rythme des commandes. La dernière s'appelle *Seven Men from Now*, un remake du western *Sept Hommes à abattre*, tourné par Budd Boetticher en 1956, avec Arnold Schwarzenegger dans le rôle que tenait Randolph Scott.

S. Bd.



SORTIR

PARIS

Pascal Devoyon
Seul Français à avoir remporté le concours Tchaïkovski de Moscou, Pascal Devoyon mène une carrière de pianiste beaucoup trop discrète. Mais les Allemands ne s'y sont pas trompés, puisqu'il dirige aujourd'hui l'une des classes de piano du Conservatoire de Berlin. Et que les Allemands, qui se sentent toujours un peu propriétaires de la grande musique, l'aient choisi, n'est pas un hasard.
Schubert : *Impromptu op. 142*, *Sonate pour piano D 784*. Ravel : *Valses nobles et sentimentales*. Franck : *Prélude, choral et fugue*.
Schola Cantorum, 269, rue Saint-Jacques, Paris 5e. Mo Port-Royal. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-43-54-56-74. 120 F.

Julien Lourau Groove Gang
Erik Truffaz, côté trompette, et Julien Lourau, côté saxophone, représentent les rares réussites, en France, d'un mélange des libertés du jazz avec le funk ou le hip-hop. Le Groove Gang de Lourau est une bande faite pour la scène qui chaloupe et gronde sans faillir. Comme une rencontre entre les Messengers d'Art Blakey et les délires de Funkadelic, avec l'Afrique noire et l'Europe de l'Est en terres de passage.
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 6, 7, 8 et 9, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Susana Baca, Kamilya Jubran, Nahawa Doumbia
Le Festival Africolor qui, chaque hiver au moment de Noël, présente des musiques d'Afrique au TGP de Saint-Denis, propose sa première édition d'été en une soirée. Au programme, l'ambassadrice de la culture afro-péruvienne Susana Baca, Kamilya Jubran (la chanteuse du groupe palestinien Sabreen) et l'une des plus grandes voix du Mali, Nahawa Doumbia.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Mo Saint-Denis-Basilique. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.

Mama Sissoko
Ex-soliste et chanteur de l'Orchestre Super Biton de Segou, le guitariste et chanteur malien Mama Sissoko compose des musiques sobres dans lesquelles on croise des rythmes peuls, mandingues et bambaras (CD *Jarabi Amours*, Buda Musique). Ce concert a lieu dans le cadre d'une « Nuit du blues » organisée par La Villette Jazz Festival *(voir programmation complète ci-dessous – « entrées immédiates »)*.
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 08-03-30-63-06. 170 F. Egalement à La Flèche d'or, 102 bis, rue de Bagnolet, Paris 20e. Le 7, à 21 heures. Tél. : 01-43-72-04-23. 20 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A la recherche du paradis perdu (vivre nu)
de Robert Salis (France, 1 h 40).
Breaking Up
de Robert Greenwald (Etats-Unis, 1 h 28).
La Piste du tueur
de Jeb Stuart (Etats-Unis, 2 heures).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

L'Epouvantail (*)
de Jerry Schatzberg. Américain, 1973, copie neuve (1 h 44).
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89) ; Lucernaire, 6e ; MK2 Quai-de-Seine, 19e.
Guépier pour trois abeilles
de Joseph L. Mankiewicz. Américain, 1967 (2 h 11).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Manhattan
de Woody Allen. Américain, 1979, noir et blanc, copie neuve (1 h 40).
Gaumont les Halles, dolby, 1er ; Grand Action, 5e (01-43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17e (01-43-80-24-81).
Mon homme Godfrey
de Gregory La Cava. Américain, 1936, noir et blanc (1 h 34).
VO : Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34).
La Petite Sirène
de John Musker et Ron Clements. Dessin animé américain, 1990 (1 h 23).
VF : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e ; Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e ; UGC George-V, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e ; Gaumont Convention, dolby, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e ; MK2 Gambetta, dolby, 20e.
Scaramouche
de George Sidney. Américain, 1953 (1 h 56).
L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
Vérités et Mensonges
d'Orson Welles. Franco-germano-iranien, 1975 (1 h 30).
VO : Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

ENTRÉES IMMEDIATES

Le Kiosque-Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

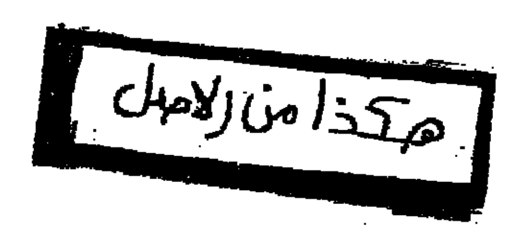
Manon
de Massenet. Ruth Ann Swenson (Manon), Frank Lopardo (des Grieux), Jean-Luc Chaignaud (Lescaut), Laurent Naouri (le comte des Grieux), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Frédéric Chaslin (direction), Gilbert Deflo (mise en scène), Ana Yepes (chorégraphie).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-11e. Mo Bastille. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 60 F à 635 F.
Rencontre jazz-classique
Œuvres de Ravel, Gershwin et Chostakovitch. Dans le cadre du Festival de Saint-Denis. Dee Dee Bridgewater et son Trio, Alexandre Tharaud (piano), Orchestre national d'Ile-de-France, Jacques Mercier (direction).
Auditorium de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur, 93 Saint-Denis. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-06-07. De 80 F à 200 F.
L'Histoire de Manon
Etoiles, premiers danseurs, corps de ballet et orchestre de l'Opéra de Paris. Barry Woodworth (direction). Kenneth McMillan (chorégraphie).
Opéra de Paris, Palais-Garnier, place de l'Opéra, Paris-9e. Mo Opéra. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 395 F.
Giselle
Corps de ballet et Orchestre de l'Opéra de Paris. Vello Pähn (direction). Patrice Bart, Eugène Polyakov (chorégraphie).
Opéra de Paris. Palais-Garnier, place de l'Opéra, Paris-9e. Mo Opéra. le 6, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 395 F.
La Villette Jazz Festival
Programme du 6 juillet (« Nuit du Blues ») : Mavis Staples & Lucky Peterson « A Tribute to Mahalia Jackson », François Tusques « Blue Phèdre », Buddy Guy (20 h 30). Bex Machine, Clayton Joseph Chénier and The Red Hot Louisiana Band (à 21 heures). Taj Mahal & The Phantom Blues Band, BB King (23 heures).
Parc de La Villette, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mo Porte-de-Pantin. Tél. : 08-03-07-50-75. Forfait 170 F, valable sur les différents lieux du site.
Jazz Exchange Orchestra
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1er. Mo Châtelet. Le 6, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
The Chairmaine Neville Band
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17e. Mo Porte-Maillot. Le 6, à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 150 F.
The Beastie Boys
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-8e. Mo Opéra. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 160 F.
Whitney Houston
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9e. Mo Porte-de-Bercy. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-44-68-44-68. De 220 F à 370 F.
Festival Banlieues du monde
Programme du 6 juillet : Djangu Ghandal (world music, 16 heures), La Riposte (rap, 17 h 30), Color (rap, 19 heures), Weep not Child (rap, 20 h 30), The Wailers (reggae, 22 h 30).
Stade Mandela, 93 Saint-Denis. RER Plaine-Voyageurs (Stade de France). Tél. : 01-55-87-08-70. Entrée libre.

RÉSERVATIONS

Hommage à Léo Ferré
Pierre Barouh, Catherine Ringer, Paco Ibanez, Michèle Atlani, Fabienne Thibeault, Céline Caussimon et plusieurs autres chanteurs et comédiens participeront à un concert commémorant le 5e anniversaire de la mort de Léo Ferré.
Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Le 14 juillet à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-78-03. 150 F.
Jesus Alemany Cubanismo
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e. Le 28 juillet. Tél. : 01-45-23-51-41. 130 F.

DERNIERS JOURS

18 juillet :
André André le Magnifique
d'Isabelle Candelier, Loïc Houdré et Patrick Ligardes, mise en scène des auteurs.
Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, Paris-8e. Mo Villiers. Tél. : 01-45-22-08-40. De 70 F à 220 F.
20 juillet :
Delacroix, les dernières années (1850-1863)
Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, Paris-8e. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. 35 F et 50 F.


هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

EN VUE

■ Pour économiser les réserves du pays, le président **Jusuf Habibie**, suggère aux Indonésiens de se priver de riz deux jours par semaine. Avec profit, car le jeûne *« améliore la circulation sanguine et permet de mieux se concentrer sur ses aspirations »*.

■ Jeudi 2 juillet, le *New York Times* accusait l'ancien président **Suharto** d'utiliser ses richesses pour aider ses enfants à préserver leurs entreprises et leurs postes au sein du parti au pouvoir. Le même jour, à Manille, le bureau officiel des statistiques annonçait : *« La moitié des Philippins vit en dessous du seuil de pauvreté. »*

■ A l'occasion des 90 ans de son père, **Henri d'Orléans**, Dauphin de France, a déclaré, dimanche, à Amboise, qu'il travaillait à réunifier le pays *« actuellement exsangue, comme un bateau ivre »*, avant de passer à table et de manger de la géline *« façon Comte de Paris »*, une recette en vogue à l'époque de François Ier.

■ Au mois d'avril, **Albert II**, roi des Belges, en vacances en France, se fait voler son chéquier. Le 24 juin, dans un hôtel de Lyon, c'est **Albert de Monaco** qu'on dévalise.

■ Dix pour cent de ceux qui les reçoivent ne les lisent pas, 38 % de leurs destinataires ne les reçoivent pas et 45 % des lecteurs qui les feuillètent sont sans opinion sur leur contenu, d'après une enquête de lectorat portant sur neuf publications du ministère de la Défense, qui en édite plus de quatre cents sans en connaître le coût.

■ **Sobhi Ali Saïd**, doyen de la faculté de pharmacie de l'université de Hélouane en Egypte, cherche à frapper les imaginations : *« Le Viagra pompe le sang, jusqu'à la dernière goutte du cœur et du cerveau, pour le diriger vers l'organe sexuel. Selon la force de la joute érotique, il a des répercussions dangereuses pouvant aller jusqu'à la mort. »*

■ Vendredi 3 juillet, **Jean Paul II** a reconnu par décret le martyre d'**Alojzije Stepinac**, cardinal croate, archevêque de Zagreb, arrêté 1946, soupçonné d'avoir collaboré avec les nazis, prétendument empoisonné, en 1960, dans son village natal de Krasic, par les communistes yougoslaves, avec des infusions massives de thé au laurier.

■ Le patron d'un hypermarché de Vénissieux, victime dans l'après-midi d'un hold-up, vainement convoqué, samedi dans la nuit, à l'aéroport de Lyon-Satolas, pour se faire retirer, comme promis, la ceinture d'explosifs télécommandée qu'un braqueur avait bouclée autour de sa taille, ne tenant plus, a fini par appeler la police. L'homme n'était chargé que de pétards de foire.

Christian Colombani

La Suisse et l'or volé par les nazis

La presse de la Confédération estime que l'échec de la négociation visant à l'indemnisation des avoirs juifs restés dans les banques helvétiques constitue en réalité une menace de guerre économique de la part des Etats-Unis

« LES ETATS-UNIS menacent la Suisse de guerre économique. » Ce titre de *La Tribune de Genève* traduit comment les sanctions américaines contre les banques helvétiques sont ressenties dans la Confédération. Depuis l'annonce, le 2 juillet, par les responsables financiers de plusieurs Etats et de la ville de New York, de lever le moratoire observé dans l'affaire dite de l'or des nazis, les critiques fusent de toutes parts, et la presse suisse s'en fait abondamment l'écho. Sous le titre « Des protestations ne suffisent pas », l'influent quotidien *Tages Anzeiger* de Zurich juge *« scandaleuse »* l'ingérence des collectivités publiques dans les relations entre Berne et Washington, et invite la Suisse à la contre-offensive. Si les autorités américaines n'arrivent pas à faire annuler les menaces de boycottage, estime le journal, *« il ne reste aux banques qu'une seule chose à faire : elles doivent retirer leur offre de 600 millions de dollars »* pour un règlement à l'amiable des plaintes collectives déposées aux Etats-Unis, alors que les organisations juives américaines réclament un montant global de 1,5 milliard de dollars.

Après avoir constaté que *« chaque Etat et chaque ville des Etats-Unis pourra dorénavant sanctionner les établissements bancaires helvétiques »*, *Le Nouvelliste*, principal titre du canton du Valais, croit également pouvoir en déduire que *« c'est bien une guerre qui est désormais menée contre la Suisse, sous la pression des milieux juifs américains »*. Dans un article intitulé « Les banques en otage », la *Neue Zürcher Zeitung* de Zurich, qui reflète généralement l'opinion des milieux d'affaires, relève, comme d'autres quotidiens de langue allemande, que le but poursuivi par le boycottage était de faire pression pour amener le gouvernement suisse et la banque nationale à apporter leur contribution au paiement de la facture négociée avec les plaignants américains. Considérant que les banques elles-mêmes n'avaient pas grand-chose à craindre d'éventuelles sanctions, le quotidien zurichois avise le gouvernement helvétique de ne pas entrer dans ce jeu et lui conseille de rappeler à Washington ses engagements internationaux.

Ces velléités de fermeté se reflètent aussi dans un sondage publié dimanche 5 juillet par les deux journaux populaires, *Le Matin* de Lausanne et *Sonntags Blick* de Zurich. Il en ressort que près de 70 % des personnes interrogées prônent *« une diplomatie plus musclée »* envers les Etats-Unis alors que 61 % se déclarent favorables au dépôt d'une plainte contre Washington devant l'Organisation mondiale du commerce. En revanche, deux Suisses sur trois se montrent hostiles à des mesures de rétorsion contre les entreprises américaines, en dépit des récentes menaces de sanction contre les banques et sociétés helvétiques aux Etats-Unis.

« GARDER LA TÊTE FROIDE »

Dans des entretiens à la presse dominicale, le président de la Confédération, Flavio Cotti, et d'autres dirigeants ont renouvelé leur détermination de ne pas céder aux pressions et de ne pas participer à un accord global *« avec des fonds publics »*. La fermeté affichée par les autorités est largement approuvée mais certains journaux de langue française en soulignent les limites. Ainsi, *Le Temps* de Genève recommandait *« de garder la tête froide car les jours et les semaines qui viennent vont mettre à rude épreuve la patience et la bonne foi des Suisses dans l'affaire des fonds en déshérence »*. D'autres quotidiens mettent l'accent sur la solitude de la Suisse, qui se tient toujours à l'écart de l'ONU et de l'Union européenne. *« Mais*, se console *24 Heures* de Lausanne, *à quelque chose malheur est bon : le tir de missiles qui s'abat depuis deux ans sur nos têtes – et, notez-le, les nôtres seulement – nous enseignera qu'il n'est plus possible de faire cavalier seul en Europe et dans le monde, car c'est évidemment dans l'isolement politique de la Suisse qu'il faut chercher la cause de tant d'acharnement. »*

Jean-Claude Buhrer

DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel

■ C'est un Lionel Jospin pugnace et optimiste qui a dressé hier soir au « Club de la presse » un bilan positif de l'action de son gouvernement. Il l'a fait dans un style que, par référence avec le fameux slogan de la *« force tranquille »*, on pourrait définir comme de la fermeté tranquille. La tranquillité n'est pas de l'euphorie ou de l'inconscience. Si Lionel Jospin a accepté de se comparer à Zidane ou à Jacquet, ce n'est pas à la suite d'une explosion d'autosatisfaction ou d'un accès irrépressible de vanité, mais sur le ton de l'humour et parce que ses questionneurs l'en pressaient. En revanche, le premier ministre bénéficie d'un privilège refusé à tous ses prédécesseurs depuis au moins Michel Rocard, celui de posséder une marge : la reprise de la croissance, le lent reflux du chômage, (plus rapide chez les jeunes), une petite brise de confiance et d'optimisme. Cela lui permet une certaine tranquillité.

L'HUMANITÉ
Claude Cabanes

■ Faut-il mettre au compte du grand va-et-vient estival qui a commencé ou de la fièvre du football qui saisit notre pays le fait que le premier ministre a été hier plus le pédagogue de l'état des lieux de la politique du gouvernement que l'annonciateur de son avenir ? Seuls quelques personnages aveuglés par les transes d'une opposition hystérique contesteront à Lionel Jospin ce constat de bon sens, eu égard à la situation où était la France il y a un peu plus d'un an : *« Ça va mieux. »*

RFI
Dominique Burg

■ La France peut partir tranquille au soleil de l'été : tout va bien. Elle a noyé ses tracas dans le foot et abandonné ses dernières angoisses au fleuve apaisé de la parole jospinienne, volontaire, optimiste, rassurante. Les Français sont moins grincheux, ça va mieux ; *s'il le dit, c'est qu'il doit y avoir du vrai*. Le premir ministre, en ces premiers jours de juillet, s'est adressé aux Français pour leur délivrer, au fond, un seul message : bonnes vacances ! Alors, bien sûr, quand au même moment, on entend un Philippe Séguin tout colère, tout triste, tout menaçant, décliner le thème *« la France va mal »*, on s'interroge. Ou plutôt, on n'entend pas. La musique est moins belle, fermons nos oreilles. Ainsi va l'opposition, impuisssante à modifier l'air du temps, condamnée, pour le moment en tout cas, à prononcer d'inaudibles discours.

europa.eu.int

Tout ce que vous avez toujours rêvé de savoir sur la législation européenne est enfin sur le Web

LE NAVIRE amiral de l'Union européenne sur Internet s'appelle simplement Europa. Les 300 000 internautes qui visitent chaque mois ce vaste site ont accès à plus de 500 000 documents provenant de toutes les institutions communautaires, y compris la Cour de justice européenne, ainsi que d'une dizaine d'agences annexes. Pour s'attaquer à cette montagne d'octets, l'utilisateur dispose d'un moteur de recherche capable de retrouver aussi bien la teneur maximale en goudron des cigarettes vendues dans les pays de l'Union que la directive 90/429/CE régissant les importations de sperme de cochon. Aujourd'hui, soixante personnes s'occupent d'Europa à plein temps, dont quarante fonctionnaires de toutes les directions générales, préposés à l'alimentation du monstre.

La base de données juridique, EUR-Lex, représente à elle seule une œuvre d'une ampleur encore inusitée sur le Net : *« D'ici au mois prochain, toute la législation européenne en vigueur sera transférée sur le site, soit un million de pages en onze langues »*, explique Lindsay Armstrong, de la DG 10 (information, communication, culture et audiovisuel). Chaque jour, EUR-Lex s'enrichit de plus de 1 500 documents, et les internautes peuvent lire le *Journal officiel*, disponible en ligne dès 14 heures. A terme, EUR-Lex proposera également les traités en cours de ratification, les textes préparatoires et même la jurisprudence.

Autre point fort, l'espace « Europe Direct » consacré à la libre circulation des personnes au sein de l'Union. Pour obtenir des informations détaillées, l'internaute doit simplement cliquer sur une carte d'Europe afin d'indiquer son pays de nationalité puis son pays de destination, et sélectionner un thème tel que Vivre, Travailler, Etudier... En prime, le site propose 10 000 offres d'emplois concernant tous les pays de l'Union. Pourtant, les pages les plus visitées sont celles consacrées au passage à l'euro. Selon Linda Armstrong, l'équipe est prête à faire face à cet afflux de demandes : *« Cinq personnes sont sur le pied de guerre pour répondre en 48 heures, dans la langue du correspondant. »* Au total, 82 % des visiteurs du site sont européens, les plus nombreux étant les Italiens. Les Français arrivent en quatrième position.

Europa, victime de son succès, est perpétuellement embouteillé, mais ce problème d'engorgement devrait être résolu dès le mois de septembre, avec le doublement de la capacité du serveur.

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

NET ELECTORAL

■ Selon le magazine Web américain *ZDNet News*, 98 des 100 membres du Sénat des Etats-Unis possèdent leur propre site Web à vocation électorale. A la Chambre des représentants, le chiffre est d'environ 330, sur 435 membres.

PUBLICITÉ

■ Selon l'institut américain Media Metrix, le réseau de sites publicitaires Double Click peut désormais être considéré comme le troisième site mondial en termes de fréquentation, derrière la page d'accueil d'America Online et le moteur de recherche Yahoo ! Double Click touche chaque mois 35 millions d'internautes.

META-RECHERCHES EN FRANÇAIS

■ Le *« méta-moteur »* Debriefing, qui effectue automatiquement des recherches simultanées dans plusieurs grands moteurs de recherche à partir d'une seule requête, propose désormais un service en langue française. Les moteurs francophones utilisés sont Yahoo France, PagesWeb, Ecila, Infoseek France, Excite France et Lokace.
www. debriefing. com

Plaidoyer pour « Enguerrand »

par Alain Rollat

DE GRÂCE, messires, ayez pitié de ce pauvre « Enguerrand ». Gardez-vous de tout jugement à l'emporte-pièce. Souvenez-vous de l'injustice faite à Maître-Jacquet, naguère vilipendé par vos clercs, aujourd'hui encensé par le peuple. M'est avis que ce malheureux « Enguerrand » est aujourd'hui victime de cet effet de mode selon lequel il n'est bon bec que de Londres. Si les pitreries d'un « Benny Hill » sont de bon ton, pourquoi serait-il de mauvais goût de rire des bouffonneries d'un « Enguerrand » *made in France* ? Leurs ressorts ne sont-ils pas identiques ? Certes, cette *« première série française burlesque médiévale »*, diffusée par France 3, est plus médiévale que burlesque. Elle n'a aucune originalité. Son thème s'inspire du succès cinématographique des *Visiteurs* ; son scénario transpose *Astérix* en Aquitaine pendant la guerre de Cent Ans, les Anglais remplaçant les Romains ; ses gags se réclament de *La Folie des grandeurs* mais feraient faire des grimaces à Louis de Funès ; sa truculence se veut rabelaisienne mais donnerait des indigestions à Gargantua.

Cela dit, comment faire de la bonne farce à la télévision ? Peut-on découper un *Pantagruel* en tranches de vingt-six minutes ? Peut-on mettre du Molière en sitcom ? Quand la farce n'est pas mise au service de la satire ou du génie, elle se réduit forcément à ses ingrédients basiques. Et cela donne, en effet, un hachis rudimentaire façon « Enguerrand ». Il existe pourtant un public qui rit de bon cœur aux procédés les plus éculés. Les éclats de rire qui rythment cette série, à raison d'un « Ah ! Ah ! Ah ! » toutes les quinze secondes, sortent, au demeurant, des meilleurs enregistrements. Ne confondez donc pas farce et guignolade ! Dans le genre troupier, le personnage du baron Enguerrand, qui se démène sous sa couette pour faire un héritier à sa dame Blandine, n'est pas dépourvu de références gauloises. S'il manque d'esprit, au moins est-il gai. Dans le genre historique, le personnage du Prince noir, qui incarne le prince de Galles, ne souffre pas, lui, d'un manque de consistance. N'est-il pas tenu par un comédien du plus beau noir de peau ? Dans le genre niquedouille, la ficelle paillarde est parfaitement nouée : l'intrigue se situe rarement au-dessus de la ceinture. Que demander de plus à la télé, le dimanche, entre 13 heures et 13 h 30 ?

Cessez donc, messires, de faire la fine bouche ! Et s'il vous faut une ultime raison pour accorder votre indulgence à ce pastiche, veuillez d'ailleurs considérer que, à elles seules, les soubrettes de cet « Enguerrand » valent le coup d'œil estival : leurs décolletés ne sont pas de pacotille.

هكذا من الأصل

LUNDI 6 JUILLET

FILMS DE LA SOIRÉE

18.40 **Conte d'hiver** ■■ Eric Rohmer (France, 1991, 110 min). Cinéstar 1
20.06 **Quatre mariages et un enterrement** ■■ Mike Newell (Grande-Bretagne, 1994, 117 min). TSR
20.06 **Philadelphia** ■■ Jonathan Demme (Etats-Unis, 1993, 117 min). TSR
20.10 **Danse avec les loups** ■■■ Kevin Costner (États-Unis, 1990, 230 min). RTBF 1
20.30 **R.A.S.** ■■ Y. Boisset (F, 1973, 110 min). Festival
20.40 **Les Banlieusards** ■■ Joe Dante (Etats-Unis, 1988, 110 min). RTL 9
20.45 **New York Stories** ■■ Martin Scorsese, Francis Ford Coppola et Woody Allen (Etats-Unis, 1989, v.o., 120 min). Arte
20.50 **Le Nom de la rose** ■■■ Jean-Jacques Annaud (France - Allemagne, 1986, 130 min). France 3
22.20 **Charlie et ses deux nénettes** ■■ Joël Seria (France, 1973, 90 min). Festival
22.55 **La Dernière Danse** ■■ Juzo Itami (Japon, 1993, v.o., 110 min). Arte
23.45 **Andreas Schlüter** ■■ Herbert Maisch (Allemagne, 1942, N., v.o., 110 min). Ciné Cinéfil
23.50 **Itinéraire d'un enfant gâté** ■■ Claude Lelouch (France - Allemagne, 1988, 120 min). Canal +
0.20 **Retour à la bien-aimée** ■■ Jean-François Adam (France, 1978, 95 min). RTL 9
1.35 **Of Human Bondage** ■■ Edmund Goulding (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Mel Gibson. Ava Gardner. Paris Première
19.00 Best of Nulle part ailleurs. Canal +
19.00 Envoyé spécial, les années 90. Drogue et sida. Afrique du Sud hors jeu. Histoire
19.00 et 0.30 Rive droite, rive gauche. Les plus grands invités de la saison. Invités : Claude Imbert ; Bernadette Lafont ; Didier Daeninckx ; Doc Gynéco. Paris Première
19.55 Le Journal de François Pécheux. Invité : Claude Lelouch. Canal +
20.00 La Vie à l'endroit. Justice, mode d'emploi. TV 5
20.00 20 h Paris Première. Best of. Invité : Martin Lamotte. Paris Première
22.45 Grands reportages. Courses poursuites. TF 1
0.20 Culture pub. Spécial Festival du film Publicitaire de Cannes. M 6
0.55 Public. TF 1
20.25 Folies villageoises. Odyssée
20.30 Destination. Cambodge. Téva
20.35 Prostitution, la filière hollandaise. Planète
20.55 Le Menu. Téva
21.20 Le Grand Rift. Ici les hommes sont apparus. Odyssée
21.25 Keufs dans la ville. Planète
22.10 L'Enfant lama. Odyssée
22.30 Repères : Domenico Scarlatti. Mezzo
22.50 Les Nouveaux Explorateurs. Dans les profondeurs du lac Supérieur. Planète
23.10 Romantiques Pyrénées. [2 et 3/3]. Odyssée Histoire
23.45 La Vie des hauts. [6/7]. Le pays horloger. Planète
0.05 Les Lumières du music-hall. Yves Montand. Paris Première
0.10 Les Nouveaux James Bond. Odyssée
0.15 Expédition Neige des tropiques. Planète

DOCUMENTAIRES

18.30 Variations : Le Monde en rythmes. [13 et /14]. Mezzo
18.40 Chemins de fer. [5/12]. Planète
19.00 Le Tour du Pacifique. [13/20]. Arte
19.00 Venise, la cité qui faillit disparaître. Odyssée
19.50 Trois mille ans de médecine chinoise. Odyssée
20.00 Reportage : Les Fous du stade. *Les supporters allemands et la Coupe.* Arte

MUSIQUE

20.30 Ouverture : Jean-Sébastien Bach. *Concerto brandebourgeois n° 2*, de Bach. Concert. Mezzo
21.00 Aïda. Mise en scène de Giancarlo Sbragia. Enregistré aux Arènes de Vérone, en 1981. Muzzik
0.00 Attila. Mise en scène de Giuliano Montaldo. Enregistré aux Arènes de Vérone, en 1985. Muzzik
0.10 *Rockpalast : John Cale.* Canal Jimmy

THÉÂTRE

21.00 La Puce à l'oreille. Pièce. Georges Feydeau. Paris Première

VARIÉTÉS

23.05 Monte le son. France 2

TÉLÉFILMS

19.35 650 calories pour mourir. Marc Lobet. Festival
20.55 ▶ Villa Vanille. Jean Sagols [1/2]. TF 1
21.00 L'An mil. Jean-Dominique de La Rochefoucauld [2 et 3/3]. Histoire
22.40 Le Bras de fer. O Bobby Roth. M 6
23.50 La Danse de Salomé. Jacques Ordines. Festival
0.45 Fantôme sur l'oreiller. Pierre Mondy. Ciné Cinémas

SÉRIES

18.50 Mister Fowler, brigadier chef. Les flambeurs. RTBF 1
20.00 Mon ami Jake. Le grand match. Canal J
21.35 *Le Prisonnier.* Musique douce (v.o.). Série Club
23.40 Au-delà du réel. L'éclaireur. TSR
23.55 New York Undercover. *L'amour est aveugle.* 13ème Rue
0.05 Highlander. Le passage. Série Club
0.45 American Gothic. Le ferrailleur. 13ème Rue

NOTRE CHOIX

● 22.20 Festival
Charlie et ses deux nénettes
Un marchand forain qui vend des toiles cirées (Serge Sauvion) emmène dans ses tournées à travers la France deux cousines sans travail (Jeanne Goupil et Nathalie Drivet). Un jour, le trio rencontre un vendeur de cathédrales miniatures (Jean-Pierre Marielle). L'une des filles est séduite. De petits faits, des personnages simples et *vrais comme la vie, la* redécouverte de la province. A l'époque – ce film de Joël Seria date de 1973 –, on appelait cela le « nouveau naturel ». Un populisme daté, certes, mais très attachant. – *J. S.*

● 22.30 Série Club
Serpico
A New York, dans les années 60, un jeune policier, Frank Serpico, est révolté par la corruption généralisée qui gangrène la police. *Devant l'inertie de sa hiérarchie,* il s'adresse aux médias, qui font éclater le scandale. Célébré par le public, il est cependant considéré comme un traître par ses collègues. En février 1971, il est grièvement blessé à la tempe par un dealer. S'agit-il d'un coup monté ? Toujours est-il qu'à peine guéri Serpico démissionne de la police et émigre en Europe. Peter Maas écrit son *histoire*. En 1973, elle est portée à l'écran par Sydney *Lumet*, avec Al Pacino *dans* le rôle du flic incorruptible. Le succès du film est tel qu'il incite la chaîne ABC à produire une série. Chose faite en 1976. C'est David Birney qui interprète le lieutenant Serpico. Mais, faute d'une audience suffisante, la série sera arrêtée au bout de quatorze épisodes. – *J.-J. S.*
★ **Rediffusion : le jeudi à 13 h 15 et le samedi à 14 h 50.**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

17.30 Beverly Hills.
18.20 Exclusif.
19.00 Le Bigdil.
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, la Coupe du monde, Météo.
20.55 ▶ Villa Vanille. Téléfilm. Jean Sagols [1/2].
22.45 Grands reportages. Courses poursuites.
23.50 L'Entrepôt du diable. O. Copie conforme.
0.40 TF 1 nuit, Météo.
0.55 Public.
1.40 Reportages. Quand je serai grand, je serai flic.

FRANCE 2

17.40 Friends.
18.45 Jeux de comédie.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde.
21.00 Jeux sans frontières.
23.05 Monte le son.
0.20 Journal, Météo.
0.35 Musiques au cœur de l'été.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 23.00 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.20 Tout le sport.
20.25 Le Journal de la Coupe.
20.50 Le Nom de la rose ■■■ Film. Jean-Jacques Annaud.
23.10 Soir 3.
23.30 Le Club du Mondial.
0.20 Blanche. Téléfilm. Charles Binamé [1 et 2/11].

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.45
18.35 Les Simpson.
19.00 Best of Nulle part ailleurs.
19.45 Flash infos.
19.55 Le Journal de François Pécheux.
20.45 Le Professeur Foldingue. Film. Tom Shadyac.
22.15 Flash infos.
22.20 Hard Men ■ Film. JK Amalou (v.o.).
23.50 Itinéraire d'un enfant gâté ■■ Film. Claude Lelouch.
1.50 Manga Manga : Megalopolis. La cité du démon. L'apocalypse.

ARTE

19.00 Le Tour du Pacifique. [13/20].
19.30 7 1/2.
20.00 Reportage : Les Fous du stade.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 New York Stories ■■ Film. Martin Scorsese, Francis Ford Coppola et Woody Allen (v.o.).
22.45 Kinorama.
22.55 La Dernière Danse ■■ Film. Juzo Itami (v.o.).
0.45 Court circuit. Pensao Globo. Eclats de lumière.
1.20 La Cible ■ Film. □ Peter Bogdanovich.

M 6

18.55 Los Angeles Heat.
19.50 Tour de France à la voile.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Décrochages info, Les Produits star.
20.50 Lucky Luke. Film. Terence Hill.
22.40 Le Bras de fer. Téléfilm. O Bobby Roth.
0.20 Culture pub.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Armand Strubel (*Le Roman de Renart*).
21.00 L'Histoire en direct. 1961-1965 : Le rock débarque en France.
22.10 Fiction. (rediff.).
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

19.55 Lucrezia Borgia. Opéra de Donizetti. Par l'Orchestre de la Scala.
23.00 Soleil de nuit.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Tolstoï et la musique. Œuvres de Beethoven, Haydn, Mozart, Schubert, Tchaïkovski, Wagner, Bach, Chopin.
22.25 Les Soirées... (suite). Œuvres de Beethoven, Taneiev, Janacek, Prokofiev, Roussel.

MARDI 7 JUILLET

FILMS DU JOUR

14.35 **La Truite** ■■ Joseph Losey (France, 1982, 105 min). Cinétoile
15.30 **Of Human Bondage** ■■ Edmund Goulding (EU, 1946, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
18.40 **Le Thé au harem d'Archimède** ■■ Mehdi Charef (France, 1984, 110 min). Ciné Cinémas
18.45 **The Little Minister** ■■ Richard Wallace (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil
20.30 **Bob Roberts** ■■ T. Robbins (EU, 1992, 105 min). Cinéstar 1
21.00 **Friends** ■■ E. Proctor (F, 1993, 110 min). Cinéstar 2
22.00 **Andreas Schlüter** ■■ Herbert Maisch (Allemagne, 1942, N., v.o., 110 min). Ciné Cinéfil
22.00 **Week-end en famille** ■■ Jodie Foster (Etats-Unis, 1995, v.o., 100 min). Ciné Cinémas
22.30 **Vivre** ■■ Zhang Yimou (Chine, 1994, v.o., 130 min). Paris Première
22.50 **Prêt-à-porter** ■■ R. Altman (EU, 1994, 130 min). Cinéstar 2
2.50 **La Cicatrice** ■■ K. Kieslowski (1976, v.o., 105 min). Canal+

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.00 20 h Paris Première. Best of. Invité : Martin Lamotte. Paris Première
14.00 Le Canal du savoir. Paris Première
15.00 Strip-tease. J'aurai ta peau. T'es un enfoiré, chef. Fleurs de piste. TV 5
16.00 *L'Histoire des loisirs.* Du voyage au tourisme. Histoire
17.00 Envoyé spécial, les années 90. Drogue et sida. Afrique du Sud hors jeu. Histoire
17.10 A bout portant. Jean Le Poulain. Paris Première
18.00 Stars en stock. Charles Bronson. Clint Eastwood. Paris Première
19.00 Best of Nulle part ailleurs. Canal +
19.00 *et 0.40 Rive droite, rive gauche.* Le meilleur. Invités : Jacques Gamblin ; Jacques Julliard ; Patrick Besson ; Elsa Zylberstein. Paris Première
19.55 Le Journal de François Pécheux. Invités : Patrick Chesnais ; Bernard Lavilliers. Canal +
20.00 Temps présent. Guatemala Connexion : Trois Suisses sous les verrous. TV 5
20.00 20 h Paris Première. *Best of. Invitée : Barbara Hendricks.* Paris Première
20.50 Zone interdite. Au cœur des urgences. M 6
21.00 Enjeux - Le Point. Se loger à New York : un véritable cauchemar. Attention danger : du plutonium au Canada. Passion : pilotes de brousse. TV 5
21.00 Le Gai Savoir. La politique, la presse, le mensonge. *Invités : Thierry* Wolton ; Roger-Gérard Schwartzenberg ; Michel Onfray ; Guy Konopnicki. Paris Première
21.25 Cambouis. *Spécial Grand Prix* de l'Age d'Or. Canal Jimmy
22.30 Sud. Invités : Dominique Vingtain ; Marc Saracino ; Catherine Peillon. TMC
23.00 De l'actualité à l'Histoire. Retour sur le premier semestre de 1998. Histoire
23.30 Un siècle d'écrivains. Julien Gracq, la chanson du guetteur. TV 5
18.35 Les Grands Compositeurs. [12/12]. Grieg. Odyssée
18.50 Le Dernier Vol du condor. TMC
18.55 L'Ame des violons. Muzzik
19.00 Le Tour du *Pacifique. [14/20].* Arte
19.00 Alligator ! Odyssée
19.15 Bray-*Dunes* et nulle part ailleurs. Planète
19.50 Violon tout terrain. Muzzik
19.55 Les Tribus du Triangle d'or. Odyssée
20.10 Les Ailes expérimentales. [13/13]. Les ailes de l'espace. Planète
20.30 Repères : La Guitare espagnole. [1/8]. L'âge d'or. Mezzo
20.30 Destination. Bali. Téva
20.35 Du côté des canards sauvages. Planète
20.45 ▶ La Vie en face : Bisous volés. Arte
20.50 Venise, la cité qui faillit disparaître. Odyssée
21.00 Le Dernier Shah. Histoire
21.00 Yehudi Menuhin. [1/2]. Le violon du siècle, album-souvenir. Muzzik
21.30 Chemins de fer. [5/12]. De Hongkong à Oulan-Bator. Planète
21.35 Soirée thématique. *Photos-témoins.* Arte
21.40 Trois mille ans de médecine chinoise. Odyssée
21.55 Yemen, pays de la reine de Saba. Paris Première
21.55 Yehudi Menuhin. [2/2]. Muzzik
22.10 Folies villageoises. Odyssée
22.35 Lonely Planet. New York. Planète
23.05 Le Grand Rift. Ici les hommes sont apparus. Odyssée
23.15 Destination. Bali. Téva
23.20 Prostitution, la filière hollandaise. Planète
23.50 La Nouvelle Vie de Bénédicte. TSR
0.00 L'Enfant lama. Odyssée
0.15 Keufs dans la ville. Planète
0.35 ▶ Histoires naturelles. Insolites 98. TF1
0.45 L'Ame des violons. Muzzik

DOCUMENTAIRES

17.30 Cuba, île merveilleuse. Odyssée
17.45 Paris la nuit. Planète
18.20 Regards d'Afrique. 15e Fespaco. Planète
18.30 Le Monde des animaux. La Vraie Nature des fleurs. La Cinquième

SPORTS EN DIRECT

13.00 Tennis. *Tournoi messieurs de Gstaad (Suisse).* 2e jour. Eurosport
18.00 Athlétisme. Meeting EAA de Zagreb (Croatie). Eurosport
2.00 Base-ball. Major League. *All Star Game.* AB Sport

MONDIAL 98

20.40 Brésil - Pays-Bas. 1re demi-finale. Au stade Vélodrome, à Marseille. TSR, France 2, Canal +, RTBF 1

MUSIQUE

18.15 Tous les violons du monde. Muzzik
20.20 Midnight Classics II. Muzzik
21.00 Repères : La Guitare espagnole. John Williams à Séville. Mezzo
22.30 Celibidache dirige... l'Orchestre de la Radio de Stuttgart. Mezzo
23.20 Celibidache dirige... La *« Messe n° 3 en fa mineur »*, de Bruckner. Mezzo
23.55 Céline Dion. Concert à Memphis. France 3

TÉLÉFILMS

17.10 *Un petit grain de folie.* Sébastien Grall. Festival
18.00 Les Deux Madame Grenville. John Erman [2/2]. Téva
20.30 Tendre est la nuit. Robert Knights [1/2]. Festival
20.40 On ne sait jamais. Tom Moore. RTL 9
22.20 Affaires très privées à Beverly Hills. Fred Gallo. RTL 9
22.35 *Liaison maléfique.* Deryn Warren. 13ème Rue
22.45 Seule contre la drogue. Jeremy Kagan. M 6
23.25 Personne ne m'aime. Bernard Dubois. Festival

SÉRIES

17.35 Magnum. L'extra-lucide. RTBF 1
18.10 Hawaï police d'Etat. Par l'eau et par le fer. Série Club
18.30 L'homme qui valait trois milliards. Carnaval d'espions. 13ème Rue
18.35 Maître Da Costa. Meurtre sur rendez-vous. Festival
19.00 Highlander. Descente aux enfers. Série Club
19.20 Deux flics à Miami. La combine. 13ème Rue
20.55 L'Educateur. Trop libre pour toi. France 3
20.55 Ally McBeal. Alone Again. These Are the Days (v.o.). Téva
21.40 L'Heure Simenon. *Les demoiselles* de Concarneau. Série Club
22.25 Seinfeld. Le portier. Canal Jimmy
22.30 La Loi de Los Angeles. Amour et préjugés. Téva
22.40 Les Cinq Dernières Minutes. Mystère et pomme de pin. Série Club
23.40 Star Trek, la nouvelle génération. Rédemption (v.o.). Canal Jimmy
23.45 Clair de lune. Mortellement vôtre. Téva
0.00 Le 16 à Kerbriant. [6/6]. Histoire
0.55 Blanche. [3/11]. France 3
1.00 Earth II. Eve. 13ème Rue

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte *ou interdit aux moins de 16 ans.*

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les *programmes complets* de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les *sourds* et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 21.40 Arte
Photos témoins

Objectif Terre

Comment les photographes se mesurent-ils aux maux de notre temps ? De quelle manière y engagent-ils leur art ? C'est à ces deux questions simples et fortes que tente de répondre cette soirée thématique en passant au crible des œuvres et des pratiques aussi divergentes que le reportage de presse et la recherche plasticienne.

L'actualité la plus brûlante est ainsi traitée par une série de documentaires français qui présentent le travail de Jean-François Joly auprès de la communauté tsigane de Roumanie, de Katharina Mayer avec des handicapés mentaux à Berlin, *ou encore de l'Algérien* Hocine, qui témoigne de la tragédie de son peuple. Quelques expressions récurrentes – *« être au plus près des gens », « aller à l'essentiel de l'être »* – indiquent la nature de la relation que ces photographes entretiennent avec la douleur vive de leur sujet, quand bien même les documentaires qui sont censés les servir manquent singulièrement de conviction cinématographique.

Le contraste est frappant quand on les compare aux films produits par Channel 4, dévolus, entre déviance, mort et sexualité, à la *part la plus trouble*, la *plus* fascinante et, somme toute, la plus féconde de ce programme, parce que suscitant un réel questionnement sur les limites du représentable. On retiendra tout particulièrement le remarquable *Vile Bodies* (*Corps répugnants*), d'Edmund Coulthard, consacré à trois champions de ces extrêmes, qui ont du moins pour vertu commune de dynamiter la joliesse tyrannique et aseptisée des images environnantes. Les très inquiétantes anamorphoses de Jenny Saville sont obtenues en plaquant son corps nu sur une plaque de verre, sous laquelle un comparse allongé (photographe de mode, pour parfaire le vice) la mitraille. Les paysages lunaires et ravagés de l'octogénaire John Coplans proviennent également de fragments de sa nudité photographiés par une ravissante personne. Quant aux hallucinantes compositions de Joel-Peter Witkin, rendez-vous galants des monstruosités humaines, elles délivrent leur auteur, selon son expression, *« du désir des ténèbres »*. Une catharsis qui demande à être vérifiée.

Jacques Mandelbaum

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.45 Arabesque.
15.40 Dynastie.
16.35 Sunset Beach.
17.25 Beverly Hills.
18.20 Exclusif.
19.00 Le Bigdil.
20.00 Journal, Journal de la Coupe.
20.38 Le Résultat des courses.
20.40 Météo.
20.45 La Reine blanche. Film Jean-Loup. Hubert.
22.55 Shanghaï Surprise ■ Film. Jim Goddard.
0.35 ▶ Histoires naturelles. Insolites 98.
1.30 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.50 Rex.
14.40 Dans la chaleur de la nuit.
15.30 Tiercé.
15.45 Chicago Hope, la vie à tout prix.
16.30 Waikiki Ouest.
17.15 et 23.10 Un livre, des livres.
17.20 Une fille à scandales.
17.45 Friends.
18.45 Jeux de comédie.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde.
21.00 Mondial 98. 1re demi-finale.
22.50 Football.
23.15 Six degrés de séparation. Film. Fred Schepisi.
1.05 Journal, Météo.
1.25 Nestor Burma.

FRANCE 3

13.35 Madame le Juge.
15.10 Les Enquêtes de Remington Steele.
16.00 Simon et Simon.
16.50 Brigade des mers.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 22.30 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.25 Tout le sport.
20.30 Le Journal de la Coupe.
20.55 L'Educateur : Trop libre pour toi. Téléfilm. Dominique Tabuteau.
22.40 Soir 3.
23.10 Le Club du Mondial.
23.55 Céline Dion. Concert à Memphis.
0.55 Blanche. [3/11].

CANAL +

13.30 Un amour de sorcière. Film. René Manzor.
15.15 Dugongs et lamantins.
16.10 Rions un peu...
17.00 Disjoncté. Film. Ben Stiller.
▶ En clair jusqu'à 21.00
18.35 Les Simpson.
19.00 Best of Nulle part ailleurs.
19.45 Flash infos.
19.55 Le Journal de François Pécheux.
20.43 Golden Foot.
21.00 Mondial 98. 1re demi-finale.
23.30 Cœur de dragon. Film. Rob Cohen (v.o.).
1.25 Le Souffre-douleur. Film. Steve Miner.
2.50 La Cicatrice ■■ Film. Krzysztof Kieslowski (v.o.).

LA CINQUIÈME/ARTE

14.25 La Cinquième rencontre... L'Asie. 14.30 Zanskar, les écoliers de l'Himalaya. 15.25 Entretien avec Nadine Delpech, écrivain.
15.55 Mémoires de Bretagne.
16.25 Modes de vie, modes d'emploi.
16.55 Alf.
17.20 Les Zèbres.
17.35 100 % question.
18.00 Va savoir.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Le Tour du Pacifique. [14/20].
19.30 7 1/2.
20.00 Archimède. La vie quotidienne à Pompéi. Paradis à cloner.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 ▶ La Vie en face : Bisous volés.
21.30 Soirée thématique. Photos-témoins. 21.35 Regarde de tous tes yeux, regarde ! Photographier l'exclusion. 22.35 La Passion selon Cristina Garcia Rodero. 23.00 Vile Bodies, la nudité. 0.00 Hocine, photographe algérien. 0.25 Vile Bodies, l'enfance. 1.15 Vile Bodies, la mort.

M 6

15.00 Les Anges du bonheur.
16.55 Boulevard des clips.
17.30 L'Etalon noir.
18.00 Models Inc.
18.55 Los Angeles Heat.
19.50 Tour de France à la voile.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Décrochages info, E = M6 junior.
20.50 Zone interdite. *Au cœur des urgences.*
22.45 Seule contre la drogue. Téléfilm. Jeremy Kagan.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique. L'histoire de la partition [2/5].
20.30 Agora. Marcel Loyau (*L'Estime et la Tendresse*).
21.00 Poésie studio. Rutger Kopland ; Anise Koltz.
22.10 Mauvais genres. *Les livres de l'été.*
23.00 Nuits magnétiques. A la périphérie du ballon rond.
0.05 Du jour au lendemain. Christophe Bident (*Maurice Blanchot, partenaire invisible*).

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Jazz été. Echos d'écran. Le jazz dans le décor (1).
19.37 Concert. Festival d'art sacré. Donné le 5 décembre 1997, en l'église de Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, par la Maîtrise de Radio-France et la Simphonie du Marais : *Sombras* (création française), de Nunez ; Œuvres de Bertran : *Répons de Noël : Angelus ad pastores ; In principio erat verbum ; Beata dei genitrix Maria* etc.
20.45 Concert. Festival Chopin. Œuvres de Chopin, Chavez, Beethoven, Prokofiev.
23.00 Soleil de nuit.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. John Eliot Gardiner. *Tirsi e Clori, ballo*, de Monteverdi, par The English Baroque Soloists et le Chœur Monteverdi, Johnson (Tirsi), *Xwella (Clori) ;* Œuvres de Haendel, Bach, Mozart, Beethoven, Schubert, R. Schumann.
22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de Massenet, Chabrier, Grainger, Holst, Verdi.

هكذا من الأصل

Le Monde

MARDI 7 JUILLET 1998

Lionel Jospin déclare : « Notre politique n'est pas de régulariser tous les sans-papiers »

Le porte-parole des Verts critique les propos du premier ministre sur Europe 1

LIONEL JOSPIN a tenu, dimanche 5 juillet, au « Club de la presse d'Europe 1 », un discours de fermeté sur l'immigration deux jours seulement après l'annonce de la création d'une commission consultative destinée à réexaminer les critères de régularisation des sans-papiers. Le premier ministre s'est longuement adressé à la trentaine de personnes qui, depuis bientôt trois semaines, poursuivent une grève de la faim au temple des Batignolles, dans le XVII[e] arrondissement de Paris. *« Ne nous mettez pas dans la situation où vous amalgamez tous les cas*, leur a-t-il déclaré. *Si vous demandez d'examiner, de bonne foi, le cas d'hommes et de femmes qui n'ont pas été traités comme ils auraient dû l'être, où l'administration a été trop rapide, où il y a eu des inégalités selon les départements, et qui pourraient éventuellement être régularisés, nous sommes prêts à le faire. Si, avec l'arme de la grève de la faim, en utilisant l'émotion, en jouant avec la santé des gens, vous essayez de nous faire, dans un collectif donné, régulariser tout le monde, y compris celui qui est dans un atelier de travail clandestin et qui est le produit d'une filière criminelle, vous nous rendez impossible la solution du problème. »*

DISCUSSIONS INTERROMPUES

Sur ce chapitre, le premier ministre a ajouté : *« Je leur demande de revenir à une attitude cohérente sur laquelle on peut s'entendre, qui est : on régularise de bonne foi tous ceux qui peuvent l'être, ceux qui ne peuvent pas l'être sont traités humainement, mais ils ont vocation à revenir chez eux. (...) Notre politique n'est pas de régulariser tous les sans-papiers, ni même tous les sans-papiers qui en font la demande. »*

Si la décision de créer une commission a pu apparaître comme un revers pour le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, le premier ministre lui a toutefois manifesté un soutien total en annonçant clairement qu'il n'est pas plus question de régulariser *« tous les sans-papiers »*.

« Le premier ministre se laisse aller à une colère qui, si l'on regardait objectivement les choses, devrait se diriger vers son administration », a réagi Alain Lipietz, porte-parole des Verts. La flèche, qui visait directement les ressortissants chinois dits du 3[e] collectif, a été encore plus mal accueillie au temple des Batignolles, où l'on a décidé de poursuivre la grève de la faim, commencée le 16 juin. *« Le premier ministre confond le criminel et sa victime*, estime l'anthropologue Emmanuel Terray, qui poursuit son jeûne aux côtés de vingt-neuf sans-papiers. *Les sans-papiers sont les victimes du travail clandestin, un sytème largement toléré par l'administration française. La régularisation leur aurait justement permis d'y échapper. »* Rappelant que les sans-papiers ont *« décidé seul »* de se lancer dans cette initiative de *« dernier recours »*, il regrette que le premier ministre ait choisi de *« refermer le dialogue »*.

Dimanche soir, les discussions entamées depuis jeudi entre le ministère de l'intérieur et le 3[e] collectif se sont pour la première fois interrompues sans qu'un prochain rendez-vous ait été fixé. Le ministère de l'intérieur a publié, lundi matin 6 juillet, un communiqué dans lequel il *« regrette »* que le 3[e] collectif n'ait pas *« à ce jour entendu »* les *« propositions raisonnables »* du gouvernement.

Nathaniel Herzberg

Lire aussi notre éditorial page 13

Consensus au Parlement sur la Nouvelle-Calédonie

RÉUNI en congrès à Versailles, lundi 6 juillet, le Parlement devait adopter définitivement le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie, destiné à permettre la mise en œuvre de l'accord de Nouméa du 5 mai (*Le Monde* daté 5-6 juillet). A la suite de l'intervention du premier ministre, prévue dès l'ouverture de la séance, à 14 heures, les douze orateurs inscrits (six de l'Assemblée, six du Sénat) devaient appeler à voter en faveur du texte.

Les résultats du scrutin public à la tribune devaient être proclamés vers 18 heures par le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius. La majorité requise – trois cinquièmes des suffrages exprimés – devait être largement dépassée. C'est la neuvième fois depuis le début de la V[e] République que cette procédure est utilisée pour modifier la Loi fondamentale.

Le pape défend le caractère « sacré » du dimanche

JEAN PAUL II doit rendre public, mardi 7 juillet à midi, une lettre apostolique d'une centaine de pages, intitulée *Dies Domini (Le Jour du Seigneur)*, consacrée au respect de la dimension *« sacrée »* du dimanche. Pour prendre date, le pape a fixé parmi les *« priorités »* du chrétien la *« redécouverte »* du dimanche, lors de la prière de l'Angélus, dimanche 5 juillet sur la place Saint-Pierre de Rome. Le risque existe que *« le dimanche soit seulement une fin de semaine »*, a-t-il souligné, alors qu'il doit être *« le jour du Seigneur »*.

Le pape et les épiscopats français ou italien sont déjà intervenus à plusieurs reprises pour critiquer le travail du dimanche. L'Eglise catholique a cependant accepté depuis longtemps que les fidèles assistent à la messe le samedi.

DÉPÊCHES

■ **NUCLÉAIRE : le transport de combustibles nucléaires usés vers** l'usine de retraitement de la Cogema de La Hague (Manche) devait reprendre, lundi 6 juillet, depuis la centrale de Bugey (Ain), a indiqué EDF. L'autorisation de reprise *« progressive, site par site »* de ces transports, suspendus le 6 mai par la SNCF pour cause de contamination radioactive de certains convois, a été délivrée le 30 juin par la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN).

■ **ASTRONOMIE : une équipe franco-suisse** travaillant à l'observatoire de Haute-Provence vient de découvrir une nouvelle planète extrasolaire tournant autour de l'étoile 14 Herculis, située à soixante années-lumière de la Terre. Trois fois plus massif que Jupiter, cet astre se distingue par une période de rotation de 4,4 années, soit la plus longue révolution des « exoplanètes » déjà recensées. Les recherches de ces astronomes ont également confirmé l'existence d'une autre planète, récemment découverte par une équipe américaine autour de l'étoile Gliese 876, située à quinze années-lumière du système solaire.

■ **ANNIVERSAIRE : le comte de Paris a célébré ses quatre-vingt-dix ans**, dimanche 5 juillet, dans son château d'Amboise (Indre-et-Loire), avec trois cents invités, ses enfants, ses petits-enfants et des personnalités du gotha, conviés autour d'un déjeuner et d'une fête renaissance. L'héritier des rois de France a encore affirmé n'avoir *« jamais abandonné la politique ». « Il faudra que je sois étendu pour abandonner »*, s'est-il exclamé.

■ **SANTÉ : un nouveau cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)** a été annoncé, lundi 6 juillet, par le ministère de l'agriculture dans le département du Loir-et-Cher. Il s'agit du trente-septième cas répertorié en France depuis 1990 et du sixième mis en évidence dans le pays en 1998, ajoute le ministère.

Boris Cyrulnik élu président du Centre artistique de Châteauvallon

TOULON
de notre correspondant

Boris Cyrulnik, psychiatre et éthologue, a été élu, le 3 juillet, président du Centre national de création et de diffusion culturelle (CNCDC), une structure qui succède au Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) de Châteauvallon, dissous le 21 mars 1998 par la cour d'appel de Grenoble. La municipalité Front national de Toulon, au terme d'une lutte engagée dès 1995 avec le cofondateur et directeur du TNDI, Gérard Paquet, devra jeter l'éponge, même si elle est parvenue à obtenir le licenciement de ce dernier, auquel Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a confié une mission.

L'aventure du TNDI continuera sur le site de Châteauvallon, hors la présence des représentants de la municipalité toulonnaise, la dissolution du syndicat intercommunal dans lequel elle siégeait au côté de la commune d'Ollioules (propriétaire des terrains) ayant été annulée par le préfet du Var, Hubert Fournier. La nouvelle structure est née d'une concertation volontariste entre l'Etat, le conseil général du Var, le conseil régional et la commune d'Ollioules qui ont su trouver un nouveau cadre associatif débouchant, le 16 juin, sur la constitution du CNDC. Christian Tamet, directeur du Théâtre contemporain de la danse de Paris, a été élu à la direction provisoire par le nouveau conseil d'administration, qui a précisé sa *« volonté de rendre accessibles à un public large et diversifié des œuvres de tous les secteurs du spectacle vivant »*.

DES NOUVELLES AMBITIONS

Force est de constater que les nouveaux dirigeants ont essayé de *gommer un peu l'image de bastion* élitiste qui fut longtemps l'un des reproches majeurs faits au TNDI par bon nombre de Varois. Aussi, le CNCDC poursuivra-t-il ses activités, à dominante chorégraphique, avec une ambition de rayonnement national. *« Son champ artistique intégrera entre autres des activités liées au théâtre et à la musique, mais aussi au débat d'idées entre le monde de la science et celui de la culture »*, précise-t-on au CNCDC.

Le personnel de l'ancien TNDI sera intégré dans la nouvelle structure qui doit s'attacher à reconstruire son image culturelle et sa programmation... Une tâche difficile avec un budget prévisionnel de 5,7 millions de francs pour les six mois à venir. Avant l'arrivée du Front national à Toulon, le TNDI disposait d'un budget global annuel de 14,5 millions de francs, dont 4,7 millions de subvention de la municipalité.

José Lenzini

Des scientifiques prennent moins de distance avec les ovnis

WASHINGTON
de notre correspondant

C'est un groupe de dix scientifiques qui l'affirme : il est temps de considérer sérieusement les ovnis. Sous la direction de Peter Sturrock, professeur de physique appliquée à l'université de Stanford (Californie), ces spécialistes, qui représentent de respectables institutions américaines, françaises et allemandes, viennent de rédiger un rapport qui accorde aux objets volants non identifiés, sinon la respectabilité, du moins le bénéfice du doute, qu'il reste à évaluer, au cas par cas. Les hommes de science, soulignent-ils, ont trop souvent tendance à prendre leurs distances avec le phénomène des ovnis, de peur d'être associés aux pseudo-spécialistes qui ne doutent pas de l'existence de ces *« petits hommes verts »* dont Hollywood a fait un fonds de commerce.

Après avoir passé en revue les éléments d'enquête réunis par huit spécialistes originaires de plusieurs pays, les auteurs du rapport n'en concluent ni à l'existence d'une intelligence extraterrestre (et encore moins à la réalité des soucoupes volantes), ni même à une aberration des lois naturelles connues. Ils se bornent à constater que certaines manifestations *« inexplicables »* peuvent justifier *« une évaluation attentive des rapports* [d'observation] *sur les ovnis, afin d'en extraire des informations relatives à des phénomènes inhabituels actuellement inconnus de la science »*. Pour que la communauté scientifique accorde quelque crédit à ces études, ajoutent-ils, elles doivent être menées *« dans un esprit d'objectivité et avec une volonté d'évaluer des hypothèses contradictoires »*.

Pour prudentes qu'apparaissent ces recommandations, elles tranchent nettement avec celles des deux précédentes études scientifiques, réalisées en 1968 et 1970. La première concluait alors que *« de plus amples études sur les ovnis ne peuvent être justifiées dans l'espoir d'une avancée de la science »*. Or, la technologie ayant fait des progrès en plus d'un quart de siècle, certaines observations d'ovnis méritent d'être analysées, estiment le professeur Sturrock et ses collègues, afin d'élargir les connaissances sur l'atmosphère terrestre et certains phénomènes naturels de l'espace, quitte à détruire au passage des mythes qui ont la vie dure.

CANULARS ET AVIONS ESPIONS

Les « vrais croyants » n'ont pas ajouté foi à la mise au point du Pentagone, en juin 1997, concluant que les *« extraterrestres de Roswell »*, dans le désert du New Mexico, étaient en réalité des mannequins lâchés par des avions militaires... Depuis cinquante ans, un nombre incalculable de témoignages ont été enregistrés dans le monde entier : bon nombre d'entre eux ont été attribués à des hallucinations ou des canulars, certains à des phénomènes atmosphériques, d'autres enfin à des avions espions.

Reste, selon l'équipe scientifique réunie par la Society for Scientific Exploration, un ensemble d'incidents méritant que l'on s'y attarde, selon *une approche scientifique : effets physiques* sur des témoins, détections d'ovnis par les radars, mystérieuses lumières, manifestations gravitationnelles ou d'inertie, traces non expliquées sur le sol et la végétation. Les auteurs du rapport soulignent la complexité du phénomène ovni, pour lequel il ne peut y avoir de réponse *« simple et universelle »*, et demandent que de futures recherches bénéficient d'un soutien institutionnel (notamment militaire). Enfin, sachant qu'ils prennent le risque de voir leur démarche tournée en dérision, ils estiment que celui-ci vaut d'être couru, au nom du progrès scientifique.

Laurent Zecchini

A nos lecteurs

Notre supplément hebdomadaire « Le Monde économie » paraîtra dans nos éditions de mardi datées mercredi 8 juillet. Essentiellement consacré à l'agriculture européenne, ce cahier comprendra dix-huit pages d'offres d'emploi. La publication de ce supplément sera ensuite suspendue durant les congés d'été pour reprendre le 31 août (*Le Monde* daté du 1[er] septembre).

Tirage du *Monde* daté dimanche 5 -lundi 6 juillet : 555 133 exemplaires 3

« Le Monde de l'éducation » de juillet-août

LE MONDE DE L'ÉDUCATION de juillet-août, autour de l'actualité culturelle et touristique estivale, offre une sélection de seize textes littéraires et scientifiques. Au sommaire : le jazz, l'âge de l'univers, les noctambules parisiens, Sartre et le savoir, Picasso et la poésie, la celtitude, l'astrophysique ou encore Berlioz, et soixante-dix rendez-vous culturels à ne pas manquer cet été. A lire, aussi, une réflexion sur la thèse (pourquoi soutenir une thèse ? pourquoi recruter un thésard ? le stress du thésard, des témoignages de grandes figures de la recherche) ainsi que les portraits des cinq lauréats du prix *Le Monde* de la recherche universitaire 1997 par leurs parrains (Rony Braumann, Pascal Bruckner, Dominique Méda, Edgard Pisani et Yves Simon). Egalement au sommaire, les chroniques de Jean-Michel Gaillard, Hervé Hamon et Michel Serres.

★ **Chez votre marchand de journaux : 30 F.**